

Nouveaux Cahiers du socialisme

Les classes sociales aujourd'hui



Nouveaux Cahiers du socialisme

n° 1, 2009

Rédaction et administration
Collectif d'analyse politique (CAP)
Au soin d'Alternatives
3720 du Parc, # 300
Montréal, Canada, H2X 2J1
Adresse électronique : cap@qc.ca.edu
Site Web : <http://cap.qc.ca.edu/>

Abonnement : voir à la page p. 287

Illustration de la couverture : Georg Grosz, *Éclipse de soleil*, 1926.

Graphisme : Richard Poulin

Diffusion en librairie

Messageries Gladu
600 C, boulevard Le Bourg Neuf
Le Gardeur, QC
J5Z 4W9
Téléphone : 450.585.7039
Adresse électronique : rob.desjardins@sympatico.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et archives nationales du Québec

© Collectif d'analyse politique (CAP), 2009

ISSN 1918 4662 (version imprimée)

ISSN 1918 4670 (version en ligne)

Nouveaux Cahiers du socialisme

n° 1, 2009

• Pourquoi les <i>Nouveaux Cahiers du socialisme</i> ?	
COLLECTIF D'ANALYSE POLITIQUE	5
Face à la crise	13
• Où va la crise? MICHEL HUSSON	15
• Le maillon faible? ENTRETIEN AVEC ÉMIR SADER	27
• La crise et au-delà de la crise, FRANÇOIS CYR et PIERRE BEAUDET	39
DOSSIER	
Les classes sociales aujourd'hui	47
• Introduction : À la (re)découverte du concept de classe, LE COLLECTIF	49
Bourgeois et prolétaires	
• La foire d'empoigne du capitalisme canadien, PIERRE BEAULNE	57
• La reconfiguration des classes sociales au Canada, PIERRE BEAUDET	77
Débats	
• Les classes sociales, d'hier à aujourd'hui, GILLES BOURQUE	93
• Classe et composition de classe, PIERRE BEAUDET	103
• Mouvements sociaux ou classes sociales? DORVAL BRUNELLE	113
• Intellectuels et classes sociales, SIMON TREMBLAY PÉPIN	121
• Politique, idéologie et classes sociales : l'angle mort de la gauche, ÉRIC MARTIN	133
• « L'école au service de la classe dominante », trente ans plus tard, VÉRONIQUE BROUILLETTE	151
• La classe dans le discours / Le discours dans la classe, FRANÇOIS CYR, BENOÎT GAULIN et PHILIPPE DE GROSBOIS	163

Bilan de luttes

- David contre Goliath (la lutte au *Journal de Québec*),
PHILIPPE BOUDREAU 187
- La lutte contre GM, HERMAN ROSENFELD 195
- Luttes de classes dans l'université, THOMAS CHIASSON-LEBEL 201

Perspectives

- Argentine : crise et restructurations, PIERRE SALAMA 215
- Apparence, hypersexualisation et pornographie,
RICHARD POULIN 227

Notes de lecture

247

Les auteur-es

285

Pourquoi les *Nouveaux Cahiers du socialisme*?

COLLECTIF D'ANALYSE POLITIQUE

IL Y A TRENTE ANS, au printemps 1978, naissait à Montréal une revue, *Les Cahiers du Socialisme*. Les éditeurs (intellectuel-les et enseignant-es à l'UQÀM se définissant sur une base militante plutôt que strictement universitaire¹) voulaient créer « une tribune ouverte aux études sur notre société » et reprendre la tradition léguée par d'autres publications de gauche, dont *Socialisme québécois*, *Parti Pris* et plusieurs autres. D'emblée, l'idée était de concentrer les travaux sur les « rapports entre les classes sociales au Québec et au Canada, la nature de l'État capitaliste fédéral et québécois, la place du Canada dans le système impérialiste, les voies d'organisation et d'accession au pouvoir des classes opprimées et la question nationale ». Les éditeurs précisaient l'impératif d'« étudier les faits ». Tout en étant pour la plupart impliqués dans divers mouvements sociaux et de gauche, les responsables des *Cahiers* à l'époque ont tenu à publier une revue explicitement indépendante des divers partis et mouvements de gauche de l'époque.

Débats, recherches, critiques

Les Cahiers du socialisme ont permis jusqu'en 1985 la diffusion de nombreuses recherches pertinentes pour le mouvement social. Il faut dire qu'à l'époque, plusieurs publications alimentaient le débat, et ce au moment où le mouvement social était en effervescence². Le

1. Gilles Bourque, Dorval Brunelle, Jules Duchastel, Philip Ehrensaft, Jorge Niosi et Pierre-Yves Soucy.
2. Nous pensons notamment à *Interventions critiques en économie politique*, *Conjoncture*, *Le Temps fou*, *Presse libre*, aux cahiers produits par le Centre de formation populaire et à bien d'autres.

mouvement syndical se définissait encore sur un mode de « combat ». Les organisations populaires, étudiantes et féministes sortaient d'une décennie de tempêtes avec un grand bagage d'expériences et le désir d'innover sur le plan politique. Il faut rappeler qu'il y avait alors de réelles tentatives pour construire des alternatives politiques, comme cela a été le cas avec le Mouvement socialiste et le Regroupement pour le socialisme.

Ces efforts constituaient donc un terrain propice pour un travail intellectuel de longue durée, non pas pour définir une « nouvelle ligne politique », mais pour « favoriser le questionnement » d'une gauche québécoise « traversée par un ensemble de contradictions, et dans le contexte d'une crise du marxisme¹ ». La revue voulait s'inscrire dans un moment de « convergence » permettant après quelques années de « fermeture des débats² » de « saisir la signification des pratiques politiques nouvelles, de les analyser, de les critiquer, d'en révéler les contradictions³ ». Cette volonté de regarder la vérité « en pleine face » a bien servi les *Cahiers du socialisme* jusqu'à la dernière parution (le n° 16 portant sur la pornographie). À l'occasion d'un numéro sur « La crise, le socialisme et le tiers-monde » (n° 15), Richard Poulin appelait à une « réflexion et une démarche remettant en cause les certitudes du passé » tout en suggérant de rester du côté de la lutte et de la résistance. Par la suite, les éditeurs des *Cahiers du socialisme* ont décidé de s'investir ailleurs, d'où la mort de la publication⁴.

Critiques socialistes

Dès 1986, était lancée la revue *Critiques socialistes*. Publiée à Hull, cette revue refusait la dissolution des *Cahiers* ; elle entendait pour-

1. *Éditorial*, n° 7, hiver / printemps 1981.
2. Dans les années 1976-1979 notamment, le marxisme et le socialisme au Québec ont vécu une période difficile sous l'influence de groupes dits « marxistes-léninistes » comme En Lutte! et le Parti communiste ouvrier, qui ont sclérosé la pensée critique dans une large mesure. Après quelques années toutefois, les débats ont repris de plus belle dans la gauche.
3. *Éditorial*, n° 7, *op. cit.*
4. Les éditeurs au moment de la dissolution des *Cahiers du socialisme* étaient Paul R. Bélanger, Gilles Breton, Serge Côté, Omer Chouinard, Germain Dulac, Monique Gauvin, Jean-Paul Gravel, Micheline Labelle, Jean-Guy Lacroix, Benoît Lévesque, Micheline Nadeau-de Sève, Jacques Pelletier, Richard Poulin, Robert Quirion, Francine Sénécal, Carole Simard, J. Yvon Thériault.

suivre et approfondir le projet des *Cahiers*. Toutefois, la période était marquée par de profonds reculs du mouvement ouvrier et d'autres mouvements sociaux, tant à l'échelle internationale qu'à celle du pays. Le socialisme avait du plomb dans l'aile et le marxisme était largement déconsidéré. Néanmoins, vaille que vaille, *Critiques socialistes* analysait les nouveaux développements mondiaux et nationaux, se préoccupait de questions traditionnellement peu abordées par la gauche¹, s'attaquait aux prétendues nouvelles approches du social et du politique (« nouveaux philosophes » et *tutti quanti*) et promouvait le socialisme démocratique révolutionnaire.

Malgré un ton offensif sur plusieurs points, il n'en reste pas moins que cette revue adoptait, en général, une posture défensive. Elle ramait nettement à contre-courant, ce qui après cinq ans de publication a fini par avoir raison d'elle.

Ce n'est qu'en 1999, avec l'échec des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, aux États-Unis, grâce à la mobilisation conjointe de syndicats, de mouvements sociaux et de la jeunesse radicale qu'un souffle d'espoir se remit à souffler. Une nouvelle période politique s'ouvrait.

Enjeux actuels

Dans une large mesure, nous pensons aujourd'hui que le projet des *Cahiers du socialisme* reste valable, d'où le nom de notre revue, qui indique à la fois continuité et rupture. Certes, le monde que l'on connaît aujourd'hui apparaît bien différent de celui d'il y a trente ans, avant l'implosion de l'URSS et le développement du « turbocapitalisme » que l'on connaît généralement sous son étiquette de « néolibéralisme ». C'est ce turbocapitalisme et, de plus en plus, sa version militarisée (la « guerre sans fin » de l'administration états-unienne) qui déterminent les enjeux des confrontations actuelles. Certes, contre cette dérive, le mouvement social persiste et signe. Du Chiapas en passant par Buenos Aires, La Paz ou Katmandou, le drapeau de la résistance flotte haut. Ailleurs, au Brésil, en France, au Maroc, en Inde et même aux États-Unis, de nouvelles générations définissent de nouvelles identités hybrides *contre et au-delà* du capitalisme.

1. Notamment les questions relatives à l'oppression des femmes et à la révolution / libéralisation sexuelle ainsi qu'à l'écologie.

La tendance est également manifeste au Québec. Dans le sillon de la Marche des femmes, du Sommet des peuples des Amériques, du Forum social québécois et des grandes luttes étudiantes, populaires et syndicales des dernières années se profile également un ensemble de résistances. De ces luttes émergent de nouvelles perspectives qui conjuguent les aspirations historiques des mouvements anticapitalistes à celles des « nouvelles » expressions de la lutte sociale comme le féminisme, l'écologie politique, l'altermondialisme.

La transition de l'« anti » à l'« alter »

En Amérique latine mais aussi dans le reste du monde, les couches populaires disent « *basta* ». Elles (re)construisent leurs projets et leurs ambitions, et contestent le pouvoir, non seulement pour s'en emparer, mais aussi pour le transformer. Au lieu de se contenter de capturer l'État, idée dominante au sein de la grande tradition de la social-démocratie européenne, elles élaborent le projet d'une nouvelle société mue par de nouveaux rapports combinant les principes de justice sociale et d'égalité avec la diversité de l'expérience humaine et le souci de léguer aux prochaines générations un monde viable. En plus de mettre sur la table un million de propositions pour remettre l'économie et l'environnement à l'endroit, ces nouvelles expressions politiques et sociales comme les grands mouvements des époques antérieures (le mouvement de décolonisation par exemple), innovent en transformant « le » et « la » politique, qui ne doit plus, du moins dans une optique de gauche, être « simplement » un projet fermé, défini par une « avant-garde éclairée ». C'est de ce bouillonnement que surgissent de multiples projets politiques, notamment en Bolivie, au Brésil, en Équateur, au Venezuela. Et c'est aussi où le projet de Québec solidaire trouve son inspiration et son souffle.

Des Cahiers aux Nouveaux Cahiers

Le projet que nous vous présentons maintenant fait partie d'une démarche d'un groupe de personnes impliquées dans le mouvement social et la gauche politique. Nous avons décidé de nous regrouper au début de 2006, dans le contexte des interrogations et des espoirs de nos luttes, de nos résistances, de nos organisations¹. Pour faire

1. Voir notre plate-forme p. 11.

un clin d'œil au passé (sans nostalgie!), nous nous sommes donnés le nom de CAP¹. Comme nos « ancêtres », nous nous définissons totalement libres, critiques, autonomes. En clair, nous ne représentons que nous-mêmes. Également dans la tradition des *Cahiers* originaux, nous nous percevons comme des « intellectuels militants », c'est-à-dire à la fois producteurs d'idées et chercheurs d'une part, et militants engagés dans le mouvement social d'autre part.

Même si plusieurs d'entre nous œuvrent à l'université et dans le système d'éducation, nos « Nouveaux » *Cahiers* ne se présenteront pas comme une revue « universitaire ». Les contributions que nous solliciterons proviendront d'un large éventail de compétences, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique. Certes, nous parlons du point de vue que la connaissance ne se présente pas « spontanément » et que la lecture des processus et des événements qui marquent la société doit être un exercice rigoureux. On se souvient de la remarque caustique de Marx : « Après tout, toute science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses se confondaient². »

Finalement, nous voulons souligner le fait que nous voyons notre travail en lien et en complémentarité avec d'autres collectifs et d'autres publications qui animent le débat sur les alternatives actuellement au Québec³. Notre apport spécifique sera d'approfondir certaines pistes de recherche par des analyses, des documents, des travaux un peu plus longs et étoffés qui s'ajouteront à l'œuvre d'information et de débats d'autres initiatives.

Pour le moment, notre ambition est de publier deux *Cahiers* par année, à l'hiver et à l'automne, sous la forme de livres thématiques. La publication par ailleurs sera enrichie par ce que nous

-
1. Au début des années 1970 après la crise d'octobre, des militants et des militantes du mouvement populaire avaient mis en place de nombreux « comités d'action politique » qui ont joué un rôle important dans l'animation et le développement des luttes dans ces années.
 2. Karl Marx, *Le Capital*, livre III, dans *Œuvres. Économie II*, Paris, Gallimard, 1968, p. 1439.
 3. Nous pensons notamment notamment au magazine *À bâbord!*, au site Internet *Presse-toi à gauche* et à celui d'*Alternatives-international*, aux initiatives de *Masse critique* et de l'*Institut de recherche et d'informations socio-économiques* (IRIS) et à plusieurs autres outils de réflexion et d'information qui questionnent les dynamiques soulevées par les mouvements sociaux et approfondissent la critique du capitalisme mondialisé.

mettrons sur notre site WEB¹ qui diffuse déjà de nombreux débats et analyses. D'autre part, notre collectif entend également organiser des débats, animer des dialogues croisés entre militant-es et intellectuel-les sur une gamme de sujets pertinents².

Voilà notre projet donc. Pour le moment, nous vous invitons à parcourir ce premier numéro qui nous l'espérons vous incitera à continuer avec nous. Nous avons en effet pensé qu'il était approprié, pour un projet comme le nôtre, de commencer avec le thème des classes sociales, à peu près disparu du paysage intellectuel et politique ces dernières années, mais brillant d'actualité si on sait décoder la situation actuelle au Québec, au Canada et dans le monde. Vous serez donc interpellé à ce sujet avec notre dossier sur le thème, et qui comprend des analyses, des réflexions théoriques et des enquêtes.

Avant d'aborder ce thème principal, nous avons cru important de réfléchir sur la crise, accélérée si on peut dire, par le crash boursier. Comme vous le lirez dans cette première section, l'interprétation que nous privilégions est celle d'une crise « globale », systémique, qui se traduit, si on peut dire, dans le dégonflement de la « bulle ». Bref un autre débat fort important.

À la fin du numéro, vous trouverez deux autres sections. Dans la section « perspectives », nous entendons publier des textes « hors thème » si l'on veut, mais qui abordent des problématiques importantes d'une manière originale. Enfin dans la section « notes de lecture », nous vous proposons des commentaires analytiques sur des parutions importantes qui nous semblent pertinentes et significatives dans le cadre de cette revue.

Bien sûr, le numéro un est, dans un sens, une première tentative que nous devons par la suite raffiner, modifier, adapter. C'est donc par un appel à vos commentaires que nous terminons cette introduction.

1. < <http://cap.qc.ca.edu/> >

2. Les personnes intéressées à publier dans les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont invitées à nous contacter. Pas besoin d'être en accord avec la perspective (ou la déclaration) du CAP pour proposer des textes. Pas besoin d'être des universitaires non plus! Pour nous contacter : cap@qc.ca.edu.

Le Collectif d'analyse politique : pourquoi / pour qui ?

Plate-forme

Le nouveau cycle du capitalisme

Le capitalisme que nous connaissons sous sa principale forme contemporaine, le « néolibéralisme », restructure le monde dans lequel nous vivons. Il « globalise » l'économie mondiale en élargissant le processus d'accumulation à l'échelle planétaire par l'intégration des économies nationales (accords de libre-échange), par la financiarisation (domination du secteur financier) et l'insertion de nouvelles technologies qui émiette le travail salarié et délocalise des entreprises. Il redéfinit l'État en recentrant son rôle sur ses fonctions sécuritaires et en diminuant son rôle au niveau social tout en privatisant une partie importante de ce qui était jusqu'à récemment le domaine public. Il impose une idéologie conservatrice au niveau social et culturel qui infiltre dans la conscience populaire l'idée que « tout le monde est contre tout le monde », qu'il n'y a pas d'alternative et que les hiérarchies doivent être renforcées et rétablies comme principe de base dans nos sociétés.

La dérive vers la droite

Pour renforcer sa domination, le néolibéralisme mine les fondements de la gestion keynésienne qui avait été pendant plus de 50 ans la forme dominante du capitalisme dans nos sociétés. En pratique donc, le néolibéralisme pour achever cette transformation a besoin de détruire les acquis sociaux arrachés de chaude lutte par les mouvements sociaux et syndicaux. Dans cette évolution turbulente, il faut constater que le néolibéralisme a l'ascendant dans nos sociétés capitalistes. Les résultats sont frappants sur le plan politique. Ce qui était traditionnellement la « droite » devient une « ultra droite », agressive, vulgaire, à l'image de ses divers projets de « guerre globale » et de « guerre des civilisations ». Cependant ce n'est pas tout. Ce

qui était le « centre-gauche », la social-démocratie, se recentre à droite dans une posture qu'on peut qualifier de social-libérale. C'est la « troisième voie » (de Tony Blair) et d'autres projets qui font en sorte que la social-démocratie intègre les thématiques fondamentales du néolibéralisme, quitte à lui donner un « visage humain » (« éco-capitalisme », « troisième voie », etc.).

Résistances

Devant tout cela, des mouvements sociaux de toutes sortes, « anciens » comme « nouveaux », expriment un même refus. Travailleurs immigrés aux États-Unis, paysans autochtones du Mexique, altermondialistes de Seattle, étudiant-es en lutte contre la marchandisation de l'éducation au Québec, féministes de la Marche mondiale des femmes, *piqueteros* d'Argentine, jeunes pacifistes du monde entier, tous ensemble élaborent un mouvement alternatif complexe, riche, diversifié, duquel ressortent de nouvelles perspectives anti et post capitalistes. Et à travers ces luttes, de nouvelles valeurs, de nouvelles identités, de nouveaux dialogues, qui posent les jalons de ce qui devient une nouvelle culture politique de gauche, pluraliste, critique et autocritique, capable de se dépasser et de créer. Au-delà des revendications pour bloquer les impacts les plus visibles du néolibéralisme, ces mouvements et ces résistances réclament une refonte du pouvoir et de la façon de l'exercer, bref réinventent et redéfinissent une démocratie citoyenne dans toutes les dimensions du terme.

Le CAP : un projet à long terme

Partie prenante et composante de ce mouvement, le CAP se donne trois grands axes d'intervention. D'abord, analyser la dimension structurelle du capitalisme contemporain. Ensuite, élaborer une perspective anti et post capitaliste, propositionnelle, concrète, pratique. Enfin, participer à l'élaboration de nouvelles alternatives pour alimenter le mouvement social et la gauche politique. Certes, il ne s'agit pas de « réinventer la roue ». Les résistances des périodes précédentes nous ont légués un riche héritage qu'il faut valoriser, sans « s'asseoir dessus », et sans non plus ignorer les dimensions historiquement limitées du socialisme du XX^e siècle sous ses différentes formes.

Ainsi le Collectif veut contribuer, par l'appropriation toujours à renouveler entre la théorie et la pratique, à la réflexion sur les questions qui traversent les mouvements de résistances et de lutte contre le capitalisme. C'est donc sur plusieurs chantiers simultanés que nous entendons travailler, et ce dans une perspective de longue durée, en réconciliant la nécessité de participer aux luttes existantes avec l'impératif d'une réflexion critique, via un travail intellectuel et politique rigoureux. Parmi nos projets concrets, nous comptons publier une revue, entretenir des forums de discussion, intervenir via des ateliers et des conférences et, éventuellement, organiser une « université populaire » d'été.

Face à la crise

Où va la crise?

MICHEL HUSSON

FACE AU SÉISME ACTUEL et au délire des marchés, un peu de recul est nécessaire pour comprendre les racines sociales de la crise. C'est d'autant plus nécessaire que les enjeux sociaux de la récession qui vient sont considérables.

Une crise à plusieurs étages

La crise actuelle n'est pas qu'une crise financière. Elle combine différents éléments qu'il faut prendre dans leur totalité pour en comprendre la profondeur. Pour aller à l'essentiel, c'est une crise qui touche aux fondements mêmes du capitalisme. Tout commence avec le grand tournant des années 80, marqué à l'intérieur de chaque grand pays capitaliste par une dégradation du rapport de forces entre capital et travail au détriment des salariés. Un nouveau mode de répartition se met en place qui s'appuie sur la baisse tendancielle de la part des richesses produites revenant aux salariés¹. Le taux de profit se rétablit, mais ne conduit pas à une augmentation comparable du taux d'accumulation². Autrement dit, la part du profit non investi s'accroît et engendre un flux permanent de « capitaux libres » prenant la forme d'actifs financiers à la recherche d'une rentabilité maximale.

La mondialisation a renforcé ce processus : la liberté de circulation des capitaux, la déréglementation bancaire et le recours aux

1. Michel Husson, « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Inprecor* n°534-535, janvier-février 2008, < <http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf> >

2. Michel Husson, « Le taux d'accumulation ne suit plus le taux de profit », note *hussonet* n° 2, 25 septembre 2008, < <http://hussonet.free.fr/husso2.pdf> >

délocalisations ont permis d'aggraver la pression sur les salaires. En revendiquant une hyper-rentabilité maximale, la finance impose ses critères et réduit les projets d'investissement considérés comme suffisamment rentables.

Une première interprétation consiste à distinguer le « bon » capitalisme productif du « mauvais » capitalisme financier. La finance est alors présentée comme un parasite, une excroissance, qu'il suffirait d'éliminer ou de « réguler » pour revenir à un fonctionnement « normal » du capitalisme. Nous pensons au contraire que le capitalisme contemporain est un « pur capitalisme », en ce sens que la finance n'est pas une distorsion mais au contraire le moyen pour qu'il fonctionne pleinement selon ses propres critères : l'essence du capitalisme est toujours la recherche d'un profit maximum, qui passe par l'exploitation des travailleurs, et il a toujours eu comme vocation de s'étendre à l'ensemble du monde.

Mais le roi est nu : le capitalisme préfère ne pas répondre aux besoins sociaux insuffisamment rentables plutôt que de risquer de voir baisser le taux de profit.

La crise financière résulte au fond d'une revendication impossible du capital, celle d'obtenir pour l'ensemble des capitaux investis une rentabilité alignée sur les rendements que les actifs financiers procurent sur certains segments. Mais la loi de la valeur intervient périodiquement pour rappeler que le volume des richesses produites est borné par l'extraction de plus-value, bref qu'on ne peut pas distribuer plus de richesses qu'on en produit. Les actifs financiers ne sont au fond que des droits de tirage sur la plus-value. Leur valeur nominale est en un sens virtuelle car seule compte l'épreuve de leur conversion en biens réels, ce qu'en paraphrasant Marx, on pourrait appeler le grand saut périlleux du monde du capital fictif dans celui de la marchandise.

Tout ceci n'a rien d'abstrait et correspond à l'expérience qu'ont déjà connue et risquent de connaître à nouveau les salariés dont les retraites dépendent du destin des fonds de pension. Pour eux, le saut périlleux se fait quand ils font valoir leurs droits à la retraite et découvrent que leur niveau réel dépend des cours de Bourse du jour. Une analyse récente nous apprend ainsi qu'au cours des

quinze derniers mois, la crise financière a entraîné aux États-Unis une perte de 2000 milliards de dollars pour les fonds de pension¹.

Politiques néolibérales et « techniques » financières

Pour que la bulle puisse prendre son essor, les capitaux disponibles ne suffisent pas ; il faut aussi que la réglementation n'y fasse pas obstacle. Or, elle a été tournée par des décisions d'ordre politique et par la mise en œuvre d'innovations financières sophistiquées et de pratiques de plus en plus opaques. On peut citer l'effet de levier qui permet de démultiplier la somme dont une institution financière dispose initialement. Les produits dérivés permettent des opérations compliquées d'achat et de vente à terme. Les banques peuvent se débarrasser de leurs créances douteuses en les plaçant avec d'autres dans une sorte de pochette-surprise qui peut ensuite être vendue sous forme de titre (d'où le terme de titrisation). Le risque attaché aux différentes créances se met à circuler et ne fait plus partie du bilan, échappant ainsi aux règles prudentielles qui imposent une certaine proportion de fonds propres.

La crise des *subprimes* a éclaté sur un segment relativement étroit, celui des prêts consentis à des ménages pauvres et garantis par la maison qu'ils achetaient. Ces contrats étaient de véritables escroqueries puisque les banques savaient pertinemment qu'elles ne seraient pas remboursées. Mais la titrisation permettait de s'en débarrasser. Le retournement du marché immobilier a coïncidé avec les premières faillites de ménages : la vente des maisons sur lesquelles étaient gagées ces créances pourries n'était plus possible, ou à un prix qui ne couvrait plus le crédit initial. La crise immobilière a ensuite déclenché une réaction en chaîne : les banques ont découvert leurs pertes l'une après l'autre et ont été progressivement dans l'incapacité d'obtenir de nouvelles sources de financement pour couvrir ces pertes. Pour enrayer une série de faillites en cascade, les Banques centrales et les gouvernements ont injecté de l'argent ou « nationalisé » une partie des banques.

1. Peter Orszag, « Effects of financial market turmoil on pensions », 7 octobre 2008, < <http://gesd.free.fr/orszag.pdf> >

Une crise mondiale

Déréglementation, mondialisation et financiarisation vont de pair. Ce qu'il y a de nouveau dans la phase actuelle de la mondialisation, c'est qu'elle concerne la production qui se fait à cheval sur plusieurs pays ou continents et qu'elle met directement en concurrence les salariés du monde entier. Cela suppose une liberté totale de circulation des capitaux, dont l'un des aspects est la déréglementation qui leur permet effectivement d'aller et de venir à leur guise. La financiarisation décuple les effets classiques de la concurrence en permettant aux capitaux « libres » de faire pression pour atteindre la rentabilité maximale.

Cette crise est la première à revêtir un caractère mondial. Elle a cependant pris naissance au sein de l'économie la plus puissante au monde, et on peut affirmer qu'elle marque la fin d'un modèle. Depuis au moins quinze ans, la croissance des États-Unis était en effet fondée sur une tendance à la surconsommation financée par le reste du monde. A l'intérieur, le taux d'épargne des ménages baisse constamment depuis une dizaine d'années, et il est aujourd'hui à peu près nul. Ce dynamisme de la consommation était de surcroît renforcé par l'endettement. Cette configuration se solde par le déficit commercial qui s'est creusé à proportion de cette surconsommation. Le modèle ne pouvait tenir qu'à la condition que le déficit soit financé par des entrées de capitaux en provenance des pays à excédent (pays émergents et/ou producteurs de pétrole)¹.

On constate que le modèle US repose sur une double imbrication de la finance et de l'économie réelle. A l'intérieur, c'est le crédit hypothécaire et l'enrichissement patrimonial qui ont dopé la consommation ; à l'extérieur, ce sont les capitaux qui l'ont financée. Ce modèle n'était pas soutenable, comme le montraient aux États-Unis mêmes des économistes simplement lucides. Il n'a pu se maintenir aussi longtemps que par une véritable fuite en avant, qui explique l'ampleur de la crise actuelle. La précédente a été l'éclatement de la « bulle Internet » en 2000. Ce choc considé-

1. Michel Husson, « États-Unis : la fin d'un modèle », *La Brèche* n°3, 2008, < <http://hussonet.free.fr/usbrech3.pdf> >

nable a été amorti par un ensemble de mesures, dont les principales ont été l'augmentation des dépenses militaires et la baisse du dollar. D'une certaine manière, les facteurs de domination politique et militaire des États-Unis venaient se substituer à une domination strictement économique en perte de vitesse.

Ce modèle ne peut plus fonctionner, et il n'y a pas à horizon prévisible de modèle de rechange. L'une des lignes de force de la période amorcée par la crise est alors la suivante : faute de pouvoir rééquilibrer leur modèle de croissance, les États-Unis vont chercher à reporter sur le reste du monde les coûts d'une incertaine transition. C'est sur le cours du dollar que vont se cristalliser les tensions prévisibles, parce que sa baisse risque de peser sur l'activité économique en Europe et de décourager l'afflux de capitaux qui reste nécessaire. Il est difficile de mieux préciser les contours de cet « ajustement », mais il est sûr que l'évolution économique mondiale sera en grande partie déterminée par les mesures prises aux États-Unis pour imposer au reste du monde les coûts de la sauvegarde de leur domination.

La trajectoire de la crise

Au moment où ces lignes sont écrites, la situation reste ambiguë. La chute des cours boursiers a en partie été enrayée, du moins à court terme. Le plan Paulson a été voté, des sommes considérables ont été injectées, des nationalisations partielles sont intervenues, et les principales banques centrales ont, de manière concertée, baissé leur taux d'intérêt d'un demi-point. Reste à voir les effets à long terme. On assiste sans doute à un bras de fer entre les autorités et un certain nombre d'intervenants qui en veulent encore plus sous forme d'argent frais ou de reprise de leurs actifs pourris. Certaines banques tablent probablement sur la possibilité d'en racheter d'autres à un prix encore plus bradé.

Mais le panorama général est celui d'une véritable confusion qui gagne les dirigeants. Que Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, ait pu s'adresser aux marchés en leur disant « Reprenez vos esprits » en dit long sur cet état de désarroi qui n'est pas feint. Mais il y a quelque chose de rationnel dans

cette confusion : c'est l'intuition que, derrière la crise financière, se dessine une véritable crise économique. C'est probablement le fait que la récession a déjà pris le relais du krach boursier qui fait obstacle à une sortie de la crise financière que l'on pouvait raisonnablement attendre, compte tenu de l'ampleur des différents plans de sauvegarde adoptés.

Le spectre de 1929 est en train de réapparaître. Jusque là, beaucoup d'observateurs pouvaient à juste titre souligner la différence avec 1929 : les gouvernements et les autorités financières avaient cette fois pris la mesure de la crise et leur intervention empêcherait qu'elle suive le même scénario qu'en 1929. Ce n'était pas faux, mais l'incapacité de ces interventions à mordre sur la situation et à relancer les Bourses à la hausse nous invite à changer de perspective.

Ce qui est dorénavant à l'ordre du jour, c'est la récession économique tout court. Le FMI vient de réviser à la baisse ses prévisions¹ : en 2009, la croissance serait à peu près nulle (0,5 %) dans les pays développés après un fort ralentissement en 2008 (1,5 %). La croissance mondiale, soutenue par les pays émergents et en développement, ralentirait à 3 %. Pour le FMI, « la reprise n'est pas encore en vue » et ne pourra être que « graduelle quand elle arrivera ». Un tel scénario est qualitativement le seul que l'on puisse avancer. Il arrivera bien un moment où les Bourses vont toucher le fond et commencer à remonter, sans que l'on puisse dire aujourd'hui quel degré d'intervention publique s'avèrera nécessaire. Mais la sortie de la crise financière sera, et est déjà, extrêmement coûteuse, et la récession prendra immédiatement le relais. C'est le *credit crunch* (personne ne veut plus prêter à personne) qui assure l'interface entre les deux crises. Les restrictions de crédit aux ménages s'ajoutent à la baisse du pouvoir d'achat, l'activité des entreprises est bloquée par le manque de crédit, et ce phénomène touche en ce moment des géants industriels comme Ford ou General Motors, déjà menacés par la chute de leurs ventes.

1. FMI, *World Economic Outlook*, October 2008, < <http://tinyurl.com/hussonet9> >

Contrairement à d'autres épisodes similaires mais de moindre ampleur, le retour à la normale prendra un temps proportionnel aux sommes englouties, et le plus probable est un scénario à la japonaise. La crise bancaire et immobilière du début des années 1990 avait débouché sur une décennie de croissance à peu près nulle de l'économie japonaise. A cette différence près cependant : on avait pu invoquer dans le cas japonais des erreurs de politique économique, alors que le facteur principal de blocage sera maintenant la difficulté de définir une configuration cohérente de l'économie mondiale. La crise est en effet une crise structurelle qui rend impossible le retour aux modèles de croissance suivis par les États-Unis et l'Union européenne et même, à un horizon plus incertain, par la Chine.

Les enjeux sociaux

Une grande incertitude pèse donc sur la trajectoire de l'économie mondiale. Mais une chose est sûre : les classes dominantes vont tout faire pour reporter les effets de la crise sur les salariés et sur la majorité de la population. La facture de la crise financière et la récession vont se combiner pour peser sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les budgets sociaux. Pour empêcher les capitalistes de rétablir leurs profits au détriment du bien-être social, il existe alors deux principaux axes de riposte.

Le premier est la nationalisation intégrale des banques et des assurances. Il ne s'agit pas ici de faire de la surenchère, mais d'apporter une réponse simplement cohérente à la crise financière. L'argent public des différents plans de sauvegarde risque de ne servir qu'à racheter les titres « toxiques » qui ont déclenché la crise. Il serait trop facile que les banques et autres institutions financières voient leurs pertes couvertes par des fonds publics tout en conservant leurs profits. Or, c'est bien la fonction, par exemple, du plan Paulson aux États-Unis, comme le montre un économiste de banque français, peu suspect d'anticapitalisme¹.

1. Patrick Artus, « Le but ultime du plan de sauvetage des banques aux États-Unis s'il est mis en place : redonner de la rentabilité aux banques », Natixis, *Special report* n°97, 26 septembre 2008, < <http://gesd.free.fr/but700.pdf> >

Seule une nationalisation qui ne soit pas partielle et ne se limite pas à des prises de participation provisoires permettrait vraiment « ouvrir les livres de compte », de consolider les créances croisées et de sauver les victimes de l'escroquerie des *subprimes*, plutôt que de préserver les profits bancaires. Les avocats de la finance reconvertis n'ont qu'un mot à la bouche, celui de régulation. Mais les régulations qui existaient ont toutes été tournées par des innovations financières de plus en plus sophistiquées, et il n'existe pas d'autorité pour les faire appliquer au niveau mondial. Il faut évidemment soutenir des mesures comme l'interdiction des paradis fiscaux, mais on ne peut faire confiance aux autorités monétaires pour réguler durablement la finance.

Outre la maîtrise qu'elle permet, cette nationalisation devrait déboucher sur la création d'un pôle financier public, reconnaissant ainsi que le crédit et l'assurance relèvent du service public. La crise actuelle a démontré que la finance privée conduit à la catastrophe sociale. Reste en somme à réhabiliter l'idée d'un crédit durablement nationalisé, ce qui n'est possible que si est mise en place une gestion démocratique plaçant le crédit au service des priorités sociales.

Le second axe porte sur la répartition des richesses et repose sur une idée simple. S'il y a récession, il serait intolérable que les salarié-es subissent une nouvelle dégradation de leur situation, uniquement pour que les entreprises puissent continuer à verser des dividendes. Le moyen le plus lisible d'affirmer cette exigence est de proposer un plan de transfert des dividendes vers un fonds pour l'emploi et les salaires, géré lui aussi sous contrôle des travailleurs et des travailleuses. Dans le même temps, et il s'agit d'une mesure d'urgence minimale, le maintien du pouvoir d'achat devrait être garanti par une échelle mobile des salaires, autrement dit par leur indexation sur les prix.

Dans les deux cas, un principe essentiel doit être défendu, celui du contrôle démocratique. Il correspond à l'idée parfaitement légitime selon laquelle les salarié-es n'ont pas à faire les frais du sauvetage du capitalisme et doivent donc avoir un droit de regard sur les mesures prises et sur la répartition des richesses. La crise du

capitalisme n'implique pas mécaniquement un meilleur rapport de forces en faveur des travailleurs et des travailleuses ; elle a au contraire toutes les chances d'être le prétexte à de nouveaux reculs sociaux. Mais la déconfiture du système ouvre en même temps un espace nouveau aux luttes sociales, qui seront d'autant plus victorieuses et porteuses d'avenir qu'elles prendront une dimension anticapitaliste affirmée.

Le maillon faible? **Luttes anti et post néolibérales en Amérique latine**

ENTRETIEN AVEC ÉMIR SADER

*É*MIR SADER est le secrétaire général du Conseil latino-américain des sciences sociales, le CLACSO, qui regroupe plus de 800 chercheurs-militants de tous les pays de l'Amérique du Sud et centrale (www.clacso.org.ar). Originellement de Rio, où il a enseigné longtemps à l'Université fédérale, il a participé au développement du mouvement populaire au Brésil, à titre de militant associatif et de militant du Parti des travailleurs. Il vient d'éditer le dernier numéro de la revue du CLACSO, *Crítica y Emancipación*, qui porte notamment sur la Bolivie et le thème « culture et politique en Amérique latine ». (La revue est disponible en ligne : <<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/secret/CyE/>>). L'entrevue avec Emir Sader a été réalisée en octobre 2008.

Comment le « modèle » néolibéral a-t-il pu s'imposer en Amérique latine ?

Il faut revenir un peu en arrière. Préalablement, durant les décennies du développement (les années 1950-60), l'emphase avait été mise sur l'industrialisation par la substitution des importations, notamment au Mexique, en Argentine et au Brésil, mais aussi en Colombie, au Pérou, au Chili, en Uruguay et au Costa Rica. Ces développements encourageaient le renforcement de la classe ouvrière et des syndicats, avec l'appui des formations partidaires et des blocs démocratiques-nationaux. Or ces politiques ont été détruites dans les années 1960. Le long cycle de croissance s'est épuisé sur les luttes des travailleurs, au moment où l'exemple cubain indiquait les alternatives dépassant les limites du capitalisme et

de la domination impériale par les États-Unis. La réponse à ces luttes a été la succession des coups d'état militaires, d'abord au Brésil et en Bolivie en 1964, en Argentine en 1966 et 1976, puis en Uruguay et au Chili en 1973. Par la suite, durant les années 1980 et 1990, les programmes de privatisation en Amérique latine ont résulté de cette défaite et du désarmement des mouvements de gauche. Les dictatures ont dilapidé les ressources nationales, privatisé, dans le cas de l'Argentine notamment, la presque totalité des ressources publiques, et aboli les droits sociaux arrachés après des décennies de luttes. Malgré tout, le modèle néolibéral a échoué, d'où la série de crises qui ont éclaté au Mexique (1994), au Brésil (1999) et en Argentine (2002). Certes, le néolibéralisme a vaincu l'hyperinflation, mais au coût de la paralysie de l'économie, provoquant ainsi la concentration des richesses, les déficits publics et la perte des droits pour la majorité de la population, notamment dans le domaine de l'emploi et des relations de travail. De plus, la dette nationale a grandi de manière exponentielle.

C'est donc l'implosion du néolibéralisme qui a ouvert la voie à l'explosion des luttes ?

C'est la lamentable performance économique du néolibéralisme en Amérique latine qui a mené à la défaite des gouvernements de droite comme ceux de Fujimori au Pérou, de Cardoso au Brésil, de Menem en Argentine, de Carlos Andrés Pérez au Venezuela et de Gonzalo Sanchez de Lozada en Bolivie. Ont également été balayés le PRI au Mexique, les partis traditionnels en Uruguay et les politiciens qui ont tenté de reprendre le flambeau du néolibéralisme comme Fernando de la Rúa en Argentine et Lucio Gutierrez en Équateur. Ceux qui ont tenté de perpétuer le système se sont aussi retrouvés isolés, comme Felipe Calderon au Mexique, Michelle Bachelet au Chili, Alan Garcia au Pérou, ainsi qu'Alfonso Uribe en Colombie. On voit donc au début des années 2000 émerger un nouveau cycle politique. Chavez est élu au Venezuela. En 2001, commence le cycle des forums sociaux au Brésil, qui mène aux victoires de Lula (2002) et à des gains de la gauche et du centre-gauche en Argentine, en Uruguay, en Bolivie, au Nicaragua,

en Équateur et finalement au Paraguay. On assiste également à l'expansion du MERCOSUR avec l'insertion du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur et de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), ce qui met en place un nouvel axe de gauche à travers la région andéenne-caribéenne.

Tout cela se produit à une vitesse incroyable...

La succession en cascade de mouvements ascendants et descendants témoigne de l'instabilité du continent et des capacités limitées de consolider des programmes alternatifs. C'est aussi la preuve que la gauche réussit à surmonter ses échecs, mêmes les plus terribles, comme l'assassinat du Che, le coup au Chili, la défaite des Sandinistes et la consolidation du processus néolibéral. Telle une taupe, le mouvement populaire creuse ses couloirs d'un bout à l'autre du continent, de la campagne à la ville, du discours traditionnel de la vieille gauche aux nouvelles formes d'expression, des structures partidaires aux mouvements sociaux, et de ceux-ci à de nouvelles forces politiques et idéologiques. Aujourd'hui, l'Amérique latine est le maillon faible du dispositif néolibéral et impérialiste dans le monde.

Peut-on parler de nouvelles stratégies pour la gauche ?

Dans les années 1940, l'emphase a été mise sur des réformes structurelles, et ce en alliance avec des secteurs de l'élite économique, au nom de la modernisation économique, de la réforme agraire et d'une certaine autonomie par rapport à l'impérialisme nord-américain. C'est ce qu'on a vu avec les régimes de Getulio Vargas (Brésil), de Lazaro Cardenas (Mexique), de Juan Perón (Argentine), et plus tard sous Allende au Chili (1970-73). Mais ce programme a échoué. L'internationalisation des économies a poussé l'élite corporative dans les bras des dictatures militaires. Plus tard, une partie importante de la gauche s'est orientée vers la guérilla, au début dans les villes (Uruguay, Brésil, Argentine). Mais la lutte armée a connu ses succès avec la victoire des Sandinistes (1979), et ensuite au Guatemala et au Salvador. Au total cependant, la possibilité d'un renversement armé du pouvoir s'est érodée avec la fin du monde bipolaire

et le triomphe momentané des États-Unis. De ces bouleversements sont apparues de nouvelles stratégies, comme ce qu'on a vu avec la lutte des Zapatistes au Mexique, celle du MST au Brésil et des mouvements autochtones en Équateur et en Bolivie. En Argentine, les *Piqueteros* ont résisté. Ils ont bloqué le projet de la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA). Ils ont expulsé des présidents.

Mais malgré leurs avancées, ces mouvements n'ont pas pris le pouvoir...

Dans plusieurs pays, des mouvements ont répudié les partis, les États et la politique en général. Ils se sont réfugiés dans ce qui est devenu l'« autonomie des mouvements sociaux ». Pour eux, la résistance au néolibéralisme est ancrée dans les mouvements sociaux et les ONG, et articulée autour de la dichotomie «État contre société civile». Le Forum social mondial a renforcé cette tendance en accueillant les mouvements sociaux et les ONG et en fermant la porte aux partis politiques, en argumentant que cet espace était réservé pour la société civile.

Le problème avec cette position, c'est qu'elle converge avec le discours néolibéral qui lui aussi considère que l'État et les partis sont le grand ennemi. En se tenant à l'écart de la sphère politique, la position autonomiste demeure perpétuellement sur la défensive. En réalité, la construction d'une alternative anti-néolibérale doit commencer avec la réorganisation ou la refondation de l'État en faveur de la sphère publique, universalisant les droits citoyens tout en divorçant l'État du marché. Démocratiser, au bout de ligne signifie démarchandiser, récupérer les droits populaires que le néolibéralisme a arrachés au profit du marché. Limiter le champ de l'action au social en opposition au « politique », proclamer l'autonomie des mouvements sociaux tel un principe absolu veut dire se condamner à l'impuissance et, ultimement, à la défaite. Les cas de la Bolivie et de l'Argentine illustrent ces alternatives.

Qu'est-ce qui s'est passé effectivement en Bolivie?

La nouvelle gauche s'est construite sur la critique de l'économisme aveugle de la gauche traditionnelle, pour qui les peuples autoch-

tones étaient des *campesinos*, des paysans, alors que les ouvriers devaient par définition être l'avant-garde. Selon Alvaro Garcia Linera, le nouveau vice-président de la Bolivie, on assiste à la construction d'un nouveau sujet politique : les peuples autochtones. C'est ce qui débouche sur le MAS, le *Movimiento al socialismo*. C'est ce militantisme autochtone qui a bloqué le néolibéralisme en commençant par le projet de privatisation de l'eau à Cochabamba. Par la suite, les mouvements autochtones ont pris leur place. La candidature à la présidence de son leader, Évo Morales, a exprimé une nouvelle manière de lier les mouvements sociaux à la sphère politique. Évo continue d'être le président de la Fédération des producteurs de coca de Cochabamba, sa province natale, en même temps il est devenu le président de la république. Cet accomplissement est unique dans l'histoire de la gauche latino-américaine et plus spécifiquement dans l'histoire des luttes anti et post néolibérales.

Et en Argentine?

Les Piqueteros illustrent le dilemme à l'envers, si on peut dire. Ces groupes ont organisé des manifestations de masse et bloqué des routes, en attirant des masses de gens paupérisés par les politiques néolibérales. Ils ont lutté avec les travailleurs qui occupaient les usines. Ils ont forcé le retrait honteux du Président De la Rúa. Ils ont déstabilisé Menem. Et dans le cours de leurs luttes incroyables, ils ont inventé un nouveau slogan, *Que se vayan todos!* Qu'ils partent tous! Par la suite, ils ont refusé de participer à l'élection qu'ils considéraient comme une farce, ce qui a débouché sur la victoire d'un péroniste « modéré », Nestor Kirchner. Ainsi, la crise de l'hégémonie a été surmontée. Kirchner a capitalisé sur la colère de la rue et sur le mépris pour Menem et De la Rúa. À partir d'une position de centre-gauche, il a réparé les fissures dans la légitimité de l'État et, ce faisant, a forcé l'isolement et la marginalisation des secteurs plus radicaux.

N'est-ce pas ce qui s'est passé au Mexique également ?

Là aussi, le concept d'autonomie du social n'a pas aidé à organiser de nouvelles formes d'action politique, ni à construire des

formes alternatives de pouvoir. Au lieu de profiter de la crise du PRI, les Zapatistes n'ont pas pris part à la construction de nouvelles institutions, et le PAN a pris la place. Lors des élections de 2006, les Zapatistes ont préféré organiser l'« *autre campagne* ». Ils ont vertement dénoncé le candidat de la gauche, le représentant du PRD. Andrés Manuel Lopez Obrador. Encore une fois, le PAN s'est imposé. Felipe Calderon continue les politiques néolibérales de son prédécesseur. Il parle de privatiser le secteur de l'énergie, tout en intensifiant la répression contre les protestations populaires.

À côté de cette évolution, il y a la progression spectaculaire et continue des gouvernements de gauche et de centre-gauche...

Cette gauche représente une autre réponse à la crise de l'hégémonie, comme on le constate avec les gouvernements de Lula, de Kirchner, de Vasques et d'Ortega. Ces gouvernements sont appuyés par les mouvements sociaux de leurs pays, les syndicats, les mouvements ruraux et les employé-es du secteur public dans la santé ou l'éducation. Ils maintiennent le modèle néolibéral, mais tentent d'adopter des politiques sociales plus flexibles qui les distinguent des administrations néolibérales orthodoxes. Leur politique étrangère, cependant, est très orientée vers l'intégration régionale, avec un accent sur le Mercosur et l'Union sud-américaine, au détriment des accords de libre-échange avec les États-Unis.

Comment se situe le projet de l'ALBA dans ce contexte?

Il reflète la volonté des gouvernements plus radicaux du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur et de Cuba de promouvoir un processus d'intégration plus en profondeur. L'ALBA, qui inclut maintenant Haïti, le Nicaragua et le Honduras, veut combattre le modèle néolibéral et démarchandiser la société, notamment par le «commerce équitable», c'est-à-dire des échanges non gouvernés par le marché ou les normes de l'OMC. Cette expérimentation est unique, préfigurant ce que cet « autre monde » peut devenir. Dans ce cadre, chaque pays donne ce qu'il a et reçoit ce dont il a besoin. Les deux pays fondateurs de l'ALBA, le Venezuela et Cuba, échangent du pétrole contre de l'expertise en éducation et

en santé, en phase avec leurs besoins et leurs possibilités. Grâce à ces transactions, le Venezuela est devenu le deuxième pays en Amérique latine à réussir l'éradication de l'analphabétisme. Il utilise ses revenus pétroliers pour construire un espace d'échange et de solidarité, avec l'ambition de développer de nouveaux projets d'intégration régionale, comme la Banque du Sud, le projet de pipeline transcontinental et Telesur.

Est-ce un projet anticapitaliste ou anti-néolibéral?

Pendant les deux décennies « perdues » sous le néolibéralisme, l'État et le domaine public ont fondu devant les assauts du capital. Idéologiquement, le triomphe du libéralisme a imposé sa propre interprétation du monde : « La démocratie ne peut qu'être parlementaire et représentative »; « L'économie ne peut qu'être liée au marché capitaliste ». « Le client et le consommateur occultent le citoyen et le travailleur. » « La compétition remplace les droits et le marché transcende la sphère publique. » Les gouvernements qui se déclarent post néolibéraux, comme le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur, ont émergé à partir de nouveaux sujets politiques. En Bolivie, ce sujet est clairement le mouvement autochtone, qui a pris le relais du mouvement des travailleurs des mines démantelé au cours des années 1990. Au Venezuela, c'est un mouvement nationaliste anti-impérialiste dont les origines sont militaires. En Équateur, on voit un sujet hybride, qui agglutine divers contingents de mobilisation populaire. Toutes ces forces anti néolibérales ne sont pas nécessairement anticapitalistes. Elles pourraient le devenir, si le leadership politique et social peut orienter la lutte dans cette direction.

Est-ce que c'est cela qui émerge avec le projet du « socialisme du vingt-et-unième siècle » lancé par Hugo Chavez?

Ce projet est une construction historique sans précédent, qui tente de marier la lutte anti néolibérale et la lutte anticapitaliste. Il s'agit de restaurer les fonctions de l'État dans sa capacité régulatrice pour défendre la souveraineté nationale, élaborer des politiques sociales universelles, créer de nouveaux mécanismes de participation politique qui redéfinissent le lien entre le social

et le politique. Dans ce projet, le but est de créer un nouveau modèle de socialisation, en refondant l'État autour de la sphère publique. Le socialisme du vingt-et-unième siècle signifie la réhabilitation du domaine public, l'universalisation des droits et la démarchandisation en profondeur.

Est-ce que la gauche va continuer de gagner ?

Les victoires continuent et sont importantes. Fernando Lugo qui a gagné les élections au Paraguay est appuyé par une alliance hétérogène, tout en conservant une forte base d'appui surtout dans les zones rurales, d'où sa légitimité pour organiser la réforme agraire, confronter la corruption, entreprendre la réforme de la fiscalité et renégocier les projets hydro-électriques avec le Brésil et l'Argentine. Au Salvador, les choses se présentent bien pour Mauricio Funes du Front Farabundo Martí, qui est candidat aux présidentielles de mars 2009. En même temps, de nouveaux obstacles surgissent. La défaite de Chavez au référendum de novembre 2007 et les reculs lors des élections municipales d'octobre dernier (les Chavistes ont perdu plusieurs municipalités dont Caracas) vont affaiblir le gouvernement et conforter la droite. Par ailleurs, en dépit de la victoire de Morales au référendum d'août 2008 (68 % des votes sur un taux de participation populaire de 84 %), les problèmes confrontant le gouvernement bolivien demeurent, dont les négociations avec l'opposition sur la difficile question de la Constitution. En Argentine, Cristina Fernández est sur la sellette, surtout après son échec dans la confrontation avec l'*agrobusiness*. Néanmoins, l'appui populaire aux gouvernements progressistes est de loin supérieur à ce qui en ressort dans les médias. Morales par exemple a augmenté son pourcentage d'appui de 14 % lors du référendum. Au Brésil, Lula qui a gagné son deuxième mandat est crédité d'un appui populaire à plus de 70 %.

Revenons au cas bolivien. Est-ce que le MAS est capable de surmonter les contradictions multiples qui traversent le pays ?

Les nouvelles stratégies de la gauche impliquent de redéfinir la bataille pour l'hégémonie. Au-delà et à un niveau plus élevé, cela

signifie la fondation d'un nouvel État apte à matérialiser le nouveau rapport de force entre les blocs sociaux. En Bolivie, la conquête du pouvoir par le scrutin s'est produite au milieu d'un processus de démembrement de l'État. C'est ce dont a hérité Morales, qui tente de mettre en œuvre sa plateforme stratégique : la nationalisation des ressources naturelles, la convocation de l'assemblée constituante et l'amorce de la réforme agraire. Le plan de nationalisation a dû se faire en collaboration avec les firmes étrangères, parce que l'État n'est pas capable d'assumer le poids des investissements et parce que l'entreprise bolivienne de gaz a été vidée de son expertise technique et managériale. Le gouvernement s'est donc contenté d'augmenter les redevances et taxes de 18 à 84 %, ce qui permet d'accumuler les fonds qui servent à assurer les dépenses sociales, notamment celles qui sont destinées aux enfants et aux personnes âgées.

Qu'est-ce qui risque de se passer dans la confrontation actuelle?

En ce qui concerne l'assemblée constituante, le gouvernement a originellement misé sur la représentation directe des peuples autochtones et des mouvements sociaux, excluant les partis politiques. Mais il a dû reculer, ce qui permet à l'opposition de droite, minoritaire mais importante, de bloquer le processus. En multipliant les impasses, elle a précipité une crise institutionnelle qu'elle entend élargir via les référendums sur l'autonomie, non pas pour les peuples autochtones, comme Morales l'avait espéré, mais pour les gouvernements provinciaux. Ceci permettrait à l'opposition de bloquer la réforme agraire et aussi de garder une proportion substantielle des revenus générés par les exportations de gaz. Dans le contexte de cette stratégie basée sur l'accumulation des forces à travers la mobilisation sociale, le gouvernement tente d'éviter de nouvelles confrontations et des insurrections armées, parce que celles-ci pourraient faire évoluer le conflit en faveur de la droite, qui aurait alors l'appui de la police et de l'armée à l'intérieur du pays, et des États-Unis à l'extérieur.

C'est la « guerre de position »?

Effectivement, c'est un jeu politique serré, une sorte de guerre que la gauche mène au niveau gouvernemental, avec de forts man-

faits populaires et beaucoup d'espace pour des initiatives, même lorsqu'elle est confrontée au pouvoir économique et médiatique de l'opposition. Certes, aucun gain n'est irréversible. Mais les défaites enregistrées par la droite, son isolement et la chute de tant de gouvernements néolibéraux nous laissent supposer que s'ils reviennent au pouvoir, ils seront forcés de maintenir certains programmes sociaux ou d'en créer de nouveaux, quelque chose qui était impensable auparavant. Par contre ils reprendraient le programme de privatisations, mettraient des freins au processus d'intégration régionale et tenteraient de se rapprocher des États-Unis et du Nord en général.

Quels sont les impacts de ces développements latino-américains sur le monde ?

La croissance des liens sud-sud qui découlent de l'intégration régionale, surtout avec l'Inde et la Chine, mais aussi avec l'Iran, sont des étapes vers la construction d'une architecture différente du monde au niveau des relations commerciales internationales. Le poids des États-Unis s'amenuise, excepté auprès des États qui ont signé des accords de libre-échange bilatéraux. D'autre part, l'Amérique latine refuse d'appuyer les plans expansionnistes de l'empire états-unien, comme cela a été le cas au Conseil de sécurité de l'ONU en 2003. L'isolement de la Colombie, l'épicentre de l'influence US, est devenu très clair lors de la récente incursion dans le territoire équatorien, qui a été condamnée par toutes les nations du continent et même par l'OEA. Les projets d'intégration régionale uniques à l'Amérique latine élargissent une relative indépendance face aux États-Unis. La création en mai 2008 de l'Union sud-américaine, qui est un projet d'intégration pour tous les pays d'Amérique du Sud, et la proposition pour constituer un Conseil de la défense de l'Amérique du Sud, toutes deux sans interférence états-unienne, indiquent un nouvel espace et un nouveau modèle pour l'intégration continentale. Mais bien sûr, tout cela ne suffit pas. Au mieux, le continent résiste et travaille sur ses propres formes d'intégration, dans une région dont le poids économique a été diminué par le néolibéralisme.

L'intégration régionale en Amérique du Sud peut-elle déboucher à court terme?

L'augmentation des prix des ressources et l'impact international de la récession nord-américaine sont favorables aux exportations des produits primaires d'Amérique latine, notamment dans le domaine agricole. Les processus en cours, dont le Mercosur, l'ALBA, l'Unasur, la Banque du Sud, le pipeline transcontinental et d'autres, peuvent avancer, en autant que la récession nord-américaine favorise la diversification du commerce régional, avec des pays comme la Chine, et revigore les conditions pour consolider ces gouvernements de gauche et de centre-gauche et leurs projets d'intégration.

Peut-on parler d'un leadership latino-américain en émergence?

Le processus de rupture avec le modèle néolibéral et la création d'espaces alternatifs pour le commerce, tel l'ALBA, a transformé le continent en une référence pour les débats sur les alternatives au néolibéralisme. C'est pour cette raison que le leadership de Chavez transcende les frontières continentales. Mais l'un des aspects les plus vulnérables des processus post néolibéraux est leur isolement dans le monde. En l'absence d'alliés, le Venezuela est forcé de cultiver des liens avec des gouvernements qui sont en conflit avec les États-Unis, comme la Russie, l'Iran, la Biélorussie et la Chine. De plus, les pays d'Amérique latine qui cherchent à éliminer le modèle néolibéral ne sont pas les plus développés, relativement parlant. Leur actif économique principal est le pétrole, dans le cas du Venezuela par exemple. Sur le plan idéologique, l'Amérique latine est mieux placée dans le débat mondial, avec l'état plurinational et pluriethnique, le concept de socialisme du vingt-et-unième siècle et les formules d'intégration alternatives comme l'ALBA. Mais les plateformes pour diffuser ces nouvelles idées sont rares. Ce n'est pas évident de confronter la pensée unique et ses théories véhiculées sans relâche par les médias de masse.

Quel sera l'impact d'une victoire d'Obama sur l'Amérique latine?

Une nouvelle administration démocrate aux États-Unis en 2009 pourrait changer le discours et briser l'isolement de Washington dans la région. Ceci représenterait un nouveau défi pour les

processus d'intégration régionale et la construction d'un modèle post néolibéral. On pourrait voir par exemple de nouvelles tentatives de cooptation de la part de Washington, avec l'appui de ses alliés traditionnels comme la Colombie et le Pérou. La Maison Blanche pourrait aussi tenter d'attirer des gouvernements de centre-gauche — au Brésil, en Argentine et en Uruguay — et les éloigner du processus d'intégration régionale promu par le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur et Cuba. Mais les perspectives ne sont pas négatives, au contraire. Les luttes et résistances au Venezuela et en Bolivie, de même que celles qui surgissent en Équateur et au Paraguay, sont impressionnantes. Par ailleurs, à plus long terme, ce sont les développements au Brésil, en Argentine et au Brésil qui seront déterminants. Si Cristina Fernández réussit à surmonter la crise de son gouvernement, si Lula est en mesure de bien négocier sa succession en évitant que le Brésil ne retombe dans le processus de la ZLÉA, on pourrait voir une deuxième décennie sous la gouverne des nouvelles forces progressistes en Amérique du Sud.

La crise et au-delà de la crise

FRANÇOIS CYR ET PIERRE BEAUDET

*L*E CAPITALISME semblait promis à un bel avenir au tournant des années 1990, après la dislocation de l'Union soviétique et du redéploiement politique et militaire de la « triade » dans le monde. Tout cela a été propulsé par une série de « bulles » (technologique, immobilière, financière) qui semblaient donner raison à ceux qui prédisaient la « fin de l'histoire » et la victoire définitive du capitalisme. Puis sont survenues les turbulences en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Par la suite, en accélérant les processus de « cannibalisation » intercapitalistes, les dominants ont créé d'autres fractures. Enfin, les bulles ont commencé à éclater ici et là. Sommes-nous donc, presque 20 ans après la chute du mur de Berlin, à la porte d'un autre crash ? Voyons voir...

Essor et déclin des « trente glorieuses »

En 1929, la crise du capitalisme mondial éclate aux États-Unis, ce qui précipite une grande partie du prolétariat dans la misère, mais aussi qui change d'une manière dramatique les rapports sociaux au sein du système capitaliste mondial. Après bien des convulsions se met en place, sous le Président *Roosevelt*, le *New Deal*, qui peut être interprétable comme un changement fondamental des rapports entre les dominants, au profit d'une nouvelle alliance. Les élites réussissent, avec l'appui d'une partie des dominés, à restabiliser le système sur la base d'un certain partage des ressources, tout en préservant l'essentiel, soit la liberté d'exploitation du travail par le capital.

C'est cette organisation du monde qui domine de la fin de la deuxième guerre mondiale jusque dans les années 1970. Profitant

de la guerre froide et de la division du monde en deux blocs, l'impérialisme américain étend son influence sur le reste du monde, au détriment des anciennes puissances coloniales qui voient leurs colonies « s'échapper » et devenir des États indépendants (le « tiers-monde » prend forme).

Pendant trois décennies, ce « modèle » fonctionne assez bien pour reproduire les conditions permettant l'accumulation du capital. Les luttes sociales sont relativement confinées à la négociation des termes de l'exploitation, bien qu'éclatent ici et là des mouvements insurrectionnels. C'est le cas dans certains pays du « tiers-monde », comme à Cuba ou au Vietnam, où se développent de grandes confrontations avec l'impérialisme américain. Parallèlement, l'URSS tente également de consolider son espace, ce qui signifie réprimer les mouvements dissidents et utiliser à son profit les luttes contre l'impérialisme américain.

Ces diverses contradictions débouchent sur une période de turbulences à la fin des années 1960. Les soulèvements étudiants et ouvriers dans les pays capitalistes, la victoire du peuple vietnamien et d'autre part, des foyers de résistance ici et là érodent la profitabilité et l'efficacité du capitalisme keynésien et de l'impérialisme.

Dans les années 1970 surgit une crise économique, miroir en quelque sorte de cette crise de domination. Elle est complexe et lie des phénomènes de stagnation et d'inflation qui enravent l'accumulation. À la fin de la décennie, des éléments d'une stratégie de réorganisation capitaliste et impérialiste sont en place, impulsées par l'administration Reagan aux États-Unis et sa « révolution conservatrice ». En gros, cette révolution vise à infléchir le rapport de force dangereusement modifié au profit des prolétaires un peu partout dans le monde.

Une offensive sans précédent est déclenchée pour imposer une régression sociale, tout en encerclant et en agressant militairement divers États du tiers-monde en rébellion (comme le Nicaragua). L'idée est également de briser le bloc soviétique et non simplement de le « contenir », comme cela avait été le cas auparavant. Au niveau des dominants, c'est un profond réalignement. En apparence, il ramène au centre les dinosaures d'avant 1929. En réalité,

il s'agit d'un nouveau bloc au pouvoir qui s'impose dans le sillon des politiques néolibérales via les privatisations et le démantèlement des services publics et sociaux.

La « fin de l'histoire » et ses contradictions

En 1989, cette stratégie semble triompher dans le monde. Le bloc soviétique implose. Les États du tiers-monde sont forcés de se soumettre aux « ajustements structurels ». Dans les pays capitalistes avancés, les classes populaires sont précarisées et paupérisées. Un peu plus tard, l'impérialisme américain procède à la « réingénierie » du monde en commençant par le Moyen-Orient (invasion de l'Irak en 1991), tout en forçant l'Europe à se subalterniser à travers diverses crises comme celles des Balkans.

La social-démocratie, qui domine dans la plupart des gouvernements européens, se disloque et prend une autre orientation, « social-libérale », essentiellement selon les termes définis par le néolibéralisme et l'impérialisme américain. L'ex-espace soviétique est rapidement avalé par le capitalisme occidental, propulsant la majorité de sa population dans une régression sociale inégalée dans l'histoire contemporaine.

Mais peu à peu, la victoire du capitalisme théorisée par le politicologue néoconservateur Francis Fukuyama (*La fin de l'histoire*¹) est enrayée par une série de profondes contradictions. Le basculement économique dans le sillon des politiques néolibérales conduit à des fractures sociales immenses, qui non seulement poussent une partie du prolétariat vers la misère, mais qui érodent aussi les conditions de vie pour l'ensemble des classes populaires et dites « moyennes ».

La nouvelle domination du secteur financier provoque des aberrations comme la « cannibalisation » des entreprises et l'essor sans précédent d'une vaste « économie de casino » basée sur la spéculation, voire le vol et le pillage. Parallèlement, les puissances capitalistes « émergentes » (comme la Chine) acquièrent des capacités qui leur permettent de questionner l'hégémonie occidentale imposée

1. Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1993.

par les États-Unis via l'OMC et les traités de libre-échange. À l'intérieur de la « triade » (États-Unis, Union européenne, Japon), les contradictions se multiplient, chacun essayant de refouler la crise sur l'autre, essentiellement en manipulant les taux de change.

Entre-temps, éclatent simultanément dans plusieurs pays des révoltes contre la misère et la domination, notamment en Amérique du Sud. Finalement, en utilisant l'« opportunité » offerte par les attentats du 11 septembre 2001, l'impérialisme américain se lance dans une vaste opération militaire en Asie et au Moyen-Orient. Mais l'opération tourne mal. Les peuples en question résistent dans un immense « arc des crises » qui se prolonge de l'Asie du sud-est jusqu'en Afrique. D'autre part, le consensus imposé par Washington éclate alors que les alliés européens et japonais se distancient du projet du « nouveau siècle américain ». On entre alors dans la période contemporaine, dont on peut résumer la nature en un mot : le chaos.

Contours d'une crise en mutation

En dépit de l'apparente restabilisation du capitalisme mondial au début des années 1990, les contradictions atteignent des niveaux vertigineux depuis quelques années. Les « crises financières » sont symptomatiques d'une économie capitaliste profondément gangrenée par une financiarisation débridée. Les outils de régulation sont débordés, aussi bien au niveau national qu'au niveau international (paralysie de l'OMC).

S'ajoute la compétition croissante de la Chine et des autres pays dits « émergents », qui se fait au détriment des pays occidentaux et du Japon. Non seulement la Chine est-elle devenue l'« atelier du monde », un processus qui jusqu'à un certain point s'inscrit dans la lignée du néolibéralisme, mais elle devient aussi une puissance financière, industrielle et technologique aux ambitions mondiales, comme on le voit en Afrique, notamment. Les « optimistes » parmi les économistes occidentaux prétendent que cette irruption de la Chine va forcer à un « rééquilibrage » du capitalisme à l'échelle mondiale, sans préciser quelles en seraient les conséquences (essentiellement négatives) pour les États et les sociétés de la « triade »

(Amérique du Nord, Union européenne, Japon). Avec la Chine se profile au sein du *BRICS* — une catégorie fourre-tout — les autres grands États à vouloir prendre leur place dans le capitalisme mondialisé, où se retrouvent des pays tels que le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Parallèlement, la « guerre sans fin » s'enlise et s'enraye. Non seulement elle accélère la crise économique états-unienne (en amenant les déficits à des niveaux sidéraux), mais elle ne réussit pas à briser la résistance des peuples. Encore là, quelques optimistes prédisent une sortie de guerre « honorable » pour Washington qui pourra « redéployer » ses troupes, mais il est clair qu'il s'agit d'une défaite pour l'impérialisme américain, qui fait bien l'affaire de la Chine, de la Russie et des autres états « émergents ».

C'est dans ce contexte de désorganisation croissante du capitalisme que des mouvements sociaux, « nouveaux » et « anciens » se remettent sur un mode de mobilisation. Dans une large mesure, ce sont des mouvements réactifs qui ont au moins le mérite de jeter de gros grains de sable dans l'engrenage de la domination. Ici et là toutefois, des mouvements tentent de se coaliser et de passer à l'offensive. C'est ce à quoi on assiste dans plusieurs pays d'Amérique latine.

L'évolution de ces situations est cependant erratique, puisque la définition de projets contre-hégémoniques est encore embryonnaire. Une autre question fondamentale en suspens est celle de la nature des alliances sociales en émergence dans les mouvements de résistance. Aux côtés des classes prolétariennes « traditionnelles » émergent de nouvelles identités, notamment autochtones, qui jusqu'à un certain point remettent en question les perspectives traditionnelles de transformation.

« On peut tout prévoir sauf l'avenir » (Groucho Marx)

De bien des façons, la crise actuelle s'apparente à la crise « prolongée » vécue dans le monde occidental et en Asie pendant la première moitié du vingtième siècle. On constate les mêmes ingrédients de crise financière, de chaos politique, d'affrontements inter-impérialistes, de mouvements anti-systémiques. Par

contre, la comparaison a aussi ses limites. La crise environnementale, résultat du « développement » capitaliste depuis au moins 200 ans, n'est plus latente, mais actuelle. Elle déstabilise les modèles de régulation capitaliste « traditionnels », basés sur une croissance sans limites de la production matérielle et la sur-utilisation de l'énergie à bon marché (carburants fossiles).

Cette situation rend plus que problématique une sortie de crise vers une sorte de « capitalisme vert », tel qu'évoqué par une partie des dominants dans le monde. Cependant, la crise environnementale déstabilise également les projets contre-hégémoniques. Ceux-ci doivent évacuer les conceptions plus ou moins « romantiques » d'une transition populaire et démocratique basée sur une redistribution des ressources, plutôt que sur la transformation des modes fondamentaux de vivre et de travailler. C'est tout un défi quand on considère que la moitié de l'humanité vit dans la misère. Récemment, les « émeutes de la faim » ont fait ressortir le caractère explosif de ces contradictions.

Si, à une certaine époque, les mouvements sociaux ont espéré le triomphe « imminent » et « inévitable » du socialisme sur les décombres d'un capitalisme en crise, il n'est plus possible aujourd'hui de glisser dans cette pensée naïve. Encore là, pour revenir au passé, le capitalisme est sorti plus fort de la grande crise précédente du XX^e siècle. En partie parce que les dominants ont pu le réorganiser et l'imposer par la force autant que par la coercition (l'« hégémonie » selon Gramsci). En partie parce que les dominé-es n'ont pu se coaliser et mener à terme les projets contre-hégémoniques embryonnaires.

Dans ce qui se dessine comme un nouveau face-à-face prolongé, il ne faut pas écarter l'hypothèse d'une aggravation de la crise et du chaos, avec un renforcement des idéologies et des projets militaristes. On le voit un peu partout, le « nouvel ennemi » prend la forme de l'immigrant, du réfugié, du ou de la Musulman-e sous la poussée des projets de la droite et de l'ultra-droite qui parviennent au pouvoir dans plusieurs pays capitalistes.

Par ailleurs, en dépit des échecs qui se succèdent, la « guerre sans fin » peut continuer longtemps, en partie parce qu'elle alimente le

vaste secteur militaro-industriel, en partie parce qu'elle polarise et divise l'opinion populaire. Il ne faut cependant pas penser que le système capitaliste contemporain va nécessairement évoluer vers le fascisme y compris sous ses formes hystériques (à la Hitler), même si l'hypothèse de Samir Amin (un capitalisme sénile, moribond et poussé à ses extrêmes) ne doit pas être non plus évacuée¹.

Reste le « facteur » humain, aussi imprévisible qu'incontrôlable. Certes, comme le rappelle Marx, « *les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans des conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé*² ». Et cette histoire est une longue accumulation de processus et de forces, qui ne peut être « surmontée » par simple volontarisme. Mais il faut alimenter davantage la réflexion.

Qu'est ce qui a fait que la Chine, par exemple, n'a pas évolué vers la dislocation, la colonisation et la régression sociale? Pourquoi les ouvriers et les soldats rouges soviétiques ont-ils échoué dans leur projet? Qu'est-ce qui fait que des Autochtones mexicains ou boliviens réussissent à bloquer la perpétuation de la colonisation orchestrée par les élites? Qu'est-ce qui fait que les prolétaires français refusent de capituler devant la droite et le social-libéralisme?

Autant de questions qui révèlent les limites d'une analyse des tendances « structurelles » de la crise actuelle. Celle-ci n'est pas « programmée » d'avance, elle est la cause et en même temps le résultat des contradictions sociales. Elle ouvre et ferme les portes de l'avenir, qui reste un chantier sur lequel les luttes sociales, les mouvements contre-hégémoniques peuvent et doivent peser.

En résumé et pour ne pas conclure

Nous sommes déjà dans une crise prolongée. Ce n'est pas nécessairement la « fin du capitalisme », mais la fin d'une certaine forme

-
1. Voir à ce sujet son texte, *Les nouvelles classes dominantes et la fin de la civilisation bourgeoise*, < <http://cap.qc.ca.edu/2008/07/17/les-nouvelles-classes-dominantes-et-la-fin-de-la-civilisation-bourgeoise/#more-206> >.
 2. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, Paris, Éditions sociales, 1971.

de capitalisme qui a assuré l'accumulation du capital et l'exploitation des dominé-es pendant pratiquement un demi-siècle. Dans ce contexte, d'un point de vue capitaliste, il n'y a pas de retour en arrière possible. Aussi et pour cela, la social-démocratie, le « versant populaire » du keynésianisme, n'est plus un projet crédible. Par ailleurs, la crise va s'aggraver en adoptant diverses formes (crise « financière », crise « alimentaire », crise « énergétique ») de plus en plus dramatiques, y compris par des guerres.

La construction d'un projet contre-hégémonique, « altermondialiste », doit non seulement confronter le capitalisme contemporain (le néolibéralisme), mais aussi le « modèle original », et imaginer un autre monde. L'utopie (au sens positif du terme) est d'élaborer, dans la lutte, un autre mode de vivre, de produire, de distribuer et de partager les ressources. Certes pour élaborer un tel projet, il faut de nouveaux « outils » qui vont œuvrer à construire une nouvelle hégémonie, à coaliser (sans niveler) les dominé-es à travers l'ensemble des sociétés et des nations, bref à bâtir le socialisme du XXI^e siècle.

Dossier

Les classes sociales
aujourd'hui

À la (re)découverte du concept de classe

Introduction au dossier

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, le concept de classe a été pratiquement évacué du discours social et politique au Québec (et dans la plupart des pays occidentaux). Dans l'univers médiatique, politique et intellectuel, les classes, en particulier la bourgeoisie et le prolétariat (les deux classes « fondamentales » dans les formations sociales capitalistes) sont disparues comme par enchantement¹.

La vulgate médiatique le répète partout, « tout le monde (ou presque) fait partie d'une vaste classe moyenne », à part les « très riches » et les « très pauvres ». Cette classe moyenne est définie par des critères flous : un emploi (relativement) stable et des revenus « moyens », ni « trop riche » ni « trop pauvre ». C'est également dans le discours réactionnaire, la classe des « gens dignes, ceux qui travaillent, qui ne profitent de rien ni ne protestent ». Bref, le fondement de la « civilisation ».

Il faut dire enfin que, dans la conscience populaire, cette idée de « classe moyenne » est bien ancrée. En fait, cette identification subjective, à la fois durable et profonde, de couches entières de salarié-es et d'exclu-es à cette classe d'accueil référentielle témoigne de l'ampleur réelle des conquêtes sociales antérieures. En clair, les classes populaires sont « devenues » des classes moyennes en améliorant leurs conditions de vie et de travail, en acquérant un statut social et ce tout au long des « trente glorieuses » du capitalisme de l'après-guerre.

1. Voir les textes de V. Brouillette et de B. Gaulin et P. De Grosbois dans ce numéro.

On peut donc dire que ce phénomène ne se résume pas seulement à un quelconque miroir aux alouettes idéologique. Il est vrai par contre que cette dimension idéologique est importante, particulièrement en Amérique du Nord, au « cœur de l'empire », en quelque sorte le haut lieu de fabrication du consensus social.

Les « classes moyennes » : une identité construite

En Amérique du Nord, [on constate] la formation d'une identité sociale salariale originale, soit la classe moyenne élargie. Cette identité [...] repose sur le double ressort économique et politique de la stabilisation fordiste de la condition salariale et de l'intégration des salariés par le biais de la citoyenneté sociale développée par l'État providence. Mais la classe moyenne à titre de référent subjectif et objectif se développe en tant que telle sur le plan culturel, principalement par le biais de la diffusion d'une forme spécifique de consommation et de culture de masse [...] Le développement d'un régime d'accumulation financiarisée en Amérique du Nord a ceci de particulier qu'il sape les bases économiques et politiques de l'existence de la classe moyenne tout en laissant intact, voire même en mobilisant, les procès culturels-économiques par lesquels elle se constitue en tant que référent identitaire de masse.

Éric Pineault¹

Un enjeu politique

Pour les *think thank* comme l'Institut économique de Montréal comme pour la droite politique des Mario Dumont et Stephen Harper, le véritable ennemi de cette « classe moyenne » est l'État contemporain et ses politiques de redistribution keynésiennes. Ce keynésianisme pénalise les « classes moyennes ». Il « perturbe » les « lois » du marché au bénéfice de la bureaucratie et des « parasites » comme les assisté-es sociaux qui nuisent aux intérêts de cette « majorité silencieuse ».

1. Éric Pineault, 14 décembre 2006. *Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé*. Conférences de la Chaire MCD. < <http://www.chaire-mcd.ca> >

Certes, tout ce discours a des fondements politiques. Il vise à miner un système qui domine depuis la Seconde Guerre mondiale. Il doit pour ce faire diviser et segmenter les classes populaires en autant de « sous-groupes » hostiles les uns aux autres. Il faut pour ce faire, détruire le concept de classe sociale et le remplacer par une vision du monde où tout le monde se croit égal dans ses chances d'accéder à un avenir meilleur et où en fait, tout le monde est opposé à tout le monde.

Le tournant des intellectuels

Une autre évolution est à noter du côté du monde de l'intellect. La réalité du « monde du travail », pour ne pas parler du prolétariat, ne fait plus partie des « champs prioritaires de recherche » dans les domaines où cette réalité a été traditionnellement importante pour les intellectuels (la sociologie par exemple). Des esprits cyniques diront que trop d'intellectuels ont été « normalisés » par la dérive de l'université devenue une machine à distribuer des fonds de recherche définis par l'État et de plus en plus par l'entreprise privée au lieu de demeurer un espace de discussion critique et indépendant.

Quoi qu'il en soit, il ressort de l'université contemporaine un ensemble d'idées sur les classes passablement influencées par la thèse de la « fin de l'histoire », du politicologue néoconservateur états-unien Francis Fukuyama. Celui-ci affirme que le capitalisme n'est pas un « mode de production » historiquement déterminé, ni une structure politiquement imposée dans la société, mais un « état naturel », le point culminant, voire terminal de l'évolution de la société¹. Dans ce contexte, le concept de classe doit être rejeté, parce qu'il simplifie la réalité faite de multiples « identités ». Il est l'émanation d'une méga théorie, le marxisme, qui est au mieux une doctrine intéressante (mais qui a fait son temps), ou au pire une déformation de la pensée moderne, qu'il faut mettre de côté.

1. Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1993.

Les transformations du capitalisme

Parallèlement, comme l'expliquent les sociologues Luc Boltanski et Ève Chiapello¹, les sociétés capitalistes des pays industrialisés procèdent à d'importantes restructurations qui non seulement modifient la réalité du monde du travail mais également, déplacent le discours sur les classes vers les « catégories professionnelles ».

La mise en cause des classes sociales

Les changements au sein du capitalisme ont aidé à affaiblir la notion de classe sociale en modifiant les barrières classiques entre les catégories professionnelles. Le langage institué, comme la transformation des ouvriers en opérateurs ou la disparition du mot « patronat », a contribué à niveler les différences entre catégories. De nombreuses actions ont permis de contourner les classifications utilisées dans les conventions collectives et même de refondre ces classifications en introduisant de nouveaux critères. À la représentation d'un monde social divisé en groupes hiérarchisés se subsiste peu à peu la vision d'un monde éclaté, composé d'une juxtaposition de destins individuels. À l'heure actuelle, le rapport de force s'est déséquilibré, car l'épreuve met en présence un salarié individualisé et une entreprise d'autant plus forte que le droit du travail se déréglemente².

On voit ainsi la gauche et les mouvements sociaux « désappropriés » dans une évolution complexe et contradictoire :

- Les concepts de classe et de luttes de classes sont identifiés à un « marxisme vulgaire » associé aux mouvements d'extrême-gauche des années 1970.
- Sous prétexte que le concept de classe peut occulter d'autres fractures sociales (genre, nation, identité culturelle, orientation sexuelle, etc.), on n'en parle plus ou très peu.
- La notion de classe est devenue confuse, dans un contexte où le capitalisme contemporain « dématérialise » la production

1. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

2. *Ibid.*

sociale, ce qui, en partie au moins, disloque les classes, dans un éclatement à la fois spatial et technique.

Une certaine gauche peut ainsi se « réfugier » dans des catégories en apparence plus « accueillantes » de peuples, nations, communautés, exclu-es, pauvres, etc. À l'analyse de la formation sociale et des luttes de classes se substitue un certain moralisme faisant appel à l'« humanité », au « dialogue », à la « tolérance¹ ». Sur le plan théorique, les analyses en termes de « postmodernité » (plus ou moins dominantes) excluent à toutes fins pratiques l'idée d'une reconfiguration post-capitaliste de la société. Par conséquent dit-on, le but des mouvements anti-systémiques doit être d'humaniser la réalité sociale prévalant sous le capitalisme, non de la transformer.

Retrouver la substance du matérialisme historique

Face à ces grandes transformations, nous pensons qu'il est nécessaire d'entreprendre un certain nombre de travaux pour se réapproprier le concept de classe. Non par nostalgie d'une certaine époque « glorieuse » du marxisme. Mais parce qu'en réalité, les concepts en question sont indispensables pour comprendre le monde.

Pour cela, nous devons revisiter un certain nombre d'approches s'inscrivant dans la tradition du marxisme ou, ce qui nous semble plus juste comme terminologie, du matérialisme historique. Dans les travaux et intuitions de Marx, en effet, les classes ne sont pas des « objets », des « catégories sociologiques », mais la matérialisation des rapports sociaux. C'est dans la lutte de classes que se définit l'identité des classes. « Prolétariat » et « bourgeoisie » ne s'expliquent pas autrement que dans la dialectique des luttes, opposant l'un à l'autre, dans une formation sociale spécifique, en l'occurrence, le capitalisme.

Par définition, le concept de classe exprime une réalité mobile. Même à l'intérieur du capitalisme, les classes changent parce que le capitalisme change. La bourgeoisie n'est plus la même sous l'impact de la globalisation, de la financiarisation et des nouvelles

1. Voir les textes d'Éric Martin et de Simon Tremblay-Pépin.

techniques de contrôle capitaliste¹. De même, le prolétariat, qui constitue une classe dont la définition est d'être désappropriée des moyens de production et forcée de vendre sa force de travail, est en constante évolution².

Prolétariat : un concept à (re)travailler

Le prolétariat du début du XX^e siècle par exemple, basé sur la main d'œuvre des premières manufactures, est devenu une autre réalité au tournant du keynésianisme et de l'« ouvrier-masse », selon l'analyse de Mario Tronti notamment³.

Ce n'est plus la même réalité aujourd'hui. Sous l'impact des formes contemporaines du capitalisme, le prolétariat devient une « multitude » déqualifiée, mobile et précaire, vulnérabilisée par le nouveau mode d'accumulation qui « émiette » le travail productif en segments spatialement et techniquement isolés les uns des autres.

D'autre part, le prolétariat apparaît sous la forme de producteurs techniquement qualifiés, qui manipulent des catégories « immatérielles » (facilitées par l'informatique, actuellement au cœur du processus capitaliste). Ces prolétaires « en col blanc », au même titre que les sidérurgistes d'antan, produisent des richesses pour le capital qui leur achète leur force de travail. C'est la transition du capitalisme contemporain, explique Toni Negri, « d'une organisation fordiste du travail à une organisation postfordiste, et du mode de production manufacturier à des formes de valorisation (et d'exploitation) plus vastes : des formes immatérielles ; des formes qui investissent la vie dans ses articulations intellectuelles et affectives, les temps de reproduction, les migrations des pauvres à travers les continents⁴ ».

Dans la lignée du marxisme donc, il faut analyser cette évolution de la composition de classe, c'est-à-dire des transformations dans les classes, celles-ci comprises à travers les identités changean-

1. Voir le texte de Pierre Beaulne.

2. Voir le texte de Pierre Beaudet.

3. Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, Paris, Christian Bourgeois Éditeur, 1977.

4. Toni Negri, « L'« Empire », stade suprême de l'impérialisme », *Le Monde diplomatique*, janvier 2001.

tes qui émergent de leurs luttes. Certes, ce travail est exigeant : les classes en effet ne se révèlent pas à l'observation superficielle. On ne peut pas déceler des classes sur la base du comportement, de la technique, même des conditions de vie et des salaires. C'est le mode d'insertion dans une division sociale du travail, puis dans la lutte des classes et la réalité contemporaine du capitalisme où il faut trouver comme le disait Marx, « le sens caché de l'édifice social ».¹

Tout cela implique donc un travail difficile, ardu, de longue haleine, comprenant des analyses, des enquêtes, des hypothèses, des critiques. Comme on le sait, tout travail scientifique comporte à la fois des éléments de « scientificité », qui s'approchent (sans jamais l'atteindre) de la complexité du réel, et des éléments « idéologiques », portés par et collés sur la réalité changeante, qui deviennent, rétroactivement, des brouillages qu'il faut décoder, surpasser.

Un dossier et un chantier

C'est sur ces questions que le présent dossier des NCS a été élaboré. Évidemment, ce travail n'est que l'amorce d'un chantier devant être labouré à long terme. Il faudra aller plus loin et plus en profondeur ! Mais comme c'est toujours le cas, le début de la longue marche commence par le premier pas.

1. Voir le texte de Gilles Bourque.

La foire d'empoigne du capitalisme canadien

PIERRE BEAULNE

Two years ago, I was invited to one of Donohue's fishing camps. I loved my experience. I loved it so much that I bought the company.

Pierre Péladeau, fondateur de Quebecor,
devant The Empire Club of Canada, Toronto, 25 février 1988

QUE DEVIENNENT les bourgeoisies canadiennes et québécoises dans l'ouragan de la mondialisation? Parviennent-elles à tirer leur épingle du jeu? Renforcent-elles leur autonomie ou, au contraire, se fondent-elles dans un capital transnational anonyme? Doivent-elles compter sur l'État autant qu'auparavant? Comment évoluent leurs rapports? Voilà autant de questions sur lesquelles cet article tente de jeter un peu d'éclairage, en visant surtout à ouvrir des pistes pour des recherches et des analyses plus approfondies.

PREMIÈRE PARTIE : LE CAPITAL CANADIEN EN PERSPECTIVE

Les trente glorieuses

L'expansion industrielle enclenchée à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale se poursuit au Canada dans les années 1950-1960 à travers une reconversion de la production vers les industries civiles, afin d'accommoder la demande croissante des cohortes de nouveaux ménages. Les industries militaires ne sont pas démantelées pour autant puisqu'elles sont alimentées par la guerre de Corée, la guerre froide et éventuellement, la guerre du Vietnam. Entre-temps, le capital américain, désormais hégémonique, se met à envahir plusieurs secteurs industriels canadiens. Pour contourner les barrières

tarifaires qui gênent leurs exportations, les entreprises américaines s'installent au Canada pour produire en fonction du marché domestique, mettant en place tout un réseau de filiales. Dans l'automobile, le processus va beaucoup plus loin. Une véritable division du travail à l'échelle des deux pays se concrétise dans le Pacte de l'automobile (1965). L'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent (1958) et l'établissement de la ligne Borden (1963), afin d'alimenter la pétrochimie ontarienne avec le pétrole de l'ouest, complètent la structuration de l'espace économique au profit de l'Ontario. Au cours de ces années, l'afflux de capitaux américains prend surtout la forme d'investissements directs¹. Dans un premier temps, ces investissements servent à mettre en place des installations pour la production. Dans un second temps, une fois établie la base d'opérations, l'expansion s'autofinance à même les bénéfices réinvestis. Les rapatriements de revenus de placements peuvent dès lors s'accroître sans injection de nouveaux capitaux et augmenter encore plus si les investissements directs continuent à affluer. Ainsi, à la fin des années 1960, les non-résidents contrôlent 76 % du capital des industries du pétrole et du gaz, 70 % des mines et des fonderies, 61 % des industries manufacturières. Au total, le degré de contrôle étranger au Canada atteint 36 % de tout le capital non financier².

Le capital canadien, qui s'est lentement constitué au cours du siècle précédent, acquiert cependant une certaine autonomie. Il s'enracine plus particulièrement dans les secteurs de la finance et du commerce, des produits de consommation courante, des communications, du transport ferroviaire, des aciéries et autres industries lourdes, des produits forestiers, du papier et aussi des produits de base comme l'énergie, les métaux et les autres minéraux. Ce capital demeure étroitement associé, voire imbriqué, avec le capital britannique, fournisseur traditionnel de fonds et d'expertise dans les domaines de pointe. Les secteurs de pointe sont concentrés dans les industries de guerre, particulièrement l'avionnerie et l'électronique.

1. L'investissement direct représente un placement qui permet à un investisseur d'influencer ou d'y avoir un droit de regard dans la gestion d'une firme ou d'une entreprise. En comparaison, les investisseurs de portefeuille (actions ou obligations) ont un rôle plus passif.
2. Lucie Laliberté, *La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada, 1950 à 1992*, Statistique Canada, avril 1993, p. 6.

Au cours des années 1960 et 1970, la bourgeoisie industrielle canadienne traverse une période difficile. La construction navale, qui a connu un essor prodigieux au cours de la Seconde Guerre, décline. Dans l'avionnerie, les échecs dans les domaines civils comme militaires (Avro Arrow, par exemple) face à la concurrence britannique et américaine, risquent d'entraîner la marginalisation de l'industrie. Pour éviter le pire, on se replie sur la sous-traitance, comme fabriquer des bouts d'ailes de Boeing, ou sur des stratégies de niche, par exemple, les avions-citernes Canadair. Dans l'industrie spatiale émergente, on se concentre sur les satellites de communications, comme Alouette.

Cependant avec le temps, cette stratégie de niche s'avère fructueuse. Elle permet aux entreprises canadiennes de se consolider et de développer des créneaux d'expertise et d'excellence incontestés, par exemple les jets régionaux de Bombardier, le bras canadien pour la navette spatiale, les moteurs de Pratt & Whitney, les simulateurs de vol de CAE, etc. Aujourd'hui encore, cette approche peut s'avérer efficace, comme l'illustre le succès de *Research in Motion* (RIM) avec son appareil *Blackberry*, ou, encore, l'étonnante aventure du Cirque du soleil.

Pendant toute cette époque, le capital québécois, de taille relativement modeste, se cantonne dans la finance et dans certaines industries traditionnelles desservant le marché domestique. Son développement est entravé par la présence dominante du capital canadien dans les mêmes secteurs. Sans doute certains Canadiens-français sont-ils prospères, comme la famille Simard de Sorel (construction navale), mais ils doivent leur fortune aux contrats fédéraux. En fait, ces bourgeois québécois font partie de la bourgeoisie canadienne.

L'emprise américaine croissante suscite de vives réactions et protestations au Canada, d'où les tensions entre le gouvernement Diefenbaker et celui des États-Unis au tournant des années 1950, et aussi celles du gouvernement Trudeau dans les années 1970 et 1980. Les luttes populaires et les revendications anti-impérialistes, mais aussi les résistances de la bourgeoisie canadienne face aux empiétements du capital américain amènent le gouvernement

fédéral dirigé par Trudeau à tenter d'infléchir le cours des choses : création de l'Agence de tamisage des investissements étrangers (1974), mise sur pied du Programme national de l'énergie (1980). Graduellement, la part du contrôle étranger redescend à 23 % en 1986, surtout à la suite de prises de contrôle par des Canadiens d'entreprises sous contrôle étranger¹.

Au cours de cette même période, se développe et se structure un capital plus spécifiquement québécois, phénomène que l'on appellera communément Québec Inc. Celui-ci met en rapport, à travers des interrelations complexes, toute une variété d'entreprises privées, de coopératives, de sociétés d'État, de fonds publics désignés et même de sociétés financières parasyndicales. Le développement d'une classe de capitalistes québécois s'appuie largement sur le soutien de l'État québécois, que ce soit par le biais d'Hydro-Québec, de la Société générale de financement (SGF), de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), ou d'une variété d'autres sociétés impliquées dans la sidérurgie, les industries forestières et minières, l'agroalimentaire, etc. Parallèlement, une autre branche de la bourgeoisie s'épanouit en investissant le domaine des communications destinées surtout au public de langue française, comme la chaîne de télévision Télé-Métropole, devenue le Réseau TVA (1961), les journaux de Pierre Péladeau (1964) ou le câblodistributeur Vidéotron de la famille Chagnon (1964).

Que conclure au sortir de ces « trente glorieuses » ? La bourgeoisie canadienne s'est renforcée, tout comme celle du Québec, alors que, globalement, le capital étranger a perdu du terrain. Par le biais de la financiarisation, on assiste à un essor encore plus grand du capital financier canadien.

Le virage néolibéral

En 1975, la Banque du Canada adhère au credo monétariste, ce qui marque, sur le plan symbolique, l'avènement de l'ère néolibérale. Strictement parlant, le monétarisme est une théorie économique élaborée par Milton Friedman, de l'École de Chicago, voulant qu'on puisse gérer l'économie en spécifiant le rythme de

1. Lucie Laliberté, *op. cit.*, p. 7.

croissance de la masse monétaire, plutôt qu'en manipulant les taux de change, les taux d'intérêt ou les leviers fiscaux et budgétaires. Dans un sens plus large, le monétarisme désigne une politique étatique peu interventionniste, comme le préconisent les courants néolibéraux.

Lasses des dérèglements économiques à répétition et surtout des taux d'intérêt réels négatifs découlant de la forte inflation des années 1970, qui avaient pour effet de dévaloriser leurs actifs, les classes possédantes décident de sonner la fin de la récréation. Le grand coup est donné à la fin de 1979, quand le nouveau patron de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker, fixe des cibles de croissance à la masse monétaire très contraignantes afin d'étouffer l'inflation, conformément aux préceptes monétaristes. Le raisonnement est fort simple : moins d'argent en circulation, moins d'inflation. La conséquence immédiate est l'explosion des taux d'intérêt, vu la raréfaction des liquidités. En moins d'un an, le *prime rate* grimpe à 21,5 %. Les économies occidentales plongent dans la pire récession depuis la Grande Dépression des années 1930. À cette occasion, les travailleurs et les travailleuses subissent alors des reculs importants et permanents de leurs acquis. Le rapport de force social s'infléchit de façon marquée à l'avantage de la bourgeoisie. Ailleurs, le vent tourne. Le thatchérisme triomphe en Grande-Bretagne, pendant que la *reaganomie* fleurit aux États-Unis. À l'ordre du jour de ces gouvernements figure en priorité la déréglementation des marchés et la privatisation tous azimuts, au nom de la libération des forces productives, incarnées, il va sans dire, par l'entreprise privée.

Au cours des années 1970, les travailleuses et travailleurs et les forces sociales et populaires réussissent à mettre en place des mécanismes d'indexation des salaires et des prestations sociales, pour se prémunir contre les effets d'une inflation croissante. Mais quand la crise éclate, en 1981-1982, les déficits publics s'accroissent, malgré des compressions sévères de dépenses de programmes. Les frais croissants du service de la dette, gonflés par les taux d'intérêt élevés, viennent accentuer les tensions imposées sur les finances publiques. Cela sert de prétexte pour imposer d'autres compressions et

des délestages de tous genres¹. La spirale de l'endettement public, amorcée dans les années 1970, s'accélère.

À la fin des années 1980, le ministre des finances et ex-vendeur d'obligations Michael Wilson² et son comparse John Crow, l'idéologue néolibéral à la tête de la Banque du Canada, conçoivent le projet délirant d'éradiquer totalement l'inflation. À cette fin, ils poussent encore plus haut les taux d'intérêt déjà excessifs. L'économie canadienne, déjà grippée par le ralentissement de l'économie mondiale, plonge à nouveau en récession, la première parmi les économies occidentales. Dans la foulée, les déficits et l'endettement public grimpent à de nouveaux sommets. En 1990, les frais bruts de la dette publique fédérale atteignent 45 milliards, ce qui représente 37,5 cents sur chaque dollar de revenu³. En 1995-1996, le ratio de la dette fédérale au PIB culmine à un sommet de 68,4 % du PIB.

Pendant que toutes sortes de malheurs accablent les classes populaires, les détenteurs de capitaux vivent une période faste. Les prêts aux gouvernements constituent des placements sûrs offrant d'excellents rendements. Que souhaiter de mieux ? Les capitaux étrangers (japonais entre autres) s'invitent aussi au banquet. Les achats d'obligations déclassent rapidement les investissements directs. Dès 1975, les achats d'obligations canadiennes par les non-résidents s'accélérent et, dès 1978, ils surpassent les investissements directs étrangers⁴. De fait, à la fin de 1992, le Japon est devenu le deuxième plus grand créancier du Canada avec une créance nette de 59 milliards de dollars, soit un peu moins de la moitié de celle des États-Unis envers le Canada (128 milliards). À la fin de 1992, les non-résidents détiennent trois fois plus d'obligations des gouvernements que d'obligations d'entreprises publiques et deux fois et demie celles des sociétés⁵. Le secteur financier cana-

1. Voir : Gouvernement du Québec, *L'urgence d'un redressement*, 1986 et Rapport Gobeil, 1986.

2. Il est présentement ambassadeur du Canada aux États-Unis

3. Finances Canada, *Tableaux de référence financiers*, 2007, Tableau 13 et Budget 2007, annexe 1.

4. Statistique Canada, *L'observateur économique canadien, supplément statistique historique 2007-2008*, 11-210-XIB, Tableau 19.

5. Lucie Laliberté, *op. cit.*, p.4.

dien profite largement de ces circonstances. Les banques à charte, agissant comme intermédiaires financiers importants, utilisent les capitaux étrangers pour financer leurs propres opérations.

Les années 1990 constituent une période de remodelage majeur de la topographie économique canadienne. Tout d'abord, le terrain de jeu commercial nord-américain est nivelé grâce à l'Accord de libre échange canado-américain (1989), suivi de l'Accord de libre échange nord-américain, (1994), qui étend la libre circulation des marchandises au Mexique, tout en fournissant un cadre pour le traitement des investissements. Quand ces projets sont mis de l'avant, à la fin des années 1980, l'unanimité n'est pas complète au sein des diverses couches de la bourgeoisie canadienne. Les appuis, au Québec et dans l'Ouest canadien, sont très forts ; ils sont plus mitigés en Ontario et chez certains industriels œuvrant dans les secteurs mous.

En 1991, le gouvernement fédéral remplace sa taxe de vente aux manufacturiers par une taxe sur la valeur ajoutée, la TPS, dont l'incidence est reportée sur le consommateur. Cela a pour effet, entre autres, de rendre les produits des entreprises canadiennes plus compétitifs sur les marchés extérieurs.

La politique budgétaire est radicalement réorientée afin d'éliminer les déficits publics et enrayer la spirale de l'endettement public. Le ministre des finances fédéral Paul Martin, dans son budget de 1995, annonce des réductions massives de transferts aux provinces pour la santé, l'éducation et les programmes sociaux, ainsi que des compressions draconiennes au programme d'assurance-emploi et à d'autres activités du gouvernement fédéral. Dans sa foulée, les gouvernements des provinces répercutent non seulement sur leurs populations les réductions du fédéral, mais ils y rajoutent leurs propres mesures pour éliminer leurs déficits. Ces politiques brutales atteignent leurs objectifs, et cela, d'autant plus vite qu'elles interviennent à un moment où l'économie retrouve le sentier de la croissance, dopée par la reprise de l'économie américaine. De ce fait, le gouvernement fédéral parvient à éliminer son déficit en 1997-1998 (un an plus tôt que prévu). Celui du Québec est éliminé en 1998-1999 (encore là, un an avant l'échéance prévue).

Au terme de ce processus, le niveau des opérations de l'État est passablement réduit, du moins pour ce qui est du fédéral. Les dépenses de programmes du gouvernement fédéral, par exemple, sont ramenées à des niveaux plus proches de 12 à 13 % du PIB, alors qu'elles se situaient autour de 16 à 17 % du PIB à la fin des années 1980. Cela équivaut à une différence de 60 milliards.

Au plan macroéconomique, le renversement de la dynamique de l'endettement obtenu par le rétablissement de l'équilibre budgétaire crée des conditions favorables à une nouvelle phase d'expansion, laquelle prend vraiment son essor après 1997-1998. Les capitaux retrouvent le chemin du marché boursier, alors que commence à se gonfler la bulle des technos. La bourgeoisie se précipite sur les entreprises Internet émergentes et les titres de haute technologie. Les crises financières à répétition qui éclatent un peu partout dans le monde (Mexique en 1994-1995, Thaïlande en 1997, Russie en 1998, Brésil en 1999) ne semblent freiner en rien l'élan de l'économie américaine. Au contraire, les capitaux « insécurisés » s'y réfugient et renforcent son élan.

La mondialisation

Amorcé dans les années 1970, le virage vers la mondialisation, articulé au virage néolibéral, altère sensiblement le *modus operandi* des classes dominantes.

Pour reprendre la définition d'une étude de Statistique Canada :

La mondialisation réfère à la dispersion transfrontalière des produits, des facteurs de production, des firmes et des marchés. En terme de produits, cela signifie la production des diverses composantes dans plus d'un pays. Souvent, il s'ensuit au niveau de la firme une organisation globale des activités telles la recherche et le développement, l'approvisionnement, la production et la commercialisation qui sont réparties internationalement. Ceci entraîne aussi l'établissement de réseaux entre firmes qui ne font pas nécessairement partie de la même entreprise (co-entreprise, alliance stratégique par exemple). De même, il y a une mobilité accrue de capital entre pays qui a eu pour effet de créer le marché financier mondial d'aujourd'hui¹.

1. Lucie Laliberté, *op. cit.*, p. 4.

À la fin des années 1990, le processus d'internationalisation, déjà bien engagé, s'accélère. Le contexte est propice à un essor sans précédent des exportations canadiennes, surtout à destination des États-Unis. Avec un taux de change de 67 cents canadiens pour un dollar américain en 1997, les affaires roulent fort. Effectivement, les exportations canadiennes, mais aussi celles du Mexique aux États-Unis, triplent au cours de la décennie. Certes, certains sous-secteurs industriels non compétitifs sont balayés par la concurrence, surtout dans les industries de textiles et de vêtements. À l'inverse, d'autres entreprises accroissent sensiblement leur production dans des créneaux plus spécialisés. Les affaires sont tellement florissantes que certaines entreprises se mettent à démultiplier leurs installations aux États-Unis, pour desservir plus facilement les marchés où elles ont pris pied. C'est le cas de Shermag, par exemple, une firme qui développe sa production de meubles de bureau au Québec comme aux États-Unis. Pour les plus grandes entreprises, qui ont déjà des antennes un peu partout, c'est le même phénomène, mais à une échelle autrement plus grande. Bombardier se met à collectionner les contrats de fabrication de trains et de métros un peu partout dans le monde. Comme ces contrats comportent généralement des exigences visant un contenu local plus grand, cela entraîne une variété de formes d'association et d'arrangements de partage de production avec des entreprises des pays hôtes. Quand la concurrence des pays asiatiques se fait trop pressante, vers le milieu des années 2000, plusieurs entreprises réagissent en y délocalisant leurs équipements et la production qui va avec.

La mondialisation c'est aussi, en très grande partie, l'internationalisation des capitaux. Comme le signale l'étude de Statistique Canada :

Pour ce qui est du Canada, la mondialisation s'avère une tendance qui a gagné l'ensemble de l'économie intérieure. Elle a affecté l'origine du capital étranger investi au Canada, la catégorie dans laquelle le capital était investi ainsi que les divers secteurs canadiens dans lesquels le capital était dirigé. La mondialisation s'est

aussi répandue aux divers secteurs canadiens qui ont été de plus en plus attirés vers les marchés étrangers. En fait, les résidents canadiens se sont mis à accumuler des actifs à l'étranger dans une mesure jamais vue dans le passé et à un taux de croissance généralement supérieur à celui des placements étrangers au Canada¹.

Déjà, au cours des années 1980, les investissements canadiens à l'étranger progressaient plus rapidement que ceux des non-résidents au Canada. Dans un premier temps, on a exporté beaucoup de capital, parce qu'il n'y avait pas de base assez large pour générer beaucoup de bénéfices réinvestis. Ces investissements, diversifiés par région, mais où prédominent les États-Unis, ont ciblé les secteurs de la finance, des minerais, des communications, et des aliments et boissons. Pour ce qui est des placements de portefeuille, une bonne partie a été le fait des fonds mutuels, et, de plus en plus, par les fonds de retraite, avec le relèvement progressif de la limite aux placements étrangers permis à partir de 1991. (Ce plafond a été complètement éliminé en 2005).

À compter de 1990, l'écart entre les investissements directs étrangers au Canada et les investissements directs canadiens à l'étranger commence à se resserrer. Cela résulte à la fois de l'accélération de la sortie de capitaux canadiens et du ralentissement des investissements directs étrangers au Canada. En 1997, les investissements directs canadiens à l'étranger dépassent ceux des non-résidents au Canada.

L'expansion du capital canadien à l'étranger se fait surtout vers les États-Unis. Les acquisitions canadiennes se portent sur les secteurs de la technologie (la bulle des technos), pendant que les acquisitions au Canada sont surtout le fait des Américains et se portent sur les minéraux et l'énergie.

1. Lucie Laliberté, *op. cit.*, p. 5.

DEUXIÈME PARTIE : LES TENDANCES ACTUELLES

**Les paradis fiscaux,
une friandise appréciée par le capital canadien**

La bourgeoisie canadienne affectionne particulièrement les paradis fiscaux. Selon les compilations de Statistique Canada, plus d'un cinquième des investissements canadiens directs à l'étranger se retrouve dans les centres financiers *offshore*, totalisant 104 milliards (sur 514,5 milliards d'investissements directs canadiens à l'étranger en 2007¹).

La progression de l'investissement canadien vers les paradis fiscaux est fulgurante. Entre 1990 et 2003, les actifs canadiens dans les CFO sont multipliés par huit. C'est le secteur financier qui accapare le plus d'actifs dans les paradis fiscaux, devant les secteurs de la transformation, des services et de la fabrication².

Par définition, l'investissement direct sert à financer l'établissement de nouvelles entreprises, l'acquisition de sociétés et les activités des filiales étrangères. Cette catégorie ne comprend pas les dépôts bancaires. Il est évidemment difficile de croire que près de 100 milliards sont investis dans le développement industriel de quelques îlots antillais. En réalité, de l'aveu même de Statistique Canada, il n'est pas possible de vraiment connaître la destination finale de l'investissement enregistré dans les centres financiers *offshore*³. Ces endroits servent en fait de relais pour les capitaux canadiens, qui vont aller se placer ailleurs. Le grand avantage est évidemment d'ordre fiscal, puisque les profits rapatriés restent à l'abri de l'impôt canadien, ce qui favorise une accumulation de capital encore plus rapide.

1. Statistique Canada, « Investissement direct étranger », *Le Quotidien*, 6 mai 2008. Ces investissements se retrouvent essentiellement à la Barbade (36,5 milliards), en Irlande (19,3 milliards), aux Îles Caïman (17,5 milliards), aux Bermudes (17,4 milliards) et aux Bahamas (13,7 milliards). Mais des sommes importantes sont aussi placées en Suisse, à Hong Kong, à Singapour, en Malaisie, au Luxembourg, dans les Îles de la Manche, les Îles Vierges Britanniques, les Antilles Néerlandaises, au Panama et dans certaines autres localités.
2. François Lavoie, *L'investissement direct canadien dans les centres financiers offshore*, Statistique Canada, 2005.
3. Pour des raisons historiques, les agences statistiques canadiennes documentent bien les placements des non-résidents au Canada, mais beaucoup moins bien ceux des Canadiens à l'étranger. Aux États-Unis, c'est l'inverse.

La bourgeoisie étatique du Québec se porte bien

D'importants réservoirs de capitaux sous contrôle étatique sont constitués depuis l'époque de la Révolution tranquille, pour promouvoir le développement économique du Québec, favoriser l'émergence d'une classe d'affaires québécoise et soutenir son essor. Aujourd'hui, des institutions comme la Société générale de financement (SGF), Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) sont devenues des acteurs de premier plan dans le monde des affaires canadien.

La SGF traverse une période plutôt difficile depuis quelques années. En 1998, le gouvernement regroupe sous son aile quatre sociétés d'État à vocation économique, Rexfor, Soquia, Soquem et Soquip, ce qui porte son fonds social autorisé de 850 millions à près de 3 milliards. Des placements ambitieux suivent, mais la situation tourne au vinaigre après l'éclatement de la bulle des techs en 2000. La SGF essuie alors de lourdes pertes de 820 millions de 2001 à 2004¹. Entre autres, la fermeture de la méga fonderie de magnésium Magnola en 2003 lui fait perdre 253 millions. À cette occasion, la société demande en vain au gouvernement fédéral d'imposer des droits antidumping pour contrer le déversement des produits chinois à la source des difficultés. Forcé d'éponger la note, le nouveau gouvernement Charest rogne les ailes de la SGF lors de son arrivée au pouvoir en 2003, en lui imposant des restrictions sur ses placements.

Du côté de la Caisse de dépôt, celle-ci secondarise quelque peu le volet de son mandat qui concerne le soutien au développement économique du Québec au profit de l'autre volet, celui qui vise le rendement. Sans être trop amochée, l'institution est embourbée depuis 2007 dans la débâcle du papier commercial adossé à des actifs (PCAA), dont elle faisait, il faut bien dire, commerce plutôt libéral.

La grande nouveauté est la création du Fonds des générations (FG) lors du budget de 2006. Il s'agit d'un réservoir financier destiné à accumuler des actifs qui pourront être opposés à la dette publique du Québec et ainsi réduire sa valeur nette. Comme par

1. Société générale de financement, *Plan de développement 2005-2009*, novembre 2005.

hasard, c'est la Caisse de dépôt qui est chargée de faire fructifier les sommes accumulées. Le Fonds est alimenté à partir d'excédents d'Hydro-Québec, baptisés pour la circonstance redevances sur l'eau, à hauteur de 550 à 750 millions par an. Des redevances sur l'eau de l'ordre de 80 à 100 millions sont aussi perçues auprès des producteurs privés d'électricité. Enfin, on veut chercher en moyenne 400 millions à même les ventes d'électricité à l'étranger découlant de la mise en service des nouvelles installations d'Hydro-Québec. Déjà, ce Fonds accumule 2 milliards (selon les projections, son actif devrait atteindre 47 milliards en 2025).

Cette initiative prend le relais, si on peut dire, d'un autre schéma inventé dans les années 1990, le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR). Dans ce cas, on exploite l'écart entre le coût des emprunts du gouvernement du Québec et le rendement des placements de la Caisse de dépôt pour constituer un fonds d'actifs opposable au passif des régimes de retraite du secteur public. Constituée en 1993, la valeur du FARR atteint 31,7 milliards en mars 2008.

Tout cela suggère que la bourgeoisie étatique du Québec a tendance à se « financiariser ». Dans cette évolution, elle se trouve tout à fait en phase avec les transformations plus globales du capitalisme.

La valse des fusions et des acquisitions

La valse des fusions et des acquisitions prend son élan avec la bulle des technos, au tournant des années 1990. Selon une étude de Statistique Canada, les entreprises canadiennes font l'acquisition de 447 sociétés étrangères entre 1997 et 2002, comparativement à 345 prises de contrôle de sociétés canadiennes par des intérêts étrangers au cours de la période¹. D'un côté comme de l'autre, la valeur des acquisitions est comparable. Alors que les entreprises étrangères privilégient les investissements dans les secteurs de l'énergie et des minéraux, les entreprises canadiennes s'orientent davantage vers les composants électriques et électroniques.

Plus récemment, avec la hausse de la demande mondiale pour les produits de base, le capital étranger se rue sur les ressources

1. Statistique Canada, *Les acquisitions transfrontalières une perspective canadienne*, 2004.

canadiennes. Une concentration d'entreprises est en cours à l'échelle mondiale dans certains secteurs, phénomène qui n'épargne pas le Canada. Désormais, ce ne sont plus seulement les grandes puissances traditionnelles qui cherchent à s'approprier les entreprises canadiennes, mais aussi les pays émergents, parfois par le biais de fonds souverains. En matière de fusions et d'acquisitions, un record est établi au deuxième trimestre de 2007, quand 552 transactions sont annoncées, pour une valeur de 163,5 milliards¹. Depuis lors, un certain tassement s'observe.

À titre d'illustration, voici un aperçu des transactions qui défraient alors la chronique.

- Alcan est absorbée par l'anglo-australienne Rio Tinto dans une transaction de 38 milliards.
- Bell Canada (BCE) est achetée par Teachers, le fonds de retraite des enseignants de l'Ontario, pour une somme d'environ 50 milliards.
- L'entreprise d'informatique Cognos est avalée par IBM au coût de 5 milliards.
- PrimeWest Energy Trust est achetée pour 5 milliards par la société pétrolière nationale d'Abou Dhabi.
- Les producteurs canadiens de nickel Falconbridge et Inco sont achetés respectivement par la suisse Xstrata, pour 18 milliards, et par la Brésilienne Vale do Rio Doce, pour 16,7 milliards.
- Le géant aurifère Barrick Gold acquiert sa rivale Placer Dome pour 10 milliards américains.
- Le groupe européen Arcelor paie 5,5 milliards pour les aciéries Dofasco.
- Du côté des papeteries, Abitibi-Consolidated échange ses actions avec l'Américaine Bowater et Domtar fusionne avec le secteur des papiers fins de Weyerhaeuser dans une transaction évaluée à 3,3 milliards.
- Le fabricant de produits en aluminium Novelis est vendu au groupe indien Hindalco pour 6 milliards américains.
- L'entreprise de sidérurgie suédoise SSAB achète le producteur d'acier canado-américain IPSCO, puis revend les activités tubes et plaques à l'aciériste russe Evraz².

1. *Le Devoir*, 4 septembre 2008.

2. *La Presse*, 29 avril 2007; *Les Affaires*, « Dans l'œil de la mondialisation », 1^{er} juillet 2008.

Au terme de ces mouvements, des secteurs d'activités entiers, comme ceux des produits forestiers, du nickel et de l'acier, disparaissent presque du marché boursier canadien. Plusieurs bannières du secteur de la consommation cessent aussi de figurer en bourse : Molson, la Baie d'Hudson, Seagram. La bourse elle-même fait l'objet d'une fusion, quand celle de Toronto fait l'acquisition de celle de Montréal¹.

Certains rejets de Québec Inc., peut-être pas ceux qu'on aurait imaginés, émergent renforcés de cette foire d'empoigne, en particulier dans le secteur du commerce. L'entreprise de sécurité Garda, qui vient de terminer l'intégration de sa plus grosse acquisition, l'Américaine ATI Systems, est devenue un gros joueur dans cette industrie. Le détaillant de pièces automobiles Uni-Select a fait l'acquisition d'une douzaine d'entreprises en 2007, notamment aux États-Unis, et il poursuit sur sa lancée. Mais ce n'est rien en comparaison de firmes comme Alimentation Couche-Tard ou le Groupe Jean Coutu. L'exploitant de dépanneurs, qui est maintenant la deuxième société du genre en importance en Amérique du Nord, figure désormais au 24^e rang des plus grosses entreprises canadiennes dans le classement du *Financial Post* pour 2007, dépassant le pharmacien Jean Coutu, qui a glissé du 25^e au 26^e rang, un statut tout de même honorable. Les deux entreprises ont grossi en étendant leurs réseaux de distribution aux États-Unis, plutôt que dans le reste du Canada. De son côté, SNC-Lavalin achète 16 entreprises en 2007, en France, en Espagne, au Brésil et aux États-Unis. Cette firme figure au nombre des 2000 plus importantes sociétés au monde selon le classement de la revue *Forbes*. Parmi les autres sociétés canadiennes à avoir pris du galon, mentionnons : Pages Jaunes, Rona et CGI.

À l'inverse, plusieurs entreprises piquent du nez. Nortel, qui au plus fort de la bulle techno représentait le tiers de la capitalisation boursière au Canada, n'est plus que l'ombre d'elle-même. Le secteur manufacturier est durement frappé par la concurrence des produits asiatiques. Plusieurs entreprises déclarent forfait et des

1. Dans cette opération, les produits dérivés, qui faisaient la force de la bourse de Montréal, y demeurent. Mais pour combien de temps ?

dizaines de milliers d'emplois sont perdus. Shermag, le fabricant de meubles qui avait connu un tel succès il y a quelques années, s'est placé sous la protection de la loi sur les arrangements avec les créanciers. Le fabricant de vêtements Gildan disparaît des écrans radars à force de délocaliser ses emplois. La crise dans le secteur forestier met en position précaire les papetières, comme Kruger ou Tembec.

La papetière Domtar, un des fleurons de la SGF depuis le début des années 1980, est disloquée. Une partie des activités est cédée à Cascades, l'entreprise des frères Lemaire. Le reste fusionne avec la papetière américaine Weyerhaeuser pour devenir une nouvelle entreprise, Domtar Corporation, qui n'est plus considérée comme canadienne. Pour couronner le tout, les machines à papier que Domtar possédait en Colombie-Britannique sont vendues aux Chinois, auprès de qui l'entreprise s'approvisionne désormais.

Quebecor Inc. le géant québécois des médias vacille, plombé par les déboires de sa filiale Quebecor World, la deuxième plus grosse entreprise mondiale dans le domaine de l'imprimerie. Les pertes de ce côté sont compensées par les gains de l'autre division, Quebecor Média. Cette branche de l'empire Péladeau, comme on l'appelle, contrôle notamment Vidéotron, le plus gros fournisseur par câble de services de télévision et d'Internet au Québec, le réseau de télévision TVA, ainsi qu'une constellation de revues et de journaux.

En ce qui concerne Air Canada, qui se trouve maintenant sous le parapluie d'ACE Aviation Holdings, l'entreprise est réchappée de la faillite en 2004 grâce à un prêt de 850 millions de la Deutsche Bank. En contrepartie, DB exige des compressions additionnelles de 200 millions, s'ajoutant aux récupérations de 1,1 milliard auxquels les syndicats ont dû consentir en 2003¹.

Convergence ou divergence des intérêts?

Les intérêts des diverses fractions du capital ne sont pas nécessairement divergents, mais des oppositions peuvent survenir. On

1. Pierre Marc Johnson, ancien premier ministre péquiste, est membre du Conseil d'administration d'ACE Aviation Holdings.

n'a qu'à songer aux interminables conflits entourant le bois d'œuvre entre producteurs canadiens et américains, à la suite de la libéralisation du commerce entre les deux pays. On peut se rappeler les conflits, par gouvernements interposés, entre les avionneurs brésilien et canadien, Embraer et Bombardier. Aujourd'hui, Embraer compte une quarantaine de fournisseurs au Canada¹.

Plus récemment, en avril 2008, le gouvernement conservateur de Steven Harper s'est opposé à la vente de la firme MacDonald Dettwiler (MDA), fabricant du bras spatial canadien, à la firme américaine de produits militaires Alliant Techsystems (ATK), au nom de la sécurité nationale. La division Radarsat MDA est en effet occupée à cartographier l'Arctique, un territoire présentement contesté au Canada, entre autres par les Américains. C'est la première fois qu'un gouvernement canadien bloque une prise de contrôle étrangère depuis l'introduction de la *Loi sur Investissement Canada* en 1985.

Un autre différend oppose les milieux de la finance du Québec à ceux de la finance canadienne. Alors qu'il existe autant de commissions des valeurs mobilières que de provinces, l'Association canadienne des banquiers (ABC) pousse pour obtenir un seul organisme pancanadien où les investisseurs s'inscriraient, bref une seule autorité pancanadienne pour réglementer les valeurs mobilières. Cela au nom de l'efficacité. C'est un projet qu'endosse le gouvernement Harper qui voudrait le traduire en projet de loi. Parmi les provinces, seule l'Ontario, où se concentre la finance canadienne, supporte l'idée. L'opposition du Québec est particulièrement vive. C'est que l'autorité des marchés financiers du Québec (AMF) agit *de facto* comme autorité pancanadienne du marché des dérivés, du fait que la bourse de Montréal est la seule place au Canada où ces titres se transigent. L'AMF a donc le pouvoir d'infléchir les normes pancanadiennes. La ministre des Finances du Québec, Madame Jérôme-Forget, propose l'établissement d'un système de passeport en vertu duquel un investisseur accrédité par les autorités d'une province pourrait ensuite opérer partout au Canada, une idée qui rallie la plupart des provinces. Le litige n'est toujours pas résolu.

1. *La Presse Affaires*, 8 septembre 2008.

Quelles perspectives ?

Ces recombinaisons incessantes d'entreprises tissent la trame de rapports de force mouvants entre les différentes fractions de la bourgeoisie. Rien n'est jamais figé ni définitif dans cet univers. Aussi est-il quelque peu hasardeux de faire des projections. Pour alimenter la réflexion, voici quand même quelques pistes.

Le grand problème de la bourgeoisie canadienne est que son poids mondial s'effrite constamment, malgré la forte expansion des dernières années, ce qui le rend plus vulnérable. Cela vaut pour l'ensemble, cela vaut également pour les divers segments¹. On peut donc s'attendre à davantage de regroupements, de fusions et de concentrations de capitaux. C'est la logique de l'accumulation. Le secteur financier est plus spécialement concerné. Déjà, en 1998, la Banque Royale et la Banque de Montréal avaient annoncé leur intention de fusionner, suivies de peu par une annonce similaire de la CIBC et de la Banque Toronto-Dominion. Pris au dépourvu, le ministre des Finances de l'époque, Paul Martin, avait rejeté ces projets de fusions. Puis, en 2001, il a fait adopter le projet de loi C-8, qui exige que les banques obtiennent dorénavant le feu vert du gouvernement avant de fusionner. Cette loi stipule également qu'une fusion bancaire doit se faire dans l'intérêt du public. Comme il est assez évident qu'une fusion entraîne des rationalisations, et donc une réduction de services, les gouvernements minoritaires libéral et conservateur n'ont pas été en mesure d'obtenir les appuis nécessaires des partis d'opposition pour présenter de nouvelles règles sur les fusions bancaires.

Tout à fait en conformité avec son idéologie néolibérale, le gouvernement conservateur veut intensifier la déréglementation et la libéralisation pour redynamiser l'économie canadienne (s'inspirant, notamment des recommandations du *Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence*, qui a remis son rapport en juin

1. La plus grosse entreprise canadienne, la Banque Royale du Canada, est classée au 55^e rang mondial selon la revue *Forbes* (2007). Viennent ensuite la Financière Manuvie (91), la Banque Scotia (92), la Banque Toronto-Dominion (95). Donc, quatre entreprises canadiennes figurent au nombre des cent principales sociétés mondiales. Au total, la revue *Forbes* recense 59 entreprises canadiennes parmi les 2000 entreprises au monde les plus importantes.

dernier).¹ Désormais, les non-résidents peuvent faire l'acquisition d'entreprises canadiennes valant moins qu'un certain montant sans être soumises à des lourdes procédures administratives. (Rappelons que ce seuil s'établit présentement à 295 millions). De plus, Harper voudrait que le seuil de propriété étrangère autorisé dans les entreprises canadiennes passe de 25 % à 49 %².

Tout cela suggère qu'une redistribution des cartes s'opère en ce moment au Canada. La bourgeoisie canadienne se recentre sur ses bastions historiques de la finance et dans le nouveau Klondike du gaz et du pétrole³. Dans les autres secteurs plus traditionnels des ressources et de la fabrication, elle est en train de perdre pied, que ce soit du fait des concentrations en cours à l'échelle mondiale, de l'intensification de la concurrence ou de facteurs plus conjoncturels.

Le secteur manufacturier canadien se trouve présentement affecté par l'intensification de la concurrence asiatique, ainsi que par le ralentissement de l'économie américaine. Le Québec est bien sûr touché, mais c'est l'Ontario qui s'en ressent le plus durement, alors que des pans entiers de sa base industrielle se délitent. Les entreprises financières ontariennes pâtiennent aussi de la sévérité et de la persistance de la crise du crédit américaine. Quelles réactions, en particulier dans le champ politique, ces difficultés économiques entraîneront-elles ?

En ce qui a trait aux rapports entre le capital québécois et canadien, une coexistence pacifique semble s'être installée, avec quelques foyers de conflit occasionnels. Une imbrication plus étroite s'est aussi développée. Les intérêts des uns et des autres ne sont pas nécessairement les mêmes, mais la patinoire continentale et même mondiale est assez vaste pour permettre à tous de se déployer sans trop gêner les uns les autres.

1. Voir : Industrie Canada (ic.gc.ca) et *Le Devoir*, samedi 13 septembre 2008. Ce rapport comporte en outre des recommandations touchant un relèvement des seuils autorisés pour les investissements étrangers dans les entreprises de communications, la levée de l'interdiction des fusions bancaires et l'harmonisation des procédures entourant les fusions d'entreprises avec celles des États-Unis.
2. Il élargirait aussi la politique de propriété de l'uranium par les non-résidents, sous réserve de conformité avec les impératifs de la sécurité nationale.
3. Les principales entreprises considérées comme canadiennes: Encana, Suncor Energy, Canadian Natural Reserves, Husky Energy, Petro-Canada, Talisman Energy, Nexen, Trans Canada.

La reconfiguration des classes sociales au Canada : explorations préliminaires

PIERRE BEAUDET

UNE VÉRITABLE ANALYSE des classes dans le contexte contemporain au Canada (travail indispensable s'il en est un) est un projet à long terme qui devra être fait à la fois par des enquêtes approfondies, notamment au niveau du prolétariat¹. Et également par un travail théorique et analytique, auquel nos Nouveaux Cahiers du socialisme espèrent contribuer. Pour le moment, l'ambition de cette note est beaucoup plus modeste : commencer à tracer les contours de cette réalité de classe largement occultée par les dominants et leurs alliés médiatiques et intellectuels.

Dégonfler le mythe

La première question, de toute évidence, découle du mythe dominant actuel à propos de la « fin des classes sociales ». Au-delà de la vulgarité intellectuelle de cette assertion, ce mythe contredit une quantité phénoménale d'évidences statistiques et pratiques.

Le prolétariat, largement majoritaire dans la société canadienne

Si on revient au concept de base de subjugation du prolétariat par le travail salarié, le constat d'aujourd'hui est éclatant : une

1. Cette relecture des classes avait été faite jusqu'à un certain point au Québec dans les années 1960 et 1970, notamment par les chercheurs autour des *Cahiers du socialisme* et d'autres réseaux. Une série d'« enquêtes ouvrières » avait également été organisée par les « comités d'action politique » de l'époque et la revue *Mobilisation*. Une des sources d'inspiration était la filière « opéraïste » en Italie, notamment les travaux de Renato Panzieri dont *La conception socialiste de l'enquête ouvrière*. Voir à ce sujet < <http://cap.qc.ca/edu/a-la-redecouverte-du-concept-de-classe/references/1965-la-conception-socialiste-de-l%E2%80%99enquete-ouvriere/> >

vaste majorité de la population canadienne est prolétaire (ce qui ne signifie pas bien sûr que sa condition est homogène). Ces prolétaires vendent leur force de travail. Ils exécutent des fonctions qui sont déterminées par d'autres, en l'occurrence, la bourgeoisie. En extrapolant¹ sur les calculs établis par Statistique Canada (Gains médians en 2005 selon le sexe, le groupe d'âge (25 à 54) et la profession selon le recensement de 2006)², les prolétaires constituent plus de 65 % du total de la main d'œuvre à temps plein³.

Ce pourcentage est certainement plus élevé si l'on tient compte d'autres catégories « éparses », tels les sans-emploi, les travailleurs à contrat saisonniers⁴, les assistés sociaux, etc. De ce 65 %, on compte environ 25 % de personnes qui sont assez directement associés à « classe ouvrière industrielle » traditionnelle, ce qui montre que, même si elle est en déclin, la classe ouvrière demeure un gros contingent du prolétariat.

La réalité prolétarienne reste très hétérogène. Entre les 4 920 « opérateurs de centrales et de réseaux électriques » au salaire médian de 85 634 \$ et les 165 545 « commis-vendeuses » (salaire médian de 23 907 \$), l'écart est gigantesque, et non seulement en termes de salaires. (La condition prolétarienne n'est pas déterminée par l'ampleur du salaire, mais par la position occupée dans le rapport de production).

C'est en gros la même situation qui prévaut dans les pays capitalistes avancés. En France, par exemple, 28 % des salariés sont des ouvriers⁵. Un peu partout cependant, les couches prolétariennes

1. C'est une projection seulement puisque les statistiques fournissent des données sur les professions et les revenus.
2. < <http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/highlights/earnings/Table804.cfm?Lang=F&T=804&GH=4&SC=1&SO=0&O=A#FN1#FN1> >
3. Encore une fois, il importe de dire que cette projection reste assez « grossière ». Il faudrait des enquêtes sur le terrain, y compris dans les entreprises, pour mieux comprendre la réalité de l'organisation et de la division du travail. Il est plus difficile de distinguer les « ouvriers industriels », du moins visuellement, lorsqu'ils apparaissent comme des « cols blancs » penchés sur un écran d'ordinateur, comme cela est souvent le cas dans les firmes où les processus de production ont été en grande partie informatisés.
4. Comme les travailleurs agricoles mexicains engagés à l'année. Près de 200 000 travailleurs à contrat fixe sont admis au Canada chaque année, dont majoritairement des prolétaires dans le secteur de l'agriculture, de la construction, des services, etc.
5. Tony Andréani, *Des classes sociales, encore*, < <http://hussonet.free.fr/andrea7.pdf> >

nes qui sont en croissance se repositionnent cependant dans les services. Aujourd'hui au Canada, le secteur des services fournit déjà plus de 75 % des emplois. Plus encore dans les 10 prochaines années, le secteur créera 95 % des nouveaux emplois, notamment dans les services de soins de santé, l'assistance sociale, le commerce et les services professionnels, scientifiques et techniques.

Les « dominants »

Dans le même portrait statistique, on remarque les « cadres supérieurs » ou « directeurs » dans les divers secteurs (privés, publics, industriels, financiers, commerciaux, etc.) et qui représentent au total environ 5 % des salariés¹. Ces catégories appartiennent aux « dominants », donc à la bourgeoisie même si celle-ci, dans la définition classique, est définie comme la classe qui « possède » les moyens de production. Cependant, c'est le terme de « posséder » qui peut porter à confusion, du moins si on l'interprète de manière étroite. La « possession » se réfère en fait au contrôle « réel », plutôt qu'à une simple appropriation au sens juridique du terme. Aujourd'hui encore plus qu'au temps de Marx, les dominants « possèdent » rarement, au sens juridique, les entreprises qu'ils dirigent et qui « appartiennent », le plus souvent, à de vastes holdings financiers dans lesquels ces dominants possèdent des parts, sans être, au sens strict, les uniques « propriétaires » des entreprises en question. C'est donc pourquoi on devrait considérer ces catégories comme appartenant à la bourgeoisie. Or comme le prolétariat, ces couches sont très hétérogènes. Les 28 175 « cadres supérieurs » dans la production de biens n'ont pas la même fonction, ni la même vision d'eux-mêmes que les 4 840 « directeurs de programmes et de services de loisirs ».

En conséquence, il faut prendre ces statistiques comme un indicateur plutôt que comme un portrait précis de la réalité : de nombreux « cadres et directeurs » occupent en fait des fonctions subalternes. Il y a aussi le fait qu'une partie des dominants ne sont

1. J'ai soustrait du total des « cadres et directeurs » les directeurs de commerce au détail et de la restauration qui me semblent, compte tenu du salaire médian de ces catégories (39 967 \$ et 30 758 \$ respectivement), des micro-boutiquiers et des propriétaires-gérants des petits restaurants.

pas des salariés puisque leurs revenus sont tirés de rentes, du rendement des actions, etc.

Au total, ces dominants, explique Andréani, « exercent les fonctions stratégiques en matière financière et en ce qui concerne la structuration des entreprises, le choix des productions, des technologies, de l'organisation du travail et des méthodes de gestion. C'est cette classe qui prend les décisions importantes dans le domaine politique (définition des règles, sanctions) et dans le domaine symbolique (culture, projets, valeurs d'entreprise) ».

Zones obscures

S'il est plus facile de lire statistiquement parlant les couches associées au prolétariat et à la bourgeoisie, cela l'est beaucoup moins pour tout un ensemble de catégories « intermédiaires » (techniciens, entrepreneurs, courtiers, artistes, inspecteurs, agents de police et militaires, etc.). Il y a aussi des couches composées de scientifiques, de médecins, de personnels spécialisés qui exercent des fonctions de gestion et de direction, tout en étant eux-mêmes subordonnés aux « cadres supérieurs » qui prennent les décisions au bout de la ligne. Toutes ces catégories mises ensemble comptent moins de 30 % du total des salariés.

La difficulté de cerner ces catégories provient des phénomènes de réorganisation du travail et de « dualisation » du marché du travail tel qu'évoqué auparavant. Une partie importante de ces couches fait partie d'une « nouvelle » petite bourgeoisie, associée de près aux fonctions assumées par les gestionnaires capitalistes. Leur degré d'autonomie et de contrôle varie énormément et a tendance à évoluer à la baisse (moins d'autonomie). Dans plusieurs cas, en fait, techniciens et professionnels pourraient être considérés comme des prolétaires. D'autre part, d'autres catégories s'inscrivent dans des fonctions plus traditionnelles de supervision, de contrôle, d'intermédiarisation. C'est parfois ambigu et c'est parfois clair.

Même dans des fonctions plus traditionnelles, comme l'enseignement par exemple, on note que le corps professoral est en voie d'émiettement entre une couche (croissante) de contractuels mal payés et précaires et un groupe (de plus en plus restreint) qui

assume ce qui était, il n'y a pas si longtemps, un statut (et des conditions) très supérieur à celui des couches prolétariennes.

On peut facilement distinguer un technicien informatique affecté à l'entretien du parc d'ordinateurs d'une entreprise d'un concepteur de logiciels. C'est moins clair dans des fonctions de supervision des processus de travail lorsqu'elles relèvent de méthodes automatisées laissant très peu de prise au technicien, voire parfois à l'ingénieur. Dans l'industrie et les services, les 89 850 «vérificateurs comptables» sont disposés dans l'organisation du travail d'une manière très différente que les 4 875 «ingénieurs du pétrole».

Classes moyennes et auto-emploi

La création d'emplois au début des années 90 inclut l'industrie cinématographique, les soins médicaux et informatiques, consulting et recherche, les loisirs. Ils constituent une véritable galaxie des formes d'emploi et des niveaux de revenus. Il s'agit souvent de formes d'auto-emploi, de petits entrepreneurs, d'emplois temporaires sur mandat, avec toutes les caractéristiques négatives en matière de durée de la journée de travail, l'insécurité et la couverture sociale des risques. À travers cette constellation d'emplois, la classe moyenne subit les effets de la restructuration qui se redéfinit sous le profil de l'emploi, capitalisant son propre stock de connaissances et de créativité, avec une forte dépendance par rapport au développement de la demande effective.

Christian Marazzi¹

Salaires, revenus, actifs : les gagnants et les perdants

Pour discerner la tendance, essayons maintenant de retracer d'autres marqueurs que la catégorie d'emploi, le plus facile étant les salaires et les revenus.

1. « Middle-class confusion de terme, confusion de concept », *Multitudes*, juillet 1994.

La stagnation des revenus, pas pour tout le monde

Statistique Canada indique que le revenu réel médian (ajusté à l'inflation) des Canadiennes et Canadiens en emploi a augmenté de 53 \$ par année (0,1 %) depuis 1980. Autant dire qu'il n'y a pas eu d'augmentation. Mais cette évolution masque une autre tendance marquante. Au Québec, cette situation est encore plus flagrante, puisqu'on constate un déclin de 5,5 % des gains médians, comme le démontre le tableau suivant.

**Gains médians (dollars de 2005),
pour les travailleurs à temps plein**

Année	Gains	
	en \$	Variation en %
1980	39 938	
1990	38 325	- 4%
2000	37 836	- 1,3%
2005	37 722	- 0,3%

Certes, les gains médians ne constituent pas la totalité des revenus (il faut ajouter aussi les revenus de pensions, les allocations, etc.). Mais selon Pierre Beaulne de la CSQ, «au Québec, le revenu médian des ménages, en termes réels, s'est détérioré de manière quasi ininterrompue de 1978 à 1997. Depuis lors, il connaît une certaine remontée, qui n'a toutefois pas encore comblé les pertes subies¹ ».

Évolution du revenu moyen au Canada (1961-1998)

Année	En %	PIB per capita	Revenu personnel disponible
1961	+ 3,66	12 121	8 036
1971	+ 3,91	17 066	10 165
1981	+ 1,8	22 248	11 101
1989	+ 1,0	25 840	17 564
1999	- 0,33	28 686	17 001

1. Pierre Beaulne, *Analyse de la conjoncture économique, mai 2008*, Centrale des syndicats du Québec, 28 mai 2008.

Par contre, pour le quintile le plus riche de la population, la progression des revenus a été de 16,4%. En 2004, les 20 % les plus riches gagnent 25 % du revenu national (contre 21 % en 1992).

Pour les 20 % les plus pauvres cependant, le revenu réel a chuté de 20 %. Bref de manière globale sur une période de trente ans, le revenu de la majorité des Canadiens et Canadiennes recule¹.

Si on regarde la situation du côté des actifs (ce que les populations ont en termes de propriétés, fonds, etc.), on note également un important creusement des écarts. Entre 1999 et 2005, la valeur nette médiane des familles du quintile supérieur a augmenté de 19%, tandis que la valeur nette des familles des deux quintiles les plus bas a diminué². Ces familles riches détiennent 75 % de la richesse nationale (contre 69 % en 1984).

Richesse médiane des familles selon le quintile, 1984 à 2005

Quintile	1984	1999	2005	1999 à 2005	1984 à 2005
	(en dollars de 2005)			variation en %	
Quintile inférieur	0	-700	-1 000	- 43	...
Deuxième quintile	14 100	14 400	12 500	- 13	- 11
Troisième quintile	67 300	74 400	84 800	+ 14	+ 26
Quatrième quintile	143 400	181 400	212 600	+ 17	+ 48
Quintile supérieur	335 500	464 900	551 000	+ 19	+ 64

Il faut également noter que 3,4 millions de Canadiens vivent dans la pauvreté (2004), soit plus de 11 % de la population. De ce nombre, on compte 760 000 enfants canadiens (un sur huit)³.

Ces statistiques doivent cependant être qualifiées. Pendant longtemps, les socialistes et les marxistes ont dit et écrit que le capitalisme « créait de la pauvreté ». Certaines formulations de

1. Centre for the Study of Living Standards, < <http://www.csls.ca/> >
2. Statistique Canada, « Inégalité de la richesse : second regard » figure dans l'édition en ligne de décembre 2006 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 7, n° 12
3. Conseil canadien de développement social, *Aperçu de la pauvreté*, < <http://www.ccsd.ca/francais/statistiques/economique/pauvrete/index.htm> >, juin 2008.

Marx lui-même, parlent d'un « appauvrissement inéluctable du prolétariat ». En réalité, le capitalisme ne peut être identifié à la « paupérisation ». L'exploitation « intensive » du prolétariat, grâce aux nouvelles formes de production, a eu tendance à remplacer, quoique d'une façon inégale, l'exploitation « extensive » (principalement basée sur les bas salaires). Un autre facteur entre en ligne de compte : la lutte. Les prolétaires ne sont pas seulement des « victimes » face au capital et/ou au rapport salarial. Ils résistent et ils réussissent souvent à marquer des gains, imposant aux dominants des compromis, y compris sur la question de la répartition de la plus-value.

Le « modèle » états-unien

Aux États-Unis, les écarts de revenus et de salaires sont supérieurs à ceux qui prévalent au Canada. C'est sans doute l'une des raisons qui motivent les élites canadiennes à exiger une plus grande « standardisation » entre les deux pays (la « *deep integration* » réclamée par Thomas D'Aquino et son Conseil canadien des chefs d'entreprise). Entre 1980 et 2005, la part du revenu national allant au 1 % des salariés les mieux payés est passée de 4,4 à 8 %. En 1980, le plus fort taux d'imposition s'élevait à 70 % des revenus. George W. Bush l'a abaissé pour le fixer à 35 %. De l'autre côté se trouve la situation des « *working poor* ». Chez Wal-Mart, le plus gros employeur privé aux États-Unis (2 % du PNB), le salaire annuel des employé-es s'élevait (2003) à 14 000 dollars par an, soit 1 000 dollars de moins que le seuil de pauvreté pour une famille de trois personnes tel défini le gouvernement fédéral. Sur les 1,3 million d'employés de Wal-Mart, 44 % seulement se paient le plan d'assurance-maladie proposé par l'entreprise.

Stagnation des salaires

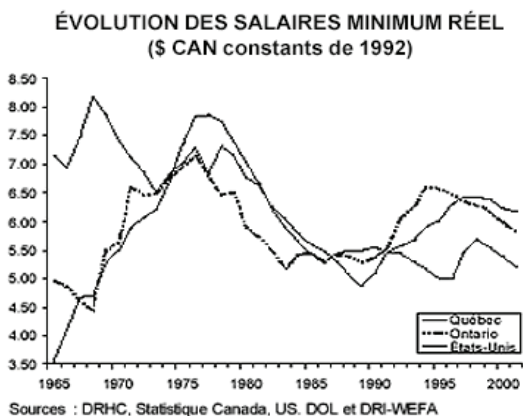
Le salaire hebdomadaire canadien moyen des employé-es à temps plein est de 937 \$ (chiffre de 2006). Au Québec, cette moyenne est de 735 \$. A noter que le salaire moyen des syndiqués est supérieur d'environ 25 % à celui des non-syndiqués.

De fait, entre 1981 à 2004, le salaire horaire n'a presque pas bougé. Ainsi chez les salariés de 17 à 64 ans, le salaire horaire médian (en dollars de 2001) est resté à 15 \$ environ. Une partie importante du prolétariat, principalement féminin, gagne un salaire inférieur à ce médian.

Pourcentage des travailleurs à temps plein, de 25 à 54 ans, gagnant moins que les deux tiers du total de revenu médian, Canada, 1971-2001

	Total	Hommes	Femmes
1971	22 %	14 %	50 %
1981	22 %	14 %	40 %
1991	22 %	15 %	34 %
2001	24 %	18 %	31 %

Par ailleurs, le salaire minimum, sorte de point de repère de l'évolution des salaires, est en nette régression.



Les discriminations systémiques

La reconfiguration des classes est notable à d'autres niveaux, notamment dans les discriminations qui affectent certaines parties du prolétariat sur la base du genre, de l'âge, de l'origine ethnique. Et où le taux d'exploitation et le degré de domination sont aggravés pour nulle autre raison «objective» que la capacité

des dominants de jouer les couches populaires les unes contre les autres.

Les jeunes travailleurs vivent une discrimination particulière

Les jeunes travailleurs et travailleuses connaissent une réelle discrimination qui se manifeste à tous les niveaux de leur insertion dans l'économie capitaliste. Ainsi le salaire moyen des nouveaux travailleurs a baissé de 13 % de 1981 à 2004. En réalité, les travailleurs nouvellement embauchés ont subi un recul salarial par rapport aux autres travailleurs à l'intérieur de tous les groupes d'âge. Ainsi en 2004, le salaire médian des jeunes ne représentait que 56 % du salaire moyen des travailleurs et travailleuses dans leur ensemble. Les jeunes se retrouvent de manière disproportionnée dans les emplois à bas salaires, notamment dans les services. Sur 2,2 millions de Canadiens et Canadiennes qui travaillent à bas salaire (16 % du total), 45 % sont des jeunes adultes, (salaires de 10 \$ de l'heure et moins)¹.

Écart persistant entre les hommes et les femmes

Même si la situation s'est améliorée à cet égard, les salaires et revenus des femmes demeurent inférieurs à ceux des hommes. C'est notable, tant parmi les cadres supérieurs que dans le commerce de détail, où les femmes sont la grande majorité du personnel.

Quelques exemples d'écart salarial selon la profession

	H	F
Cadre supérieur en santé et enseignement	78 433	58 023
Commis de commerce de détail	39 075	23 907
Aides-enseignants au primaire et secondaire	32 646	27 287
Préposé-e à l'entretien ménager	29 370	22 329
Soudeur-euse	45 198	33 365
Conducteur-trice de camions	44 161	34 780

Source : Statistique Canada, *Classification nationale des professions pour 2006*

1. Andrew Jackson, *Better Educated, Badly Paid and Underemployed: Young Workers in Canada*, Canadian Labour Congress, juillet 2005.

Selon un rapport du Congrès du travail du Canada (chiffre de 2005), une femme qui travaillait à temps plein gagnait en moyenne 39 200 \$ par année, tandis qu'un homme obtenait en moyenne 55 700 \$. Les femmes constituent une partie plus importante de la main d'œuvre dans les secteurs à bas salaires, notamment l'industrie légère et les services privés (elles forment dans ces secteurs 22 % de la main-d'œuvre contre 12 % des hommes). Par rapport au portrait global des salarié-es cependant, il faut noter que la situation des femmes s'est légèrement améliorée depuis dix ans. Ainsi, la rémunération horaire moyenne des femmes est passée de 84,2 % de celle des hommes (1997) à 87,2 % en (2007).

Les immigrants

Les écarts sont encore plus forts du côté des immigrant-es qui gagnent en moyenne 63% du revenu moyen des Canadiens. Comme ailleurs, cette population immigrante est segmentée. Les personnes immigrantes non-qualifiées se retrouvent surtout dans le secteur des services privés et dans l'agriculture. Et les immigrant-es qualifié-es sont dans l'ingénierie, l'informatique, la médecine, l'enseignement universitaire. Fait à noter, même en tenant compte du pourcentage élevé de diplômés universitaires chez les personnes immigrantes, leurs revenus restent inférieurs de 10 %, en moyenne, à ceux des autres populations canadiennes.

Autre indicateur important, 15 % de la population immigrante vit en-dessous du seuil de la pauvreté : c'est le double du pourcentage national. Cette situation se reproduit pour les jeunes des familles immigrantes, mêmes s'ils sont nés ou ont étudié au Canada.

Reconfiguration du travail

Voyons pour terminer comment la réorganisation du marché capitaliste du travail affecte le prolétariat. Ce facteur est important en termes de revenus et de salaires, mais également en termes de conditions de travail et de statut.

La précarité

Les emplois à temps partiel augmentent plus rapidement que dans toute autre catégorie. Si l'on prend le sous-ensemble

des salarié-es nouvellement embauché-es, on constate que, dans le secteur privé, l'emploi temporaire a progressé de dix points, soit plus du double de la hausse relevée pour l'ensemble des travailleurs du secteur privé. Chez les employé-es ayant un an d'ancienneté au moins, la fréquence du travail temporaire est passée de 14 % en 1989 à 25 % en 2004¹. Par ailleurs, le travail autonome est également en forte hausse (+ 15 %).

Quelles sont les conséquences au niveau salarial ? Selon Statistique Canada, le salaire horaire moyen pour un-e employé-e à temps partiel est (chiffre de 2008) de 14 \$ contre 22 \$ pour les employé-es à temps plein. Depuis 1980, le salaire médian des employé-es à temps partiel a diminué de 15 %.

Les écarts grandissent

Il y a un écart salarial significatif entre les travailleurs et travailleuses temporaires et leurs homologues permanents. Les travailleurs et travailleuses à contrat gagnent 8 % de moins. Les saisonniers, 28 % de moins. Les temporaires, 24 % de moins. Les employés des agences de placement gagnent 40 % de moins que leurs équivalents permanents. Ces écarts persistent même lorsque les heures de travail sont prises en compte.

Statistique Canada, *Perspectives*, janvier 2005

Déclin accéléré du secteur industriel

Selon les Travailleurs canadiens de l'automobile, 400 000 emplois manufacturiers ont été éliminés au Canada depuis cinq ans, surtout en Ontario et au Québec où travaillent 2,1 millions de travailleurs dans le secteur manufacturier (12 % du total). Et de toute évidence, l'hémorragie n'est pas à la veille de stopper. En 2007 seulement, les entreprises ont éliminé 132 000 emplois manufacturiers. Depuis le début de 2008, le secteur manufacturier a perdu plusieurs dizaines de milliers d'emplois. À Montréal,

1. René Morissette et Garnett Picot, *Le travail peu rémunéré et les familles économiquement vulnérables depuis 20 ans*, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail, Statistique Canada, avril 2005.

le déclin de l'emploi a été particulièrement marqué dans l'industrie de la fabrication de vêtements (baisse moyenne de 8,2 %). Les raisons de ce déclin sont multiples : délocalisation vers le Sud, restructuration du travail basée sur la déqualification, la sous-traitance, etc. Pour le prolétariat, cette évolution est assez dramatique : en moyenne les salaires industriels sont de 25 % supérieurs à ce qui prévaut dans les services, où l'emploi est en hausse. Le taux de syndicalisation dans le secteur industriel est le double de celui constaté dans les services.

Mutation sectorielle et géographique

Comment expliquer, dans ce contexte de déclin industriel accéléré, le maintien du taux de chômage à un niveau qui ne dépasse pas 8 %¹ ? Pourquoi le Canada semble mieux performer que la plupart des pays du G-8 au niveau de l'emploi ?

La principale raison est le niveau élevé de croissance du secteur énergétique dans l'ouest du Canada, qui s'accompagne d'une forte poussée dans la construction. Seulement dans l'industrie minière, pétrolière et gazière, la progression annuelle des emplois a été ces dernières années de 7,5 %, dont 70 % sont en Alberta. Les emplois dans la construction, portée par de gigantesques projets comme celui des sables bitumineux, ont progressé de 4,5 %². Selon Statistique Canada, 563 000 personnes, représentant 3,4 % de toute la population active, ont déménagé dans une autre province entre 2001 et 2006, soit vers les territoires et l'Alberta.

En réalité, l'économie canadienne se réorganise autour de l'énergie et de la finance, ce qui permet de maintenir les taux de croissance, mais ce qui signifie des transformations potentiellement négatives pour les prolétaires. Les emplois stables, syndiqués, dans l'industrie particulièrement sont remplacés par des emplois dans des secteurs volatiles liés au « boom » pétrolier, également à la croissance des services privés, la plupart du temps dans des secteurs où les salaires restent bas et les conditions plutôt désavantageuses.

1. En mai 2008, le Canada comptait 3 903 000 employés dont 3 183 800 à temps plein et 694 000 à temps partiel. Le nombre des sans emploi s'élevait à 328 700.
2. À lui seul, l'emploi des manœuvres en construction a augmenté de 57,2 %.

Ce changement du centre de gravité économique du pays n'est pas sans impact politique. Historiquement, la force des prolétaires est concentrée en Ontario et au Québec où prédominent des traditions syndicales et associatives qui permettent la défense des droits et même quelque fois, un peu plus. Ce n'est évidemment pas le cas en Alberta.

Conclusions (très) préliminaires

Il faudra sans doute beaucoup plus de travail pour dégonfler le mythe de la « fin des classes » une fois pour toutes. Et pour cause. La « société du loisir », « post-salariale », basée sur des individus libres et autonomes qui vendent leur créativité « au plus offrant » et tant d'autres narratifs font partie des mythes qui sont nécessaires pour désarmer le prolétariat et les mouvements sociaux dans la grande « bataille des idées » qui oppose les dominants aux dominés. Cette idéologie à la Disneyland nie la réalité banale qui est celle de la prédominance de l'exploitation et de la domination, via le rapport salarial, et ce dans des conditions de plus grande vulnérabilité pour le prolétariat que dans les périodes précédentes.

L'autre côté de la médaille qu'il faudra également étudier, c'est ce que cette réalité représente comme défi pour le mouvement social. Dans les années d'après-guerre et surtout pendant les décennies tumultueuses (1960-70), la résistance a été portée par certaines composantes particulières du prolétariat, notamment les jeunes prolétaires de l'industrie manufacturière et du secteur public. Ce sont ces jeunes prolétaires qui ont pris la tête des luttes à partir de leur subjectivité radicale, de leurs expériences organisationnelles et aussi du fait qu'ils se trouvaient « au cœur » du processus capitaliste de l'époque. Or aujourd'hui, ce segment est disloqué, émietté, comme on l'a vu auparavant.

Aussi la question se repose aujourd'hui. Quelles sont les composantes du prolétariat « élargi » qui sont potentiellement en mesure de jouer un rôle pivot ? Où se trouvent les « maillons faibles » de la domination qui peuvent être contestés d'une manière plus efficace dans une perspective anticapitaliste ?

Cette discussion est amorcée depuis quelques années autour d'un certain nombre d'hypothèses. Pour les uns, notamment André Gorz et Alain Badiou¹, l'impulsion va venir des travailleurs déqualifiés, précarisés, immigrants qui sont refoulés systématiquement au bas de l'échelle. C'est également l'hypothèse de divers mouvements sociaux dans le monde, notamment le réseau *Global Justice* aux États-Unis qui a été au cœur des immenses mobilisations immigrantes dans les grandes villes états-uniennes en mai 2006. Ce sont ces « néo-prolétaires » qui sont en mesure de bloquer le processus d'accumulation et d'élaborer de nouveaux projets radicaux.

Pour les autres, dans la lignée des travaux de Toni Negri², le capitalisme contemporain crée ses propres fossoyeurs dans les réseaux où la production des connaissances devient la clé du processus productif et où une nouvelle génération de prolétaires mobiles, qualifiés, rebelles, effectuent la rupture. Ces « néo cols blancs » le plus souvent liés aux secteurs de l'informatique, de la robotique, des technologies de l'information, se retrouvent selon Negri « au cœur » de l'accumulation actuelle. Puisque c'est leur force de travail intellectuelle qui est appropriée par le capital, il devient relativement plus facile pour ces cyber prolétaires de se « désengager », de saboter la « machine ».

Parallèlement, il faut examiner de plus près les formes organisationnelles qui émergent de ces nouvelles résistances. Ainsi, dans le cadre des grandes mobilisations qui ont marqué le paysage de la lutte des classes des dernières années, il appert que ce sont de vastes coalitions, et non plus des mouvements bien identifiés ou des partis, qui réussissent à tenir tête aux dominants. Dans le cas de la Bolivie par exemple, le rôle des paysans prolétarisés autochtones est indéniable. Mais les communautés urbaines du secteur informel, de même qu'une partie importante des couches populaires du secteur public et de ce qui reste de l'industrie et des mines, ont également été importantes dans l'insurrection rampante qui a duré pendant presque cinq ans. C'est donc la convergence de tous ces mouvements, plutôt qu'un ou des mouvements de lutte sectoriels, qui a fait la différence.

1. André Gorz, *Métamorphoses du travail*, Galilée, 1988 et Folio Essais, 2004.
 2. Antonio Negri avec Michael Hardt, *Multitude*, Paris, La Découverte, 2004, et *Empire*, Paris, Exils, 2000.

C'est aussi ce qui s'est passé au Québec, à plus modeste échelle, avec la convergence des luttes autour du Sommet des peuples des Amériques où malgré la volonté d'hégémonie de certaines organisations (les syndicats surtout) la résistance s'est élargie à tous les secteurs et a refusé le rôle de « société civile de service » que lui offraient les dominants.

Conclusion, plutôt que de chercher LE prolétariat « de pointe », LE « secteur stratégique » qui peut faire tout basculer, il faudrait plutôt regarder du côté de la création de vastes alliances liant ensemble « multitudes » et secteurs organisés, rural et urbain (rurbain), sans compter les communautés diversifiées, les femmes, les jeunes.

En tout cas, c'est une exploration à continuer...

Les classes sociales hier et aujourd'hui

GILLES BOURQUE

Le « secret caché de tout l'édifice social »

IL N'EST À L'ÉVIDENCE PAS ANODIN que le premier numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* porte sur la question des classes sociales puisque, depuis le milieu du XIX^e siècle, la gauche utilise ce concept comme une arme à la fois théorique et idéologique pour débusquer ce que Marx avait appelé le « secret caché de tout l'édifice social ». Dans la perspective marxiste, la théorie des classes a toujours visé deux objectifs étroitement inter-reliés. Il s'agit d'abord, non seulement de rendre compte de la réalité de la division de la société en groupes inégaux, mais aussi de comprendre comment les inégalités sont le résultat de l'organisation ou de la configuration des rapports sociaux. Plus encore, cependant, cette théorie a cherché à identifier un ou des sujets porteurs de la transformation sociale. On pense ici, bien sûr, à la vocation révolutionnaire de la classe ouvrière. Si donc on entend relancer l'analyse des classes sociales, il faut au point de départ retenir que la notion de classes est d'abord un concept inséparable de la théorie qui permet de le penser. Insistons aussi sur le fait que cette analyse ne saurait se satisfaire d'un simple classement des individus en des groupes inégaux au sein de la société. Elle doit identifier la structure (ou la configuration) des relations sociales qui produit les inégalités et, à tout le moins dans la tradition marxiste, le ou les sujets porteurs d'émancipation.

Les classes sont donc le produit d'un système de relations sociales qui fonde des rapports d'exploitation et de domination,

en même temps qu'il génère un ensemble de pratiques politiques, idéologiques et culturelles. Mais je voudrais d'abord insister sur une autre dimension des problèmes analytiques reliés à la relance de la réflexion sur les classes sociales. L'étude des classes ne peut jamais se satisfaire de la référence à une théorie immuable et figée qu'il s'agirait d'appliquer de façon mécanique en toutes circonstances et à toutes les périodes de l'histoire. Pour ne prendre qu'un seul exemple, la classe ouvrière des années 60 et 70 ne pouvait être identique à celle du XIX^e siècle. Chaque période, chaque phase ou stade du développement du capitalisme impose donc une retraduction et une possible transformation de la théorie qui vise d'abord et avant tout à comprendre la mutation du système de relations entre les acteurs sociaux. Le capitalisme financiarisé, pour ne prendre que cet exemple, tisse des rapports sociaux très différents du capitalisme concurrentiel.

Voilà pourquoi il me semble utile de revenir sur les analyses des classes sociales qui furent proposées au Québec durant les années 60 et 70 en ciblant certains des problèmes qu'elles tentèrent tant bien que mal de résoudre. Cette démarche me permettra par la suite d'identifier certains des défis reliés à la possible relance de l'étude des rapports de classes dans le contexte contemporain.

Les classes durant les années 60 et 70

Il est évidemment hors de question de proposer dans ce court article une histoire exhaustive de l'analyse des classes sociales au Québec durant les années 1960-1970. En ne retenant que la production marxiste, je tenterai de montrer qu'elle ne pouvait se contenter d'appliquer mécaniquement une théorie déjà toute faite et, en quelque sorte, immuable. Trop d'éléments de la configuration des rapports sociaux s'étaient transformés depuis la Deuxième Guerre mondiale pour que l'on puisse procéder d'une façon aussi naïve ou, si l'on préfère, aussi dogmatique.

Le fordisme, la société de consommation, l'État providence.

Les trois aspects principaux de cette transformation furent, on le sait, l'avènement et la consolidation du fordisme (le capitalisme

monopoliste, comme on le nommait à l'époque), de la société de consommation et de l'État providence. Il devint plus que jamais impensable de se représenter les rapports de classe sous les figures archétypales du bourgeois seul et unique propriétaire de ses moyens de production, de l'ouvrier parfaitement démuné, du paysan propriétaire d'un petit lopin de terre et d'un petit bourgeois, membre d'une profession libérale, boutiquier et souvent député.

Il fallut d'abord réactualiser le concept de bourgeoisie, à tout le moins celui de sa fraction dominante. La notion de bourgeoisie monopoliste s'imposa dès lors dans le but de penser deux phénomènes certes distincts, mais inter-reliés. Le développement accéléré des grandes corporations et de l'actionnariat interdisait que l'on puisse s'en tenir à l'image voire même d'un groupe de propriétaires capables de mettre eux-mêmes en œuvre les moyens de production. La grande entreprise exigeait l'émergence de dirigeants d'entreprise qui n'étaient pas eux-mêmes propriétaires. La distinction classique entre propriété et possession (contrôle) des moyens de production dut en conséquence être repensée pour élargir la définition classique de la bourgeoisie à des acteurs, dirigeants d'entreprise ou actionnaires, qui jusqu'alors en étaient exclus.

Le concept de bourgeoisie monopoliste permit d'autre part de rompre avec les vieilles distinctions devenues obsolètes entre capital industriel, capital commercial et capital financier. Cette bourgeoisie était d'abord et avant tout financière et elle contrôlait et œuvrait dans le cadre de ce qu'on appela la firme multinationale, entreprise caractérisée par l'intégration verticale dans l'espace international, dont le financement était de plus en plus assuré par des banques commerciales qui échappaient au contrôle du FMI et des États-nations.

Je voudrais aussi rappeler brièvement la formulation des concepts de « bourgeoisie comprador » ou de « bourgeoisie intérieure » (Poulantzas), qui cherchaient à rendre compte du déclin des bourgeoisies nationales, conséquence de la monopolisation et de l'internationalisation du capital. Retenons seulement que l'analyse des classes sociales durant les années 60 et 70 appela la redéfinition du concept de bourgeoisie.

Je voudrais en deuxième lieu insister sur l'invention du concept de « nouvelle petite bourgeoisie » (de nouvelles classes moyennes dans d'autres perspectives théoriques), qui répondait à un objectif en partie différent. Il s'agissait de rendre compte de l'émergence d'un ensemble de nouveaux acteurs sociaux apparus depuis la Deuxième Guerre mondiale à la faveur du développement du fordisme, de la société de consommation et de l'État providence. Ce travail fut d'autant plus important qu'il permit de comprendre la formation du mouvement néo-nationaliste.

Pour faire court, il fallait analyser à partir de la théorie des classes un groupe d'individus ni bourgeois, ni prolétaires, que l'on ne pouvait pas pour autant identifier à la petite bourgeoisie traditionnelle qui, pour l'essentiel, rendaient des services (médecins, avocats, boutiquiers) payés à l'acte directement par le client. Il y eut beaucoup de débats autour de la définition du concept entre, par exemple, Poulantzas, Beaudelot et Establet en France, ainsi que Céline Saint-Pierre au Québec.

Selon ces auteur-es, la nouvelle petite bourgeoisie était constituée de deux ou trois sous-ensembles formés de travailleurs et de cadres salariés des services, des bureaucraties privées et publiques et de l'encadrement du procès de travail dans l'entreprise (vendeurs, cadres administratifs, employé-es de bureau, enseignant-es, professionnel-les salarié-es etc.). Le débat principal porta sur la définition du travail productif et du travail improductif en fonction de laquelle certains auteurs plaçaient un sous-ensemble d'employés subalternes soit dans la nouvelle petite bourgeoisie, soit dans la classe ouvrière.

Soulignons enfin qu'il y eut peu de débats sur la composition de la classe ouvrière elle-même, du moins dans les milieux académiques. Aussi étonnant que cela puisse paraître avec le recul, il faut constater que l'on étudia bien davantage la recomposition du bloc au pouvoir que les transformations de la classe ouvrière.

Les classes sociales, la nation et les femmes

L'analyse des classes sociales dut aussi composer avec l'apparition de ce qu'on a appelé les nouveaux mouvements sociaux.

J'éviterai de m'engager ici dans un débat sur les mérites relatifs du mouvement ouvrier et des nouveaux mouvements sociaux qui, à l'époque, divisa les sociologues. Suffit de montrer comment le développement du fordisme, de la société de consommation et de l'État providence provoqua non seulement la transformation des rapports de classes stricto sensu, mais aussi l'avènement de nouveaux mouvements et de nouvelles questions que l'analyse des classes sociales ne pouvait pas ignorer.

Il faut noter d'abord que l'étude des classes s'imbriqua en quelque sorte dans celle de la question nationale. Nul ne saurait s'en étonner puisque le mouvement néo-nationaliste, comme on l'appela, fut hégémonique durant toute la période. C'est en posant le rapport entre classes sociales et question nationale que la production marxiste fit en quelque sorte irruption dans l'univers de la « québécutude ». Certains mauvais esprits pourraient même dire qu'elle risqua de s'y égarer, puisqu'une très large partie des analyses des classes sociales fut reliée à l'omniprésente question nationale.

Rappelons d'abord que l'on dut s'astreindre à un important travail théorique sur la nation, compte tenu du sous-développement du marxisme à cet égard. Qu'est-ce que la nation, d'une part ? Mais aussi qu'est-ce que la question du Québec ? Une question coloniale ou une question nationale liée au développement de l'État démocratique ? Le Québec est-il une colonie du Canada ou une société régionale où se concentre une minorité nationale ? Voilà une série de problèmes théoriques qu'il fallait résoudre.

Quant à l'analyse des classes proprement dite, elle se déploya dans trois directions. La réinterprétation de l'histoire du Québec, d'abord, voulut lier classes sociales et question nationale sans nier l'une au profit de l'autre. Les études sur la bourgeoisie québécoise suscitèrent leurs lots de débats : est-ce une bourgeoisie monopoliste ou non monopoliste ? Ou une bourgeoisie régionale majoritairement francophone ? Les analyses sur le mouvement national et le Parti québécois parurent par moment une véritable foire d'empoigne : est-ce un mouvement ou un parti de la classe ouvrière (!) de la nouvelle petite bourgeoisie ? Ou encore un

mouvement-parti pluriclassiste hégémonisé par une fraction de la bourgeoisie québécoise ?

Le mouvement féministe posa, à vrai dire, beaucoup plus de questions. Les tentatives de considérer la question des femmes comme une contradiction secondaire fit long feu. Ce mouvement permit surtout d'établir que les rapports de production n'étaient pas le seul lieu où se tissent des relations d'exploitation et de domination. La critique des rapports domestiques et du patriarcat se substitua pour de nombreuses féministes à celle de la société de classes. Quoiqu'il en soit des positions des différents courants du féminisme, la centralité et la primauté des rapports de classes dans la compréhension des relations de pouvoir étaient remises en question.

Les classes sociales aujourd'hui

Comme on vient de le voir, l'étude des classes durant les années 60 et 70 a impliqué, pour demeurer crédible et pertinente, que l'on rende compte des importantes transformations de la configuration des rapports sociaux survenus depuis la Deuxième Guerre mondiale. Parmi celles-là, l'avènement de ce qu'on a appelé la société salariale et l'irruption du mouvement féministe représentèrent à n'en pas douter les défis les plus importants. Qu'en est-il des classes au 21^e siècle ? Je terminerai en indiquant quelques-unes des importantes embûches que devra rencontrer tout projet de relance de l'analyse des classes sociales.

Tout comme durant les années 60 et 70 celle-ci dut se confronter aux conséquences de la montée du fordisme, de la société de consommation et de l'État providence, c'est aujourd'hui le capitalisme financiarisé à l'échelle mondiale et la régression des pouvoirs de l'État-nation au profit d'un pouvoir technocratique supranational qui s'impose à l'analyse. Qu'entend-on exactement par le concept de bourgeoisie à l'heure de la corporation transnationale et d'une financiarisation du capital qui socialise le risque et privatise les profits ? Que faut-il penser précisément lorsque l'on réfère à l'éclatement des classes moyennes (ou de la nouvelle petite bourgeoisie) ? Que signifie dorénavant la notion de classe ouvrière

qui ne saurait certes être réduite au seul travail productif au sens classique? Et, question peut-être encore plus difficile, quelle place faut-il maintenant attribuer aux classes dans l'ensemble des processus qui contribuent à la production de la société?

Le premier travail, loin d'être facile, pourrait consister en une sorte d'opération de classement qui consisterait à situer les différents acteurs sociaux dans un système de places (appelées classes sociales) déterminé par le capitalisme financiarisé. La tâche serait de comprendre comment le nouveau capitalisme distribue les acteurs de façon plus ou moins fonctionnelle dans la structure des rapports sociaux. À partir de là, on pourrait sans doute déduire les comportements (idéologie spontanée, pratiques culturelles, préférences politiques et électorales, etc.) des individus appartenant aux différentes classes sociales. Dans une telle perspective, il s'agirait donc de « caser » différentes catégories d'acteurs dans l'ensemble des rapports sociaux. On pourrait ainsi réinterpréter le concept de classes en faisant la topographie des nouvelles places produites par le capitalisme financiarisé.

Je ne doute pas de la légitimité d'une telle approche qui nous permettrait de décrire et de comprendre comment se tissent les nouveaux rapports d'inégalité, d'exploitation et de domination. Mais est-ce suffisant, si l'on s'en tient du moins à la tradition marxiste? Je ne le crois pas puisqu'il reste dès lors à répondre à des questions encore plus difficiles mais incontournables. J'en énumérerai quelques-unes.

Les classes dont on parle ont-elles dorénavant ou conjoncturellement l'unité nécessaire pour que les individus qui la composent puissent agir comme un sujet politique susceptible de défendre des intérêts collectifs? Dans le cas de la classe ouvrière, par exemple, la stratégie néolibérale a-t-elle à ce point, définitivement ou conjoncturellement, fragmenté la force de travail en sous-ensembles ou en strates (travailleurs salariés réguliers et précaires, à temps plein et à temps partiel, travailleurs autonomes, féminins et masculins etc. etc.) strates plus ou moins spontanément antagoniques pour qu'on puisse la considérer comme un acteur politique autonome? De la même façon, quand on se réfère au phénomène de l'éclatement

des nouvelles classes moyennes (de la nouvelle petite bourgeoisie), ne réfère-t-on pas à la possible dissolution d'un acteur déjà bigarré et stratifié en sous-ensembles (polarisé disait Poulantzas) soit vers la bourgeoisie, soit vers la classe ouvrière ?

Ceci m'amène à un deuxième problème tout aussi ardu. Rappelons la distinction que l'on faisait naguère entre la classe en soi et la classe pour soi. La première pouvait être déduite du système de place que j'ai évoqué plus haut, tandis que la seconde impliquait l'existence d'une conscience de classe lui permettant de reconnaître ses intérêts et de devenir un acteur politique. La conscience de classe est-elle définitivement disparue dans les méandres d'une société de plus en plus fragmentée ou est-elle simplement latente et appelée à renaître dans le contexte de l'essoufflement de plus en plus évident du néolibéralisme ? Cette question est décisive, me semble-t-il, autant d'un point de vue sociologique que militant puisqu'il ne s'agit pas seulement de décrire la société en situant chacun à sa place dans les rapports sociaux, mais d'identifier les rapports de forces (d'exploitation et de domination) et les acteurs politiques susceptibles de la transformer.

Voilà ce qui me permettra d'aborder le dernier défi auquel fait face l'analyse des classes sociales. Quel rôle et quelle importance doit-on attribuer aux classes dans les luttes politiques participant à la transformation de la société ? Si les potentialités de la bourgeoisie paraissent indéniables encore aujourd'hui après presque trente ans de néolibéralisme, qu'en est-il de celles de la classe ouvrière ? S'il paraît difficile de la considérer désormais comme LE sujet révolutionnaire auquel tous les autres fronts de luttes contre l'oppression (les fameuses contradictions secondaires) doivent être pensés, quelle place tient-elle dorénavant ? Faudrait-il dès lors considérer la classe ouvrière comme des acteurs susceptibles de participer aux luttes plurielles pour la transformation du monde ?

Conclusion

La notion de classes sociales est d'abord et avant tout, répétons-le, un concept qui n'a de pertinence qu'en fonction de la théorie qui permet de le définir. Historiquement, du moins dans

la tradition marxiste, il a non seulement servi à comprendre les inégalités comme le résultat de rapports d'exploitation et de domination, mais il a aussi voulu expliquer les luttes politiques pour la conservation et la transformation du monde. Depuis le milieu du dix-neuvième siècle, il a périodiquement été réinterprété dans le but de rendre compte d'un monde en changement.

Voilà ce qu'il faut faire en ce début du vingt-et-unième siècle en ayant le courage et la lucidité d'accepter qu'il n'occupe peut-être plus une place aussi centrale dans l'analyse de la société, voire même qu'il faille inventer d'autres concepts pour mieux dévoiler le secret ou les secrets cachés de tout l'édifice social. Il importe bien davantage, dans une perspective de gauche, de saisir la logique des rapports d'exploitation et de domination, ainsi que le sens des luttes politiques que de tenter à tout prix de conserver l'intégralité des concepts. Pour être encore plus clair en terminant, je crois que le concept de classes sociales peut bel et bien servir à décrire le ou un des systèmes de places issus de la configuration des rapports sociaux dominés par le capitalisme financiarisé. Il ne me semble pas cependant qu'il permette d'expliquer aussi largement que jadis la nature des rapports de forces politiques (à tout le moins dans les sociétés dominantes).

Références

Sur la nouvelle petite bourgeoisie voir : C. Beaudelot, R. Establet, J. Malemort, *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, 1974 ; Anne Legaré, *Les classes sociales au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977 ; Nikos Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1974 ; Céline Saint-Pierre, « De l'analyse des classes sociales dans le mode de production capitaliste » *Socialisme québécois* n° 24, 1974.

Sur l'analyse marxiste des classes sociales au Québec, voir entre autres les travaux d'Yves Bélanger, Gilles Bourque, Dorval Brunelle, Roch Denis, Nicole Laurin-Frenette, Anne Legaré, Pierre Fournier, Jorge Niosi, Arnaud Sale et Céline Saint-Pierre. On peut aussi consulter les revues *Parti pris*, *Socialisme québécois* et les *Cahiers du socialisme*.

Classe et composition de classe

PIERRE BEAUDET

*P*OUR RÉABORDER LA QUESTION DES CLASSES, il faut d'abord lever un certain nombre de malentendus. Pendant longtemps, l'interprétation dominante des travaux de Marx a été appauvrie. La social-démocratie et les partis communistes (à part quelques exceptions) ont en effet rendu obscures (au mieux) les propositions originales, en faisant valoir l'image mythique d'une classe ouvrière « héroïque », qui allait transformer la société à partir d'une certaine modernité dont le socle était l'industrie moderne. Cette évolution a peu à peu évacué l'approche marxiste bien que, en parallèle des travaux orthodoxes soient apparues plusieurs pistes alternatives¹. Plus tard dans les années 1960 dans le sillon des grandes révoltes prolétariennes un peu partout dans le monde, une vaste entreprise de « redécouverte » des classes et des luttes de classes a été initiée en Italie, en France, en Argentine, etc. De ces travaux ressortent plusieurs pistes permettant de reprendre le fil.

Classes et luttes de classes

Pour réentreprenre l'analyse de classe, il faut d'abord surmonter une première source d'opacité. Dans l'interprétation courante, les classes ont été longtemps conçues comme des sortes d'entités sociologiques, des catégories plus ou moins fixes, définies une fois pour toutes. « Bourgeoisie », « classe ouvrière », « petite-bourgeoise » étaient présentées comme des réalités « structurelles », la plupart du temps définies par la catégorie professionnelle, les

1. On pense notamment aux travaux dissidents d'Antonio Gramsci, de José Carlos Mariátegui et de bien d'autres.

conditions de vie et travail. « Prolétariat » et « classe ouvrière » étaient identifiés aux « pauvres », aux « cols bleus ». À contrario, la bourgeoisie était composée des « riches » et des « propriétaires ». Certes, ces « évidences » ont un rapport avec la réalité sociale. Mais sur le fond, cette façon de voir les choses ne rend pas compte de la complexité. En réalité dans l'analyse de Marx et des principaux chercheurs qui ont élaboré sur ces thèses, les classes ne sont pas des entités mais l'expression d'un rapport social¹.

Les classes « fondamentales »

Ce rapport social prend la forme, sous le capitalisme, d'une polarisation entre le « capital » et le « prolétariat », les deux grandes classes « fondamentales » de cette réalité sociale. Qu'est-ce qu'un prolétaire ? C'est un individu qui ne possède que sa seule force de travail, qu'il vend (ou loue) au capitaliste sous forme de salaire. Tout travailleur salarié est un prolétaire. En clair, le prolétaire est l'ouvrier de l'industrie, le technicien qui exécute, l'employé de bureau ou des services, l'ouvrier agricole, bref, un vaste ensemble de couches populaires qui sont exploitées et dominées par le capital. En fin de compte,

dans le capitalisme, les producteurs directs sont totalement déposés de leur objet et moyen de travail, en sont séparés non seulement dans la relation de propriété économique mais également dans la relation de possession².

À l'autre bout du spectre, qu'est-ce que le bourgeois ? En apparence, c'est celui qui « possède » les instruments de production. Mais pour Marx, ce rapport de « possession » peut devenir autre chose et se transformer en un rapport de « commandement ». Le bourgeois est celui qui par son insertion dans les rapports de production capitaliste prend les décisions effectives qui permettent l'accumulation du capital.

1. Les travaux de Nicos Poulantzas ont bien documenté cette thèse. Voir notamment *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1978.

2. *Ibid*, p. 19.

Dans la tourmente de l'histoire

Entre ces deux grands pôles de la lutte de classes se développent d'autres contradictions amenées par ou héritées d'autres formations sociales, ou transportant d'autres rapports sociaux (de genre notamment), et qui s'expriment dans d'autres classes (la paysannerie, par exemple). Ces rapports sociaux se construisent, ils ne sont pas « donnés ». Cette construction résulte de plusieurs luttes, certaines s'échelonnant sur plusieurs décennies, dans le contexte donc, d'une longue accumulation historique. C'est ainsi qu'il faut lire ce célèbre paragraphe du *Manifeste du parti communiste* :

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en lutte¹.

Les classes, c'est la lutte des classes

Ainsi les dominants construisent le capitalisme dans une confrontation prolongée avec les anciens modes de domination, de même qu'en subjuguant les classes populaires. Celles-ci, par ailleurs, s'auto-construisent dans la confrontation, de laquelle ressortent plusieurs bifurcations potentielles, dont l'une d'elles (pas la seule) ouvre le chemin vers des rapports sociaux anti ou post capitalistes. Toute cette évolution ne suit jamais le même « chemin », ce qui exclut une vision simpliste, répétitive. Les classes sociales, mêmes les deux classes « fondamentales », ne sont jamais les mêmes, ni dans la durée, ni dans le lieu. Et celles-ci deviennent « tendanciellement » les pôles, ce qui ne veut pas dire que les autres classes sociales s'évanouissent automatiquement :

À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat. La classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent

1. Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*. Paris, Flammarion, 2006.

que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre [...] Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes, tombent dans le prolétariat. D'une part, parce qu'ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes. D'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population¹.

Ainsi, « bourgeoisie » comme « prolétariat » ou « paysannerie » ne traduisent pas la même réalité dans l'essor du capitalisme de l'après-guerre ou dans le contexte du néolibéralisme des années 1980. Les « bourgeois » et les « prolétaires » en Chine, au Mexique ou au Québec ont des singularités qui les caractérisent et surtout qui s'impriment dans leurs luttes. Marx et bien d'autres après lui ont ainsi suggéré que la clé était l'« analyse concrète » de la « situation concrète » par des enquêtes approfondies sur les réalités des classes en luttes et non l'application mécanique de concepts rigides.

« Ouvriers » et « Prolétaires »

Une autre fracture s'est produite historiquement en réduisant les concepts permettant de comprendre le pôle dominé sous le capitalisme. À l'origine, Marx parle du « prolétariat », et non de la « classe ouvrière² ». Le concept de prolétariat³ désigne essentiellement les classes qui ont été désappropriées par la bourgeoisie de leurs moyens de subsistance sauf leur force de travail, qui est alors achetée (ou louée) par le capital.

Mythe et réalité de la « classe ouvrière »

Pendant toute une période dominée par les traditions de la social-démocratie, ce concept de prolétariat a été évacué. Cette

1. *Ibid.*

2. Il est vrai que dans le texte, Marx oscille en utilisant des termes interchangeables (ouvrier, prolétaire, classe ouvrière, etc.). Cela ne rend pas la lecture de ses œuvres facile...

3. Du latin *proletarius*, qui découle de *proles* qu'on peut traduire par lignée. En pratique durant l'empire romain, les prolétaires sont les citoyens de la plus basse classe.

bifurcation a des raisons « objectives », puisque sous l'essor du capitalisme moderne (début du vingtième siècle), c'est effectivement la classe ouvrière industrielle qui est au centre du développement du capitalisme et des projets anticapitalistes. Cette fraction du prolétariat dans les pays capitalistes avancés exprime l'antagonisme de classe au plus haut niveau. Ce qui ne veut pas dire cependant qu'il est juste de « réduire » le prolétariat à la seule classe ouvrière industrielle. Ailleurs que dans les pays capitalistes avancés, le prolétariat ne s'est pas développé principalement dans les usines (en Chine par exemple).

Fragmentation de la classe ouvrière

Dans la réorganisation du capitalisme moderne, le prolétariat, y compris sa composante « classe ouvrière industrielle », évolue et se fragmente, comme le démontrent plusieurs travaux¹. Cette fragmentation prend plusieurs formes. Il y a la « délocalisation » géographique vers le « Sud » et les nouveaux « ateliers » industriels du monde comme la Chine. Il y a d'autre part la réorganisation technique, entre une classe ouvrière aux capacités techniques élevées (œuvrant sur des processus automatisés via l'informatique et les robots), et une « autre » classe ouvrière déqualifiée, précarisée.

Classe et nouvelle « organisation du travail »

L'un des axes de la nouvelle politique des entreprises est la *flexibilité* qui permet de reporter le poids de l'incertitude marchande sur les salariés à l'intérieur et sur les sous-traitants à l'extérieur. Les changements dans l'organisation du travail sont caractérisés par des modifications allant dans le sens des horaires à la carte, de la polyvalence du personnel, des innovations d'organisation (juste à temps, cercles de qualité, groupes autonomes). La précarisation de l'emploi vient du fait que les entreprises se concentrent sur le cœur du métier et externalisent par des techniques de sous-traitance toutes les activités qui n'entrent

1. Parmi les travaux intéressants, Tony Andréani, *Le socialisme est à venir*, Paris, Syllepse, 2007 et Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

pas dans ce cadre. Les politiques mises en œuvre par l'État ont facilité ces transformations qui mènent à une dualisation du salariat avec la formation d'un double marché du travail entre une main d'œuvre qualifiée, stable, à salaire relativement élevé, souvent syndiquée dans les grandes entreprises et au contraire une main d'œuvre peu qualifiée, sous-payée et peu protégée avec une précarité élevée.

Luc Boltanski et Ève Chiapello¹

Le prolétaire « qualifié »

Dans le cas de figure qu'est devenu le prolétaire aux commandes d'appareils de contrôle, les mesures de rendement sont encore plus standardisées. Le savoir est codifié et, au fur et à mesure que l'informatique se développe (et permet l'« autocontrôle »), les niveaux de qualification requis diminuent². Les responsabilités restent limitées, les processus et les interventions complexes continuant d'être déferés vers des techniciens et ingénieurs. Par ailleurs, le travail de conception reste extérieur à la réalité de ce « néo ouvrier » informatisé qui ressemble de plus aux « cols blancs » qu'on connaissait antérieurement.

Et déqualifié

Dans le cas de figure du prolétaire d'entretien à l'emploi d'une firme de sous-traitance, émerge une fraction des « néo-prolétaires » qui est en train de dominer un grand nombre d'activités comme l'entretien, le nettoyage, la restauration et le gardiennage, la manutention, la finition des produits et le transport. Pour ces secteurs prolétaires, les conditions d'emploi, de travail et de salaire sont radicalement différentes : précarité, contrats à durée déterminée, durée quotidienne plus longue, intensité du travail, ainsi que des salaires nettement plus bas.

Nouvelle division du travail

La tendance est donc de segmenter la classe ouvrière en deux secteurs à la fois complémentaires et opposés. Selon *Andréani*, seu-

1. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *op. cit.*

2. Daniel Linhart, *Le torticolis de l'autruche, L'éternelle modernisation des entreprises françaises*, Paris, Seuil, 1999.

lement 18 à 23 % des travailleurs dans l'industrie pétrolière en France sont employés directement par les firmes (les autres sont à l'emploi de sous-contractants). Aux États-Unis, le projet Saturn de General Motors vise à créer une usine hyper automatisée qui prévoit de faire passer le taux de sous-traitance de 30 à 60 %¹. Ainsi se reproduit une ancienne division du travail entre ouvriers qualifiés et non-qualifiés qui avait été à la base du taylorisme et du fordisme. Le monde ouvrier en apparence éclaté s'organise entre un « noyau central » et une masse ouvrière mobile, en grande partie composée d'immigrant-es et de femmes, qui sont évidemment les premiers à subir des pertes d'emplois.

Le capitalisme soumet l'ensemble des classes au travail salarié

Au-delà de la classe ouvrière, le capitalisme réorganise l'ensemble du « monde du travail », donc des différentes fractions des dominé-es qui composent le prolétariat.

Production « dématérialisée » et capitalisme « cognitif »

C'est le processus qu'avait prévu Marx lorsqu'il désignait la tendance à soumettre l'ensemble du processus du travail, aussi bien dans ses composantes productives, que non directement productives, à la même « logique » du travail salarié et exploité. Marx évoquait la « dématérialisation » de la production, où le travail est transformé en une activité qui consiste essentiellement en surveillance et régulation.

Aujourd'hui le capitalisme contemporain qu'on dit « cognitif » s'empare des processus « en amont » de la production qui se trouvent à être de facto incorporés dans une chaîne de montage « invisible » et où le designer et l'informaticien deviennent des maillons essentiels². Conception, production, mise en marché, accompagnement et services connexes ne sont plus des entités distinctes, mais un ensemble cohérent, sous le contrôle des dominants et dans des conditions maintenues par les dominants.

1. Tony Andréani, *Des classes sociales, encore*, < <http://hussonet.free.fr/andrea7.pdf> >

2. Voir à ce sujet David Neilson, « Formal and real subordination and the contemporary proletariat », *Capital and Class*, printemps 2007.

Silicon Valley et maquiladoras : le néo-prolétariat dans l'industrie du jeu

Les systèmes de jeux, comme tous les ordinateurs, cristallisent dans leurs circuits microscopiques deux types de travail fort contrastés : la fabrication du logiciel (software), et celle du matériel (hardware). Tous les deux impliquent l'ouvrage digital, mais il s'agit de doigts bien différents : dans un cas du code binaire manipulé par des programmeurs mâles dans le monde développé, et dans l'autre des « petites mains » agiles d'une force de travail globale sous payée principalement féminine, assujettie à une discipline de travail féroce dans des conditions qui minent la santé en quelques années. Tous les systèmes de jeux sont les produits d'une industrie mondialisée dont les usines se trouvent dans les *maquiladoras* et les zones industrielles du Mexique, de l'Amérique centrale, de la Chine du Sud, de la Malaisie, des Philippines, de Taiwan ou de la Corée. La créativité du travail immatériel concentré dans le Nord global s'appuie ainsi sur un socle de travail paupérisé dans le Sud planétaire.

Nick Dyer-Witthford¹

Des couches moyennes descendantes

Parallèlement se produit une nouvelle dévalorisation du travail salarié dans le secteur des services, lui aussi restructuré par le néo-taylorisme. L'homogénéité relative des couches « moyennes » de technicien-nes, de professionnel-les de la santé, de l'éducation et d'autres services sociaux éclate dans cette recomposition qui ressemble à celle qui affecte le collectif ouvrier. De plus en plus, le capitalisme moderne produit des prolétaires des services déqualifiés, précarisés, face à un « noyau » plus stable et plus qualifié, qui continue de s'identifier au grand mythe nord-américain de la classe moyenne². Cette évolution prend l'allure d'une forte pression sur

1. Nick Dyer-Witthford, « Composition de classe de l'industrie des jeux vidéo et sur ordinateur », *Multitudes*, octobre 2002.

2. Le « mythe » n'en étant pas tout à fait un, puisque ces couches continuent de bénéficier de conditions de travail et de vie supérieures à celles des couches les plus exploitées du prolétariat. Dans l'évolution actuelle, ces conditions, du moins pour la majorité, sont tirées vers le bas. Ce qui ne veut pas dire

les « cols blancs », les « dumpies » (*downwardly mobile professionals* comme on les qualifie aux États-Unis), et qui sont souvent les anciens « yuppies » (*young upperly mobile professionals*) des années 1980. Plusieurs indicateurs dont les taux salariaux, le niveau de chômage, la perte des revenus démontrent cette descente sociale, presque identiques dans tous les pays capitalistes avancés où se réorganise en réseau le travail dit de « bureau », ce qui élimine un nombre considérable d'« intermédiaires » entre dominants et dominés¹.

Réingénierie et classes moyennes

À la réduction quantitative du volume de l'emploi qui avait frappé l'ouvrier de masse fordiste puis la catégorie des employés a succédé une redéfinition qualitative de l'organisation de l'entreprise qui relève de l'utilisation rationnelle des technologies informatisées. Le caractère central du travail communicationnel, la digitalisation des processus de transmission des services, frappent le secteur intermédiaire des employés et des techniciens d'entreprise, en faisant sauter les segments du processus du travail entre direction et exécution. Ce qui est central dans ce processus c'est l'augmentation de la productivité du travail selon un nouveau *paradigme* organisationnel, la *production à réseau à travers la communication*.

Christian Marazzi²

« *Flexibilisation* »

La privatisation du social, d'autre part, accélère le processus en confiant à une myriade de micro-entrepreneurs de larges pans de l'entretien des biens et des humains dans des conditions encore plus aggravées. Pour faciliter ce processus, la plupart des États capitalistes adoptent des législations similaires pour « flexibiliser » la main d'œuvre, c'est-à-dire, enlever aux prolétaires les droits chèrement acquis sous les anciens modes de gestion.

que la perception change automatiquement pour ceux qui sont directement concernés.

1. Voir Jean Lojkine, *L'adieu à la classe moyenne*, Paris, La Dispute, 2005.
2. « Middle-class confusion de terme, confusion de concept », *Multitudes*, juillet 1994.

Un univers capitaliste à la fois intégré et disloqué

Dans tout cela, le prolétariat reste la classe numériquement la plus importante. Mais en son sein, les divisions se creusent. « Ouvriers » contre « ouvriers », « ouvriers » contre « employé-es », « employé-es » contre « employé-es ». Sans compter les clivages de genre, de générations, entre le rural et l'urbain, et bien sûr à travers des frontières nationales qui s'estompent pour le capital mais qui s'érigent contre le travail. Bref, un peu comme cela est survenu au début du capitalisme, le prolétariat éclate et se fragmente, d'où les phénomènes de dislocation politique, d'affaiblissement des organisations sociales (notamment syndicales), et de plus grande subordination face aux dominants.

Dans ce contexte, la « réunification » du prolétariat reste à l'ordre du jour. Comme toujours, c'est un processus essentiellement « politique », au sens où cette réunification n'est pas « donnée » ni acquise autrement que par la lutte. En fin de compte, le prolétariat se « subjectivise », se donne une identité, dans sa résistance aux dominants.

Pour le moment donc, les dominants ont, grosso modo, l'avantage qu'ils avaient perdu à la fin des trente glorieuses devant les insurrections prolétaires un peu partout dans le monde. Et en pratique, la bourgeoisie, bien que très petite numériquement (il n'y a pas de progression) est plus que jamais hégémonique non seulement sur le champ économique (son terrain de prédilection), mais aussi dans le champ politique, idéologique, voire culturel.

Mais est-ce que tout est beau sous le soleil des dominants ? Pas nécessairement ! Bien que « disloquée », l'identité prolétarienne se refait dans d'innombrables luttes. (Voir plus loin dans ce dossier). Et il y a les contradictions entre les dominants eux-mêmes, incapables de contrôler leurs instincts prédateurs, débridés dans leurs volontés de tout saisir tout de suite, peu importe les conséquences, d'où la cascade des crises de toutes sortes qui semble déboucher sur une méga-crise. Mais ça, c'est une autre histoire.

Mouvements sociaux ou classes sociales ?

DORVAL BRUNELLE

A LA FIN DES ANNÉES SOIXANTE dans les trois Amériques et en Europe occidentale, on a assisté à l'écllosion de deux débats en sociologie. Le premier débat se déroulait à l'intérieur de la mouvance marxiste et il opposait les défenseurs des thèses classiques issues de Lénine, en particulier, thèses reprises et défendues, entre autres, par le Parti communiste français, d'une part, et les néo-marxistes influencés surtout par les travaux de Nicos Poulantzas, de l'autre. Quant au second débat, il prenait place à la frontière de la sociologie de l'action et de la sociologie des mouvements sociaux, et il opposait ceux pour lesquels le mouvement ouvrier assumait encore et toujours le rôle de vecteur de l'émancipation sociale et politique et les autres, pour lesquels le mouvement ouvrier devait, au mieux, partager ce rôle avec d'autres, ou au pire, céder la place à ceux qu'on appelait les nouveaux mouvements sociaux. Afin d'apporter une contribution aux questionnements en cours sur les classes sociales et parce qu'il m'apparaît essentiel, à cette occasion, d'éviter de repartir à zéro et, amnésie oblige, d'ignorer les débats qui ont été engagés par le passé sur ces mêmes thèmes, je présenterai successivement les deux débats en question.

La sociologie des mouvements sociaux

À la fin des années 1970, en cherchant à dégager un bilan théorique des apports d'une sociologie des mouvements sociaux, le sociologue Alberto Melucci opposait deux cadres de référence¹. Le

1. Alberto Melucci, dir., *Altri codici. Aree di movimento nella metropoli*, Bologne, Il Mulino, 1984.

premier était issu des études de Charles Tilly, qui centrait ses travaux sur l'opposition entre la rupture et la solidarité (*breakdown/solidarity*) et pour lequel les mouvements sociaux étaient interprétés soit comme un effet de crise ou d'un écroulement du système, soit comme l'expression d'intérêts collectifs. Quant au second cadre, il opposait des structures et des motivations, une opposition selon laquelle les mouvements sociaux étaient interprétés soit comme le produit d'une logique de système, soit comme le résultat des croyances des acteurs. Dans le prolongement de ces interprétations, on avait, d'un côté, des analyses qui concentraient l'attention sur les mouvements issus des luttes engagées sur le front du travail et, de l'autre, des analyses consacrées à l'étude des représentations et des idéologies des acteurs. Mais, soutenait Melucci, ces deux cadres de référence étaient dépassés par une nouvelle opposition, géographique celle-là, entre ce qu'il proposait d'identifier comme un « filon *européen* » et un « filon *étatsunien* ». Dans la foulée des travaux de Touraine et d'Habermas, le filon européen cherchait pour sa part à repérer, à l'intérieur d'un système capitaliste postindustriel, les mutations susceptibles d'expliquer l'émergence d'acteurs et celle de formes d'action qui ne s'inscrivaient pas dans la tradition des luttes poursuivies par le mouvement ouvrier. Tandis que le filon *étatsunien* cherchait à analyser comment se constituait l'acteur collectif, et comment il s'adaptait à une réalité extérieure. Cependant, selon Melucci, pour dépasser ces courants, il fallait désormais souscrire à un « paradigme sceptique », c'est-à-dire recourir à une approche qui ne réduirait pas les mouvements sociaux à ce qu'ils revendiquaient, ni à ce qu'ils disaient d'eux-mêmes. Il fallait plutôt étudier le système des relations internes et externes qui constituaient les mouvements en question, leurs moyens d'action et leurs revendications¹.

Or, pour l'auteur, la question préalable à laquelle renvoyait ce scepticisme était celle de définir l'objet à l'étude. En somme qu'est-ce qu'un mouvement social et pourquoi les définitions existantes étaient-elles si insatisfaisantes ? Tout simplement parce que la notion de mouvement social était le résultat de généralisations

1. *Ibid*, p. 417-418.

empiriques qui recouvraient un ensemble de pratiques et non pas un concept analytique¹. D'où la tentation, chez certains, de classer les mouvements à partir de critères comme le niveau d'intervention, leur amplitude, voire le type de protestation. Cette approche reflétait cette idée courante selon laquelle les mouvements sociaux assument un rôle central dans un cycle sociopolitique à l'intérieur duquel la protestation apparaîtrait comme une condition nécessaire, mais non suffisante, à l'adoption ou à l'abandon éventuel d'une mesure ou d'une réforme. En somme, les mouvements sociaux joueraient un rôle déterminant dans la constitution de la société et dans le changement social. À cet égard, plus souvent qu'autrement, la sociologie des mouvements sociaux serait marquée par le rôle historique que les mouvements sociaux ont joué aux États-Unis et ailleurs en tant que composante essentielle d'une soi-disant démocratisation du système politique.

En ce sens, l'action des mouvements sociaux mettrait en évidence une des deux faces de la modernité, celle qui a été mise en récit par Tocqueville qui l'identifie au « *triomphe obstiné de l'égalité* »². Dans cette perspective, les mouvements sociaux auraient une fonction essentiellement progressiste. Ils agiraient comme les lubrifiants d'un régime politique et, malgré qu'ils puissent parfois s'avérer gênants, ils joueraient un rôle indispensable en démocratie.

Pourtant, cette approche à la fois progressiste et fonctionnaliste ne reflète qu'une dimension de la réalité car, comme l'avait révélé Marx, la modernité capitaliste porte une autre face. Sur cette face, « *les inégalités de classe sont un élément fondamental, structurel, des sociétés modernes* ». Dubet précise à ce propos que « non seulement les classes et les inégalités sont ce qu'il faut expliquer, mais elles sont surtout ce qui explique la plupart des conduites sociales et

1. Cela dit, la définition analytique d'un mouvement social proposée par Melucci n'est pas de la plus belle eau : il s'agit, écrit-il d'une « forme d'action collective basée sur la solidarité, qui prend la forme d'un conflit, par suite d'une rupture dans les limites de compatibilité du système de référence de l'action ». *Ibid*, p. 423.

2. Je reprends ici l'argumentaire de François Dubet, *L'expérience sociologique*, Paris, La Découverte, 2007.

culturelles »¹. Pourtant, « cette double représentation des inégalités est souvent apparue comme *non contradictoire à travers les thèmes de la division du travail et de l'intégration conflictuelle* »², comme l'a démontré, entre autres, Durkheim, pour qui c'était précisément le rôle des organisations syndicales et corporatives de transformer ces divisions en solidarité.

C'est sans doute là que réside le paradoxe qui traverse une bonne part de la sociologie des mouvements sociaux pour laquelle ces mouvements reflètent toute une panoplie de contradictions sans que l'on parvienne à mettre en lumière les nombreuses jonctions entre ces mouvements et les classes sociales.

Les classes sociales

Symétriquement, à peu près au même moment, dans un article qui connut une large diffusion, Céline Saint-Pierre, opposait deux approches à la question des classes sociales³. Celle qui, dans la foulée des interprétations de Marx dans *Le Capital*, reprises par Lénine, liaient l'opposition des classes à la production et à l'économie, c'est-à-dire à l'infrastructure économique — pour reprendre le vocabulaire en cours à l'époque. Et celle qui, à l'instar de Poulantzas, cherchait à étendre l'acceptation du terme à l'univers de la superstructure politique et à l'idéologie. Céline Saint-Pierre écrivait à ce propos :

(Si) les rapports de production ne suffisent pas à définir les classes sociales et (s'il faut) recourir aux niveaux politique et idéologique pour le faire, il y a pour nous urgence de produire une théorie marxiste d'analyse politique et d'analyse des idéologies, théories qui sont à l'état embryonnaire, du moins pour rendre compte du stade actuel du mode de production capitaliste⁴.

1. *Ibid.*, p. 95.

2. *Ibid.*, p. 96.

3. Céline Saint-Pierre, « De l'analyse marxiste des classes sociales dans le mode de production capitaliste », *Socialisme québécois*, n° 24, 1^{er} trimestre 1974, p. 3 à 33. En ligne : < http://classiques.uqac.ca/contemporains/saint_pierre_celine/analyse_marxiste_classes/analyse_marxiste.html >. L'article est suivi d'un commentaire critique : « Le concept de travail productif », rédigé par l'Atelier de recherche marxiste du module de philosophie de l'UQAM, dont la lecture est essentielle pour cerner les tenants et aboutissants du débat.

4. C. Saint-Pierre, *ibid.*

La question posée était simple et litigieuse à la fois : quelle était la légitimité à la fois théorique et politique, mais aussi sociologique, d'une approche qui limitait l'opposition des classes aux affrontements entre capitalistes et ouvriers, alors même que l'on assistait à une polarisation croissante des options dans le domaine politique et dans ce que l'on appelait le domaine de l'idéologie au sens le plus large ? La notion d'idéologie renvoyait, dans ce contexte, non seulement à la culture — les arts, les expressions visuelles —, mais aussi aux thèses, arguments et autres polémiques qui avaient cours dans les universités, les revues, les plateformes et autres salons.

Sans revenir sur le détail d'un débat qui opposait, sinon des interprétations rivales de certains textes canoniques de Marx, — notamment autour du *Chapitre inédit du capital*¹—, mais qui opposait, pour reprendre l'expression consacrée « des critères de détermination structurelle de classes », il est intéressant de constater à quel point les deux grandes problématiques sociologiques telles qu'elles ont été présentées ici s'avèrent au fond apparentées. En effet, comme pour les mouvements sociaux, l'étude des classes apparaissait davantage comme « le résultat de généralisations empiriques qui recouvraient un ensemble de pratiques et non pas un concept analytique² ». Et c'est sans doute de là qu'il faut partir pour engager et renouveler la réflexion, non seulement sur les classes sociales, mais aussi sur les mouvements sociaux, tant il est vrai que la séparation entre les deux champs ou entre les deux spécialisations se sera avérée coûteuse pour l'étude des transformations du capitalisme.

Conclusion

En guise de conclusion, j'ai pensé qu'une des façons d'actualiser le débat sur les classes et les mouvements sociaux serait de faire appel à un article de Boaventura de Sousa Santos intitulé *Beyond abyssal thinking*, et daté de juin 2007³, dans lequel l'auteur cherche à révéler

1. Marx, Karl : *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, Union Générale d'Édition, 1971.
2. Melucci, *op. cit.*
3. Boaventura de Sousa Santos, *Beyond abyssal thinking. From global lines to ecologies of knowledges*, <<http://www.eurozine.com/articles/2007-06-29-santos-en.html>>

au grand jour les fondements épistémologiques de la modernité en établissant une distinction fondamentale entre des manifestations ou des réalités dont certaines seraient « visibles » et d'autres « invisibles ». Ce qu'il entend par là, c'est essentiellement le fait que le « paradigme de la modernité est fondé sur une tension entre la régulation sociale et l'émancipation sociale ». Cependant, cette « distinction visible » est fondée sur une autre, invisible celle-là, « entre sociétés métropolitaines et colonies », où le paradigme en question est inopérant puisque, en territoire colonial, c'est plutôt « la dichotomie entre appropriation et violence » qui prévaut, une dichotomie qui « est inconcevable de ce côté-ci de la ligne de démarcation ».

Ce sont ces lignes de démarcation, que de Sousa Santos qualifient de « lignes abyssales » qui caractérisent ce qu'il appelle « la pensée abyssale¹ ». En somme, la pensée abyssale moderne privilégie des distinctions dont elle s'avère incapable d'évaluer les conséquences dans des contextes différents, tout simplement parce qu'elle ne saisit pas cette différence en tant que telle, en son contexte propre, sinon comme une simple variation sur les différences qui prévalent chez elle et dans son contexte à elle. C'est ce qui permettrait de comprendre que ces distinctions puissent reposer sur des lignes de démarcation ou des frontières dont on peut dire qu'elles sont en définitive invisibles ou, pour être plus clairs, qu'elles constituent autant de points aveugles pour la pensée en question. En d'autres termes, incapable de prendre acte de ce qui structure la réalité sociale ailleurs, cette pensée se trouve tout aussi incapable de prendre acte de son propre rôle dans l'établissement des démarcations qu'elle impose. La connaissance moderne et le droit moderne représentent sans doute les deux manifestations les plus accomplies de la pensée abyssale.

1. *Le Robert* définit *abyssal* : « Qui a rapport aux abysses. » En latin *abissus*, que traduit « abîme », désigne les grandes profondeurs. D'ailleurs, le dictionnaire précise que son emploi en théologie renvoie à ce « dont la profondeur est insondable ». Ceci dit, la figure de style employée par de Sousa Santos n'est pas très heureuse. Car il ne s'agit pas de soutenir que la pensée occidentale est impénétrable ou absconse, voire même insondable, comme on le prétendait au Moyen-âge, sinon de montrer que le « paradigme de la modernité » repose sur « une distinction invisible ».

Appliquée à l'étude des classes, tout autant qu'à celle des mouvements sociaux, cette problématique pourrait éventuellement permettre de lever le voile sur l'*envers* de la constitution des classes moyennes ou des stratégies d'alliances de classes au Nord, en allant repérer les modes de constitution des classes antagoniques autour de modèles on ne peut plus « classiques », d'affrontement au Sud. On peut penser au cas des entreprises minières canadiennes ou encore à celui des fonctionnaires de l'État, qui pourraient servir d'exemples pour juxtaposer des modes différentiels de revendications et d'affrontements, et qui pourraient s'avérer à la fois intéressants et révélateurs pour faire apparaître au grand jour les modes d'opération d'une pensée dite « abyssale » et, ce faisant, pour faire avancer notre compréhension des classes et des mouvements sociaux à l'âge global.

Intellectuels et classes sociales

SIMON TREMBLAY PÉPIN

LES DEUX CONCEPTS sur lesquels se penche ce texte sont difficiles à lier. Les classes sociales font partie d'un corpus théorique qui se réclame du matérialisme, des rapports économiques de production. Le concept d'intellectuel rappelle plutôt, quant à lui, l'existentialisme sartrien et ses réflexions sur le choix et l'action sociale.

On tentera ici d'éviter deux écueils auxquels semblent guider, chacun de son côté ces deux concepts. D'un côté, l'écueil matérialiste orthodoxe qui voit dans le monde le reflet mécanique des structures économiques. De l'autre, l'écueil idéaliste pour qui les seules idées sont importantes et qui peut se concrétiser, ces temps-ci, dans les chocs discursifs et les jeux de langages d'un monde sans lendemain.

Ces deux *doxa* mènent, étrangement, à la même inaction. La première propose d'inefficaces stratégies passéistes sans tenir compte du développement du capitalisme avancé et, devant l'échec de ces stratégies, se retire dans la critique amère de toute autre tentative jamais assez radicale pour elle. La seconde est éparpillée dans une action frénétique qui l'empêche de réfléchir un seul instant à un objectif émancipateur, qu'il lui serait bien impossible d'envisager tant son cadre de pensée voit tout idéal comme un totalitarisme larvé.

Sans remettre en question la réalité de l'exploitation économique et de son effet structurant, mais en admettant aussi la force de l'idéologie et du discours, nous tentons ici de voir quelle stratégie, quelle

praxis, peut être utilisée pour mettre fin à la domination et quel rôle peuvent jouer les intellectuels, pour atteindre cet objectif.

L'apport de Gramsci

Selon Frédérick Guillaume Dufour, l'apport de Gramsci sur la question des classes reste incontournable :

Le principal apport de Gramsci au courant de pensée marxiste est sa thèse selon laquelle le pouvoir de la classe dominante ne repose pas seulement sur la coercition, mais également sur sa capacité à étendre son pouvoir idéologique à travers un ensemble d'institutions de nature conservatrice au sein de la société civile (l'Église, le système d'éducation, etc.). La classe dominante acquiert un pouvoir hégémonique sur la société civile, lorsque non seulement ces institutions ne contestent pas son pouvoir, mais prennent sa défense, ou du moins la défense de l'« ordre », en cas de contestation populaire¹.

Pour Gramsci, donc, le pouvoir effectif de la classe dominante prend *aussi* ses sources dans son influence sur l'idéologie et dans son action à ce niveau. Ainsi, la constitution et l'utilisation d'institutions de la société civile deviennent des stratégies de pouvoir tout aussi matérielles que la coercition. Ces stratégies se structurent à différents niveaux que Jean-Marc Piotte a répertoriés dans l'œuvre de Gramsci.

La *philosophie* est la conception du monde d'une classe sociale : elle définit sa place et sa fonction dans la société ainsi que son rôle historique. Elle est le fait culturel le plus riche et le plus cohérent. Dans le langage de Lukács, elle est la conscience possible d'une classe sociale. Le marxisme est ainsi la conception du monde du prolétariat. L'*idéologie*, si on la prend non dans son sens générique mais dans un sens plus étroit, définira chaque conception particulière qu'un groupe secrète face à des problèmes immédiats et précis [...] La *religion* est plus complexe que l'idéologie prise

1. Frédérick Guillaume Dufour, « Approche néo-gramscienne », in Alex Macleod et al. (dir) *Relations internationales : théories et concepts*, Montréal, Athéna, 2008, p. 282.

dans son sens étroit, mais elle est beaucoup plus hétérogène dans la mesure où elle doit à la fois tenir compte de l'ensemble des classes sociales d'un pays, de la diversité des situations nationales et du lien qui la rattache à sa tradition, c'est-à-dire, en définitive, aux modes de production antérieurs. Le *sens commun* est la vision du monde la plus répandue au sein des classes sociales subalternes. Ce sens commun renferme un noyau de « bon sens » fondé sur une certaine dose d'expérience et d'observation directe de la réalité, mais ce noyau est englué dans des conceptions religieuses, dans l'idéologie de la classe dominante, dans des éléments idéologiques provenant du passé, etc. Le sens commun peut être aussi complexe que la religion, mais il est encore moins homogène [...] Le *folklore*, enfin, est le sens commun complètement figé, sclérosé, sédimenté. Il est le moins riche des faits culturels et le plus hétérogène¹.

Chacun de ces niveaux implique une différente stratégie, plus ou moins réussie, d'influence et de contrôle de la part des diverses classes sociales qui tentent d'être hégémoniques. Ainsi, les universités et les écoles primaires ne travaillent pas au même niveau de l'idéologie que les instituts économiques et les médias de masse. Une variété d'institutions et de stratégies couvre donc la diversité des effets de l'idéologie sur les classes dominées.

Cette domination idéologique que Gramsci appelle l'hégémonie d'une classe sur la société est conçue et réalisée par des intellectuels. Par intellectuels, Gramsci n'entend pas ceux qui travaillent avec leur tête et qui seraient, selon une opposition triviale, le contraire de ceux qui travaillent avec leurs mains. En fait, tout le monde utilise sa « tête » et ses « mains » dans une plus ou moins large mesure. Par contre, ceux que Gramsci appelle des intellectuels sont ceux qui utilisent leur tête pour remplir une fonction sociale précise qui s'inscrit dans le processus de production. Soit ils assurent l'organisation de la production et de la vie en société en général, soit ils participent au renforcement de l'hégémonie culturelle de la classe dominante.

1. Jean-Marc Pïotte, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, VLB éditeur, 1987, p. 196-198. L'interprétation de Gramsci présentée ici doit énormément à cet ouvrage de Pïotte.

Intellectuels « organiques » ou autonomes ?

Les premiers organisent la domination quotidienne et s'assurent de sa reproduction. On peut voir là les *p'tits boss* et gestionnaires de tous acabits qui s'assurent que la machine sociale de production fonctionne bien. Chaque jour, ils organisent la force de travail des autres et répètent, dans leurs gestes et paroles, que c'est là l'ordre naturel des choses.

Le second type d'intellectuel est celui qui remplit la fonction hégémonique. « Ils travaillent dans les différentes organisations culturelles (système scolaire, organismes de diffusion — journaux, revues, radio, cinéma, etc.) et dans les partis de la classe dominante, de façon à assurer le consentement passif sinon actif des classes dominées à la direction qu'imprime à la société la classe dominante¹ ».

Mais quel est le lien entre ces intellectuels et les classes sociales pour Gramsci ? L'important n'est pas la classe d'où proviennent les intellectuels, mais bien celle à laquelle ils sont *organiquement* liés.

Organiquement ne signifie pas ici qu'ils y seraient naturellement liés à la manière d'organismes biologiques, mais bien qu'ils œuvrent à l'intérieur d'*organisations* qui servent idéologiquement les intérêts de cette classe en soutenant la philosophie qu'elle défend et qui la défend tout à la fois.

Les intellectuels bénéficient cependant d'un certain degré d'autonomie face aux classes sociales. Cette autonomie se mesure selon deux variables : la distance entre leur organisation et la classe sociale dont elle défend les intérêts et la distance de l'intellectuel par rapport à son organisation. Ainsi, l'éditorialiste en chef de *La Presse* a moins d'autonomie qu'un chercheur dans une chaire de recherche universitaire.

L'action des intellectuels dans les sociétés du capitalisme avancé est décisive. En fait, ils renversent, pour Gramsci le rapport classique infrastructure/superstructure. L'action sur les consciences et sur la capacité ou non d'obtenir une conscience de classe de la part de la classe ouvrière est déterminante dans l'action sociale. De plus, l'idéologie n'est pas déterminée mécaniquement par les

1. *Ibid.*, p. 22-23.

rapports économiques. L'autonomie relative des intellectuels par rapport aux classes sociales fait que l'idéologie est liée aux rapports de production par une inter-influence sans pour autant fonctionner selon une causalité automatique.

Ainsi, la transformation sociale doit permettre de rendre la classe ouvrière consciente de son existence, mais aussi de la philosophie qui répond le mieux à ses propres intérêts et à ceux de l'humanité. Il n'est pas question ici d'une réalité objective qui serait en fait dévoilée de l'idéologie, mais bien de l'instauration d'une autre hégémonie culturelle, celle de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas de mettre fin à l'idéologie en ayant enfin accès au « vrai monde », mais bien de remplacer une idéologie par une autre qui convient mieux à nos aspirations et à nos intérêts.

Ainsi, nous sommes toujours dans l'idéologie (par opposition à la « réalité »), mais, en plus, celle-ci est entrelacée avec les rapports sociaux de production. Le changement de l'un exige le changement de l'autre. Pour Gramsci, la classe dominée doit donc se livrer à une « guerre de position » idéologique pour renverser l'hégémonie de la classe dominante au lieu d'espérer voir apparaître la possibilité d'une « guerre de mouvement » qui permettrait la transformation immédiate des structures économiques.

Les intellectuels révolutionnaires

Le rôle des intellectuels révolutionnaires est donc de mener cette guerre de position sur la question de l'hégémonie. Ils ne « guident » pas les classes ouvrières avec des stratégies de luttes basées sur leur compréhension d'une réalité complètement accessible. Les intellectuels ne sont pas l'avant-garde éclairée, mais ils mènent la lutte pour l'hégémonie. Ils tentent de renverser le discours ambiant pour assurer la prépondérance d'une autre logique pour guider les choix sociaux.

Ils mènent cette lutte dans des organisations qui défendent les intérêts de la classe dominée (par exemple, un parti) à l'intérieur desquelles ils sont en rapport dialectique avec ceux et celles qui vivent l'oppression du système. Les intellectuels entendent à travers le *sens commun* de ceux et celles-là le témoignage de l'expérience

quotidienne de la domination, ce qui leur permet d'ajuster leurs stratégies idéologiques en conséquence de l'expérience vécue.

Gramsci propose donc à la fois d'élargir la notion d'intellectuel à tous ceux et toutes celles qui s'activent à renforcer ou à contrer l'hégémonie ambiante et de donner à cette fonction un rôle central dans le processus de changement social. Mettre sur pied des organisations, contrer le discours de la classe dominante, établir une idéologie cohérente et unifiée pour la classe ouvrière, voici l'élément premier à réaliser pour parvenir à la transformation du monde.

Nouveau capitalisme, nouveaux intellectuels

Dans deux ouvrages, *Marxism and socialist theory*¹ et *Socialism today and tomorrow*², Michael Albert et Robin Hahnel proposent une autre vision des intellectuels.

Contrairement à Gramsci, Albert et Hahnel portent leur attention en particulier sur le rôle de gestionnaire de l'économie que remplissent les intellectuels, sans s'intéresser beaucoup à celui de constructeur de l'hégémonie. En fait, sans faire directement cette critique, on pourrait dire qu'ils reprochent à Gramsci de n'avoir pas vu le potentiel d'intervention dans le processus de production matériel de ceux et celles qui conçoivent et appliquent la gestion du travail des autres.

C'est précisément sur cette base qu'est fondé le concept de *coordonnateur*. Dans l'économie capitaliste avancée où le capitaliste ne s'occupe plus de la gestion quotidienne du travail et ne participe que rarement au processus de production, une nouvelle classe sociale apparaît, la classe de ceux qui gèrent le travail des autres.

Une « nouvelle classe » de coordonnateurs exerce un contrôle considérable sur leur travail et celui des autres. Ils ont des salaires plus élevés ainsi qu'un statut supérieur du fait de leurs compétences spécialisées et de leurs savoirs. Leur travail est davantage

-
1. Michael Albert et Robin Hahnel, *Marxism and Socialist Theory*, Cambridge, South End Press, 1981.
 2. Michael Albert et Robin Hahnel, *Socialism Today and Tomorrow*, Cambridge, South End Press, 1981.

conceptuel qu'exécutoire. Cette nouvelle classe inclut des gestionnaires, ingénieurs, planificateurs sociaux, philosophes, ministres et autres « intellectuels ». Sous le capitalisme, cette classe se situe entre et dans certains cas à l'encontre du capital et du travail¹.

Cette nouvelle classe a intérêt à obtenir une part toujours grandissante du résultat du procès social de production. D'un côté, elle n'a cesse de convaincre les capitalistes de son importance pour assurer le bon fonctionnement de la société. De l'autre, les coordonnateurs peuvent très bien soutenir aux travailleurs qu'ils sont unis avec eux devant les capitalistes et que ces derniers les exploitent et vivent des rentes tirées de leur travail commun. Évidemment de nombreuses alliances et stratégies peuvent surgir de ces conflits de classes.

Hahnel et Albert soutiennent qu'ils ne sont pas les seuls à avoir vu apparaître cette nouvelle classe.²

Les coordonnateurs apparaissent avec la nécessité grandissante de planifier et organiser de grands pans de l'économie. L'approche scientifique du travail développée par Taylor sous-entend qu'il faut des experts pour gérer le travail et que cette tâche ne doit pas être laissée à des amateurs. À partir de ce moment, les capitalistes vivent sous le crédo de l'obligation d'avoir des coordonnateurs pour bien organiser la force de travail sans quoi les systèmes de production complexes seraient totalement inefficaces.

Forts de cette fonction essentielle dans l'organisation de la production avancée et armés de leurs capacités idéologiques, les coordonnateurs peuvent très bien nourrir un projet de transformation de la société et tenter de l'imposer aux autres classes. Réside au cœur de ce projet l'importance centrale de la fonction d'allocation de l'économie. En effet, la planification centralisée de l'entièreté de l'économie nationale met au pinacle de la société le personnage du coordonnateur.

1. Michael Albert et Robin Hahnel, *Marxism and Socialist Theory*, p. 84 (traduction par les NCS).

2. Ils se réfèrent aux travaux de Thorstein Veblin, John Kenneth Galbraith, Berle et Means, Erik Olin Wright, Simone Weyl, Alvin Gouldner, ainsi qu'à ceux de Barbara et John Ehrenreich.

Socialism Today and Tomorrow se consacre entièrement à observer les expériences passées du « socialisme réel » et se charge d'y débusquer l'influence particulière des coordonnateurs. Ainsi, en s'attaquant à la thèse, répandue, du capitalisme d'État, Albert et Hahnel prétendent que l'URSS (tout comme la Chine et Cuba mais avec des adaptations locales) est en fait un nouveau mode de production qui n'est ni capitaliste, ni socialiste mais *coordonnatiste*.

Les plans quinquennaux, le pouvoir centralisé dans les mains de quelques technocrates et dirigeants d'usine, les directives économiques prises au « Comité central » et des directives venant du haut vers le bas, sont des institutions qui relèvent de ce mode de production particulier. Ce n'est plus tant la propriété qui est l'institution économique centrale comme au sein du capitalisme, mais une organisation de planification et d'allocation qui fait elle aussi des privilégiés et des exclus. L'exclusion fonctionne toutefois suivant la logique qui dirige/qui exécute plutôt que selon la logique qui possède/qui est possédé. Toute la notion de marchandisation de la force de travail couplée à l'autorégulation de l'économie par le marché libre est complètement absente de ces économies, on ne saurait alors les considérer comme capitalistes.

Ce nouveau mode de production a l'avantage d'intégrer l'économie et le politique dans la même analyse de la société. Contrairement à la pensée libérale qui sépare de façon radicale économie et politique, l'analyse d'Albert et Hahnel souligne à quel point les modes de production sont autant économiques que politiques. Non seulement leur mise en place relève de choix politiques (le marché, par exemple, n'est autorégulé que dans la mesure où des lois – sur la propriété, le travail, les échanges — le balisent), mais leur application même est toujours fonction d'un système de pouvoir ou le politique et l'économique sont entièrement intégrés.¹

Le « modèle » québécois

Si les coordonnateurs sont en mesure de mettre de l'avant un projet révolutionnaire à travers le léninisme orthodoxe, on pourrait se permettre de porter une réflexion critique sur le corpora-

1. On lira à cet égard les ouvrages d'Ellen Meiksins Wood.

tisme social-démocrate qui a été baptisé « *modèle québécois* » (bien qu'il ne soit ni original, ni unique au Québec). Ce modèle est apparu au Québec en même temps que la naissance d'une classe de coordonnateurs. Tout en apportant une certaine modernité et des institutions que n'importe quelle société sortie de la dépendance directe à l'ordre du monde religieux et à l'ancien régime se devait de mettre en place, celui-ci fonda surtout un pacte social où les coordonnateurs venaient remplacer les clercs dans la gestion de la vie quotidienne de la population civile. Mieux intégrés que les anciens religieux à la réalité capitaliste, les coordonnateurs gagnèrent un poids plus important en obtenant un relatif contrôle sur l'économie de marché par la mise en place d'institutions de planification (Caisse de dépôt, Société générale de financement, Investissement Québec, etc.) et le développement d'une fonction publique importante.

L'existence d'une troisième classe renverse l'analyse classique qui parle d'un pacte entre la classe ouvrière, l'État et les capitalistes. Il serait probablement plus à même de parler d'une alliance entre les coordonnateurs et la classe ouvrière qui auraient réussi, ensemble, à imposer une certaine hégémonie en vue de transformations sociales importantes donnant plus de pouvoir aux coordonnateurs. Ceux-ci étaient par la suite en mesure d'instaurer des mesures relativement avantageuses pour la classe ouvrière tout en s'offrant des postes clefs, un style de vie plus confortable et un rôle de planification indispensable à la stabilisation de l'économie et à l'organisation de la production (autant par des mesures législatives que par des luttes sociales et économiques).

Le triomphe de l'idéologie néolibérale est bel et bien la désagrégation d'un pacte, mais il s'agit en fait de la fin de la confiance de la classe ouvrière en la capacité des coordonnateurs de réaliser son émancipation. Au même moment, les coordonnateurs tentent de se rapprocher des capitalistes en adoptant leur logique de privatisation en pensant qu'ils pourront conserver leurs privilèges en œuvrant comme gestionnaires dans le secteur privé. Tous les pactes sont donc brisés et chacun tire la couverture de son bord, espérant protéger ses acquis passés ou faire de nouveaux gains.

Tentative d'alchimie en guise de conclusion

J'ai développé ailleurs l'idée qu'on pouvait mélanger les concepts philosophiques en suivant la tradition des alchimistes¹. Suivant cette méthode, voyons ce que nous pouvons tirer comme conclusion aidant notre praxis sur la relation entre intellectuels et classes sociales.

La séparation que Gramsci fait entre les organisateurs du travail et les intellectuels hégémoniques est approfondie par Albert et Hahnel qui en améliorent le résultat. En fait, avec le développement du capitalisme, les organisateurs sont devenus une classe sociale en soi et cette division nous permet de mieux comprendre à la fois les expériences révolutionnaires passées et le réformisme d'aujourd'hui. Toutefois, la fonction hégémonique des intellectuels n'a pas été complètement intégrée dans cette nouvelle classe.

Nous sommes donc devant un système double. D'un côté, une troisième classe de coordonnateurs est apparue, mais elle n'inclut pas les journalistes, auteurs, professeurs d'économie, chercheurs de *think tanks*, etc. Ceux-là restent toujours plus clairement définis selon la logique gramscienne d'intellectuels organiquement liés à une classe. Cependant, rien ne les empêche de se lier à la classe des coordonnateurs et de défendre, par exemple, un « social-libéralisme » mou et centriste qui assure la sauvegarde des éléments coordonnateurs du corporatisme québécois en coupant les programmes sociaux universels bénéfiques à la classe ouvrière, en prétextant qu'ils coûtent trop cher.

Nous conservons donc les concepts de guerre de position et d'hégémonie de Gramsci, mais ils s'adaptent à la nouvelle triade des classes. De Gramsci nous conservons aussi les « niveaux d'idéologie ». Ils nous permettent de comprendre que les intellectuels agissent sur l'idéologie de différente manière et à travers des organisations diversifiées. Ainsi, les essais de Frederick Hayek, les cours d'économie néo-classiques enseignés systématiquement à tous les élèves du secondaire, le manifeste des lucides, les éditoriaux de

1. Voir Simon Tremblay-Pépin, *Une alchimie conceptuelle : économie participative et matérialisme hédoniste*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2007, Mémoire pour la maîtrise en science politique, 159 pages. < <http://www.archipel.uqam.ca/651/> >

Jacques Brassard, les emportements de Jean-Luc Mongrain et les graffitis proto-fascistes dans les toilettes de l'université Laval ne relèvent pas du même niveau d'idéologie, mais ils participent tous de la création d'une hégémonie qui englobe la société et lui donne toute sa cohérence.

Dans ce contexte, la lutte pour l'hégémonie de la classe ouvrière doit passer par une guerre de position qui attaque également l'option coordonnatiste et ses représentants (le Parti québécois, le corporatisme syndical, les éditorialistes du Devoir, la Fédération universitaire du Québec, l'Institut du nouveau monde, etc.). Cela nous permet de passer à un autre niveau dans notre rapport à ces organisations et aux intellectuels qui en sortent. Il ne s'agit pas de « faux progressistes » qui « signalent à gauche avant de tourner à droite ». Il s'agit de véritables intellectuels organiques de la classe des coordonnateurs.

Les coordonnateurs défendent la hiérarchie et la technocratie en premier lieu, que celle-ci soit publique ou non. Individuellement, les coordonnateurs cherchent des postes de direction et de pouvoir. Leurs intellectuels défendent une société où de tels postes sont possibles. Or c'est précisément leur faiblesse. Les intellectuels organiques de la classe ouvrière, de ceux qui, à la fois, travaillent pour d'autres et se font dire quoi faire, devront les attaquer sur la question démocratique.

C'était la faiblesse du léninisme orthodoxe, c'est aujourd'hui la faiblesse du social-libéralisme corporatiste, deux idéologies de la classe des coordonnateurs. Contrairement aux capitalistes, les coordonnateurs souhaitent penser à ce à quoi ressemblera la société. Mais ils veulent la penser d'en haut et infléchir la direction qu'elle prend en l'imposant par leurs postes de pouvoir et par leur statut hiérarchique. À l'inverse, nous sommes là pour proposer de constituer ensemble un but pour la société, de participer tous ensemble à choisir et réaliser ses objectifs politiques, sociaux et économiques. Le principe de participation démocratique universelle ne sera jamais accepté par ceux et celles qui fondent leur pouvoir sur la capacité de diriger les autres et de les gérer comme des ressources le moins « humaines » possible.

Politique, idéologie et classes sociales : l'angle mort de la gauche

ÉRIC MARTIN

LES RÉCENTES MONTÉES DU CONSERVATISME n'épargnent pas le Canada et le Québec. Tout indique que les classes populaires et moyennes votent de moins en moins, ou encore, lorsqu'elles daignent le faire, votent de plus en plus pour des partis de droite. La gauche, si elle veut un jour retrouver sa base, ne saurait faire l'économie de l'analyse d'un tel phénomène. Elle risque alors d'en découvrir autant sur elle-même que sur les classes qu'elle s'attache à étudier, tant cette situation renvoie au traitement malaisé et maladroït qu'ont fait de la question de l'idéologie les marxistes du dernier siècle. À moins d'un revirement majeur sur l'importance accordée à la culture, les socialistes risquent de demeurer impuissant-es face à la montée conservatrice. Cet article explore la relation trouble entre le matérialisme, le symbolique et les contenus traditionnels dans l'espoir d'expliquer pourquoi la gauche est aujourd'hui incapable de répondre à l'insécurité des classes populaires, qu'on postule comme étant d'emblée plus conservatrices que ne l'a présumé le marxisme (ce qu'avait bien vu Marcuse). Ce qui laisse le champ libre à la droite pour exploiter le repli identitaire/traditionnaliste, corollaire de la dissolution de l'État-nation moderne.

Le marxisme et l'idéologie

Un retour à l'analyse de classe marxiste est certes nécessaire si la gauche veut fonder son action *théoriquement* et *objectivement*, c'est-à-dire autrement que dans la charité libérale ou le volontarisme subjectif. Il est surtout important, cependant, de resituer la

lutte des classes en dehors d'un rapport de force immédiat qui fait abstraction du politique, de la société comprise comme totalité, et surtout de l'importance des représentations idéologiques et culturelles-symboliques, notamment dans leurs formes fétichistes. Ces représentations viennent médiatiser la lutte de classes et, lorsqu'elles procèdent d'une réification de l'ordre dominant, inhiber la « formation de classe », c'est-à-dire l'émergence d'une conscience de classe collective.

Il est urgent pour le marxisme de revoir la place qu'il accorde à la représentation symbolique et à la conscience de classe. Il n'est cependant pas question pour lui de s'émanciper à l'égard du symbolique ou de vaincre celui-ci depuis l'extérieur. C'est en effet parce qu'il a jadis prétendu fonder la vérité dans les rapports économiques ou de pouvoir, selon la tradition de l'économie politique (même « critique ») que le marxisme a fait défaut au plan de sa compréhension du rôle indépassable que joue l'immatériel symbolique, puisqu'on y baigne. L'univers est toujours un monde *sensé*, sur lequel est accroché du *sens*.

Le problème a sans doute à voir avec les ancrages modernes et progressistes du marxisme qui, dépouillé de la mystique et du conservatisme hégéliens (sans égard à ce qu'en pensait vraiment Marx), a somme toute épousé la même conception de la nature des sociétés que les libéraux. En effet, leur « hostilité anti traditionnelle » (Arendt) commune a voulu fonder la société politique à partir d'individus atomisés et réductibles à leur intérêt économique, c'est-à-dire sans valeurs ou contenus substantiels communs et dont les institutions auraient la garde.

Dans le cas du libéralisme, la tradition est réduite à la tentative d'imposer une vérité qui ferait violence à la liberté de choix de l'individu. Dans le cas du marxisme, le commun, le symbolique et l'idéologie représentent des mensonges édictés par la classe dominante, ou encore, dans les analyses plus subtiles, des fétiches transcendants, qu'il s'agit de faire voler en éclat par la violence du prolétariat organisé sur la base de son intérêt de classe.

« L'intérêt » du prolétariat exige qu'il soit capable de s'abstraire de l'idéologie dominante pour construire une représentation idéale

de lui-même comme groupe émancipé. Mais comment cela est-il possible dès lors que le prolétariat se trouve lui-même baigné dans l'idéologie dominante ? Il ne reste plus que la violence et le volontarisme, c'est-à-dire la conscience qui s'arc-boute contre l'objectivité du monde.

L'idéologie comme mensonge ?

La résolution de ce dilemme porte la clef du problème qui nous occupe. Peut-être le prolétariat n'est-il pas entièrement intégré dans l'idéologie dominante moderne-capitaliste-libérale et peut-être ne s'agit-il pas non plus de le refonder en le « remettant à zéro » au plan des contenus ?

Peut-être s'est-on adressé depuis trop longtemps à « l'homme nouveau » du socialisme en parlant dans le vide, à une unité abstraite et déracinée. Cependant que Mario Dumont et Cie, par conservatisme et opportunisme à la fois, sont parvenus à parler du commun, de l'identité et de la famille... en des termes de droite, certes, mais tout de même, à rejoindre par là quelque fond traditionnel des classes populaires auquel la gauche n'a jamais parlé parce qu'elle considérait la culture comme la « fausse conscience » à défaire au moyen de la science.

Peut-être serait-il temps de considérer que l'idéologie fait autre chose que mentir. Peut-être faudrait-il penser qu'elle dit quelque chose du monde et des êtres qui l'habitent, ce qui exige qu'on la traite autrement que comme une limite à faire éclater sous la pression « émancipatrice » du progrès, de l'accroissement des facteurs de production, de la technique et de l'universalisation de la figure du prolétaire « sans pays », miroir de *l'homo economicus*, qui n'a d'autre attache que sa condition de prolétaire, et qui se trouve, dès lors, dépouillé de toute identité culturelle. C'est précisément cette abstraction qui empêche de comprendre pourquoi les socialistes européens ont sauté à pieds joints dans la Première Guerre mondiale¹, et c'est à peu près la même qui fait qu'on a

1. Lorsque Lénine apprit en 1914 que les partis socialistes se solidarisaient avec leurs gouvernements entrés en guerre, il crut d'abord avoir affaire à de la propagande mensongère. Lorsqu'il comprit que c'était vrai, il se lança dans de longues études sur la dialectique de Hegel, enfermé dans la bibliothèque avec *La science de la logique*.

tant de mal, aujourd'hui, à comprendre le repli conservateur des masses.

De bien des manières, le matérialisme orthodoxe, en ayant développé une conception trop unilatérale, instrumentale et mécanique du rôle de l'idéologie, a, au même titre que le libéralisme, procédé au refoulement de formes et contenus culturels « traditionnels » qui refusent aujourd'hui de mourir et qui, même, regagnent du terrain alors même que s'effondre le projet moderne de l'État-nation libéral universaliste recyclé en État social-démocrate. Est-ce que cela veut dire, pour le Québec, que la Révolution tranquille et le marxisme des années 60-70 étaient des erreurs ? Ou faut-il penser que le défaitisme actuel marque le lieu où devrait s'effectuer un nouveau dépassement (*Aufhebung*), susceptible de mener à quelque nouvelle synthèse qui ne serait pas trop barbare ?

Le matérialisme et le rapport aux contenus pré-modernes

Comment se fait-il qu'une classe qui a tout intérêt, économiquement et politiquement, à se révolter contre une dynamique économique défavorable et des politiques rétrogrades ne se révolte pas ? C'est somme toute la même question qui s'était posée à l'École de Francfort, qui tenta d'y répondre en intégrant une meilleure analyse des facteurs idéologiques et culturels à l'analyse « matérialiste » du marxisme classique, élaboré à partir des œuvres du vieux Marx, et dans la méconnaissance de ses œuvres de jeunesse, plus proches de la philosophie dialectique hégélienne, qui n'ont été redécouvertes que bien après la Révolution d'Octobre.

La « théorie du reflet » du Lénine de *Matérialisme et empiriocriticisme* considérait que les idées étaient un « reflet » dans la conscience des conditions matérielles de production, qui s'avérait déterminantes en « dernière instance ». Les penseurs du marxisme hétérodoxe occidental ont attaqué cette conception qui tendait à reprendre dans l'analyse des catégories economicistes propres au capitalisme libéral. Parmi eux, Georg Lukács, fondateur du *marxisme occidental*, est surtout connu pour son concept de la réification, développé dans *Histoire et conscience de classe*¹.

1. Georg Jay, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éditions de Minuit, 1960.

La réification désigne à la fois l'aliénation des individus résultant de la médiation des relations sociales par le fétichisme marchand marxiste¹, mais aussi, de manière plus intéressante, l'occultation du caractère historique (et donc modifiable) des *formes et catégories* à travers lesquelles la théorie traditionnelle² effectue sa lecture des rapports sociaux, particulièrement la science économique « bourgeoise » qui tend à poser comme éternel l'état de fait propre au capitalisme. Or, grave problème, le marxisme économiciste de la Deuxième Internationale n'échappait pas à la réification.»³.

La recherche de Lukács

En rupture avec le marxisme positiviste et économiciste de l'Internationale au même titre que son contemporain Karl Korsch⁴, Georg Lukács a placé l'idée de totalité au centre de son système⁵, reprenant à son compte la notion hégélienne de la totalité concrète comprise comme synthèse ou unité de plusieurs éléments particuliers⁶ :

C'est dans ce contexte seulement qui intègre les différents faits de la vie sociale (en tant qu'éléments du devenir historique) dans une totalité, que la connaissance des faits devient possible en tant que connaissance de la réalité. Cette connaissance part des déterminations simples, pures, immédiates et naturelles (dans le monde capitaliste) que nous venons de caractériser, pour avancer à partir d'elles vers la connaissance de la totalité concrète en tant que reproduction en pensée de la réalité⁷.

La société devient ainsi une sorte de lieu de la *déshumanisation* pour le prolétariat : « Cette métamorphose du travail en marchandise

-
1. Karl Marx, *Le caractère fétiche de la marchandise et son secret*, Paris, Allia, 1995.
 2. Max Hockheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard, 1974.
 3. Martin Jay, *Marxism and Totality, The Adventures of a Concept from Lukács to Habermas*, Berkeley, University of California Press, 1984, p. 100.
 4. Karl Korsch, *Marxisme et philosophie*, Paris, Éditions de Minuit, 1964.
 5. Jay, *op. cit.*, p. 85. Lukács reniera plus tard sa position sous pression du Parti, qui exigea qu'il fasse son « autocritique » pour avoir dérivé de la lecture officielle de Marx.
 6. Jay, *ibid.*, p. 104.
 7. Lukács, *op. cit.* p. 26.

élimine [...] tout ce qui est « humain » de l'existence immédiate du prolétariat¹ ». Le travailleur se trouve alors « incorporé comme partie mécanisée dans un système mécanique qu'il trouve devant lui, achevé et fonctionnant dans une totale indépendance par rapport à lui, aux lois duquel il doit se soumettre² ».

Cette usurpation du lieu de la médiation par le fétichisme marchand a pour effet de rendre l'individu étranger à lui-même et aux autres. La conscience réifiée est incapable de se reconnaître dans ses productions.³ Le fétichisme accomplit cette opération d'occultation en médiatisant toute relation à travers le prisme des échanges marchands et en détruisant concrètement les autres modalités relationnelles *organiques* qui unifiaient le corps social :

La mécanisation de la production fait d'eux, à cet égard aussi, des atomes isolés et abstraits que l'accomplissement de leur travail ne réunit plus de façon immédiate et organique et dont la cohésion est bien plutôt, dans une mesure sans cesse croissante, médiatisée exclusivement par les lois abstraites du mécanisme auquel ils sont intégrés⁴.

Le marxisme orthodoxe tend à procéder à la même abstraction, même si son intention est ensuite de regrouper en classe les travailleurs que l'on considère *a priori* comme atomisés, prenant pour point de départ ce que le capitalisme tente précisément de faire : détruire le lien social traditionnel pour créer, comme facteur de production, des réalités autonomisées arrachées à leur milieu organique.

En ce qui concerne le lieu de la totalité, la société se trouve désubstantialisée, évidée de tout contenu normatif hérité ou produit réflexivement (et donc *politiquement*), de sorte que son unité ne peut plus être pensée qu'*a posteriori*, comme procédure sans ancrage ontologique ou historique, comme conjonction purement formelle de processus et systèmes de rationalité partielle, sans autre rationalité d'ensemble que leur influence réciproque :

1. Lukács, *op. cit.*, p. 219.

2. Georg Lukács, « La réification et la conscience du prolétariat », dans *Histoire et conscience de classe*, *op. cit.*, p. 110-256, p. 117

3. Jay, *op. cit.*, p. 111.

4. Lukács, *op. cit.*, p. 118.

La vraie structure de la société apparaît bien plutôt dans les ensembles partiels, indépendants, rationalisés, formels, de lois, qui ne tiennent nécessairement entre eux que formellement (c'est-à-dire que leurs interdépendances formelles peuvent être systématisées formellement), et ne donnent entre eux, matériellement et concrètement, que des interdépendances contingentes¹.

La réification consiste, pour la conscience, à hypostasier les lois et les catégories propres de l'économie capitaliste et à se détourner de toute conception *ontologique et organique* de l'unité du social pour privilégier plutôt *l'abstraction formelle* de l'espace virtuel des échanges marchands, qui remplace les *lieux de synthèse ontologiques* et les médiations qui étaient au cœur de la reproduction de la totalité comme unité synthétique *a priori*.

Ce que ne voit pas le matérialisme orthodoxe, c'est que son point de départ intervient, en termes logiques, après, ou plutôt, au sein de cette mutation, dont la critique tend à épouser les contours. Ainsi, l'abstraction economiciste de l'économie politique libérale ou marxiste, en voulant nier la domination dogmatique et en y amalgamant le symbolique en entier, accomplit en termes idéologiques ce que le capitalisme accomplit en termes concrets.

La rupture de la modernité avec les contenus traditionnels prend ses racines dans l'attitude moderne vis-à-vis de l'époque médiévale. La désagrégation de la féodalité apparaît comme éclatement des cadres devant libérer l'individu de la société, et la société de la tradition. Or, comme le relève Marx, cette émancipation a, en quelque sorte, jeté le bébé avec l'eau du bain :

L'émancipation politique fut en même temps l'émancipation de la société bourgeoise de la politique, et même de l'apparence d'un contenu d'ordre général. La société féodale se trouva décomposée en son fond, l'homme, mais l'homme tel qu'il en était réellement le fond, l'homme égoïste².

Ce démontage radical des institutions traditionnelles élève le besoin égoïste, l'argent et le trafic en « mesures de toute chose ».

1. *Ibid.*, p. 130.

2. Karl Marx, *La question juive*, Paris, UGE 10/18, 1968, p. 43.

Selon Marx, c'est le passage par le christianisme qui représente au fond l'étape qui précède l'effondrement moderne vers l'utilitarisme généralisé :

Ce n'est que sous le règne du christianisme, qui extériorise tous les rapports nationaux, naturels, moraux et théoriques de l'homme, que la société bourgeoise pouvait se séparer complètement de la voie de l'État, déchirer tous les liens génériques de l'homme et mettre à leur place l'égoïsme, le besoin égoïste, décomposer le monde des hommes en un monde d'individu atomistiques, hostiles les uns aux autres¹.

La réalité « aplatie »

Dans la mesure où « l'aliénation, c'est la pratique du dessaisissement² », le besoin égoïste et le fétichisme marchand apparaissent ainsi comme la nouvelle forme de dépossession où l'homme se trouve à nouveau dépossédé *dogmatiquement* d'un lieu à partir duquel exercer sa réflexivité vis-à-vis de l'ordre des choses, lui permettant de recevoir les formes et contenus du passé pour les investir à nouveau de manière critique à travers sa pratique. Cette fois, cependant, ce n'est plus à travers l'extériorité d'une transcendance extra-mondaine, mais par un aplatissement radical de la réalité dans l'immanence³, où l'homme se trouve enfermé dans l'ordre de la nécessité, le monde lui apparaissant comme une puissance extérieure et adverse :

De même que l'homme, tant qu'il est sous l'emprise de la religion, ne sait concrétiser son être qu'en en faisant un être fantastique et étranger, de même il ne peut, sous l'influence du besoin égoïste, s'affirmer pratiquement et produire des objets pratiques qu'en soumettant ses produits ainsi que son activité à la domination d'une entité étrangère et en leur attribuant la signification d'une entité étrangère, l'argent⁴.

1. *Ibid.*, p. 54.

2. *Ibid.*, p. 55.

3. Il y a chez Marx une tension à cet égard, si bien que plusieurs épigones ont été tentés de « décapiter » la dialectique en supprimant la structure symbolique pour ne renvoyer qu'à la pratique matérielle. Voir la conclusion.

4. *Ibid.*, p. 55.

La modernité ne se trouve guère avancée dès lors que « l'émancipation » substitue une puissance étrangère à une autre. Cela devrait interpeller les matérialistes vulgaires pour qui il faut absolument en découdre avec la représentation symbolique sous toutes ses formes pour accéder à la « réalité » vraie. N'est-ce pas le plus sûr moyen de s'y enchaîner ? Certes, chez Marx :

Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc. [...] Ces représentations sont l'expression consciente, réelle ou imaginaire, de leurs rapports et de leur activité réels, de leur production, de leur commerce, de leur (organisation) comportement politique et social¹.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que ces « expressions conscientes », *idéologiques*, des rapports matériels, ne contiennent *que du faux*, et, de manière plus importante encore, que l'on peut simplement décréter que la conscience puisse s'en dispenser pour qu'*immédiatement* s'imprègne au cerveau la matérialité des choses.

Bien sûr, « à l'encontre de la philosophie allemande qui descend du ciel sur la terre, c'est de la terre au ciel que l'on monte ici ».² Mais il faut bien, un jour, redescendre ! Mais alors, « l'émancipation », loin de signifier qu'il faille éliminer comme mensonger le lieu de la représentation symbolique, renvoie nécessairement à un lieu où une représentation nouvelle informe la pratique (et inversement) vers un changement. S'en tenir au matérialisme vulgaire, c'est oublier « qu'il faut les hommes pour transformer les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué³ ».

« Au-delà » du matérialisme

Le matérialisme historique, s'il se veut « dialectique », ne saurait procéder par simple renversement de la *camera obscura*, substituant le *sensible* aux idées. Marx en était très conscient, et cela apparaît clairement dans cette critique adressée à Feuerbach :

1. Karl Marx, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 50.

2. *Ibid.*, p. 51.

3. Marx, Karl, « Thèses sur Feuerbach », *L'idéologie allemande, op. cit.*, p. 24.

Le monde sensible qui l'entoure n'est pas un objet donné directement de toute éternité et sans cesse semblable à lui-même, mais le produit de l'industrie et de l'état de la société, et cela en ce sens qu'il est un produit historique, le résultat de l'activité de toute une série de générations, dont chacune se hissait sur les épaules de la précédente¹.

La matérialité du monde est à la fois produite des humains faisant l'histoire, continuant l'histoire qui les a faits, et dialectique de la nature. Le « ciel » de la représentation et la matérialité du *sensible*, de la pratique, renvoient l'un à l'autre, l'un comme mémoire et réflexivité, l'autre comme pratique, action, présence au monde. Le matérialisme vulgaire, en refoulant l'un des deux termes de cette dialectique, consacre la réduction de la réalité de l'humanité à la seule utilité liée au besoin égoïste, formalisant le politique et oubliant son contenu : prise en charge réfléchie de ce qui a porté l'être-advenu jusqu'ici.

Lukacs et Korsch, qui allaient devenir les prédécesseurs de l'École de Francfort, avaient bien constaté les limites des explications strictement « matérialistes » propres à la Deuxième internationale et en avaient appelé à un retour à la philosophie de Hegel, décriée jusque là à tort comme de la « mystique idéaliste ». Il s'agissait pour eux de retrouver l'importance de la dialectique, de la représentation et de la médiation symboliques, mais aussi celle de l'idée de la société comprise comme une totalité, c'est-à-dire comme lieu de synthèse culturel-symbolique et politico-institutionnelle traversé par un sens et des contenus particuliers.

Contre l'abstraction economiciste et atomistique propre au matérialisme orthodoxe avec sa conception plutôt mince de l'importance, objective et subjective, de l'idéologie et du symbolique, il s'agissait de retrouver les *structures de sens* et la dialectique hégélienne, seul moyen de renouer avec des contenus qu'il s'agissait de retrouver en les dépassant².

1. *Ibid.*, p. 56.

2. Et ceci même si Lukacs est hostile à la dialectique de la nature, et très idéaliste. Il ainsi moins question de découvrir le contenu historique ou essentiel des choses que de redécouvrir ce dont l'humanité productrice est l'auteur, mais sans le savoir. Tout de même, on accorde une consistance aux structures de sens.

En somme, le marxisme et le libéralisme modernes font table rase du passé pour fonder, à partir d'individus atomisés et délivrés des représentations mensongères, les deux versants d'une même lutte de classes économique où les contenus communs ne servent pas d'héritage ou de fondation, mais de masque cachant l'absence totale de point d'entente ou de culture commune à ces deux univers de sens mutuellement exclusifs. Le marxisme et le libéralisme sont aussi fidèles au caractère « parasitaire » de la modernité, qui « vit aux dépens d'une réalité qu'il n'a pas faite et dont la critique est censée suffire à l'instituer¹ ».

Cette opération s'effectue au détriment d'une réalité et de contenus traditionnels qui se trouvent refoulés sous le manteau des catégories économiques, au même titre que les dialectes locaux ou pratiques subnationales, écrasées par l'État-nation unitaire. Au lieu « d'accueillir l'existence », c'est-à-dire de fonder l'État moderne dans le respect des formes et des contenus qu'on dépasserait en les conservant, la *tabula rasa* balaie le passé sous le tapis et part à neuf à partir d'une abstraction économiciste.

Cette abstraction, (dés)incarnée dans le marché, travaille depuis à son expansion, cependant que la dérégulation politique de l'économie se double d'une crise de la culture, elles-mêmes corollaires d'une crise des fondements et de l'emballement de la rationalité instrumentale. C'est à mesure qu'éclatent la communauté politique nationale et la médiation étatique, dans le double mouvement de dépolitisation de l'économie (crise de la régulation) et d'expansion de la logique dénormativisée/dénormativisante de l'économie, que s'effrite l'idée même d'une communauté capable de se réfléchir au moyen de représentations communes.

Lutte des classes dans l'espace culturel

Or, l'existence d'un tel espace, culturel-symbolique et politique, était nécessaire pour que puisse s'exercer une lutte de classes, où le pouvoir reproduit sans doute une idéologie de légitimation à son avantage et à celui de la classe qui le sert, mais où le prolétariat peut espérer formuler ses propres représentations révolutionnaires refondatrices.

1. Gilles Labelle, « Péguy et la "fausse république du Québec" », *Le Devoir*, 19 avril 2008

Le processus de désymbolisation des rapports sociaux dans lequel est engagée la société postmoderne signifie l'effondrement de l'espace moderne des luttes de classes et de pouvoir sur lui-même pour être ramené à l'affrontement direct et immédiat des forces entre elles, jusqu'à la destruction violente de l'Autre. (Soi-disant choc des civilisations, intégrismes religieux ou matérialistes, révoltes en périphérie urbaine).

C'est dire que la culture, le symbolique et les institutions politiques offrent un certain cadre et perpétuent certaines formes, certains contenus, des « réserves de tradition » qui ont ouvert l'espace de lutte de classes, mais que le marxisme a refoulé en adhérant d'emblée aux catégories modernes

Le processus de désenchantement s'est poursuivi, et l'on n'a plus reproduit de rapport réfléchi au passé, dont Walter Benjamin disait qu'il était le moteur de la haine et du sacrifice nécessaires à la lutte des classes¹. Sans travail de mémoire, donc, et sans retour critique sur l'abstraction anti traditionnaliste et anti symbolique du matérialisme vulgaire, le discours marxiste risque de continuer à parler dans le vent, et dans un espace public de plus en plus flétri, où la droite semble seule incarner la passion politique qui semble en mesure de lutter contre la dissolution du commun.

Le principal mensonge de la mystification libérale du « progrès » est sans doute d'avoir proposé une institution se niant elle-même et qui prétendait sortir de toutes les autres : celle de la production de la liberté par elle-même, de la société par elle-même, du moi à partir de lui-même comme si cette production, parce qu'elle ne peut plus être soutenue dogmatiquement, cesse d'être reproduction de la vie des individus et des sociétés dans l'histoire, et donc forcément poursuite d'un développement ontogénétique et transmission de culture.

Cela est non seulement ingrat, mais aussi simpliste et irresponsable. On peut bien pavoiser avec arrogance et soutenir qu'on a pénétré les causes secrètes des choses parce que l'on en est venu à dire que tout n'est que matière organisable par la puissance. Cela ne fait que montrer avec éclat qu'on est tout entier absorbé par ce

1. Walter Benjamin, « Sur le concept d'Histoire », in *Œuvres* 3, Paris, Gallimard, Folio, 2000.

déni idéologique du respect nécessaire des formes propres à la modernité et à la postmodernité qu'elle est devenue précisément à cause de ce refoulement.

Reste qu'en désacralisant le monde pour le réduire à sa matérialité instrumentalisable, nous avons nié le secret, caché dans les mythes et religions, qui vient rappeler que notre liberté s'inscrit dans la dépendance au symbolique. Ainsi sommes-nous en train de faire main basse sur le monde et sur nous-mêmes, en oubliant de respecter ce à quoi est suspendue la reproduction du Tout, pour pouvoir produire en tirant le maximum de nous-mêmes, jusqu'à nous étouffer.

Si, suivant Marx, « l'aliénation, c'est la pratique du dessaisissement¹ », peut-être faut-il concéder à Aragon, qu'à trop vouloir nous ressaisir et nous saisir après des siècles de religiosité, nous sommes au risque de nous broyer : « *Rien n'est jamais acquis/ pas l'homme ni sa force/ ni sa faiblesse, ni son cœur/ Et quand il croit ouvrir ses bras/ son ombre est celle d'une croix/ Et quand il veut serrer son bonheur, il le broie²* ».

Peut-être nous faut-il pratiquer quelque dessaisissement volontaire en reconnaissant la place de *l'aliénation positive*, c'est-à-dire en reconnaissant la transcendance (laïque, est-il nécessaire de le dire ?) de ce qui nous dépasse ou nous a fait dans sa fragilité et la nécessité d'en prendre soin. « Il s'agit de trouver une alternative non religieuse à la religion, dans laquelle la religion puisse entrer³ », au sens de ce qui nous lie au passé et nous empêche de tout défaire.

Les enjeux québécois

Le parachèvement tardif de la modernisation du Québec a laissé celui-ci avec une République inachevée⁴. Tout le monde n'a pas profité également du projet moderne, ni de l'assistanat keynésien. Toute une caste de « privilégiés », allant des politiciens professionnels corrompus aux assistés sociaux ont alors donné l'impression d'avoir empoché les deniers publics pendant que les autres, en « région », continuent à vivre sous l'influence de matri-

1. Marx, *La question juive*, op. cit., p. 55.

2. Paroles de Louis Aragon, dans la chanson *Il n'y a pas d'amour heureux*, chantée par George Brassens.

3. Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie*, Paris, Gallimard, 1998, p. 51.

4. Voir Labelle, op. cit.

ces symboliques plutôt conservatrices et hostiles à la révolution tranquille.

Ajoutons à cela la libéralisation des mœurs (féminisme, droit des gais, multiculturalisme, etc.) qui a mal passé. Mais soulevons surtout la colère anticléricale et anti-institutionnelle qui a été le moteur de la Révolution tranquille. La table est mise pour un balayage en règle style *tabula rasa* des formes et contenus traditionnels, à un double refoulement du conservatisme traditionnel et du problème théologico-politique qui se trouve en arrière-plan.

L'État se fonde donc en détruisant les institutions (formes) et valeurs (substances) qu'il aurait dû nier, c'est-à-dire dépasser. Il jette ainsi ses fondations au-dessus du vide, étant fondé sur un principe libéral-libertaire et antivertical, qui est en contradiction avec son existence. Lorsqu'il finit par éclater au profit du Marché et du Droit, ce qui avait été subsumé sous sa loi unitaire ressurgit. On s'étonne de voir la Commission Bouchard-Taylor ou la montée du conservatisme sans remarquer que ces réalités *ont toujours été là*, si ce n'est qu'elles s'exacerbent à mesure que s'effondre la façade du commun étatique sous les attaques du libéral-multiculturalisme. Les classes populaires des régions résistant au moyen d'un repli identitaire à cette nouvelle idéologie et cette mutation vers le monde du relativisme et de l'indifférencié.

Ce sont deux conceptions du monde qui s'affrontent une fois que se brise le mythe d'un État achevé du Québec, montrant que la république est toujours « à faire » contre les technocrates qui ont voulu prétendre que sa mystique était épuisée, et contre les ennemis de la république.

Le républicanisme suppose que la société soit traversée par diverses valeurs transcendantales, héritées et reproduites de manière critique, conditions tout autant de la permanence que de l'autonomie de la société.

Le modèle libéral, lui, se présente plutôt sous la forme d'un appareillage de gestion des différentes tensions entre groupes organisés. Dans la perspective libérale, l'unité de la société n'existe que dans la cohabitation procédurale *a posteriori* de différents groupes organisés (associations, organisations, groupes culturels, etc.), c'est-

à-dire que la société est un lieu réputé *neutre* et sans *antagonisme fondateur* (donc proprement politique) déterminant le partage du sensible, l'allocation des ressources s'effectuant sur la base de la compétitivité entre les différentes *identités* réputées *égales* :

De cette conception individualiste de la société émane un modèle d'intégration, appelé au Canada le multiculturalisme : la société n'étant pas porteuse d'identité, libre à tous les individus de préserver leurs propres cultures. Ainsi, en l'absence de valeurs identitaires communes à offrir en partage, ce modèle ne peut donc conduire qu'à une sorte de « vivre-dans-la-différence », dont témoignent les phénomènes de ghettoïsation, de repli sur soi des cultures arrivantes, qui affligent actuellement de nombreux centres urbains canadiens¹.

Cela a pour corollaire le blocage des modes de « subjectivation politique² » sous prétexte qu'aucune valeur ou culture ne saurait s'élever au-delà de la part qui lui est accordée, dans la mesure où « ce qu'interdit une telle procédure faire de tolérance³ », c'est le vrai geste de *politisation*.

Voilà la politique au sens propre du terme : le moment où une demande particulière n'est pas simplement partie de la négociation entre intérêts, mais conduit à quelque chose de plus, et commence à fonctionner comme la condensation métaphorique de la restructuration globale de l'espace social dans sa totalité. Le contraste est évident entre cette subjectivation et la prolifération, aujourd'hui, de « politiques identitaires » postmodernes dont l'objectif est l'exact contraire, c'est-à-dire, précisément, l'affirmation de l'identité particulière de chacun, de la place appropriée de chacun au sein de la structure sociale⁴.

1. Danic Parenteau, « Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. Pourquoi un tel débat au Québec ? », *Le Devoir*, 28 août 2007, page A-7. Danic Parenteau, « Pourquoi les Hérouxvillois ont-ils besoin de dire au monde ce que nous sommes ? », *Le Devoir*, mercredi, 7 février 2007, p. A7
2. Slavoj Žizek, *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, Paris, Climats, 2007, p. 91
3. Sur la critique de la « tolérance » répressive, voir les travaux de l'École de Francfort, dont Éric Frömm et Herbert Marcuse. Voir également Robert Wolf, Paul Moore et Herbert Marcuse, *A Critique of Pure Tolerance*, Boston, Beacon Press, 1969..
4. Žizek, *op. cit.*, p. 58

La société post politique ?

La procédure libérale *post politique* et son appareil d'experts et de thérapeutes vient prendre en charge, de manière empirique et immédiate, chaque *problème* de sorte qu'il se trouve réintégré dans la procédure et *géré*, c'est donc dire *neutralisé* dans sa prétention à l'universalité :

Ce que la post politique tend à prévenir, c'est précisément cette universalisation métaphorique de demandes particulières : la post politique mobilise le gigantesque appareil d'experts, de travailleurs sociaux, etc. pour réduire la demande (plainte) d'un groupe particulier à une simple demande à teneur particulière – peu importe que cette fermeture étouffante donne lieu à « d'irrationnelles » explosions de violence comme seul moyen de donner à s'exprimer la dimension excédant le particularisme.¹

Cela entraîne un refoulement propre à la *tolérance répressive*, où chacun est *toléré* du moment qu'il accepte la procédure et la part qui lui est impartie, le corollaire de cet état de fait impliquant le « retour du refoulé »² sous la forme bien particulière de l'effondrement du symbolique, c'est-à-dire de la confrontation non-médiatisée d'étrangers, d'altérités radicales engagés dans une lutte violente pour refuser l'Autre dans son existence même, puisque celui-ci est vu comme menace :

Cette vision-pratique multiculturelle de l'« unité dans la différence » (« tous égaux, tous différents) laisse ouverte comme seul moyen de marquer sa différence, la possibilité du geste proto-sublimatoire consistant à élever un Autre contingent (de race, sexe, religion) en « Autre absolu » de la Chose impossible, en menace ultime contre notre identité- en cette Chose qui doit être annihilée si nous voulons survivre [...] L'univers « adulte » de la coexistence entre différents groupes — coïncide avec son exact contraire, avec des explosions de violence entièrement contingentes³.

1. *Ibid.*, p. 50.

2. « Les formes postmodernes de la violence ethnique, avec leur caractère « irrationnel » démesuré, ne constituent plus de simples retours du refoulé » mais représentent plutôt un cas d'effondrement (du symbolique) qui (...) retourne dans le Réel. » *Ibid.*, p. 39)

3. *Ibid.*, p. 45.

Avec la dépolitisation de l'économie et des rapports sociaux, la société politique se scinde en deux : d'une part, la « violence ultra-objective structurelle inhérente aux conditions sociales du capitalisme global¹ » et, de l'autre, la « violence ultra-subjective des fondamentalismes ethniques et/ou religieux (en résumé : racistes) nouvellement émergents² ».

De sorte que, dans la *société post politique*, il « ne se passe rien », en termes événementiels, en dehors de la processualité impersonnelle du Marché, chacun se tenant à sa place, dans sa *part* attribuée. Dès lors, le seul moyen pour ce qu'il reste du Sujet de s'éprouver consiste à renouer avec les pratiques subnationales ou avec les identités *fondamentales* et à chercher la reconnaissance qui, hélas, ne vient jamais dans un monde où les médiations sont usurpées par la technique, ce qui ne peut mener qu'à la violence.

Un conservatisme de gauche?

Pour l'heure, seuls les partis néoconservateurs ou populistes de droite ont flairé ce « désir absolu d'un chez-soi », cette colère populaire dont ils ont tâché de se faire le relais. Aussi, la gauche doit faire un sévère examen de conscience sur la façon dont elle a participé au refoulement moderne des contenus substantiels et des formes symboliques traditionnelles, qu'elle continue à ignorer dans ses analyses matérialistes, ce qui l'empêche complètement de saisir l'action des matrices symboliques et idéologiques, qui opèrent en coulisse, pour expliquer le repli identitaire des classes populaires, la crise du projet d'indépendance, la désaffection cynique du politique et la difficulté d'un discours rationnel sur l'injustice économique, qui s'adresse à l'intérêt, à traverser la barrière de l'insécurité (dont on ne discute pas mais qui vient pourtant murer les oreilles des exploités !) pour permettre la formation de classe.

Je parle d'un marxisme révolutionnaire doublé d'une sorte de « conservatisme » (sic) ontologique et culturel qui refuse d'adhérer spontanément au progressisme libéral et au discours libéral-libertaire qui veut faire sauter toutes les normes sous prétexte « d'émancipation », plutôt que d'entrer en rapport réfléchi avec les formes, par exemple la

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*, p. 46.

famille, qu'il s'agit de dépasser dans le socialisme. Pour l'heure, la gauche a eu plutôt tendance à lever le nez sur ces réalités. Résultat : ce sont les conservateurs qui semblent encore parler du commun, même s'ils le folklorisent et le réifient énormément.

Autrement, on ne peut comprendre la forme précise que prend l'aliénation des classes populaires par les partis de droite qui sont les seuls à se faire l'écho de ce que le sens commun sait depuis longtemps : aucune société ne survit sans transmettre sa culture. La Révolution tranquille a marqué une rupture de cette transmission. Au bout, par contre, l'édifice symbolique aporétique et sans fondations substantielles s'est effondré, et c'est le marché qui attend les Québécois et Québécoises la gueule ouverte. Faut-il les blâmer de s'accrocher maladroitement aux formes traditionnelles qui dorment comme des braises « dessous la cendre » ? La seule façon de lutter contre le marché est d'affirmer l'existence de médiations culturelles, symboliques et institutionnelles qui maintiennent un espace d'écart entre la réalité binaire et plate du monde des échanges économiques et la société qui le déborde humainement et socialement.

L'école au service de la classe dominante, trente ans plus tard

VÉRONIQUE BROUILLETTE

EN 1972, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ, qui est devenue plus tard la Centrale des syndicats du Québec, la CSQ) publiait un « manifeste » décapant, *L'école au service de la classe dominante*¹. C'était une époque où les centrales syndicales s'inspiraient fortement de l'analyse des classes sociales et dénonçaient ouvertement le capitalisme. La CSN avec son manifeste *Ne comptons que sur nos propres moyens*, et la FTQ avec le sien, *L'État, rouage de notre exploitation*, exprimaient chacune à sa manière la perspective d'un syndicalisme de combat prêt à confronter le « grand système ». Dans son manifeste, la CEQ affirmait que l'école contribuait à reproduire les inégalités sociales et l'idéologie dominante. On affirmait que « l'ennemi commun » des travailleurs était le capitalisme et que les enseignants, solidaires de la classe ouvrière, avaient leur propre lutte à mener. Bien que le contexte du Québec ait beaucoup changé depuis les années 1960 et que les centrales syndicales utilisent un discours moins idéologiquement marqué, plusieurs aspects de l'analyse demeurent pertinents aujourd'hui. Nous pouvons encore affirmer que « l'école n'est pas neutre », que « notre société est bâtie sous le signe du profit » et que « l'école transmet l'idéologie dominante », comme le disait la CEQ en 1972.

L'éducation n'est pas neutre

L'école au service de la classe dominante empruntait aux théories de la reproduction² selon lesquelles l'école est à l'image de la

1. CEQ, *L'école au service de la classe dominante*, Dossier adopté au Congrès de la CEQ de juin 1972.
2. Voir notamment Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers* (Paris, Éditions de Minuit, 1964) et *La reproduction* (Paris, Éditions de

société capitaliste et reproduit les inégalités sociales et économiques. En effet, les enfants provenant de milieux plus favorisés et détenant un plus grand capital culturel réussissent généralement mieux à l'école que les enfants provenant de milieux défavorisés parce que l'école transmet la culture dominante, bourgeoise. Cette école de pensée a marqué la sociologie de l'éducation, mais sa dimension déterministe a été souvent critiquée. On pourrait en effet rétorquer que le système d'éducation québécois, par exemple, est aujourd'hui beaucoup plus accessible, qu'il permet aux enfants de tous les milieux d'avoir accès à une éducation de qualité et qu'il favorise ainsi une mobilité sociale ascendante. Néanmoins, la grille d'analyse des théories de la reproduction n'est pas dépourvue d'intérêt dans la mesure où elle prend en considération la dimension idéologique de l'éducation. En effet, l'éducation n'est pas neutre, elle ne l'a jamais été. On semble assister aujourd'hui à une polarisation de points de vue sur l'éducation exprimée par un clivage de plus en plus grand entre une vision plus néolibérale de l'éducation et une vision démocratique qui s'y oppose¹.

L'éducation à l'ombre de la mondialisation néolibérale

Qu'est-ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui par rapport aux années 1970? Les réformes éducatives ne répondent plus seulement à des objectifs nationaux, mais sont fortement inspirées par les idées des grandes organisations internationales comme l'OCDE pour les pays développés, la Banque mondiale pour les pays du Sud ou même l'OMC pour l'enseignement supérieur. Ces organisations prônent un modèle éducatif fondé sur la « production du capital humain dans un contexte d'économie du savoir ». Ce discours que les pouvoirs politiques et économiques nous servent depuis les années 1980 est essentiellement utilitariste. Il met l'accent sur l'éducation comme un instrument permettant d'augmenter la productivité et donc la compétitivité des États. Dans

Minuit, 1970) et l'ouvrage marquant de Christian Beaudelot et Roger Establet publié en 1971, *L'école capitaliste en France* (Paris, Maspéro).

1. Pour une vision plus complète du développement du néolibéralisme en éducation au Québec dans un contexte de mondialisation, voir Jocelyn Berthelot, *Une école pour le monde. L'éducation québécoise dans un contexte de mondialisation*, Montréal, VLB éditeur, 2006.

un contexte d'économie ou de société du savoir (développement des emplois du secteur tertiaire, développement des technologies de l'information et des communications, etc.), l'éducation devient un enjeu stratégique pour les États.

Au-delà de l'intervention des organisations internationales, le mouvement de la nouvelle droite en éducation est défini par plusieurs chercheurs comme reflétant une combinaison d'idées conservatrices et néolibérales et faisant appel à Milton Friedman et Friedrich Von Hayek au niveau théorique. Ces derniers prônent une intervention minimale de l'État, encouragent le recours au privé dans les affaires publiques et élèvent les prétendues lois naturelles du marché au rang de régulateur social. Les États comme la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont entrés de plein fouet dans ce mouvement, comme en témoignent les réformes éducatives entreprises à partir des années 1980, qui privilégient le libre choix du « consommateur d'éducation », encouragent le développement du secteur privé et la transformation du rôle de l'État, voient dans la compétition et la sélection scolaire les moteurs d'amélioration de l'éducation et conçoivent l'éducation d'abord en termes d'avantages économiques, plutôt qu'en fonction de son rôle émancipateur dans la formation de citoyen-nes éclairé-es.

Le « modèle » atterrit au Québec

Au Québec, le plus ardent défenseur du néolibéralisme est l'*Institut économique de Montréal*, un *think thank* de droite dont le pendant canadien est l'*Institut Fraser*. Selon ces derniers, le libre marché serait le mode le plus efficient d'allocations des biens et des services, car il réagirait rapidement aux désirs de ses clients et maximiserait la liberté de choix. Leur cadre conceptuel se limite à une analyse coûts/bénéfices, qui serait, selon eux, la façon la plus rationnelle et objective de comprendre le monde dans lequel nous vivons. En éducation, l'*Institut économique de Montréal* reprend la dénonciation du « monopole de l'éducation publique », développée dès la fin des années 1980 par Migué et Marceau, deux de ses pères fondateurs. Il suffit d'observer l'importance accrue

prise par les entreprises privées dans l'éducation québécoise pour se convaincre que, comme l'affirmait le Manifeste de la CEQ en 1972, l'école n'est pas neutre. Ainsi, l'entrepreneurship est devenu une compétence valorisée chez les élèves et le personnel; il s'agit même d'un domaine général de formation. Le gouvernement Charest a d'ailleurs annoncé sa volonté de développer, au primaire et au secondaire, des projets entrepreneurship-études, comme il en existe dans d'autres domaines, avec la collaboration des associations patronales. Il n'y a rien de pareil concernant le syndicalisme!

Ubisoft, un cas qui fait réfléchir

À l'hiver 2005, « l'affaire Ubisoft » a créé un précédent inquiétant. Le ministère de l'Éducation accordait une subvention de 5,3 millions de dollars pour la création de trois attestations d'études collégiales conçues par un cégep public situé en région, mais dispensées dans les locaux de l'entreprise multinationale de jeux vidéos Ubisoft, situés à Montréal. L'Université de Sherbrooke, l'Université de Montréal et le réseau de l'Université du Québec ont également signé des ententes de collaboration avec la firme dans le but de développer des programmes de deuxième cycle et des collaborations de recherche. De façon générale, la multinationale a un droit de regard sur la formation et sur les sujets de recherche. Il s'agit d'une forme à peine déguisée de privatisation de l'éducation.

Le rôle de l'État en question

La remise en question du rôle de l'État a conduit à des coupes budgétaires importantes et à une décentralisation vers les établissements. On observe une réduction de la taille et de l'intervention de l'État québécois en éducation, comme en témoigne la diminution de la part du produit intérieur brut (PIB) en éducation depuis les années 1990, passée de 8,9 % du PIB en 1993-1994 à moins de 7,5 % en 2005-2006. Sur un budget de 54,6 milliards de dol-

lars, cela représente une perte de 4,1 milliards¹. Comme ailleurs en Occident, le système éducatif québécois a connu un double mouvement de décentralisation et de centralisation. Les établissements d'enseignement se sont vus confier de plus grandes responsabilités, mais l'État a renforcé son contrôle sur l'évaluation des résultats. La décentralisation vers les établissements d'enseignement a été présentée comme une façon de rapprocher le lieu de décision du lieu de l'action, de favoriser la démocratie locale. Mais elle est aussi souvent présentée sous son angle plus marchand, comme une façon de donner plus de pouvoirs aux utilisateurs ou « consommateurs » de services éducatifs.

Au nom de la décentralisation

Le mouvement de décentralisation en éducation s'est traduit au Québec par la création des conseils d'établissements dans le secteur de l'enseignement obligatoire et par un accroissement de l'autonomie des cégeps en éducation postsecondaire, ainsi que par ce qu'on a appelé la transition à *l'État évaluateur*. Ces deux éléments ont été l'objet d'importantes luttes. La mobilisation du personnel de l'éducation a notamment contraint le gouvernement à revoir le rôle et la composition des conseils d'établissement; le cadre législatif adopté assure un équilibre entre la représentation syndicale et parentale et respecte l'autonomie professionnelle du personnel. Il s'agit de gains importants pour le milieu de l'éducation. Quelques années plus tard, le gouvernement est revenu à la charge en proposant d'amender la loi pour obliger les conseils d'établissement des écoles à se doter de plans de réussite comprenant une obligation de résultats en termes de taux de diplomation et de reddition de comptes. Les documents ministériels prévoyaient que chaque école devrait prendre les moyens pour que sa diplomation progresse de deux points de pourcentage par année, un objectif irréaliste. La mobilisation syndicale a toutefois contraint à nouveau le gouvernement à refaire ses devoirs et à retirer de son projet l'obligation de résultats à l'enseignement obligatoire. Il s'agit là encore d'une victoire syndicale importante au Québec.

1. MELS, *Indicateurs de l'éducation 2007*.

L'enjeu des cégeps

À l'enseignement postsecondaire, la lutte contre l'obligation de résultats a été plus ardue. Les cégeps sont liés par l'obligation de résultat, c'est-à-dire qu'ils ont l'obligation de se fixer des cibles d'amélioration des taux de diplomation dans leurs plans de réussite, qui sont inclus dans leurs plans stratégiques. Les plans de réussite des collèges doivent tenir compte des cibles quantitatives de diplomation établies par le ministère de l'Éducation. Notons également que les cégeps sont les seuls établissements d'enseignement du Québec qui doivent soumettre leurs plans stratégiques et leurs politiques institutionnelles à un organisme d'évaluation externe, la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial. Cet organisme a été créé en 1993, quand les cégeps se sont vus reconnaître officiellement le statut d'établissement d'enseignement supérieur et ont acquis plus d'autonomie. La décentralisation des cégeps est apparue au même moment où le gouvernement du Québec, poursuivant son objectif du « déficit zéro », amputait de 260 millions de dollars les subventions accordées aux collèges, soit plus du quart de leur budget entre 1994 et 1998, ce qui a eu des effets dramatiques sur les membres du personnel et sur les élèves.

« Productivité »

Les universités sont quant à elles entrées de plain-pied dans l'obligation de résultats avec l'instauration de « contrats de performance » en 1999. Inspirés par le courant de la « *Nouvelle gestion publique* », les différents ministres de l'Éducation qui se sont succédé depuis la fin des années 1990 ont mis l'accent sur la gestion de la productivité en éducation. Or, une telle approche est fort éloignée du monde complexe de l'éducation et elle comporte plusieurs effets pervers. Comme le révèlent les expériences étrangères, un tel accent sur les résultats pousse les établissements d'enseignement à négliger le contenu réel de la formation pour favoriser une simple amélioration des scores, à renforcer la sélection des élèves sur la base des résultats scolaires, à alléger les critères d'évaluation, etc.

L'école au choix des « consommateurs »

L'argent mène le monde. C'était vrai en 1972, c'est encore plus vrai aujourd'hui. Élevé au rang d'idéologie dominante, le néolibéralisme affecte toutes les sphères de la société, y compris les services publics qui empruntent aux façons de faire de l'entreprise privée, soi-disant pour être plus productifs, efficaces et efficaces. Un modèle quasi marchand s'est développé en éducation. Les sociologues utilisent le concept de quasi-marché pour décrire les dérives néolibérales, parce que l'éducation est difficilement réductible au libre marché classique. « L'éducation ne bénéficie pas seulement aux individus, mais aussi à la famille et à la société. Le fournisseur de services peut choisir le consommateur, l'entrée sur le marché est contrôlée, les client-es ont parfois l'obligation de consommer (la fréquentation scolaire obligatoire), et il n'y a pas de système de prix pour contrôler l'offre et la demande¹ ». L'idéologie néolibérale s'est infiltrée en éducation de façon progressive et plutôt subtile. Par exemple, l'utilisation du terme « clientèle » scolaire pour désigner les élèves est devenue omniprésent auprès des acteurs et actrices du monde de l'éducation. L'éducation est de plus en plus perçue comme un bien privé plutôt que comme un bien public. Selon cette logique, les parents doivent avoir la liberté de choisir la meilleure éducation pour leurs enfants, qu'elle soit privée ou publique. Être « libre de choisir », pour reprendre le titre d'un ouvrage de Milton Friedman, serait un des meilleurs moyens d'améliorer la qualité de l'éducation et de permettre aux plus démunis d'accéder aux meilleures écoles.

Priorité sur l'école privée

Le choix de l'école privée est en hausse au Québec, ce qui n'est pas sans effet sur l'éducation publique. Entre 1997 et 2003, le nombre d'élèves du primaire et du secondaire inscrit-es au réseau privé s'est accru de près de 9 000, alors que le réseau public perdait plus de 35 000 élèves. La diminution du nombre d'élèves dans le réseau public est aussi attribuable au déclin démographique. Le contraste est encore plus marqué à l'école secondaire, où

1. Berthelot, *op. cit.*

on compte 17,6 % des élèves francophones au réseau privé. Cette proportion est encore plus élevée dans les régions urbaines (plus de 20 %) et dans la région montréalaise (30 %). Dans l'ensemble du Canada, c'est au Québec que la fréquentation du réseau privé est la plus importante. Cette situation s'explique en grande partie par l'ampleur du financement public de l'éducation privée. Comme aux États-Unis et au Mexique, plusieurs provinces canadiennes ne financent pas l'enseignement privé. Au Québec, 43 % du revenu des écoles privées provient du financement de l'État. Vu sous l'angle du financement par élève, l'État québécois verse aux écoles privées 60 % des coûts d'un élève du réseau public. En 2008-2009, le gouvernement québécois a déboursé 444 millions de dollars pour l'école privée. Or, les écoles privées profitent plus souvent aux gens plus fortunés, ce qui creuse les inégalités entre l'école publique et l'école privée. Pour certains, le financement public de l'école privée est perçu comme une forme de bons d'études.

« Acheter » son éducation

Le Québec a quelquefois jonglé avec l'idée des bons d'études, soit des certificats équivalant à un certain montant d'argent que les parents peuvent utiliser pour l'éducation de leurs enfants. Ces bons peuvent être remis par le parent à l'école de son choix, publique ou privée. L'idée a refait surface lors de la campagne électorale québécoise de 2003 : ainsi, l'Action démocratique du Québec (ADQ) proposait dans son programme électoral l'instauration de bons d'études en éducation, qui viseraient à « introduire un mécanisme de marché » en éducation, ce qui inciterait « les écoles à se faire concurrence » pour répondre aux demandes des parents. Les écoles, stimulées par la concurrence, seraient ainsi contraintes à offrir le meilleur service pour attirer et retenir les élèves, et les meilleures écoles prendraient de l'expansion aux dépens des moins bonnes.

Les acteurs du milieu de l'éducation, y compris la Fédération des commissions scolaires et la Fédération des établissements d'enseignement privés se sont fortement opposés à cette idée. Dans une recherche réalisée pour la CSQ à partir d'expériences inter-

nationales, Antoine Baby¹ a démontré que les bons d'études ne permettent pas une amélioration des apprentissages et une plus grande satisfaction des parents. Dans nombre de cas, les programmes de bons d'études aggravent la ségrégation sociale et les écarts de réussite entre les milieux. Les ressources consacrées à l'administration du programme ont généralement été déduites des sommes consacrées à l'éducation publique. Et un peu partout, le réseau privé a connu une expansion au détriment du réseau public. Enfin, le personnel de l'éducation a souvent fait les frais des fluctuations de clientèles. C'est en partie grâce à cette recherche importante et à la forte opposition des acteurs du milieu de l'éducation que l'idée des bons d'études n'a pas été retenue au Québec.

L'école transmet l'idéologie dominante

L'École au service de la classe dominante montrait comment l'école transmet l'idéologie capitaliste, reproduit les inégalités sociales (femmes, pauvres, minorités ethniques) et réprime toute tentative de modifier les rapports sociaux en imposant la discipline, en maintenant l'ordre hiérarchique et en faisant la promotion de l'individualisme. Trente-six ans plus tard, on dirait plutôt que l'éducation est à l'image de l'idéologie dominante, que les valeurs prônées par cette idéologie (individualisme, performance, efficacité, efficience, etc.) sont reproduites dans le système d'éducation, ce qui contribue à maintenir, voire à creuser les inégalités sociales. Certes tout n'est pas noir ou blanc dans le système d'éducation québécois. On peut toutefois affirmer sans hésitation que le néolibéralisme est devenu aujourd'hui l'idéologie dominante, dans la mesure où on cherche à l'imposer comme mode de régulation sociale, ce qui est d'autant plus vrai dans un contexte de mondialisation. En éducation, comme dans l'ensemble des services publics, cette vision du monde s'est construite à partir d'emprunts à une doctrine économique (le néolibéralisme) et à un mode de gestion (la *Nouvelle Gestion publique*).

1. Antoine Baby, *Des bons? À quoi bon? Une analyse de la question des bons d'études*, Note de recherche n° 50, Québec, Centrale des syndicats du Québec, 2003. Voir aussi CSQ, *Choix de l'école et bons d'études*, D11278, mars 2003.

La logique consumériste de l'éducation passe par la publication annuelle d'un palmarès des écoles secondaires et par le développement de formations à la carte. Ces idées commerçantes appliquées au monde de l'éducation contribuent à reproduire les inégalités en instaurant une logique de gagnants et de perdants. Devant le constat d'une hausse de la fréquentation de l'école privée par les élèves du Québec, les écoles publiques se sont mises aux pratiques de l'école privée en créant des projets particuliers sélectifs. Des programmes de sport-études, d'arts et de sciences, d'éducation internationale et *tutti quanti* se sont développés dans les écoles primaires et secondaires pour attirer les bons élèves. Comme dans les écoles privées, plusieurs de ces projets ne sélectionnent que les bons élèves à l'entrée, une façon de montrer que l'école publique est d'aussi bonne qualité que l'école privée. Ces projets sélectifs ont pour effet de construire un système d'éducation à trois vitesses : l'école privée, les projets sélectifs à l'école publique pour les bons élèves et la classe ordinaire pour les moins bons élèves. Dans ce contexte, la classe « ordinaire » se retrouve avec une plus forte concentration d'élèves en difficulté, et ce même si la recherche démontre clairement que l'hétérogénéité dans les classes est bénéfique pour les élèves en difficulté et ne nuit pas aux bons élèves.

La lutte continue

Même si les objectifs tels qu'exprimés en 1972 de transformer totalement la société semblent vieilliss, le mouvement syndical et la gauche en général n'en continuent pas moins de réclamer un monde plus juste et égalitaire et de résister à l'idéologie dominante. La CSQ le fait notamment par le biais du *Mouvement des établissements verts Brundtland* (EVB), initié il y a une dizaine d'années¹. En 1995, lors des États généraux sur l'éducation, la CSQ proposait une réflexion sur le système d'éducation², qui préconise

1. Un EVB est un établissement scolaire où l'on « agit localement tout en pensant globalement » afin de favoriser un avenir viable, écologique, pacifique, solidaire et démocratique.
2. À cette occasion, la Centrale publiait un nouveau manifeste intitulé *Une école différente pour une société différente*.

notamment la déconfessionnalisation du système scolaire et le développement de services mieux adaptés à la petite enfance. Mais ces initiatives n'ont pas réussi à freiner le développement d'une vision néolibérale de l'éducation. Aussi, il est désormais plus que jamais nécessaire de reprendre l'offensive. L'opposition à la droite passe par une stratégie de propositions visant à mieux préciser les principes d'une éducation démocratique et les mesures à prendre pour y arriver. C'est sans doute là un des défis majeurs que devront affronter les organisations syndicales de l'éducation, en prenant en compte l'importance d'une solidarité la plus large possible.

Le discours dans la classe / La classe dans le discours
Le concept de classe
dans le système d'enseignement québécois

*B*ENOÎT GAULIN ET PHILIPPE DE GROSBOIS enseignent la sociologie au Collège Ahuntsic. Benoît s'intéresse particulièrement aux théories sociologiques contemporaines et à la sociologie de la culture. Philippe se penche sur les imaginaires sociaux, les idéologies et l'individualisme. Depuis 2007, il fait partie du collectif de rédaction du magazine À bâbord! Sachant leurs préoccupations pour les enjeux politiques et sociaux progressistes, nous les avons rencontrés pour discuter de l'évolution récente du discours sur les classes sociales. Propos recueillis par François Cyr.

Que sont les classes sociales devenues? Pourquoi sont-elles passées à la trappe tant du discours savant que militant? En d'autres termes, pourquoi tout un vocabulaire qui référait à une analyse conflictuelle du social a-t-il disparu des discours, des représentations sociales? Comment interpréter cette invisibilité sociale?

Benoît Gaulin : Une réponse simple et crevante d'évidence et qui, *a priori*, ne nous révèle rien mais qui engage à jouer au sociologue : parce que la société a changé. Et c'est une fois énoncé ce qui apparaît comme un « truisme extrême » que tout se complique. Aussi, c'est avec humilité que je formule quelques observations. D'abord il me semble qu'il faut distinguer l'invisibilité sociologique de l'invisibilité sociale. L'invisibilité sociologique comprend la première et ne lui est pas étrangère. Force est de constater que, depuis une trentaine d'années, peu de sociologues ont tenté une

description exhaustive des classes sociales au Québec (à la manière des Rioux, Niosi, en passant par Bourque, Légraré, Laurin-Frenette...). OUF ! Quel *black-out* ! Pourtant, personne ne nie la pertinence d'une telle interrogation sociologique à l'heure du néolibéralisme triomphant ! Or, cela me semble révélateur non seulement d'un malaise social qu'il faudra bien identifier (et qui est peut-être *en partie* spécifique au contexte québécois), mais aussi et surtout d'un changement « paradigmatique » (à défaut d'un mot plus juste peut-être) en sociologie. Celle-ci d'une part, hésite à poursuivre — et pour de bonnes raisons, à mon avis ! — la longue tradition d'analyse de la société au prisme des classes sociales. Et d'autre part, dans son orientation majoritaire, elle baisse les bras devant les demandes sociales utilitaristes qui transforment les intellectuels en « experts ès problèmes sociaux » (et les départements universitaires de sciences sociales en une multitude de groupes de recherche sur des objets « subventionnés » — le paradigme du *problem solving*).

Enfin, le portrait serait incomplet si je ne mentionnais pas combien d'autres thèmes à portée « conflictuelle » ont peu à peu attiré l'attention des sociologues à partir du début des années 1980, tels les enjeux dits « identitaires », qui ont relégué aux oubliettes la « lutte des classes ». En effet, l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » (féministe, écologiste, altermondialiste) et la prise en compte du pluralisme ethnoculturel croissant de la société québécoise ont fait surgir des objets de recherche assez prisés. Pensons, par exemple, à la mise sur pied d'études féministes et aux *cultural studies* qui, au Québec francophone, ont aussi pris la forme d'une formidable explosion de recherches portant sur les thèmes de l'immigration, des rapports ethniques, du multiculturalisme et de ses variantes...

Et que dire de l'invisibilité sociale ?

B. G. : Elle est en partie redevable à ce « silence des intellectuels ». Mais je me contenterai de souligner le parallèle entre, d'une part, la disqualification de la grille d'analyse marxiste (dominante dans les années 1970, dans beaucoup de milieux intellectuels et militants) et de son vocabulaire et, d'autre part, la domination

contemporaine d'un discours nettement marqué à droite. Pensons aux « mots du pouvoir » que l'on retrouve constamment dans la bouche ou sous la plume de nos tribuns populistes, éditorialistes ou chroniqueurs, ainsi que parmi la grande majorité de nos politicien-nes « professionnel-les » : « fardeau fiscal », « compétitivité », « privatisation », etc. Il y a donc un discours de droite qui est bien visible, comme il y a des « lobbies » qui le sont tout autant ! Dans sa version populiste et démagogique québécoise, on ne se gêne surtout pas pour instrumentaliser la notion de classe sociale (la chasse à l'électeur de la « classe moyenne » des Dumont et consorts) à des fins électorales. On mise habilement sur l'insécurité économique et existentielle — pour ainsi dire — vécue par une proportion significative de travailleuses et de travailleurs salariés eu égard aux importants effets sociaux (et écologiques) inquiétants du capitalisme contemporain. Pas si invisibles que ça, les classes sociales... pour les *spin doctors*.

Dans ce contexte, peut-on parler d'hégémonie idéologique néolibérale ?

B. G. : Certains parlent d'une incontestable victoire idéologique de Hayek et des amis de la Société du Mont-Pèlerin ! Serge Halimi (*Le grand bond en arrière*, 2004) ou Jacques Généreux (*La dissonance*, 2006) analysent le processus par lequel « l'ordre libéral s'est imposé au monde » et de quelle manière « les idées ont des conséquences » ! Cependant, on aurait tort de s'arrêter là. Ce que font pourtant, il me semble, certains chercheurs qui, sans reprendre le vocabulaire althussérien, adoptent un glossaire apparenté. Pierre Bourdieu, par exemple, qui, au bout du compte, tourne à vide. Ainsi, par exemple, on ne parle plus d'« appareils idéologiques d'État », mais de « fabricants de représentations sociales » (médias, écoles, *think tanks*, etc.) et de luttes — inégales, évidemment — dans le champ symbolique entre classes dominantes et classes dominées. Pourtant, si les « ouvriers », par exemple, n'existent plus dans les représentations collectives, cela ne nous indique-t-il pas qu'il faut poursuivre l'analyse afin de rapporter, par exemple, cette disparition aux transformations du travail (Pinard, 2000),

des structures sociales du capitalisme avancé (Pineault, 2006), de l'État (Gagné, 1985) et, plus généralement, du mode de reproduction de la société (Freitag, 1986) ?

Philippe de Grosbois : Pour continuer sur la question de l'invisibilité des classes sociales, et pour revenir sur ce que Benoît évoque à propos de la « disqualification de la grille d'analyse marxiste » et de la montée d'un argumentaire (et d'un vocabulaire) de droite, il me semble important de faire une remise en contexte politique de ces réalignements des discours de gauche et de droite. Pour comprendre les mésaventures du concept de classes sociales depuis une bonne vingtaine d'années, la question de la chute du bloc soviétique est à mon avis incontournable. Noam Chomsky affirme parfois, avec un certain optimisme, que l'effondrement du modèle soviétique est une bonne nouvelle pour le socialisme, étant donné que l'appellation « socialiste », ou même « communiste », apposée à ces pays, était une vaste supercherie, qui convenait tant au soi-disant « monde libre » qu'aux dictatures qui se prétendaient socialistes. En ce sens, c'est effectivement une bonne nouvelle, mais il reste que toute une approche à la fois sociologique et politique de la réalité sociale s'est retrouvée mise à l'écart. Notamment l'étude de la société sous l'angle des conflits qui la traversent, et tout particulièrement à travers la perspective des classes sociales. En fait, durant les années 1990, c'est le triomphe de la « fin de l'histoire », du « *There is no alternative* » (que proclamait Thatcher des années plus tôt). Donc, il n'y a plus de conflit qui traverse la société, ni même *entre* les sociétés : nous sommes tous et toutes des « partenaires » appelés à former un « village global ». Dans ce contexte, une part importante de la gauche s'est vue incapable de reconstituer une critique qui collerait à la réalité contemporaine, tout en étant radicale. C'est le défi qui, à mon avis, nous attend toujours d'ailleurs.

Que dire de ce discours un peu lénifiant sur la pauvreté, même dans notre famille à gauche ?

P. de G. : Cette impuissance de la gauche se manifeste d'au moins deux manières. D'abord, plutôt que de parler de classes sociales, de la condition ouvrière, des classes populaires, etc., on

a opté pour la dénonciation de la pauvreté et de l'exclusion. Pas si mauvais, pourrait-on dire, ce n'est tout de même pas « l'éloge de la richesse »... Mais en parlant uniquement de pauvreté, sans resituer celle-ci dans une structure plus large, dans des rapports de pouvoir, on joue le jeu de gestionnaires néolibéraux qui veulent montrer qu'ils se soucient des « laissés-pour-compte » de l'économie globale. Comme si le problème était uniquement de ne pas avoir été assez *intégré* dans le marché. Les élites politiques et économiques peuvent donc prétendre lutter contre la pauvreté et l'exclusion en instaurant des mesures de *workfare*, telles que les réductions de chèques d'aide sociale lorsque les bénéficiaires reçoivent le soutien de leurs parents et ami-es, ou encore, par des campagnes de charité privée qui permettent à des individus et des corporations de réduire leurs impôts.

Ensuite, et dans la même lignée, l'abandon des notions de conflit et de rapports de pouvoir a réduit la capacité de la gauche de se démarquer de ses adversaires. Si l'écart entre les principaux partis politiques s'est considérablement réduit depuis 20 ans (au Québec comme au Canada, en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis), c'est d'abord parce que les grands partis politiques de gauche ont accepté les prémisses du libéralisme, comme l'évoque Benoît. Que reste-t-il, pour ces partis, pour se distinguer des néolibéraux purs et durs ? En un mot, les valeurs. Les partis social-démocrates acceptent le marché, prennent acte du nouvel ordre mondial, des contraintes économiques supranationales. Mais, en contrepartie si on veut, ils font également la promotion de l'ouverture, de la tolérance, du pluralisme. Ils sont plus « compatissants » envers ceux qu'on appelle désormais les plus démunis. Je pense qu'on peut reconnaître facilement, dans ces grandes lignes, les années Clinton aux États-Unis (1993-2000), la gouverne du Parti Québécois (1994-2003) et les mandats de Tony Blair en Grande-Bretagne (1997-2007).

Donc, il n'y a plus de conflits, seulement des « problèmes à résoudre », par des partenariats ou des consensus. L'ennui, c'est qu'on peut parler de tolérance tant qu'on veut (on ne peut être contre la vertu), mais si la réalité est intolérable pour les classes

populaires, que reste-t-il à la gauche ? Slavoj Žižek (2004) prône même un retour de l'intolérance... Je crois que pour beaucoup de gens, viscéralement, le monde n'apparaît pas harmonieux, mais bien souvent violent et sans merci. « Ils briseront les lois, les cadenas, et les os », chante Richard Desjardins. Pour ne prendre que le monde du travail, les mises à pied, les *burn-out* et la précarité sont monnaie courante, alors que les profits se concentrent et augmentent. La gauche a donc raison d'analyser le réel à partir du conflit, mais elle ne le fait pas. D'autant plus qu'en s'appuyant sur les valeurs, elle n'est pas sur son terrain : c'est toujours la droite qui défend les *valeurs familiales*, les *vertus patriotiques*, etc.

Mais il n'y a pas que les néolibéraux. Que dire des néoconservateurs ?

P. de G. : L'ironie des années 2000, c'est qu'une droite dure, néoconservatrice, puise dans cette colère jadis portée par la gauche, dans ce sentiment d'injustice face à l'ordre des choses, mais en les déformant complètement. On se retrouve donc dans une drôle de situation où les *néocons* utilisent davantage la matrice des classes sociales que la gauche ! Il suffit d'écouter les Gilles Proulx et Richard Martineau pour s'en rendre compte : il est question de défendre « l'homme de la rue », le « monde ordinaire » qui se fait rouler par « les profiteurs du système », par les « fonctionnaires syndiqués mur à mur » et par les « lobbies féministes », pour ne nommer que ceux-là. C'est un discours de luttes de classes, qui assume parfaitement sa lecture conflictuelle du social. Et le succès est indéniable. Sur un autre terrain et dans un tout autre langage, on remarque la rapide ascension du conservateur Mathieu Bock-Côté, qui tient essentiellement le même argumentaire : le Québec est mené par des « élites médiatiques », pour qui le peuple est un adversaire, et qui font tout pour lui imposer un prêt-à-penser pluraliste et bien-pensant. À part la nation, les deux mots qui reviennent le plus souvent chez Bock-Côté sont peut-être justement « élites » et « peuple ». C'est pour le moins frappant.

On peut même aller plus loin en soutenant que non seulement la droite a adopté une analyse de classes, mais pour faire un clin d'œil à Marx, elle en a même adopté la *praxis* ! Dans ce cas-ci, c'est

plus évident chez les néolibéraux que chez les plus conservateurs. Dans le cadre du dépôt du rapport du Groupe de travail sur la tarification des services publics, Joseph Facal dénonçait l'existence d'une « culture de la gratuité [...] encore plus forte chez ceux qui ne paient pas d'impôts » (*Le Devoir*, 11 avril 2008). Et quand on y pense, lorsque l'Institut économique de Montréal parle de tous ces « tabous » qu'il faut faire sauter (comme le gel des frais de scolarité à l'université, par exemple), c'est de la lutte de classes assumée, ou décomplexée.

Approfondissons un peu cette question des classes sociales, mais cette fois en lien avec votre pratique d'enseignement. Comment présentez-vous les inégalités sociales en général, et la notion de classes sociales en particulier, à vos étudiant-es? Quelles sont les réactions que cela provoque? En quoi ces réactions vous ont-elles permis d'avancer vos réflexions sur les classes sociales?

P. de G. : La manière de présenter les classes sociales est évidemment reliée à l'attitude des étudiant-es à l'égard des dites classes sociales. Or, quelle est cette attitude, ou plutôt, quelles sont ces attitudes ? Difficile, en effet, de généraliser à propos des étudiant-es au collégial, puisqu'on y retrouve des jeunes de 17 ans comme des adultes en fin de trentaine, des enfants d'universitaires qui se lancent en sciences humaines sur les traces de leurs parents, comme de futurs technicien-nes pour qui cela représente une ascension sociale dans la famille. Sans compter les immigrant-es maghrébin-es ou est-européen-nes, qui doivent parfois passer par une mise à niveau... Bref, l'origine sociale de nos étudiant-es est très diversifiée, malgré l'effet de sélection que produit l'école. Nécessairement, la perception des classes sociales l'est tout autant. On peut malgré tout faire ressortir quelques attitudes récurrentes.

Un premier groupe d'étudiant-es a un souci que je qualifie d'abord et avant tout de *moral* sur la question des inégalités sociales (et sur plusieurs autres problèmes sociaux, par ailleurs). La pauvreté les touche, les perturbe, mais ils manquent d'outils leur permettant de replacer ces phénomènes dans un contexte

plus large. Chez les plus politisés, ces situations représentent une « injustice », mais pour la plupart, il s'agit d'abord d'une « malchance », comme le fait de vivre avec un handicap. La solution, implicite ou explicite, se trouve elle aussi du côté de la morale : il faut être moins égoïstes, ne pas juger, être plus généreux, etc. Clairement, on se trouve dans un paradigme de la charité. Cela dit, leur préoccupation est selon moi d'une grande sincérité. Lorsque, en fin de DEC, nous demandons aux étudiant-es en sciences humaines de monter un projet sur un phénomène social problématique, on ne compte plus les équipes travaillant sur l'itinérance, le manque de livres pour enfants dans les bibliothèques des quartiers pauvres, etc. Et à leur décharge, cette attitude est en parfaite conjonction avec le discours dominant : « Si les banques font des guignolées, pourquoi pas nous ? », semblent-ils se dire...

Chez d'autres étudiant-es, et je crois retrouver davantage ce discours dans les profils techniques, la responsabilité individuelle est l'axe central. Je ne crois pas avoir besoin de m'étendre sur les grandes lignes de ce discours aux saveurs *adéquistes* : il faut travailler pour son argent, les itinérants ont choisi ce « mode de vie », etc. Enseigner à ces étudiant-es représente évidemment un plus grand défi, d'autant plus que la sociologie elle-même est souvent accueillie avec une certaine méfiance, pour ne pas dire une méfiance certaine... Par ailleurs, comme je le mentionnais plus tôt, les arguments de la droite « revancharde » se situent déjà dans une optique de conflit, ce qui, en un sens, nous facilite la tâche : ils et elles ont, en quelque sorte, le sentiment de se faire rouler, mais reste à déterminer par qui !

Malgré leur opposition apparente, ces deux attitudes ont à mon avis un point commun important : celui de ne pas suffisamment considérer la dimension politique des inégalités sociales. Dans les deux cas, tout est question de *bonne volonté*. Pour les uns, ce sont les mieux nantis, ceux qui ont eu de la chance, à qui cela fait défaut. Pour les autres, ce sont les pauvres eux-mêmes qui devraient en avoir davantage, et se prendre en main. Les deux attitudes sont donc, à la limite, a-sociologiques. La nécessité d'une transformation des institutions et organisations, chez les premiers,

et les contraintes de toutes sortes qui pèsent sur les exclu-es, chez les seconds, sont dans l'angle mort, pour ainsi dire. On comprend que dans un cours sur les inégalités sociales, la question des rapports de pouvoir est pour moi absolument fondamentale : les dynamiques entre les classes (opposition, connivence, séduction, etc.) et l'idéologie méritocratique, par exemple, doivent être décortiquées. À la limite, dans mes cours, j'insiste davantage sur le caractère politique de la stratification sociale que sur sa dimension économique, même si cette dernière est pourtant la plus apparente.

Comment faire connaître le concept de classes sociales, donc ? Cela dépend d'à qui on s'adresse. Pour les uns, cela implique de montrer les rapports de domination et de contrôle qui sont partie intégrante d'une société de classes. Pour les autres, pour qui l'exploitation et la violence ne sont pas des concepts si étrangers (même si leur usage m'apparaît parfois quelque peu tordu !), je les invite à soumettre leur colère aux faits : est-ce vraiment le Conseil du statut de la femme, les immigrant-es, les assistés sociaux et les autochtones qui dirigent le Québec ? Ensuite, on peut s'interroger sur l'origine de ces perceptions, et « remonter le courant » jusqu'aux élites...

B. G. : Bien d'accord avec mon collègue mais, on peut, me semble-t-il, cerner d'un peu plus près cette attitude a-sociologique de la grande majorité de nos étudiant-es (mais pas juste de nos étudiant-es !). Je me rappelle avoir écrit un texte à ce propos avec mon collègue Alain Joyal, aujourd'hui enseignant au Collège Maisonneuve. Nous avons alors identifié une double résistance — à la fois idéologique et affective — au discours sociologique (quel que soit le thème abordé d'ailleurs).

Premièrement, en ne peut évidemment pas faire fi du contexte culturel dans lequel baignent nos étudiant-es. En effet, ceux-ci sont plongés dans un univers culturel où prédominent des modèles normatifs individualisants. La grande majorité de la population, et nos étudiant-es peut-être encore davantage, demeurent convaincu-es que la véritable maturité des individus se mesure à la capacité d'une prise de conscience et d'une responsabilisation individuelles de leur existence personnelle. Nous-mêmes, les

enseignants, ne reprenons-nous pas ce même discours normatif de la responsabilisation individuelle, cette conception personnalisante de la réussite scolaire et sociale quand il s'agit d'encadrer nos étudiant-es? Nul n'est besoin d'être sociologue, par ailleurs, pour savoir que les déterminants de la réussite scolaire ne se retrouvent pas que dans cet impératif de l'effort personnel, et que l'apologie de l'individu-maître-de-sa-destinée est un leurre pour la majorité des étudiant-es qui ne sont pas des « héritiers culturels ». Et c'est là que l'on se heurte à la forte croyance culturelle en sa volonté (« quand on veut, on peut! »). Le discours tenu par le sociologue « déterministe » est dès lors perçu comme un discours de rabat-joie fort peu attrayant pour ceux et celles qui débutent dans la vie...

On ne peut pas expliquer l'exploitation et la domination?

B. G. : Je parle ici de la dimension affective de cette résistance au discours sociologique. Nos étudiants sont, en effet, à une époque de leur vie dans laquelle ils et elles sont en quête identitaire. Or, là encore, les sciences sociales exigent d'eux un recul qui va à l'encontre de leur quête identitaire primaire. Alors qu'ils ressentent le besoin de faire abstraction d'autrui pour savoir ce qu'ils et elles sont, les sciences sociales en général, la sociologie en particulier, leur rappelle de prendre conscience de ce que sont les autres et des rapports qu'ils entretiennent avec ceux-ci pour prendre conscience d'eux-mêmes. Pour qui se rappelle ce qu'avoir dix-huit ou vingt ans signifie, on comprend l'hérésie...

De plus, Philippe mentionne l'importance de politiser la question de la pauvreté et, plus largement, des inégalités sociales. C'est évidemment ce qu'il faut faire, et c'est même là que la sociologie trouve sa raison d'être — a fortiori dans le contexte idéologique et politique actuel, marqué par le déclin des sciences sociales, l'oubli du politique et la domination de l'utilitarisme.

En effet, les années 1960 qui ont été marquées, entre autres, par un engouement important pour les sciences sociales et par des débats sociaux et des grandes réformes menés la plupart du temps par des sociologues, sont loin... Et, trop rarement voyons-nous de nos jours un éminent sociologue investir l'espace public, sortir

de sa manière de chercheur-e entrepreneur-e pour interroger l'époque et pour prendre position sur des enjeux sociaux actuels qui le concernent, lui et l'ensemble par rapport à la collectivité à laquelle il est redevable. Aussi, dans ces circonstances, il est peut-être un peu facile de reprocher à nos étudiant-es leur dépolitisation, leur peu de conscience sociale, alors que leurs parents, nous-mêmes, ainsi que nos confrères et consœurs spécialistes des sciences sociales semblons avoir renoncé à se saisir du « politique ». En d'autres mots, l'exemple vient de haut...

D'autre part, cette aliénation de la sphère politique est doublée d'un discours utilitariste, d'une économisation du social, des progrès de l'idéologie du « tout au marché » qui rendent encore plus problématiques (*mais aussi plus impératives*) l'enseignement de la sociologie au collégial. En effet, faire valoir à nos étudiant-es la pertinence de la connaissance sociologique de la société et, plus généralement, de la connaissance « tout court » (de l'histoire, de l'art, de la littérature, etc.) n'est pas évident dans une société où la connaissance, l'éducation, le travail et la culture sont de plus en plus réduits à autant de formes d'un rapport au monde strictement utilitaire, tel que celui qui leur est proposé. De plus, comment leur faire comprendre que l'essence de la société est politique, alors que les « lois naturelles » et implacables de l'économie sont constamment évoquées et quand le seul projet de société qui reste actuellement, l'adaptation obligée à la « réalité de la mondialisation de l'économie », (que le Québec devienne souverain ou non !) a justement comme conséquence de subordonner le politique à l'économique ?

Cela dit, comment t'en sors-tu avec tes étudiant-es ?

B. G. : En effet, le défi d'initier des jeunes aux concepts de stratification sociale et d'inégalité sociale reste entier. À cet égard, la manière dont on procède usuellement (du moins si les manuels d'introduction à la sociologie écrits pour les étudiant-es du collégial depuis une quinzaine d'années en font foi) est de présenter — de manière fort caricaturale d'ailleurs — les approches dites « marxiste » et « fonctionnaliste » (devinez laquelle est la « bonne » !) des classes sociales. Or, outre le fait qu'on peut douter

de la pertinence d'une telle approche « paradigmatique » (comme si, en 2008, la sociologie se divisait entre ces deux « écoles »!!!), elle est évidemment en retard sur la réalité (postmodernité, modernité avancée, seconde modernité, hypermodernité...) et la sociologie contemporaine (Freitag, Giddens, Bauman, Luhmann, Lipovetsky). Ce que je reproche essentiellement à ces manuels, c'est qu'ils n'enracinent pas suffisamment la compréhension des concepts (action, société, culture, économie, État, stratification sociale, etc.) dans le procès même de leur genèse historique.

L'ouvrage de Michel Lalonde (*Comprendre la société*, 1998) est dans ce contexte le meilleur ouvrage d'introduction aux sciences sociales. Mais il s'adresse davantage à des étudiant-es fréquentant l'université que le cégep. Dans ce livre (dont je me suis beaucoup inspiré pour mes cours), l'auteur prend soin, par exemple, d'aborder la question de la stratification sociale en rapport avec la nature de l'institution politique (puisqu'elle en découle). Ainsi, Lalonde présente le concept de stratification sociale dans ses enracinements socio-historiques successifs (dans la société d'ordre de l'Europe médiévale et d'Ancien Régime, dans la société de classes de l'Europe capitaliste classique du XX^e siècle et dans les nouvelles formes de stratification sociale qui émergent suite à l'effritement progressif de la société de classes depuis le début du XX^e siècle). L'étudiant-e est dès lors mieux à même de comprendre qu'il n'y a pas d'invariant anthropologique, qu'il n'y a qu'une production sociale (et politique) des inégalités et que la compréhension du concept de « classes sociales » est inséparable de la compréhension des transformations de la société.

Ce n'est qu'une fois cela fait que, dans un deuxième temps, j'utilise la théorie bourdieusienne des capitaux pour illustrer quelques formes d'inégalité sociale présentes dans notre société et identifier quelques « mécanismes » par lesquels elles se reproduisent.

En quoi la sociologie bourdieusienne est-elle pertinente dans un cours portant sur les classes sociales ? En quoi est-elle insuffisante ?

B. G. : À mon avis, si Bourdieu est enseigné assez largement au collégial lorsque vient le moment d'aborder le thème des inégalités sociales, c'est moins pour sa pertinence sociologique que pour son

caractère pédagogiquement fort séduisant. Je m'explique. Rien de plus facile, en effet, et de « tentateur » pour un enseignant que de reproduire, à l'aide d'une simple craie et d'un tableau, « l'espace des positions sociales et des styles de vie » (en traçant les axes verticaux représentant le volume de capital et horizontaux renvoyant à la possession plus ou moins grande de capitaux économique et culturel, c'est-à-dire, la structure du capital) et ainsi, par la magie de l'analyse multivariée, rendre compte d'un ensemble de déterminismes qui, tout à la fois, subjugué son auditoire — pour un court moment tout au moins ! — et fait de cet enseignant celui par qui lui est enfin révélée la Vérité ultime sur le monde social ! Vous pensiez que vous aviez des goûts originaux, des opinions politiques personnelles et que votre blonde ou votre chum était l'élu-e de votre seul cœur... Nenni, détrompez-vous : tout cela est le fruit d'un habitus logé au fondement de ce que vous êtes, de ce que vous pensez et de ce que vous faites. Exit donc les lieux communs voulant que « l'amour est aveugle », qu'« en amour, on ne compte pas » ou « que des goûts et des couleurs, on ne discute pas ». Lui-même démystifié (et séduit) en son temps par ce type de discours sociologique (et je soupçonne que nombre de sociologues québécois l'ont été, provenant de milieux sociaux assez similaires en termes de capitaux culturels et économiques hérités...), l'enseignant devient à son tour démystificateur et éprouve un certain contentement à affranchir ses étudiant-es de quelques-unes de leurs illusions...

Séduisant à un point tel que je ne résiste pas moi-même — qui ai déjà pourtant écrit un mémoire de maîtrise consacré à critiquer sévèrement cette sociologie de l'intérêt ! — à cette tentation d'instrumentaliser ainsi Bourdieu pour tenter d'égratigner, ne serait-ce qu'un peu, la conviction largement partagée par nos étudiant-es qu'ils et elles sont d'abord les seul-es artisan-es de leur réussite — et de leurs échecs (!) —, de leur merveilleuse personnalité, unique et singulière entre toutes... L'« *homo clausus* » d'Elias, cette représentation d'un sujet clos sur lui-même, est si profondément intériorisée que c'est faire œuvre salutaire, se dira-t-on, que de mettre à mal quelques illusions y ressortissant. Sans compter que de cette

manière, l'enseignant-e aura l'impression de gagner sur tous les plans :

- Théorique : au placard donc la vulgate marxiste ramenant tout aux déterminations économiques et bienvenue aux déterminations dites « symboliques » ou immatérielles : la notion de capital culturel — dans ses trois « états » : « institutionnalisé » par les diplômes scolaires, « objectivé » par les livres, les disques, les tableaux, etc., et « incorporé » par l'habitus — occupe dorénavant le devant de la scène sociologique. Comparativement aux conceptions antérieures des inégalités et des classes sociales, des auteurs comme Heinich (2007 : 113) y voient une « petite révolution copernicienne » ;
- pédagogique : voilà un appareil conceptuel (capitaux, habitus, position sociale, reproduction, violence symbolique, etc.) facilement assimilable et manipulable par nos nouveaux initiés à la sociologie et qu'ils peuvent utiliser *ad nauseam* pour rendre compte de leur propre « position sociale » et pour observer enfin le « jeu » social (et les luttes symboliques dont ils ont déjà, un jour ou l'autre, à leur échelle, fait les frais : « les goûts des uns sont les dégoûts des autres ») dont ils participaient jusqu'alors sans trop en être conscients ;
- idéologique : en dévoilant ainsi le « caché » (les intérêts symboliques et matériels derrière les actions même les plus apparemment « désintéressées » des acteurs), l'enseignant-e sociologue aura joué non seulement au scientifique rendant enfin transparent le monde social mais aura subrepticement sensibilisé ses étudiant-es à quelques valeurs « progressistes » : justice sociale, égalité, solidarité, etc.

Un triplé gagnant, quoi !

B. G. : Oui, et il faut aussi mentionner le fait que la forte séduction exercée par la sociologie bourdieusienne sur les jeunes « entrants » en sociologie n'est pas sans lien avec ce que j'appellais plus tôt « la quête identitaire » dans laquelle on est irrémédiablement plongé-e à 16 ou 17 ans ! En effet, comme l'a déjà fait judi-

ciusement remarquer Alain Caillé (1986 : 48), la critique la plus exhaustive et la plus pertinente de Bourdieu émane de ce fondateur du MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales) : « De toutes les sociologies sur le marché, [la sociologie de Bourdieu] est la seule à poser, mi-implicitement mi-explicitement, la question qui nous semble la question sociologique cruciale, celle qui touche à la fois au fondement du rapport social d'ensemble et au plus intime de la constitution des sujets individuels : la question de la légitimité ou encore la question des déterminants de la valeur des personnes. Question nécessairement cruciale pour nous autres modernes qui ne saurions penser en dehors de l'imaginaire de l'égalité. » En termes plus concrets ici, la sociologie de Bourdieu est à même de déclencher — peut-être pas chez tous nos étudiants, j'en conviens! — une série d'interrogations plus ou moins confuses, mais qui comportent toutes une dimension identitaire forte : « Qui suis-je comme être social ? » « Qu'est-ce que je vaudrais, moi ? » « Moi, Alexandre ou Noémie, 17 ans, qui vient d'un milieu relativement modeste en capitaux économique et culturel et qui est en sciences humaines au cégep par défaut, quels sont mes atouts pour accroître ma valeur sociale [c'est-à-dire cette estime de soi qui condense et réfracte à la fois l'estime des autres] ? » En effet, même en faisant preuve de « bonne volonté culturelle », ne sont-ils et elles pas condamnés à faire du surplace ? L'habitus n'est-il pas cet opérateur qui traduit l'inégalité dans la possession des choses en inégalité intersubjective ? La mobilité sociale n'est-elle pas considérablement réduite dans ses conditions et toute ambition « démesurée » ? N'est-elle pas frappée *illico* d'« illégitimité » ? Et à qui manque la légitimité ? Ne manque-t-il pas aussi non seulement les moyens et les chances de réussir mais aussi jusqu'au désir d'avancer ? Bourdieu n'affirme-t-il pas que « l'absence de culture s'accompagne de l'absence du sentiment de l'absence », dans l'une de ses longues phrases au charme irrémédiablement proustien ? L'auteur de *La distinction* n'excelle-t-il pas — comme le fait le narrateur d'*À la recherche du temps perdu*, lorsqu'il démonte les mécanismes au fondement du sentiment amoureux — à identifier certains mécanismes au fondement du destin tragique des plus démunis ?

Alors le danger n'est-il pas de sombrer dans le déterminisme et de renforcer le cynisme politique des jeunes que tu as devant toi ?

B. G. : De là l'importance de prendre soin — et les cours précédents sur les classes sociales n'y suffisent généralement pas — de nuancer *subito presto* le sociologisme (inséparable de son réductionnisme et de son économisme) bourdieusien. Non, tout n'est pas joué d'avance. Oui, on peut avoir des goûts éclectiques. Non, les pratiques culturelles et les préférences esthétiques ne sauraient être réduites à des stratégies de distinction, aux désirs de maximisation de profits matériels et symboliques. Non, on ne peut réduire les valeurs des individus à des illusions à démonter. Oui, on peut facilement mettre en doute l'existence d'un symbolisme commun et d'une légitimité partagée par tous et toutes, quelle que soit leur position dans la hiérarchie sociale. Non, il n'existe pas à proprement parler de classes sociales chez Bourdieu, mais plutôt des fractions de classes qui n'ont de réalité que largement statistique. Oui, la dimension conflictuelle et politique de la vie sociale ne peut être réduite à une dynamique d'affrontement entre individus (les groupes organisés tels syndicats, partis politiques, etc. sont effectivement peu présents dans ses analyses). Oui, le *primum mobile* de l'action humaine n'est pas nécessairement la quête de l'avoir, mais peut être la quête de l'estime de soi et donc des autres. Oui, le changement social est possible et la société a une histoire. Oui, il y a d'autres paramètres identitaires (le sexe, l'origine ethnoculturelle, l'âge, l'orientation sexuelle, etc.) qui sont sous-estimés dans sa sociologie et qui, combinés à un ensemble de transformations sociales (de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur à la fragmentation des styles de vie, en passant par l'individualisation des trajectoires sociales et par l'hybridation de la culture cultivée), obligent à relativiser la « position de classe » comme axe principal de différenciation et de hiérarchisation au sein des sociétés contemporaines, etc.

Évidemment, ce n'est pas le moment de procéder à une analyse critique exhaustive de la sociologie de Bourdieu (il faudrait parler davantage de son anthropologie utilitariste et de la disso-

lution concomitante de la sociologie — rien de moins ! — dans une économie politique généralisée !). Aussi je me bornerai ici à signaler le malheureux effet de désidérialisation que risque d'engendrer le discours bourdieusien. Et qui d'autre qu'une disciple « défroquée » de la secte bourdieusienne (Heinich, 2007 : 157-158), pour décrire cet effet pervers avec autant de justesse : « La désidérialisation n'a pas à être considérée en soi comme une mauvaise chose, si elle est la contrepartie d'une vision plus juste, donc plus adaptée de la réalité. Le problème advient lorsqu'elle frappe en priorité non ceux qu'elle est censée viser — les "ennemis de classes", comme aurait dit Marx, ou les "dominants" en langage bourdieusien —, mais ces "dominés" au service de qui la "science sociale" s'est placée, du moins dans ses versions les plus explicitement politisées. C'est en effet ce qui se passe dès lors que la perte des idéaux touche avant tout ceux qui ont besoin d'eux pour donner un sens à leurs aspirations, un substrat à leurs efforts d'élévation. Marcuse parlait de "désublimation répressive" à propos des pressions consuméristes de la société industrielle, qui, en faisant naître "le besoin irrésistible de produire et de consommer le superflu, remplace une satisfaction médiatisée par une satisfaction immédiate". On pourrait, analogiquement, parler de "désidérialisation répressive" à propos du désenchantement bourdieusien, qui n'a de cesse de ramener l'idéal au démontrable, l'imaginaire à la factualité, les valeurs aux intérêts, niant toute pertinence à ce qui, dans notre rapport à l'expérience, ne se réduit pas au réel. » Il me semble que c'est là un danger qu'un enseignant de sociologie au collégial doit avoir à l'esprit !

P. de G. : J'ai pu à ajouter à la réponse de Benoît, qui synthétise les possibilités et les impasses de la sociologie bourdieusienne. Pour ma part, ce qui me frustre particulièrement avec le modèle de Bourdieu, c'est qu'il m'apparaît, malgré ses ambitions, assez socio-historiquement situé. En lisant Bourdieu, on reconnaît les conflits qui traversent une certaine Europe continentale au XX^e siècle (« siècle des intellectuels », a-t-on écrit). Mais je ne suis pas sûr que la hiérarchie culturelle qu'il décrit soit si déterminante au fur et à mesure que nous entrons dans le XXI^e — à plus forte raison en Amérique

du Nord, où l'anti-intellectualisme et un certain populisme culturel sont beaucoup plus forts qu'en Europe.

Il me semble que l'approfondissement de la culture de masse dans nos sociétés effrite de plus en plus le portrait dépeint par Bourdieu. Cette culture de masse ne fait pas disparaître les inégalités sociales, bien évidemment, mais tend à niveler (souvent vers le bas) les manifestations culturelles de celles-ci. Les sources de distinction ont alors beaucoup plus à voir avec « l'authenticité » (voir Frank, 2006) que l'érudition, par exemple. Les magnats de l'informatique en sont une belle illustration. Si Steve Jobs d'Apple se présente au public en jeans, ce n'est pas parce qu'il est un parvenu inconscient, mais parce que le milieu des nouvelles technologies comporte des valeurs de familiarité et de simplicité. Bien sûr, on peut répondre qu'il ne s'agit là que de poudre aux yeux masquant des inégalités monstrueuses, et on aura raison de le faire, mais à l'évidence, il ne s'agit pas de la même poudre que celle à laquelle Bourdieu s'est attaqué sa vie durant.

Sur la place de la culture dans les inégalités contemporaines, je serais tenté de lancer l'hypothèse suivante. Peut-être que la puissance de la culture de masse, dans sa capacité à gommer les différences culturelles de classe et à isoler l'individu dans son rapport au social (Côté, 1995), témoigne d'un impérialisme culturel de type anglo-saxon, alors que l'impérialisme culturel français garde une tradition plus aristocratique. Bourdieu établit souvent des parallèles entre les hiérarchies de l'Ancien Régime et la structure de classes qu'il côtoie : les « titres », la « noblesse d'État », etc. De plus en plus de phénomènes contemporains s'éloignent d'une telle rigidité. Comment expliquer le prestige et le pouvoir politique grandissants des *pop stars*, Bono en tête de liste ? Que disent les sociologues bourdieusiens lorsque Kent Nagano invite des joueurs du Canadien de Montréal à former une chorale pour un concert spécial de l'OSM ? C'est pour moi un mystère.

Loin de moi l'idée de soutenir que les classes sociales ne sont plus déterminantes, ni que Bourdieu n'est plus utile, comme tend à le soutenir Gilles Lipovetsky (1987, 2006), notamment. Bourdieu fait désormais partie de la grammaire des classes sociales, et

décrit avec une puissance encore impressionnante les liens qui se tissent entre une classe sociale (et les individus qui en font partie) et un certain rapport au monde, aux autres et à soi-même, particulièrement chez les plus pauvres. Reste que, de mon point de vue, l'approche de Bourdieu risque de nous laisser avec le temps de plus en plus désarmé-es face aux manifestations culturelles des inégalités sociales contemporaines.

Quels sont les défis (théoriques, politiques...) qui attendent une gauche qui voudrait remettre de l'avant un discours axé sur les classes sociales ?

P. de G. : Sur le plan théorique, le plus simple demeure de partir de mon expérience d'enseignement. Indépendamment des réactions étudiantes que Benoît et moi décrivions plus tôt, il y a une difficulté à présenter les classes sociales contemporaines. Pour ma part, je me limite soit à une structure très sommaire, un peu passe-partout, dans les cours d'introduction à la perspective sociologique, soit à une présentation des transformations actuelles (néolibéralisme, mondialisation capitaliste, etc.) et de leurs impacts sur les inégalités et les rapports de force, sans toutefois leur proposer une structure de classes qui prend acte de ces changements. Comme professeur-es au collégial, nous devons modestement reconnaître que nous sommes d'abord et avant tout des vulgarisateurs. Et en ce qui a trait aux classes sociales, on se retrouve avec bien peu à vulgariser!

Le défi théorique est à la fois simple et colossal : parvenir à rendre compte de la structure de classes contemporaine, le plus précisément possible. Mais les embûches sont nombreuses. Comment articuler les hiérarchies « locales », ou nationales si l'on préfère, aux inégalités globales? C'est un cliché, mais la mondialisation a changé la donne. Devrait-on présenter les classes sociales en partant directement du « système-monde »? On court alors le risque de basculer dans l'abstraction, alors que les inégalités se manifestent aussi concrètement ici, au quotidien. À l'inverse, si l'on se limite au Québec, comment rendre compte de l'avalanche de biens que nous consommons qui sont produits de l'autre côté

du globe — et même de services : Vidéotron n'a-t-il pas un centre d'appels en Égypte? Et que faire de Davos?

Par ailleurs, la financiarisation de l'économie pose aussi un certain nombre de défis. Qu'un fonds de pension d'enseignant-essontarien-nes soit propriétaire de Bell a de quoi désarçonner. Où trouver l'austère propriétaire bourgeois du XIX^e siècle dans un tel contexte ?

Que des diplômés universitaires forment désormais une « armée de réserve », précarisée, de travailleurs autonomes s'auto-exploitant, et néanmoins en meilleure posture que bien des employés, m'apparaît tout aussi difficile à prendre en compte. Sans compter la mobilité internationale du travail qui augmente (que ce soit du Québec vers le monde ou dans le sens inverse)...

À cela s'ajoute, pour faire suite aux réserves sur l'approche bourdieusienne, à la ramification continuelle des pratiques culturelles, la multiplication de cadres de référence et groupes d'appartenance...

Bien sûr, rien n'empêche de décrire et d'expliquer, ne serait-ce que partiellement, ces phénomènes. Mais c'est lorsque vient l'envie de systématiser ces transformations que la tâche prend toute sa lourdeur. Les haussemments d'épaules du style « il y a toujours des dominants et des exploités, c'est l'essentiel » me laissent sur ma faim. Il nous manque de l'audace. On peut être très critique des propositions de Hardt et Negri (2000), notamment pour le concept de multitude, qui est presque une démission théorique (et que pourtant, les auteurs semblent persister à défendre). Mais malgré ses maladresses, *Empire* est une tentative de dire le monde avec des mots qui pourraient parfois trouver un écho plus profond que certains « classiques ». Manuel Castells (2002) amène également plusieurs idées qui m'apparaissent éclairantes. Sans faire table rase de tout ce que le marxisme a pu apporter comme clés de compréhension, il serait décevant de voir la gauche s'accrocher désespérément à certains concepts, à la manière de Ptolémée, pour qui l'inéluclabilité d'un univers géocentrique forçait toutes les contorsions théoriques possibles.

B. G. : Encore une fois, je souscris au diagnostic établi par Philippe. En fait, nous revenons un peu à la première question,

c'est-à-dire à l'absence d'une théorie de la stratification sociale qui tiendrait compte — et dont la portée descriptive serait le moins convaincante — des embûches que mon collègue vient d'identifier. Rien de substantiel en ce sens à vulgariser, mais beaucoup de questions (et ce n'est pas rien... c'est même l'essentiel!) à présenter à nos étudiant-es comme autant d'enjeux à penser comme intellectuel-le et à assumer comme citoyen-ne.

En attendant, en classe, je complète la description entamée plus tôt de l'effritement, tout au long du dernier siècle, de la société de classes en présentant les caractéristiques fondamentales de la société dite « postmoderne ». Car, après tout, décrire un système de stratification, n'est-ce pas, inévitablement, décrire un type de société ? Marx, Weber, Parsons ont toujours pensé la question des classes et des inégalités sociales comme reflétant un type de société. De là, la pertinence de recourir à — et de vulgariser — la théorie générale de la société développée par Freitag, qui renoue, d'ailleurs, avec la grande tradition sociologique des « classiques ». Aussi, je trouve que vaut le détour la tentative de Stephen Schecter (un ex-collègue de Freitag) de définir notre système de stratification comme un système qui, à la fois, confirme, reflète et alimente la société « postmoderne ». Pourquoi ? Parce qu'elle esquisse une première description d'un système inédit dont le cœur reste occupationnel — la place occupée sur le marché du travail détermine le sort et le destin social de la plupart des individus —, mais dont le sommet est réservé à une nouvelle classe dominante : la technocratie publique et privée, ancrée dans la séparation du contrôle et de la propriété, composée de gens organisant la vie des autres, détentrice d'un « savoir gestionnaire » susceptible de s'exercer dans n'importe quelle organisation et sous-système... À mon sens, cela reste incomplet mais c'est là un bon début.

P. de G. : Sur le plan politique, j'aurais tendance à adopter la même posture mitigée. Il y a une nécessité pour la gauche de se réappropriier le concept (et la réalité) des classes sociales. Par ailleurs, si les classes sociales se sont quasiment évaporées du discours social, ce n'est pas uniquement par les manigances de la droite. Affirmer que la réalité est désormais plus complexe n'est

pas qu'un lieu commun (néo)libéral ou un aveu d'impuissance, c'est aussi un défi et une invitation à renouveler nos idées et nos batailles. À ce niveau, l'altermondialisme a été une bouffée d'air frais, mais connaît actuellement un certain essoufflement sous le poids conjugué du contexte politique post 11-Septembre et de son incapacité à mettre de l'avant une utopie cohérente.

Autrement dit, oui, ramenons les classes sociales à l'avant-plan, mais avec réalisme. Pour le meilleur et pour le pire, on n'y trouve pas, comme on l'a déjà cru, la seule et unique grille permettant de rendre compte de la déroute des sociétés capitalistes. La dernière grande grève étudiante du Québec, en 2005, est peut-être la mobilisation qui a le plus fragilisé le gouvernement Charest et sa « réingénierie ». Il ne s'agissait aucunement d'une grève corporatiste, mais bien d'un mouvement porté par un véritable idéal égalitariste, et qui, par le biais de l'idée de gratuité scolaire, incorporait à sa manière la question des classes sociales. Et pourtant, ce mouvement était, pour une large part, bâti par des universitaires, « les décideurs de demain », comme le disent les associations étudiantes de gestion.

Ce sont probablement mes sensibilités libertaires qui parlent, mais la rigidité avec laquelle on peut entendre des militant-es parler de classes sociales me donne de l'urticaire, et ce depuis mes premiers pas dans l'univers de l'activisme étudiant. *Les Frustrés* de Claire Bretecher illustrent magnifiquement les contorsions auxquelles doivent se prêter ceux et celles qui tentent désespérément de raccommo-der les brèches ouvertes par les contradictions entre leurs idéaux et leurs origines sociales. Contradictions que n'importe quel-le rebelle peut et doit assumer, sans nécessairement refouler ce qui le travaille. Ici encore, il y a un certain « ptoléméisme » qui m'agace : ne serait-il pas plus simple de partir de ses propres rages et désirs plutôt que de forcer son entrée dans un schéma binaire ?

Au mieux, c'est amusant, mais au pire, cela permet à une classe de coordonnateurs, pour reprendre les mots de Michael Albert, ou les « saint jean bouche d'or qui prêchent le martyr », pour emprunter ceux de Brassens, d'occuper le haut du pavé et, sous prétexte d'être la voix du peuple, d'instaurer la terreur, petite

(comme chez ces jeunes gauchistes soixante-huitards que dépeint Olivier Rolin dans *Tigre en papier*) ou grande (comme en témoignent les nombreux désastres dits communistes du XX^e siècle).

Si l'on ramène les classes sociales dans le discours public, tant mieux, en espérant qu'on aura d'abord laissé derrière nous un certain messianisme : y a-t-il vraiment quelque chose comme l'esprit d'une classe, ou comme une « énigme résolue de l'histoire » ? De mon point de vue, il n'y a pas de prophétie ou de Vérité à révéler, il y a des mouvements à bâtir et des gens qu'on cherche à rallier à nos idéaux. Si le capitalisme suscite en moi la révolte, ce n'est pas par missionnariat, mais parce que ma colère a ses propres sources, *y compris* celle de côtoyer une pauvreté qui ne devrait pas exister. Pour ce qui est de traduire cette posture éthique en proposition politique, j'ai bien peur que cela me dépasse.

Références

- Boltanski, Luc et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- Bretecher, Claire, *Les Frustrés*, Paris, Dargaud, 2007.
- Caillé, Alain, *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Paris, Librairie Droz, 1986.
- Castells, Manuel, *L'ère de l'information*, 2 volumes, Paris, Fayard, 1999.
- Côté, Jean-François (dir.), *Individualismes et individualité*, Québec, Septentrion, 1995.
- Dutrisac, Robert, « Pour en finir avec la “culture de la gratuité” », *Le Devoir*, 11 avril 2008, p. A1.
- Elkouri, Rima « En banlieue de la grève », *La Presse*, 12 mars 2005, p. A10.
- Frank, Thomas, *One Market Under God: Extreme Capitalism. Market Populism, and the End of Economic Democracy*, New York, Anchor, 2001.
- Frank, Thomas, *What's the Matter with Kansas? How Conservatives Won the Heart of America*, New York, Holt Paperbacks, 2005.
- Frank, Thomas, « Titanic et la lutte des classes », *Manière de voir*, n° 88, Août-septembre 2006, p. 64-65.
- Freitag, Michel, *Dialectique et société. (2) Culture, pouvoir, contrôle. Les modes de reproduction formels de la société*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986.

- Gagné, Gilles, « L'État commercial ouvert », *Conjonctures et politique*, n° 6, printemps 1985, p. 51-81.
- Généreux, Jacques, *La dissociété*, Paris, Seuil, 2006.
- Halimi, Serge, *Le grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2006.
- Hardt, Michael et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000.
- Heinich, Nathalie, *Pourquoi Bourdieu*, Paris, Gallimard, 2007.
- Lalonde, Michel, *Comprendre la société. Une introduction aux sciences sociales*, Sainte-Foy, Télé-Université, 1998.
- Lipovetsky, Gilles, *L'empire de l'éphémère. La mode et son destin dans les sociétés modernes*, Paris, Gallimard, 1987.
- Lipovetsky, Gilles *Le bonheur paradoxal. Essai sur la société d'hyperconsommation*, Paris, Gallimard, 2006.
- Pinard, Rolande, *La révolution du travail. De l'artisan au manager*, Montréal, Liber, 2000.
- Pineault, Éric, *Au delà de l'expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé*, Conférence organisée par la chaire MCD et prononcée le 14 décembre 2006 à l'UQAM, < http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/spip.php?page=auteur-pedc&cid_auteur=301 >
- Rolin, Olivier, *Tigre en papier*, Paris, Seuil, 2003.
- Schecter, Stephen, « De la stratification sociale dans la société postmoderne », *Société*, n° 11, Été 1993.
- Žižek, Slavoj, *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, Paris, Climats, 2004.

David contre Goliath La lutte au *Journal de Québec*

PHILIPPE BOUDREAU

EN JUILLET 2008 prenait fin le plus long conflit de travail dans l'histoire des quotidiens francophones au Canada avec la conclusion d'une entente entre Quebecor/Sun Media et les salarié-es du *Journal de Québec*. Pour évaluer cette entente intervenue après 15 mois de lock-out, personne n'a utilisé les mots victoire, défaite, gain ou recul, tant du côté patronal que syndical. Et pourtant. La lutte a été épique, les enjeux primordiaux, la détermination des parties inébranlable. Alors, quel bilan faire?

Une certaine voracité

Revenons à l'automne 2006 et à l'hiver 2007. Le *Journal de Québec* dégage des profits annuels nets de 25 millions de dollars et l'employeur déplore une baisse de 4 % de ses revenus publicitaires¹. Quebecor a par ailleurs un plan d'ensemble, baptisé *Convergence 2.0*, afin d'intégrer plus étroitement les composantes de l'empire médiatique en utilisant les ressources des salles de rédaction pour alimenter différents supports, notamment ses sites Web². Le conglomérat évalue que l'organisation du travail et diverses dispositions des conventions collectives des salarié-es, notamment au chapitre des conditions de travail, empêchent carrément la réalisation de ce plan. Et il veut réaliser de substantiels gains de productivité.

1. Journal *Les Affaires*, 22 avril 2008.

2. Article de la Presse canadienne dans *Le Devoir* du 27 juin 2008.

Les patrons déposent donc leurs demandes. Selon Denis Bolduc, président du syndicat, une centaine d'emplois (sur 252) auraient été menacés si toutes les demandes de l'employeur avaient obtenu feu vert. Parmi les concessions visées par l'employeur : le transfert à Kanata (banlieue d'Ottawa) du service des annonces classées, l'augmentation de la semaine de travail à 37,5 heures sur cinq jours plutôt que 32 heures sur quatre jours, une hausse de 400 % à 600 % du coût de la part des employé-es dans le régime d'assurances collectives, l'abolition d'avantages relatifs aux vacances, l'obligation de produire une pièce justificative d'ordre médical dès le premier jour d'absence-maladie, et ainsi de suite¹. Sans compter les fameuses multi-tâches, c'est-à-dire l'ajout de mandats aux journalistes comme la prise de photos, d'extraits sonores et le tournage d'images, de façon à alimenter différentes plateformes médiatiques.

Fait à noter, depuis sa fondation en 1967, il n'y a jamais eu de grève au *Journal de Québec*. Or, à l'assemblée générale du 24 février 2007, les syndiqué-es rejettent massivement le dépôt patronal. Quelques semaines plus tard, la partie syndicale achemine une contre-offre globale, à laquelle l'employeur ne répond pas, sauf en déclenchant un lock-out le 22 avril 2007.

Capital versus travail

Lorsqu'éclate le conflit, Quebecor/Sun Media est déjà lancé depuis quatre ans dans une offensive globale contre les syndiqué-es du conglomérat. Le lock-out a été imposé aux employés de Vidéotron (durant un an), aux pressiers du *Journal de Montréal* (près de quatre mois), aux conseillers publicitaires de TVA Estrie (deux mois), aux vendeurs du *Journal de Montréal* (plus d'un mois) et aux représentants aux ventes de TVA Montréal (une semaine)². Pour le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), « *la méthode forte, celle qui consiste à mettre ses employés à la rue pour forcer des concessions, est une habitude pour Quebecor Media. En*

1. Entrevue réalisée avec Denis Bolduc le 5 septembre 2008.

2. « Canadian labour movement launches national drive to support locked-out *Journal de Québec* workers », communiqué du Syndicat canadien de la fonction publique/Canadian Union of Public Employees, 9 mars 2008.

13 ans, de 1994 à 2007, 12 lock-out ont été décrétés par Quebecor contre ses employés, tous sous la gouverne de Pierre Karl Péladeau¹ ».

Quelques heures après que les 69 personnes de la rédaction et les 68 employé-es de bureau du *Journal de Québec* soient mis en lock-out, le syndicat des 115 pressiers, dans un geste de solidarité on ne peut plus clair, vote la grève dans une proportion de 97 %. Bien que ses activités soient paralysées à Québec, le quotidien continue de paraître, grâce à l'embauche de 14 nouveaux cadres (automne 2006) et de briseurs de grève (durant le conflit). L'impression du *Journal de Québec* est confiée à une autre entreprise, située à Mirabel².

Dans cette histoire, c'est la riposte syndicale qui est impressionnante. « *Jamais Quebecor n'avait pensé qu'on pouvait se battre comme ça si fort, si longtemps!* » s'exclame Denis Bolduc³. Il y a eu dans un premier temps ce réflexe séculaire, qui est typique à l'industrie et qui conduit les différents groupes de syndiqué-es d'une même entreprise à s'appuyer mutuellement malgré leur appartenance à des fractions de classe différentes et malgré le fait que les enjeux, d'un corps de métier à l'autre, n'aient jamais la même importance. (Cette fois-ci par exemple, les conditions de travail des pressiers ne sont pas la principale cible des ambitions de Quebecor. Ce sont celles des journalistes et des employé-es de bureau qui le sont.) Il est intéressant de constater que ce type de réflexe fonctionne encore en 2007-2008.

Durant ces 15 mois, l'un des pivots de la combativité syndicale a été la publication et la diffusion d'un nouveau quotidien produit par les lock-outés, *Média Matin Québec*. Aux dires des journalistes, la production de ce nouveau journal, qui tirait à 40 000 exemplaires par jour, a été une aventure particulièrement stimulante⁴. D'une part, elle offrait à l'équipe de rédaction une occasion en

1. « Le lock-out au *Journal de Québec* aura bientôt un an », communiqué du SCFP, 15 avril 2008.

2. Benoit Bréville, « Quinze mois de conflit au *Journal de Québec* : liberté d'informer contre liberté d'exploiter », *Action critique médias*, 30 juin 2008, <www.acrimed.org/article2505.html>

3. Entrevue réalisée avec Denis Bolduc le 5 septembre 2008.

4. Karine Gagnon et Éric Émond, « Quand un cadenas ouvre une porte », *Le Trente*, août 2007, p. 12-14.

or de montrer au public ce que les journalistes pouvaient offrir comme couverture de l'actualité, notamment l'information locale, quand ils évoluent en toute liberté. D'autre part, la réalisation quotidienne du *Média Matin Québec* a été un défi autrement plus excitant que de « se les geler » en faisant du piquetage quotidiennement, plusieurs heures par jour, pendant quinze mois (ce qui, par ailleurs, n'a pas empêché la tenue de manifestations devant les locaux du *Journal de Québec*).

Les 252 salarié-es ont pu compter sur un fonds de grève substantiel. Celui-ci permettrait de verser à chaque lock-outé ou gréviste une prestation hebdomadaire minimale de \$200, exempte d'impôt. Celle-ci fut bonifiée grâce à la solidarité intersyndicale qui s'est également exprimée par-delà la géographie et par-delà ces frontières qui divisent, si souvent, les organisations syndicales. Les appuis financiers arrivaient de partout au Canada, y inclus de la part des syndicats de l'empire Quebecor. À titre d'exemple, les 700 syndiqué-es de TVA Montréal ont décidé, à partir du 28 août 2007, de verser chacun-e cinq dollars par paie jusqu'à la fin du conflit. « *Si les syndiqué-es ont pu tenir aussi longtemps, c'est grâce à la contribution de syndicats affiliés au SCFP ou simplement sympathiques à la cause, qui ont versé, au total, plus d'un million de dollars¹.* »

La diffusion quotidienne dans les rues de la capitale du *Média Matin Québec* a permis de mesurer, tout au long du conflit, le sentiment de la population locale. Visiblement, ce sentiment n'a pas joué contre la partie syndicale. Il semblerait même qu'il lui fut plutôt favorable, toutes proportions gardées. Denis Bolduc précise : « *Habituellement, dans un conflit de travail, le méchant est identifié dès le départ et c'est le syndicat. Nous, on n'a pas eu à vivre ça. C'est exactement le contraire qui se passait aux différents points de distribution du MMQ. La population nous donnait du café, de l'argent et, durant le temps des Fêtes, des cadeaux : bonbons, chocolat, fleurs, vin²...* ». Et tout cela s'est produit dans cette capitale nationale réputée être un bastion de l'Action démocratique du Québec et des radios-poubelles démagogiques et antisyndicales.

1. Patrick Déry, « La guerre d'usure », *Le Trente*, Septembre 2008, p. 12.

2. Entrevue réalisée avec Denis Bolduc le 5 septembre 2008.

Devant les tribunaux

Sur le front juridique, Quebecor/Sun Media a été placée sur la défensive après avoir échoué dans diverses tentatives, dans les premiers mois du conflit, de faire cesser la publication du *Media Matin Québec*. Le 26 avril 2007, le conglomérat a essuyé un premier refus de la Cour Supérieure à qui il avait adressé une requête en injonction provisoire. Le 11 mai 2007, appelé à se pencher sur une requête en injonction interlocutoire, ce même tribunal lui offrait une seconde rebuffade, considérant que la pression exercée sur l'employeur était acceptable dans le cadre du conflit.

Puis, la guérilla judiciaire s'est déplacée du côté de la Commission des relations de travail, qui a eu à se prononcer sur les allégations syndicales à l'effet que le patron avait recours à des briseurs de grève. « *Dans une décision rendue le 23 août 2007, en application de l'article 109 du Code du travail (dispositions anti-scabs), la Commission des relations du travail du Québec a ordonné à la direction du Journal de Québec de cesser de recourir aux services de quatre personnes qui remplissaient les fonctions de salariés en conflit*¹ ». Des plaintes subséquentes ont été déposées durant l'automne 2007 contre 17 personnes supplémentaires accusées d'être des *scabs* à l'emploi du Journal de Québec. Au moment d'aller sous presse, on attendait encore la décision de la commissaire Myriam Bédard dans ce dossier, cet arrêt qui pourrait avoir d'importantes conséquences lors d'éventuels conflits de travail à survenir au Québec².

Impossible de passer outre au syndicat

Hormis l'ajout hebdomadaire de 5,5 heures de travail non compensées et ce qu'on appelle le multi-tâches (qui est, grâce à l'action syndicale, désormais balisé), Quebecor n'a pas réussi à assouvir ses appétits énormes en matière de gains de productivité et de réduction de la masse salariale. Tout au plus une vingtaine de postes³ disparaissent, toutes catégories d'emploi confondues. Le

-
1. Communiqué du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), 28 août 2007.
 2. Marc Laviolette, « Pierre-Karl Péladeau en convient : le lock-out au *Journal de Québec* a assez duré », *L'Aut'journal*, n° 271, juillet/août 2008, p. 5.
 3. Florent Daudens, « Le conflit le plus long », *Le Trente*, septembre 2008, p. 9.

service des petites annonces est ramené de Kanata à Québec. Les employé-es de la rédaction conservent leur semaine de quatre jours. Le plancher d'emploi des journalistes est maintenu. Les salarié-es obtiennent une hausse salariale de 2,5 % par année pendant 5 ans. L'employeur consent aux pressiers une garantie d'investissement dans de nouveaux équipements. Les temporaires ou occasionnelles ayant de plus de 10 ans d'ancienneté obtiennent une semaine supplémentaire de vacances. Et enfin, un programme d'indemnités de départ correspondant à quatre semaines de salaire par année de service (jusqu'à concurrence de 18 mois) est institué.

De par son importance et étant donné la nature des enjeux, cette bataille rappelle les grands affrontements qui ont secoué le monde des quotidiens francophones dans les années 1970. On ne peut s'empêcher de penser, par exemple, au mémorable lock-out imposé à *La Presse* en 1971. Un conflit impitoyable, qui avait exigé des syndiqué-es un engagement extraordinaire. Un lock-out portant lui aussi sur les changements technologiques, toujours au cœur des grands bras de fer qui ont ponctué l'histoire de cette industrie. À l'époque, les changements technologiques visaient principalement les 300 typographes, clichés, photograpeurs et pressiers de *La Presse*. À force de détermination et grâce à une grande solidarité intersyndicale et populaire, les lock-outés finissent par avoir gain de cause. L'issue du conflit, en 1972, fait penser à celle négociée au *Journal de Québec* : « *La direction [du quotidien] s'engage à ne pas faire de licenciements reliés aux changements technologiques et à ne pas accorder de sous-contrats à l'extérieur*¹ ».

Pour Jean-Claude Picard, professeur en journalisme à l'Université Laval, le nœud du lock-out au *Journal de Québec* était cette fameuse question des changements technologiques, plus spécifiquement « *l'utilisation du travail des journalistes sur le "multiplateforme" de Quebecor. [À terme], cela signifie moins de journalistes et moins de produits, mais ces produits sont offerts sur plus de plateformes ce qui rend ces dernières plus rentables*² ».

1. François Demers, *Communication et syndicalisme. Des imprimeurs aux journalistes*, Montréal, Méridien, 1989, p. 71-72.
2. « Lock-out au journal de Québec: le développement d'Internet au cœur du conflit ». <<http://argent.canoe.com/infos/quebec/archives/2007/04/20070423-150506.html>>

Même dans un milieu en apparence aussi éclaté que celui des technologies de l'information et des communications (avec ses pigistes, son télétravail et l'autonomie professionnelle qui aspire à s'accroître), il demeure qu'il y a encore concentration des travailleurs et travailleuses, à la fois physique et organisationnelle, au sein de l'entreprise. Aujourd'hui, en 2008, cette force de travail s'organise à l'échelle de l'entreprise et, en autant que la solidarité existe entre les différents corps de métier, le syndicat demeure l'interlocuteur indépassable de l'employeur.

Quebecor/Sun Media a dû payer le prix pour obtenir un peu de cette flexibilité attendue de la part des journalistes et, dans une moindre mesure, des employé-es de bureau et des pressiers. Dans son offensive pour la réorganisation du travail, la multinationale a dû, en bout de ligne, se ranger aux conditions incontournables posées par la partie syndicale, qui ne lâchait pas prise. Les protagonistes patronaux auront mis plus d'un an pour s'y résoudre.

La lutte à GM

HERMAN ROSENFELD

EN JUIN DERNIER, le local 222 des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) signe un contrat avec General Motors qui implique des concessions importantes en termes de salaires et de bénéfices. En échange de quoi, GM promet de garder ouverte l'usine d'Oshawa jusqu'en 2011. Selon le président des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Buzz Hargrove, l'idée est d'anticiper une détérioration du marché de l'automobile, ce qui rendrait encore plus vulnérable la position du syndicat. C'est la tactique habituelle de GM d'utiliser ces situations pour imposer d'importantes concessions. Hargrove promet alors à GM d'épargner plus de 300 millions de dollars durant les trois prochaines années. Mais deux semaines après la signature de la convention, GM renie sa promesse et annonce la fermeture de l'usine. Elle veut transférer au Mexique et aux États-Unis la production de camions.

Aussitôt la confrontation éclate. Les travailleurs organisent un blocus contre le siège de l'entreprise. Le blocus dure douze jours et se termine par une impasse. GM ne revient pas sur sa décision de fermer l'usine. Quant aux concessions, elles font partie de la convention collective signée précédemment. Deux défaites dures. Qu'est-ce qui s'est passé ? Est-ce que le syndicat aurait pu développer un mouvement plus ample pour s'opposer à la fermeture de l'usine ? Qu'est-ce que peut faire un syndicat aujourd'hui ? Quelles sont les leçons qui peuvent être tirées d'une telle expérience et qui pourraient aider à renforcer l'action syndicale à l'avenir ?

La révolte

Revenons sur l'action ouvrière. Les travailleurs et travailleuses du local 222 sont révolté-es. Sans aller jusqu'à l'idée d'une occupation de l'usine, la décision est prise d'organiser un blocus du siège de la compagnie. Le président des TCA, insulté de ce revirement de la part de GM, demande, en vain, une rencontre avec la direction de l'entreprise. Plus tard, les syndiqué-es continuent leurs actions en stoppant brièvement la production de l'usine d'Oshawa. Plus de 5 000 travailleurs et travailleuses se rassemblent devant l'usine. GM pour sa part demande une injonction pour mettre fin au blocus, qu'elle obtient finalement le 12 juin. Entre-temps, GM tente de calmer le jeu en promettant la construction à Oshawa de camions hybrides et de nouveaux modèles de voitures, mais en réalité, ces «annonces» ne garantissent en rien les emplois.

La faillite d'une certaine stratégie syndicale

En effet, GM a fait la même chose en 2005. L'accord signé à l'époque inclut au nom de la survie de l'usine, des concessions comme la diminution du temps supplémentaire et l'externalisation des emplois de maintenance. Par la suite, ce « modèle » s'impose dans l'industrie contre de vagues promesses de maintenir les investissements et les emplois. Les employeurs comprennent que les TCA sont susceptibles de négocier à la baisse. En réalité, les annonces de fermetures démontrent la faillite de cette stratégie des concessions.

Résister ou pas?

Entre-temps, la lutte de juin, en dépit de son potentiel de combativité, reste au niveau d'un blocus symbolique. Le syndicat ne propose pas d'intensifier l'action, par exemple en procédant à l'occupation des usines. Pas question non plus d'organiser dans la communauté une campagne politique contre le libre-échange, le pouvoir des grandes corporations et pour la production d'automobiles non polluantes. En réalité, le leadership local est prêt à envisager de telles actions, plusieurs des chefs locaux

veulent intensifier les moyens de pression. C'est le leadership national qui bloque. Depuis une dizaine d'années en fait, les TCA ont cessé de confronter les employeurs. La stratégie adoptée est de demander au gouvernement de fournir de nouveaux subsides aux entreprises américaines pour les encourager à rester en Ontario. De manière générale, le syndicat s'abstient de toute critique envers les employeurs. De plus, il a les mains liées par une alliance informelle avec des politiciens libéraux qui lui promettent d'aider.

Une tendance lourde

C'est la tendance qui domine. Avec la Charte de Magna, les TCA acceptent qu'on enlève aux travailleurs et travailleuses leur droit de grève. Lors des négociations avec les trois grandes firmes en mai, les TCA acceptent un gel des salaires et une diminution des bénéfices marginaux. À Oshawa, des concessions supplémentaires incluent des coupures de temps supplémentaire, l'acceptation de la sous-contractualisation (à des taux en-dessous des tarifs syndicaux) et d'autres changements dans l'organisation du travail qui donnent aux employeurs plus de pouvoir dans les ateliers.

Découragement

Quand un syndicat se met à convaincre les travailleurs de la nécessité de concessions au lieu de lutter contre celles-ci, la nature de l'organisation est transformée. Au lieu de penser au potentiel de leur résistance, les membres sont paralysé-es. Le syndicat les décourage de lutter. On aboutit à la résignation et à l'acceptation du statu quo, ce qui est encouragé par les employeurs et les dominants dans notre société. Ceux qui sont contre les concessions sont alors vus comme des « fauteurs de trouble », ce qui a un effet corrosif sur le leadership et les membres. Tout cela mine beaucoup la confiance des travailleurs et des travailleuses et leur militantisme. Dans le contexte de crises à venir, les militant-es locaux se demandent ce qu'il faut faire. Leur manque d'expérience de luttes aboutit à la recherche de solutions individuelles, comme les préretraites et les paiements de départ.

Ce qu'aurait pu être un mouvement de riposte généralisé

En premier lieu, le syndicat aurait pu mobiliser tous ses membres. Il aurait été possible d'organiser un vaste mouvement d'éducation qui aurait expliqué pourquoi les travailleurs et les travailleuses — et la population d'Oshawa — avaient le droit de garder l'usine ouverte. Les représentant-es locaux du syndicat auraient pu organiser des rencontres d'explication et de mobilisation, comme l'ont fait d'ailleurs les travailleurs et travailleuses de Stelco à Hamilton il y a deux ans. Le syndicat aurait dû également organiser le ralentissement du travail et d'autres tactiques utilisées dans ce genre de situations. Des noyaux militants auraient pu préparer l'occupation des usines.

Résister contre GM nécessite une campagne politique plus large, non seulement contre la décision de l'entreprise de fermer les usines et de délocaliser la production vers le Mexique et les États-Unis, mais aussi pour réclamer la production de véhicules non polluants. Les TCA auraient dû coordonner l'action des syndicats locaux dans toute la région du sud de l'Ontario, en se liant avec des coalitions communautaires et d'autres syndicats. Certes, dans cette ère de néolibéralisme, les divisions entre les travailleurs bien rémunérés et ceux qui sont au salaire minimum sont exacerbées au point où des bas salariés pensent que l'existence même des syndicats est contre leurs intérêts. Mais il faut s'expliquer. En 1996, les TCA ont forcé GM à stopper la sous-contractualisation et ils et elles l'ont fait avec l'appui de la population. La résistance contre GM était alors définie comme une lutte de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses pour protéger des emplois et des bons salaires.

Que faire maintenant ?

Les responsables du local 222 exigent que les concessions négociées en juin soient nulles et non avenues, compte tenu de la trahison de GM. La convention collective antérieure devrait prévaloir. Peut-être qu'un tel refus des concessions pourrait influencer la suite des choses. Par exemple, les syndicats qui ont accepté des conces-

sions, souvent contre l'opinion de leurs propres membres (c'est le cas du local 707 à Oakville), pourraient être tentés de revoir leur position puisque l'acceptation de concessions, contrairement à ce qui est présenté, ne garantit pas le maintien des usines. À Oshawa et ailleurs, plusieurs leaders locaux estiment qu'il n'est pas trop tard pour reprendre le chemin de la résistance.

Luttes de classes dans l'université

L'aventure du syndicalisme des assistant-es de recherche et d'enseignement

THOMAS CHISSAON-LEBEL

HABITUELLEMENT, la syndicalisation d'un groupe de travailleurs et travailleuses ne signifie pas une transformation de la structure de classes. Bien que les rapports de forces changent, et que la solidarité puisse fournir aux travailleurs et travailleuses le levier nécessaire à l'amélioration de leurs conditions de travail, les patrons ne sont pas moins des patrons, et les employé-es ne deviennent pas davantage propriétaires des moyens de production. Toutefois, dans certains cas, la syndicalisation peut être le signe d'une prolétarianisation de certains secteurs. En fait, le développement du syndicalisme survient comme conséquence de la prolétarianisation des travailleurs, c'est-à-dire à la suite de la transformation des agriculteurs, artisans et autres en ouvriers n'ayant que leur force de travail à vendre comme marchandise sur le marché. En termes marxistes, ce processus fait partie de l'accumulation « primitive » ou « originaire »¹. En termes d'analyse de classes, cette transformation crée une opposition fondamentale entre le capital et le travail, et de cette opposition est né le syndicalisme :

De la contradiction fondamentale entre la course aux profits du capital et la résistance opposée par les travailleurs — contradiction insoluble dans le cadre du système capitaliste — découle le

1. Voir Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Montréal, Lux, coll. Instinct de liberté, 2008 [2007], p. 103-104. L'auteur fait alors référence à David Harvey dont l'un des ouvrages caractérise la phase actuelle du capitalisme comme étant l'accumulation par dépossession. David Harvey, *Space of Global Capitalism*, Londres, Verso, 2006.

conflit historique qui fait naître le syndicalisme et le mouvement en faveur d'une action politique ouvrière indépendante. Aux forces coalisées du patronat vont répondre la solidarité des travailleuses et des travailleurs et la force du mouvement ouvrier qu'ils vont bâtir¹.

Cette citation explique bien le contexte d'émergence du syndicalisme par la contradiction entre les intérêts des patrons et ceux des employé-es. Un tel raisonnement peut-il être appliqué dans le cas de la syndicalisation des assistant-es et auxiliaires de recherche à l'Université ? Nous nous proposons d'étudier cette question pour éclairer la dynamique de la syndicalisation qui a cours dans les universités québécoises depuis cinq ans. Pendant cette période, plusieurs milliers d'étudiant-es qui sont embauché-es pour faire de l'assistantat de recherche et/ou d'enseignement ont fait le choix de se syndiquer. Que cela nous révèle-t-il ?

Breve histoire d'une syndicalisation

Les assistant-es d'enseignement sont des étudiant-es dûment inscrit-es dans une université, principalement aux cycles supérieurs (maîtrise ou doctorat), qui ne sont pas des chargé-es de cours mais sont embauché-es au sein de l'Université pour contribuer aux tâches d'enseignement, soit en corrigeant des examens et des travaux, soit en faisant du monitorat auprès des étudiant-es, ou encore en donnant des ateliers pratiques au sein des cours. Au Québec, la première syndicalisation de ce corps d'employé-es a eu lieu à l'Université McGill, où une association d'assistant-es d'enseignement existe depuis les années 1970. Le constat de la mauvaise foi de la direction de l'Université McGill dans l'application de conditions de travail qu'elle avait pourtant garanties a poussé l'association à se former en syndicat afin d'apporter un poids légal à la représentation des intérêts des étudiant-es employé-es. Les premières négociations ont été très dures : elles ont duré près de 4 ans ! Après l'accréditation, en janvier 1993, et la préparation des demandes syndicales, qui se sont terminées au printemps 1994,

1. Plusieurs auteurs, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 150 ans de luttes*, Montréal, coédition CSN et CEQ, 1984 [1979], p. 11.

les négociations ont commencé. Il fallut plusieurs journées de grèves, des tentatives d'arbitrage, et de multiples rencontres pour que finalement, une première convention collective soit signée au printemps 1998¹, soit quatre ans après le début des négociations. Un tel laps de temps est énorme lorsqu'on sait que la population étudiante visée par l'accréditation peut parfois terminer un cycle complet de formation en deux ans. Il y eut donc des membres qui se sont inscrits et ont eu le temps de terminer leur formation tout en étant syndiqué, mais sans avoir de convention collective.

La question des salaires était au cœur du litige. Le syndicat, l'Association des étudiantes et étudiants diplômés employés de McGill (AGSEM-AEEDEM), demandait la parité avec les autres syndicats de ce secteur ailleurs au Canada. Toutefois, plusieurs de ces syndicats existaient déjà depuis de nombreuses années, et ils avaient gagné de meilleures conditions de travail au prix de hautes luttes. Le syndicat des assistant-es d'enseignement de l'Université de Toronto prétend être le premier à avoir été accrédité dans ce secteur d'emploi, et son accréditation réelle aurait été obtenue en 1975². La vague s'est ensuite répandue dans plusieurs universités ontariennes avant de s'étendre ailleurs au Canada.

Au Québec, la syndicalisation massive est beaucoup plus récente. À la suite de la création du syndicat de McGill, dont les membres sont affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), plusieurs années se sont écoulées avant que de nouvelles accréditations ne soient accordées. Cependant, lorsque la vague a été lancée, elle s'est vite transformée en raz-de-marée. Le tout a commencé à l'été 2003 par une campagne d'organisation à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) appuyée par la section québécoise de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC-Québec). Cette campagne a mené à un vote d'accréditation victorieux, ratifié par la Commission des relations du travail le 4 mai 2004. À la différence du syndicat de McGill, qui ne regroupe que les assistant-es

1. Voir le bref historique du syndicat présenté sur le site internet du syndicat : Association of graduate students employed at McGill (AGSEM), *History AGSEM*, < <http://www.agsem-aeedem.ca/about/history/> > (10 septembre 2008).

2. CUPE 3902, *History of CUPE 3902*, < <http://www.cupe3902.org/about/history-of-cupe-3902> > (10 septembre 2008).

d'enseignement, ces campagnes ont cherché à syndiquer autant les assistant-es d'enseignement que les étudiant-es qui travaillent dans le secteur de la recherche. Depuis la victoire à l'UQÀM, l'AFPC-Québec a dirigé et accompagné des démarches de syndicalisation dans plusieurs universités québécoises. Cinq syndicats ont été formés par ces campagnes, à l'Université Concordia (octobre 2006), l'Université Laval (novembre 2006), l'Université du Québec en Outaouais (juin 2007), l'Université de Montréal (juin 2007) et l'Université du Québec à Chicoutimi (mai 2008). Des démarches sont en cours sur d'autres campus, notamment celui de l'Université du Québec à Rimouski¹.

En cinq ans, il s'agit donc de plus de 13 000 étudiant-es, embauché-es à diverses tâches reliées à l'enseignement et à la recherche au sein de leur université respective, qui sont devenu-es membres d'un syndicat. Certains syndicats ont déjà signé une première convention (l'UQÀM, l'Université de Montréal et l'Université Laval), alors que les négociations sont en cours pour les autres universités. Ne s'arrêtant pas là, la campagne de syndicalisation s'est étendue et se poursuit pour les étudiant-es embauché-es par les universités dans d'autres secteurs que l'enseignement et la recherche.

Des gains pour qui?

Cette syndicalisation massive a suscité diverses réactions. Certains considèrent qu'il s'agit d'une avancée, notamment pour le syndicalisme québécois qui voit entrer dans ses rangs beaucoup de nouveaux membres dont les conditions de travail sont précaires. L'inclusion de ces membres devrait permettre une plus grande considération de la problématique du travail atypique, directement au sein même des syndicats². Les membres qui ont voté en faveur des conventions collectives ont également jugé qu'il s'agissait d'une amélioration de leurs conditions de travail. La liste des

1. Les différentes dates d'accréditations ont été tirées des communiqués de presse diffusés par l'AFPC sur le fil de presse canadien, qui peuvent être retrouvés dans Internet : Groupe CNW, < <http://www.newswire.ca/fr/releases/orgDisplay.cgi?okey=98424> > (10 septembre 2008).
2. Voir à ce sujet, Jonathan Harmond, « Les syndicats au bord de l'essoufflement », *Le Devoir*, 9 et 10 août 2008, < <http://www.ledevoir.com/2008/08/09/200866.html> > (10 septembre 2008).

améliorations obtenues pour les différentes universités serait longue à dresser. Mathieu Dumont, agent régional à la syndicalisation de l'AFPC-Québec, qui a participé à presque toutes les campagnes de syndicalisation et à plusieurs négociations, note certains gains majeurs :

À l'Université Laval, on a réussi à faire supprimer les salaires d'été. L'Université avait comme pratique coutumière de baisser les salaires des étudiant-es employé-es pendant l'été, sous prétexte qu'ils travaillaient un plus grand nombre d'heures, mais les tâches effectuées aient été les mêmes. Ce genre de pratique de l'Université nous a aidé-es à mobiliser les gens pour former un syndicat.

Isabelle Renaud, ancienne présidente et membre fondatrice du syndicat à l'UQAM, qui travaille maintenant comme représentante syndicale pour l'AFPC-Québec, souligne :

À l'Université de Montréal, on a réussi à faire abolir les descriptions de tâches. Avant la convention, l'Université segmentait tout, et des étudiant-es qui travaillaient pour un même professeur dans le cadre du même cours recevaient des salaires différents selon qu'ils et elles faisaient de la correction, du monitorat ou d'autres tâches. Avec la convention, certain-es étudiant-es ont passé du salaire minimum à plus de 20 \$ l'heure¹.

Sans description de tâches, la rémunération est fixée en fonction du cycle d'études dans lequel est engagé l'étudiant ou l'étudiante. Isabelle Renaud reconnaît toutefois que le principal objectif des négociations est de fournir une première convention à tout le monde. Lorsque tous les syndicats auront une convention, ils pourront se coordonner afin de concentrer les ressources nécessaires à la réalisation de mouvements de grève gagnants. En se coordonnant, les syndicats pourront choisir stratégiquement dans quelle université il est possible de faire des gains sur tel ou tel aspect, et pourront chercher à obtenir ces gains plus facilement pour les autres syndicats. À cet égard, les nouveaux syndicats regroupés au sein de l'AFPC-Québec ont déjà constitué un regroupement : le

1. Entrevues avec Mathieu Dumont et Isabelle Renaud, 15 septembre 2008.

Forum interuniversitaire des syndicats d'étudiant-e-s employé-e-s (FIUSÉE), qui devrait permettre l'échange d'informations en vue de négociations stratégiques.

Malgré ces gains, certains ne voient pas la syndicalisation d'un bon œil. Pour Jean-François Filion¹, la relation qui doit être privilégiée au sein des universités est celle de maître-élève. L'augmentation de la quantité d'étudiant-es embauché-es correspond pour lui à la jonction de deux phénomènes : D'une part, l'imposition d'une logique technico-économique aux universités, qui les pousse à entrer en compétition dans le grand marché de l'économie du savoir. Cette compétition passe par l'obtention de budgets de recherche et la réalisation de projets de recherche pour lesquels la main-d'œuvre étudiante est nécessaire. D'autre part, la précarisation de la condition étudiante, qui pousse cette population à devoir travailler de plus en plus pendant les études. La syndicalisation des étudiant-es représente pour lui une façon de nourrir la machine et de fixer les relations avec les professeur-es dans leur caractère économique. Selon Filion, c'est la relation maître-élève qui devrait être privilégiée.

Une dynamique de classe?

La tendance des universités vers la recherche et la diminution de leur financement provincial² sont des facteurs qui contribuent à créer une offre d'emplois pour les étudiant-es. En ayant moins de subventions mais de plus en plus d'étudiant-es à accueillir, les universités tendent à augmenter le nombre d'étudiant-es par classe. Elles doivent ensuite fournir des assistant-es d'enseignement aux professeur-es et chargé-es de cours pour effectuer les tâches d'enseignement et de correction. Les universités doivent

1. Jean-François Filion, « La syndicalisation des étudiants qui travaillent comme assistants de recherche ou correcteurs ne devrait pas être vue comme une raison de se réjouir », *Relations*, n° 714, janvier-février 2007, section Controverse.
2. Selon la Conférence des recteurs et principaux des Universités du Québec (CRÉPUQ), le sous-financement annuel est de 375 millions de dollars (chiffre de 2004). Voir : CREPUQ, *Le financement des universités québécoises : un enjeu déterminant pour l'avenir du Québec*, Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'éducation sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, 6 février 2004.

également se tourner vers d'autres sources de financement disponibles, dont les principales sont les entreprises privées et les poches des étudiant-es.

Pour ce qui est des entreprises, leur implication dans la recherche et dans le développement¹ des universités implique que les travaux universitaires de recherche sont de plus en plus orientés vers les objectifs qui correspondent aux besoins de ces entreprises, dont le premier est l'augmentation des profits. Dans ces cas, la main-d'œuvre étudiante est précieuse, car elle demeure moins dispendieuse que le recours à des professionnel-les de la recherche². Cette transformation de l'Université est d'ailleurs critiquée. Pour Michel Freitag³, elle correspond à une transformation de la science elle-même. À l'origine, la science pratiquée dans les universités devait viser la prise en charge critique et réflexive d'un idéal civilisationnel, et ce par la transmission critique des acquis du passé et par la synthèse des connaissances nouvelles. Un tel rôle suppose une pratique davantage tournée vers la recherche fondamentale. Or, la science qu'on pratique aujourd'hui à l'Université est plus

1. Le rapport de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques sur l'administration des universités conclut qu'il faut nommer davantage de membres indépendant-es sur les conseils d'administration des universités. Même si le rapport n'en souffle pas mot, ces membres proviennent essentiellement du milieu des affaires. Ainsi, on sent de la part de l'Institut une volonté de faire valoir davantage les intérêts des entreprises au sein de l'administration des universités, par le biais de leurs représentant-es qui siègeraient au conseil. Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, *Rapport du groupe de travail sur la gouvernance des universités du Québec*, mémoire présenté en septembre 2007, < http://www.igopp.ca/IMG/pdf/0_IGOPP_2007-09-18_Rapport_final_Groupe_de_travail_sur_la_gouvernance_des_universites.pdf > (10 septembre 2007).
2. Selon Mathieu Dumont, les organismes subventionnaires incitent les chercheurs universitaires qui déposent des demandes de subventions à engager une certaine proportion d'étudiant-es pour la réalisation du projet de recherche. Une telle recommandation est nouvelle selon lui.
3. Michel Freitag, *Le naufrage de l'Université et autres essais d'épistémologie politique*, Montréal, Nota Bene, 1998 [1995]. Dans ce livre, il n'est pas question de ne rien faire pour la recherche appliquée et de ne permettre que la recherche fondamentale. Il est plutôt question de séparer les espaces. L'Université, qui est investie d'une mission d'enseignement, devrait être axée sur la recherche fondamentale, plus utile à l'enseignement, alors que la recherche appliquée devrait être pratiquée dans des instituts de recherche, tels que l'INRS. En séparant ces deux espaces, on évite de corrompre l'enseignement par les visées plus courtes de la recherche appliquée, tout en préservant un espace pour la recherche fondamentale.

axée sur le développement de connaissances pratiques, dont le but est de prévoir l'effet de nos interventions sur le monde.

En transformant le rapport à la science, on transforme le rapport entre les professeur-es et les étudiant-es : il ne s'agit plus seulement d'une relation de transmission et d'échange de connaissances, mais bien d'une relation d'insertion de l'étudiante ou de l'étudiant dans le programme de recherche précis d'un professeur, qui correspond aux attentes des bailleurs de fonds. Plusieurs départements fonctionnent déjà dans cette logique, et l'inscription aux cycles supérieurs passe par l'insertion dans un projet de recherche déjà établi. Souvent, des offres d'emplois circulent sur les listes des départements, et elles indiquent clairement que les candidat-es recherché-es doivent faire porter leur projet d'étude sur les objectifs du programme de recherche qui a été subventionné.

Pour ce qui est des poches des étudiant-es, elles sont mises à mal depuis un certain temps. La hausse des frais de scolarité (une conséquence du sous-financement public), les diminutions des fonds alloués au programme de prêts et bourses, et la crainte que suscite la perspective d'un diplôme alourdi d'une dette qui devra être remboursée pendant plusieurs années sont fort probablement une série de facteurs qui incitent la population étudiante à travailler pendant les études. La demande d'emploi de cette population vient compléter l'offre provenant de la recherche subventionnée, d'où l'émergence d'un marché du travail étudiant dans les universités.

La croissance d'un tel marché vient donc transformer les relations entre les professeur-es et les étudiant-es. Plus que la seule relation professeurs-étudiants, elle devient également une relation employeur-employé. Dans bien des cas, tant les professeur-es que les étudiant-es ont suffisamment de bonne volonté pour que ces transformations ne posent pas de problèmes. Toutefois, elles n'en demeurent pas moins des transformations structurelles, indépendantes de la bonne volonté individuelle.

Il est possible de faire un parallèle entre cette transformation et celle qui a mené les artisan-es à devenir des ouvriers et ouvrières pendant la transition du féodalisme au capitalisme. Lorsque l'ap-

prenti voulait devenir compagnon, il devait apprendre du maître les rouages du métier. Ce genre de relation impliquait, d'une part, le respect de la connaissance du maître par l'apprenti et, d'autre part, le respect par le maître du travail, de l'innovation et du talent de l'apprenti. Il y avait là une forme de relation et de reconnaissance particulière. Elle s'apparente à la relation qu'entretient un directeur ou une directrice de mémoire ou de thèse avec les étudiant-es qu'il ou elle dirige. La relation salariale est tout autre. Elle implique plutôt que la travailleuse ou le travailleur vend son travail, contre un salaire mesuré par le temps de travail et calculé en heures. Or il devient embêtant que l'évaluation d'un mémoire ou d'une thèse se fasse en fonction du nombre d'heures impliquées dans sa rédaction. Pourtant, la reconnaissance qu'obtient l'étudiant-e à l'emploi d'un groupe de recherche se calcule en heures de travail. De plus, dans la relation de travail capitaliste, le travailleur ou la travailleuse est dépossédé-e des fruits de son travail, puisque cela constitue la source de profits de l'employeur. En contrepartie, l'étudiant-e demeure toujours l'auteur-e de son mémoire ou de sa thèse de doctorat. En s'installant dans la vie universitaire, la relation salariale transforme donc ce qui constituait le cœur des universités — la relation professeur-étudiant — en y insérant une relation économique de type capitaliste. Il nous est ici difficile de concevoir tout ce qu'implique une telle transformation.

En se syndiquant, les étudiant-es employé-es dans leur université ont d'abord et avant tout choisi d'améliorer leurs conditions de travail. Plusieurs d'entre eux préférèrent sans doute avoir des bourses pour étudier le sujet qui les anime plutôt que de devoir corriger les examens parfois ennuyeux de leurs collègues du premier cycle ou de faire de l'entrée de données pour une recherche qui ne touche pas directement leur champ d'intérêt. Cependant, le travail à l'Université représente bien souvent une occasion de faire de premiers pas dans le domaine de la recherche, de cosigner des articles et d'augmenter ainsi ses chances d'obtenir des bourses plus tard.

Dans ce contexte, la syndicalisation est davantage le résultat que la cause des transformations de l'Université. À preuve, les

membres du syndicat à l'UQAM préféraient ne pas négocier de clause d'ancienneté afin de garantir qu'un étudiant ou qu'une étudiante puisse travailler pour le professeur qui est son directeur de maîtrise ou de doctorat. Ils voulaient améliorer leurs conditions de travail, tel qu'en fait foi leur volonté de se syndiquer, qui fut elle-même partagée par les étudiant-es employé-es des autres universités. Toutefois, l'amélioration des conditions ne devait pas nuire aux conditions d'étude, et la bonne entente entre une directrice ou un directeur et celui ou celle qui est supervisé-e devait primer sur la relation contractuelle d'emploi. Il appert donc que les deux rapports de classes différents se superposent plus qu'ils ne se hiérarchisent.

De plus, les conditions de travail sont souvent liées aux conditions d'étude. Par exemple, les salaires réels sont grandement influencés par les frais de scolarité : si ceux-ci augmentent, la part du salaire permettant à la population étudiante de survivre en sera diminuée d'autant.

Un tel chevauchement des rapports de classes a même été observé au cœur de grèves importantes en Ontario. Au début des années 2000, différents syndicats d'étudiant-es employé-es y ont fait la grève pour obtenir des articles de convention les protégeant de l'érosion des salaires résultant de l'augmentation des frais de scolarité¹. Ils utilisaient alors les relations de travail pour protéger non seulement les conditions de travail, mais également les conditions d'études.

Les tensions qui résultent du chevauchement

Lors des négociations des différents syndicats d'employé-es étudiant-es au Québec, les administrations universitaires ont bien su jouer sur le chevauchement des rapports de classe. Isabelle Renaud rappelle que les administrations universitaires ont insisté pour inclure dans le préambule des conventions collectives un article

1. CUPE 3902, *op. cit.*, et aussi, l'article 6 de la lettre d'intention qui apparaît dans la convention collective 2005-2008 entre l'Université York et le syndicat CUPE 3903, unité 1. *Convention entre l'Université York et le Syndicat canadien de la fonction publique, Section locale 3903*, < <http://tao.ca/~cupe3903/web/files/Unite1-Fr,%202005-2008.doc> > (10 septembre 2008).

qui stipule que le travail étudiant est en fait un complément à la démarche d'étude :

L'Employeur et le Syndicat conviennent que le principal objectif de la personne étudiante salariée est la poursuite et la réussite de ses études. Le travail étudiant au sein de l'Université est un outil complémentaire à sa formation pouvant faciliter l'intégration des apprentissages acquis ou générant un revenu d'appoint lui permettant de supporter sa démarche étudiante¹.

Bien que le salaire soit versé en fonction des heures de travail effectuées, et que peu d'étudiant-es trouvent un emploi directement lié à leur domaine d'étude, l'employeur insiste pour ne pas reconnaître le travail des étudiant-es comme tel. Au sud de nos frontières, le *National Labour Relations Board* (l'équivalent de la Commission des relations du travail pour les États-Unis) a décidé en août 2005, lorsqu'il a été dominé par les Républicains, que les employé-es étudiant-es n'étaient pas des travailleurs et des travailleuses mais de simples étudiant-es, alors qu'il avait rendu une décision contraire en 2000². Il en est résulté la perte d'accréditation pour certains syndicats. Mathieu Dumont et Isabelle Renaud soutiennent que l'une des principales difficultés rencontrées aux différentes tables de négociation est la reconnaissance du travail que font les étudiant-es. Les administrations universitaires hésitent à reconnaître le travail étudiant comme un travail, car cela mène à devoir fournir les conditions de travail que méritent ces emplois. Ainsi, dans les négociations, la volonté de préserver la relation professeur-étudiant nuit aux avancées pour les conditions de travail.

Une autre dimension du travail étudiant touche aux relations de classes, par le lien direct qu'elles entretiennent avec la question

1. *Convention collective intervenue entre l'Université du Québec à Montréal (employeur) et l'Alliance de la fonction publique du Canada (FTQ) (Syndicat des étudiants employés) (syndicat) en vigueur du 1^{er} juin 2005 au 31 mai 2008*, article 1, alinéa 1.01, < http://www.setue.org/IMG/pdf/Convention05-08_Unite1.pdf > (10 septembre 2008).
2. Voir à ce sujet, Steven Greenhouse, *57 Teaching Assistants Arrested at N.Y.U. Sit-In for Union Rights*, *The New York Times*, 28 avril 2006, < http://www.nytimes.com/2006/04/28/nyregion/28nyu.html?_r=3&oref=slogin&oref=slogin > (10 septembre 2008).

de la propriété. Sous le capitalisme, l'extorsion de la plus-value provient du droit d'accès, c'est-à-dire du droit du propriétaire des moyens de production d'être également le propriétaire des fruits du travail de l'employé. Dans les universités, la question de la propriété intellectuelle est très sensible. Bien que la position d'Isabelle Renaud soit ferme lorsqu'elle soutient que les étudiant-es doivent demeurer propriétaires de tout ce qu'elles et ils produisent, il est fort à parier que des gains seront difficiles à obtenir dans ce domaine. La condition de possibilité du financement privé de la recherche est que les entreprises qui financent la recherche deviennent propriétaires de brevets¹. Dans un tel cadre, les étudiant-es deviennent de véritables prolétaires de la recherche, puisque l'achèvement et la diffusion d'un mémoire ou d'une thèse portant sur un sujet de recherche financée par une entreprise privée, pourrait mettre à mal la confidentialité réclamée par celle-ci. La recherche ne peut plus alors profiter aux études.

Conclusion

La syndicalisation des employé-es étudiant-es dans les universités au Québec n'est pas une transformation des rapports de classe au sein de l'Université, mais le résultat de la prolétarianisation des étudiant-es dans ce secteur. Si le travail étudiant était marginal et qu'il n'était qu'un appoint aux études, la syndicalisation n'aurait probablement pas été aussi rapide et étendue. À cet égard, l'UQÀM a été obligée d'accepter d'inscrire dans la convention collective des assistant-es de recherche et d'enseignement l'article suivant : « L'Employeur et le Syndicat reconnaissent que les tâches effectuées par les personnes étudiantes salariées apportent un soutien important à la mission d'enseignement, de recherche et de création de l'Université². »

1. À cet égard, Daniel Bensaïd note que les universités deviennent de plus en plus des sous-traitants des cartels du savoir qui tirent des bénéfices de l'appropriation privée du savoir. Elles obtiennent des contrats de recherche dans lesquels les compagnies inscrivent des clauses de confidentialité qui leur garantissent l'exclusivité des connaissances produites. Il donne deux pays en exemple pour ce genre de pratique : les États-Unis et... le Canada! Daniel Bensaïd, *op. cit.*, p. 88-89.
2. *Convention collective intervenue entre l'Université du Québec à Montréal... op. cit.*, article 1.02, p. 3.

La vague de syndicalisation est donc le symptôme d'une transformation qui doit nous préoccuper — la modification du rôle des universités dans notre société. Doivent-elles devenir des usines de production du savoir ? Doivent-elles devenir des manufactures de diplômé-es inféodé-es aux besoins de l'entreprise ?

Les étudiant-es, même engagé-es dans la contrainte salariale qui les pousse à vendre leur force de travail et ainsi à devenir des « prolétaires » de la connaissance, demeurent tout de même des étudiant-es. Il y a bel et bien chevauchement des deux rapports. Dans ce contexte, les professeur-es ne deviennent pas pour autant les véritables propriétaires des moyens de production... ils ne sont pas nécessairement les « bourgeois » ! L'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi a tenté d'empêcher la syndicalisation des employé-es étudiant-es en prétextant que ce n'était pas l'Université qui les embauchait mais chaque professeur-e, sur une base individuelle. L'Université a été déboutée par une décision de la Commission des relations du travail : c'est bien elle qui est l'employeuse aux yeux des lois du travail¹. Une telle décision nous indique bien qu'il ne s'agit pas de remettre en cause la bonne foi des professeur-es cherchant à offrir des sources de revenus aux étudiant-es qu'ils et elles dirigent, mais d'examiner comment la dynamique structurelle des universités vient inciter la prolétarianisation et affecter la relation entre professeur-es et étudiant-es pour en faire une relation employeur-employé. Est-il possible de défendre l'aspect féodal des relations professeurs-étudiants contre l'accumulation « primitive » qui s'étend à tous les secteurs ? La seule façon d'y arriver est probablement d'extraire les étudiant-es de la contrainte salariale en leur fournissant les bourses nécessaires à la poursuite de leurs démarches d'étude.

Perçues ainsi, les luttes des associations étudiantes des dernières années qui cherchaient à préserver le programme de prêts et bourses, voire à diminuer les prêts pour augmenter les bourses,

1. Maryse Morin (commissaire), Commission des relations du travail, Division des relations du travail, *Syndicat des étudiants et étudiantes employé(e)s de l'UQAC / Alliance de la Fonction publique du Canada (APFC) FTQ, requérant c. Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Employeur et Syndicat des professionnelles et professionnels de l'Université du Québec à Chicoutimi, Mis en cause*, no. de ref.: 2008 QCCRT 0384, 2 septembre 2008.

ou encore à faire baisser les frais de scolarité plutôt que d'accepter leur augmentation, ne sont pas seulement des luttes pour le maintien du droit à l'éducation, mais également des luttes contre la prolétarianisation des étudiant-es. Les syndicats d'employé-es étudiant-es devront également faire leur part. S'ils se cantonnent dans la défense des conditions de travail, sans percevoir que les conditions de travail et d'études sont à ce point liées et que l'objectif final de la lutte pour les conditions de travail devrait être d'abolir le travail étudiant au profit de bourses généralisées, ils risquent bien de contribuer au mal qu'ils combattent. À moyen terme, il devra se développer des alliances solides entre le mouvement étudiant et le mouvement des étudiant-es/syndiqué-es dans les universités, afin que les revendications des luttes pour l'amélioration de la condition étudiante perçoivent ces deux dimensions (celle du travail et celle des études) comme indissociables.

Il est également possible d'espérer que la vague de syndicalisation fasse naître chez les centrales syndicales une préoccupation plus importante pour la condition étudiante. Il n'est pas inutile de se rappeler qu'en 2005, alors que la plus grande grève étudiante de son histoire balayait le Québec, les grandes centrales syndicales ont été peu solidaires, sinon franchement critiques, face aux mobilisations étudiantes¹. Il est possible d'espérer que les nouveaux liens entre les centrales syndicales et le mouvement étudiant seront garants d'appuis plus... solidaires.

1. Le président d'alors de la FTQ, Henri Massé, avait déclaré : « Je ne dis pas qu'ils devraient abandonner les 103 millions. Mais au lieu de l'avoir sur un an, est-ce possible de l'avoir sur deux ? [...] Quand on veut négocier avec le gouvernement, il faut faire quelques compromis, autrement le gouvernement ne voudra pas perdre la face et ne bougera pas. » Voir Marie-André Chouinard et Tommy Chouinard, « Les cégeps refusent la facture de la grève », *Le Devoir*, 23 mars 2005, < <http://www.ledevoir.com/2005/03/23/77688.html> > (le 10 septembre 2008).

Perspectives

Forces et faiblesses de l'économie argentine

PIERRE SALAMA

DÈS LA FIN DES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX, l'Argentine est entrée dans une très profonde crise et au terme de quatre années, elle a connu une reprise de sa croissance à un rythme exceptionnellement élevé. Depuis le second trimestre 2008, cependant, la croissance y connaît un certain ralentissement. Au total cependant, le revenu par tête de l'Argentine reste le plus élevé d'Amérique latine, mais sa croissance sur les vingt dernières années est faible et surtout particulièrement volatile.

Pays essentiellement urbain, l'Argentine affiche un tissu industriel relativement complexe. Contrairement à ce qui a été souvent affirmé, l'économie argentine n'est pas « primarisée » et ses exportations industrielles sont conséquentes. Le solde positif de sa balance commerciale ne s'explique pas seulement par la vigueur de ses exportations de produits primaires et de produits manufacturés d'origine agricole, même si ceux-ci y contribuent fortement.

La structure et l'évolution de ses exportations en témoignent. En 1997, à la veille du début de la grande crise (1998-2002), les exportations de produits manufacturés correspondaient à 31 % du total de ses exportations, celles de produits primaires hors combustibles à 24 % et celles des produits manufacturés d'origine agricole entre 34 et 35 %, le reste étant composé de combustibles. Dix ans plus tard, les exportations totales ont plus que doublé de valeur, passant de 26,4 milliards de pesos en 1997 à 55,7 en 2007.

Il apparaît donc quelque peu réducteur de caractériser l'Argentine d'aujourd'hui comme une économie primarisée. Depuis

2002, le tissu industriel s'est consolidé grâce à la forte dévaluation de la monnaie, au relatif maintien d'une monnaie dépréciée et à l'investissement en forte croissance. C'est cela qui explique la forte augmentation des emplois. Cependant, avec la poursuite d'une forte hausse du prix des matières premières, le poids des produits primaires et des biens manufacturés d'origine agricole devrait augmenter dans les exportations argentines. C'est dans ce contexte que la question agraire ressurgit avec force en Argentine avec les conflits apparus en 2008, entre le gouvernement d'une part désirant instaurer une « rétention mobile » sur les prix du soja et du tournesol, et le secteur rural d'autre part la refusant.

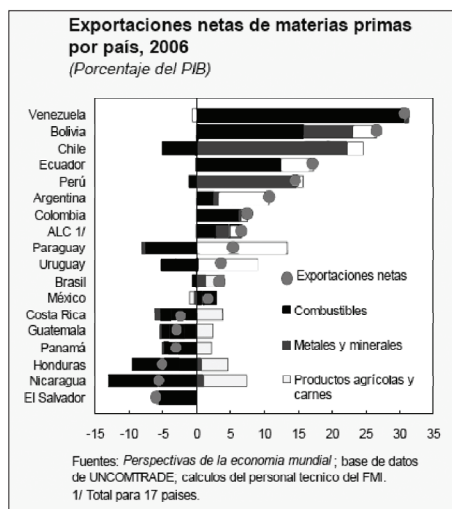
La hausse des cours des matières premières

La hausse des cours des matières premières d'origine agricole sur les marchés internationaux a provoqué un phénomène de contagion sur les prix de ces produits au niveau local dans de nombreux pays. En 2007, la hausse des prix des produits alimentaires a été de 15,2 % contre 7,8 % pour la hausse du niveau général des prix au Chili, de 30,9 % contre 22,5 % au Venezuela, et de 10,8 % contre 4,5 % au Brésil. Les statistiques officielles argentines indiquent que ces taux seraient de 8,6 % et 8,5 %, mais elles sous estiment largement l'inflation et sont en cours de correction¹.

Avec l'augmentation du cours des matières premières, la hausse des prix tend à s'accélérer. Elle diminue le pouvoir d'achat des populations fortement vulnérables à l'inflation, principalement les catégories aux revenus modestes. Malgré une croissance du PIB plus ou moins forte dans les années 2000 dans la plupart des économies latino-américaines, le risque d'une augmentation de la pauvreté y reste élevé dans un proche avenir, mais c'est également vrai dans nombre de pays développés.

Depuis le début du millénaire et plus particulièrement depuis 2006-2007, les cours des matières premières agricoles et minières connaissent une forte hausse et une volatilité importante ainsi qu'on peut le constater dans le graphique suivant.

1. L'Argentine connaît en réalité une hausse des prix bien plus importante, de l'ordre de 20 % en 2007. Avec la hausse du prix des produits alimentaires en 2008, on considère que la hausse du niveau général des prix devrait se situer autour de 30 %.



Lorsqu'on considère les exportations nettes de matières premières, tous les pays ne sont pas dans la même situation. Certains exportent des matières premières minières (la Bolivie, le Chili, le Pérou, le Brésil), d'autres, des combustibles (le Venezuela, le Mexique, la Bolivie) et d'autres enfin, des matières premières agricoles (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay). Plus précisément, si on considère l'ensemble des produits exportés liés à l'*agrobusiness*, le Brésil a exporté en 2007 un peu moins de 40 milliards de dollars de produits liés à l'*agrobusiness*, l'Argentine, un peu plus de 20 milliards de dollars. Le taux de croissance par an de ces exportations a été entre 1996 et 2006 de 9,4 % en moyenne au Brésil, de 4,5 % en Argentine contre 1,4 % aux États-Unis et 3,4 % dans l'Europe des 27. Les économies semi-industrialisées (Brésil, Mexique, Argentine) ont en général des exportations diversifiées, celles qui sont les moins développées ont des exportations concentrées sur peu de produits peu élaborés (Bolivie, Pérou) et celles qui ne disposent de peu de matières premières exportent en général des produits assemblés (Amérique centrale).

Selon les prévisions du FMI, l'indice des prix des « produits alimentaires » devrait s'établir à 149,9 en 2008, et à 147,1 en 2009

(base 100 en 2005), alors qu'en 2001, il était à son niveau le plus bas depuis 1980, soit 79. La hausse des prix s'est accélérée ces dernières années sur certains produits. De mars 2006 à mars 2008, le cours du blé a cru de 152 % et celui du maïs de 122 %, alors que la viande de bœuf augmentait de 20 % et les bananes de 24 %.

Les impacts

C'est dans un contexte macroéconomique de ralentissement de la hausse du niveau général des prix et de « modération » salariale que survient la forte hausse du prix des matières premières. La reprise inflationniste provoquée par cette hausse réduit plus ou moins fortement le pouvoir d'achat de la majeure partie de la population dans les pays développés, les économies semi-industrialisées latino-américaines et les pays en voie de développement, à l'exception des économies asiatiques dites émergentes où ce pouvoir d'achat ne fait que ralentir sa progression. L'inflation est en effet un fort vecteur de concentration des revenus. La taxe inflationniste est d'autant plus élevée que le revenu est faible.

Globalisation, inflation, salaire dans les pays développés

Dans les pays développés, avec la globalisation, tant commerciale que financière, l'accroissement de la productivité n'a plus servi à alimenter une hausse simultanée des profits et des salaires (le « fameux partage des fruits de la croissance »), comme c'était le cas lors de la période dite fordiste dans les pays développés. Il a plutôt servi partiellement à alimenter une réduction relative de la hausse des prix, voire une baisse absolue pour certains produits, dès les années quatre-vingt-dix, en raison des contraintes plus fortes de compétitivité avec les économies émergentes asiatiques, principalement sur certains produits manufacturés. Cet accroissement de la productivité a également été accaparé par le secteur financier, en plein essor dans les pays développés et dans les économies latino-américaines.

De plus, le salaire réel moyen a peu augmenté. Il a même stagné, si l'on tient compte de la multiplication des emplois à

temps partiels. On a également observé un *décrochage* de l'évolution des revenus réels du travail par rapport à l'accroissement de la productivité. *La part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises non financières a baissé*, parfois fortement, en faveur de la part des profits, notamment celle des profits financiers.

En *Amérique latine*, l'évolution des salaires et de leur part dans la valeur ajoutée suit une évolution à long terme semblable à celle observée dans les pays développés. Ainsi, en *Argentine*, le niveau moyen des salaires réels dans le secteur structurel privé aurait retrouvé son niveau d'avant la crise de 1998-2002 dès la fin de 2005, après avoir fortement chuté, mais tel n'a pas été le cas pour les emplois informels et ceux du secteur public. Cependant la récupération du pouvoir d'achat des catégories les plus modestes a été, de ce fait, surestimée ainsi que la baisse du niveau de pauvreté...

C'est dans ce contexte de hausses des prix des matières premières qu'on constate un taux d'inflation réduit dans de nombreux pays mais de nouveau en hausse en Argentine. Pendant ce temps, on observe la faible progression, voire la stagnation, du pouvoir d'achat moyen des salaires, auxquels il convient d'ajouter une chute des bourses mondiales et un ralentissement prononcé de la croissance des pays développés.

L'explosion du soja

La hausse importante des cours des matières premières d'origine agricole est à l'origine de l'accroissement des rentes dont bénéficient les grandes exploitations en Argentine et d'une concentration de la production sur quelques produits dont la rentabilité est plus élevée. Ainsi, la production de soja occupait 37 000 hectares en 1971, puis 8,3 millions d'hectares en 2000 et 16 millions d'hectares en 2007, *soit 60 % des terres cultivées* en Argentine contre 34 % au Brésil. Ce bouleversement du « paysage » agricole a permis un essor très rapide de la production et des exportations de soja en volume. Plus précisément, en ce qui concerne les graines de soja, l'Argentine occupait le troisième rang mondial en 2000-2001 et en 2006-2007 tant pour la production que pour les exportations.

Cette expansion « foudroyante » de la culture du soja s'est faite au détriment des autres produits alimentaires. Il y a eu des *substitutions* de cultures et non un éloignement de la frontière agricole par augmentation des terres arables. Pour de nombreux produits comme le blé, la raréfaction consécutive des terres arables réduit relativement leur offre face à une demande en expansion. La production de riz a baissé de 44 % entre 1997 et 2002, celle de maïs de 26 %.

L'essor de la production du soja pour l'exportation — et de quelques autres matières premières comme le tournesol — a un coût écologique, car elle utilise des OGM, dont nous ne pouvons traiter en détail dans le cadre de cet article¹. Cette production a un coût social important, puisque les salarié-es de ces exploitations occupent plus souvent des emplois informels que dans l'industrie et le commerce. Leurs revenus sont plus faibles que ceux offerts par l'industrie et le commerce. En effet, en 2006, le pourcentage des travailleuses et travailleurs informels était de 38,3 % dans l'ensemble de l'économie argentine. Or dans l'agriculture (élevage et sylviculture), ce pourcentage s'élève à 62,5 %. Les salarié-es bénéficiant d'emplois structurés dans ce domaine reçoivent une rémunération largement inférieure à la moyenne des salariés formels². Il y a enfin un coût humain considérable, car l'Argentine, qui produit six fois plus de denrées alimentaires que ce dont elle aurait besoin pour nourrir sa population, tolère une situation où des milliers d'enfants y souffrent de malnutrition.

Ainsi, la question alimentaire ressurgit avec force. Elle ne concerne plus (ou moins) les campagnes, lieux privilégiés des grandes famines jadis, mais les villes, dont la croissance vient en partie de paysans exclus de leurs terres par la violence économique consécutive à la marchandisation des biens agricoles, paysans qui vivent dans des bidonvilles à la recherche d'activités de survie. Avec l'urbanisation croissante, le spectre de la faim menace surtout les habitants des villes. Non seulement en Argentine mais

1. Voir M. M. Robin, *Le monde selon Monsanto, de la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien*, Paris, La Découverte et Arte, 2008.
2. INDEC, repris de Sirinivasa, *El reparto del campo*, 2008, < <http://dataduros.blogspot.com/2008/06> >

dans de nombreux pays, la « *sécurité alimentaire* » devient une question centrale.

La sécurité alimentaire menacée

De nombreux pays ont freiné leurs exportations de riz, afin de limiter la hausse des prix sur les marchés intérieurs que risquait de provoquer la poursuite d'exportations de ce produit à des prix de plus en plus élevés. C'est le cas du Vietnam. D'autres ont augmenté les dépenses consacrées aux subventions et/ou cherché des accords de limitation de prix avec les groupes industriels (Mexique). D'autres enfin ont cherché à augmenter leurs recettes fiscales afin de financer des dépenses de soutien à la consommation.

La politique économique suivie par le gouvernement argentin a été tout autre. L'Argentine a décidé d'instaurer une taxe (les *retenciones*) indexée aux cours de certains produits agricoles primaires (soja et tournesol). Cette rétention fonctionne à taux variables, en augmentant lorsque les prix montent sur les marchés internationaux. Le principe de ces « rétentions mobiles » est précisément de *neutraliser* l'effet de contagion possible des prix internationaux sur les prix internes en fournissant davantage de ressources à l'État à mesure que montent les prix externes. Ces ressources supplémentaires devraient servir à freiner la hausse des prix internes, ou tout au moins son accélération, grâce aux subventions octroyées de façon proactive en amont (aide aux petits producteurs, subventions à l'industrie et aux transports pour alléger le coût de la facture pétrolière) et en aval (subventions pour les produits alimentaires).

Cette mesure innovatrice — puisque paramétrée selon le niveau des prix sur les marchés internationaux et appliquée indifféremment aux petites et aux grandes exploitations — n'a pas les mêmes effets en terme d'ampleur de gain selon la taille des exploitants. Elle ampute les gains potentiels différemment selon la taille de l'exploitation, le rendement à l'hectare, les coûts des intrants utilisés, l'éloignement du port, mais ne les diminue pas de manière absolue. Cette mesure, ajoutée au passif des relations entre les gouvernements argentins successifs et les organisations

des exploitants agricoles, explique en grande partie l'alliance entre tous les exploitants face au gouvernement contre une mesure qui ne concernait que les exploitations de soja et de tournesol, et ce indifféremment à la taille de leur exploitation et à l'hétérogénéité de leurs situations respectives, qu'ils produisent ou non du soja.

Quelques réflexions pour conclure

L'efficacité de la politique redistributive, telle qu'appliquée en Amérique latine, est relative. Dans un rapport récent, l'OCDE constate que les coefficients de Gini avant et après les transferts sociaux et les impôts restent très proches l'un de l'autre, à la différence de ce qu'on observe dans les pays européens. C'est dire que les inégalités demeurent élevées alors qu'en Europe, elles chutent de huit à dix points.

Les données récentes évaluent l'ensemble des subventions en Argentine à 3-3,5 % du PIB, soit à peu près 30 à 35 milliards de pesos pour l'année 2008¹. La part la plus importante de ces subventions, soit 19 milliards, est consacrée à l'énergie, dans le but d'alléger la facture pétrolière tant des entreprises publiques que privées et des ménages. On observe que l'essentiel des subventions vont à l'énergie et aux transports, très peu allant en fait aux produits alimentaires et aux compensations. Entre l'intention affichée et sa réalisation, il y a donc un gouffre, source de nombreux mécontentements, qui affecte directement le pouvoir d'achat des plus démunis et alimente un conflit distributif plus classique entre salariés et entrepreneurs et une défiance du gouvernement.

Après l'échec du projet de loi, le Sénat ayant refusé de voter le principe des « rétentions variables », le gouvernement semble se diriger vers une loi favorisant l'accroissement de la production agricole et surtout sa diversification grâce à un financement provenant des « rentes extraordinaires ». Il veut ainsi limiter l'exode rural, permettre un meilleur approvisionnement du marché intérieur et limiter la hausse des prix. Mais si la répartition des subventions demeure la même, on peut douter de son efficacité.

1. Voir R. M. Ruiz, « Los subsidios casi igualan al superavit », *La Nacion*, 20 juillet 2008.

Un taux élevé de croissance comme celui que connaît actuellement l'Argentine est-il bon en soi ? *A priori*, la réponse est positive : cela crée des emplois et les revenus distribués sont en hausse, surtout parce que l'industrie, mais aussi la construction et les services, ont connu un certain essor. Pourtant, lorsqu'on approfondit cette question, on observe que ce qui est important à moyen et long terme est la capacité à transformer la *structure* de ce qu'on produit, car c'est d'elle que dépend la qualité de l'insertion dans l'économie mondiale. Si, par exemple, cette nouvelle insertion se fait à partir d'une spécialisation en produits de moyenne et de haute technologie dont les élasticités prix et surtout revenu par rapport à la demande sont élevées, alors cette insertion peut être considérée comme positive, car d'elle découleront de plus grandes possibilités de valorisation et une moindre vulnérabilité de la croissance. À l'inverse, une modification du tissu industriel centrée sur des produits peu dynamiques conduit à une insertion régressive à terme. Elle a un coût potentiel en termes de croissance et de vulnérabilité. De même une spécialisation en produits primaires, dont les cours mondiaux sont aujourd'hui en hausse, peut accroître la vulnérabilité du pays lorsque les cours s'inverseront. L'important est donc d'utiliser « l'aubaine » que représente une hausse des cours des matières premières pour en faire servir une partie à l'émergence d'industries situées dans des niches à fort potentiel de développement. Le tissu industriel actuel, relativement consistant, peut servir de tremplin à de telles opportunités. L'essor des exportations industrielles en est la preuve, même si celles-ci demeurent fragiles face aux transformations des spécialisations dans les exportations mondiales. Cela passe aussi et surtout par un effort renouvelé dans l'éducation, la santé et dans les infrastructures. Il n'y a de richesse durable que celle qui repose sur le travail, et aujourd'hui sur le travail qualifié.

Apparence, hypersexualisation et pornographie

RICHARD POULIN

Séduire, c'est mourir comme réalité et se produire comme leurre

Jean Baudrillard¹

*F*AITES VOTRE CINÉMA XXX! Silence, on jouit! Guide du top dix des films érotiques. Les films pornographiques peuvent alimenter votre vie sexuelle! Préparons le pop-corn et le lubrifiant! Cours de danse sexy pour booster la séductrice en nous! Fais-moi mal chéri! Festival de la branlette!

Ce ne sont pas des titres coiffant des DVD pornographiques ou des articles de magazines pour hommes! Ces titres sont tirés du magazine *FA* (*Femmes d'aujourd'hui*, mai 2008), publié par TVA Publications, une compagnie de la multinationale Quebecor qui possède également la principale chaîne privée de la télévision québécoise. *FA* racole pour la pornographie en tentant de convaincre les femmes que celle-ci est *glamour*, *sexy* et enrichissante. Ce magazine a le soutien financier du gouvernement canadien, par l'entremise du Programme d'aide aux publications et du Fonds du Canada pour les magazines, pour ses envois postaux et ses coûts rédactionnels.

Le groupe Quebecor est propriétaire de Vidéotron, l'une des principales compagnies de câblodistribution et de connexion à Internet. Par conséquent, Quebecor s'avère l'un des principaux diffuseurs de la pornographie à la télévision, par Internet et par la

1. Jean Baudrillard, *De la séduction*, Paris, Galilée, 1979, p. 98.

téléphonie sans fil. Le groupe encourage ouvertement sa diffusion dans ses nombreux magazines et ses hebdomadaires gratuits. La multinationale contrôle également les principaux portails commerciaux québécois de l'Internet, dont un moteur de recherche, des agences de rencontre ainsi que des réseaux de communautés en ligne.

Les magazines comme *FA* sont l'aboutissement d'une tendance à l'œuvre depuis les années 1990, soit depuis que la pornographie s'ébat avec succès hors de son ghetto, en imposant ses normes.

La presse féminine

La presse féminine, qui était traditionnellement sentimentale, est devenue « sexuelle » ; le « si on se fiançait » a évolué pour devenir « comment mettre un homme dans son lit » (*Isa*, mars 2001). Elle fait nettement écho à l'imagerie pornographique. L'acte sexuel est dissocié des sentiments, ce qui, on le sait, est la trame même du discours pornographique : « *Instant sexe*, le guide de l'amour rapido-incognito », titre *Vingt ans* (mai 2000), un magazine consommé par les adolescentes et même les préadolescentes.

Il s'agit non seulement de « booster son plaisir » (*Bien dans ma vie!*, été 2005) et de croire que tout ce qui est pornographique est *hot*, mais surtout de réguler la sexualité féminine autour de l'idée de la performance sexuelle. Les femmes et les adolescentes doivent absolument vivre une sexualité épanouie¹. Cette dernière exige à la fois une connaissance technique du corps, sa mise en condition (si ce n'est sa transformation) et l'adoption de pratiques pornographiques : « Utilisez les *sexy toys!* » (*Isa*, juillet 2003), « Et si je lui faisais un *strip-tease?* » (*Bien dans ma vie!*, été 2005). « Avez-vous le corps de ses envies ? » demande *Jeune et Jolie* (mars 2007).

Soyez audacieuses! Distinguez-vous! N'hésitez à adopter le perçage, le tatouage et même la scarification (*Adorable*, novembre 2005). Puisque ces pratiques « font maintenant sensation auprès des femmes », faites donc comme les autres, soyez de votre temps, laissez entendre le magazine! C'est la quadrature du cercle : il faut

1. Caroline Moulin, *Féminités adolescentes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 44.

réussir à se démarquer des autres tout en faisant comme tout le monde!

Adoptez d'autres positions sexuelles, apprenez à aimer les actes sexuels vus dans la pornographie, amusez-vous avec les jouets sexuels, vous connaîtrez un épanouissement sexuel et, par conséquent, un épanouissement personnel, prescrivent les magazines pour filles. L'époque, on le voit bien, est à l'ordonnance de normes à suivre.

Les magazines féminins racolent pour les sex-shops, font la promotion de leurs gadgets... Dans son numéro de novembre-décembre 2005, *Jalouse* offre à ses lectrices un vibromasseur. Selon le directeur du magazine, « vendre un vibromasseur avec *Jalouse* correspond parfaitement à sa vocation avant-gardiste ».

Dans ces magazines, l'émancipation et l'autonomie féminines se réduisent à l'accomplissement sexuel performatif individuel et à l'adoption de codes pornographiques.

À lire les magazines féminins, qu'ils soient pour adolescentes ou pour femmes, on ne peut pas être surpris par la croissance de la consommation de pornographie par les femmes. C'est ce qui est nouveau par rapport à ce qui se pratiquait voici vingt ans, où cette consommation était essentiellement masculine.

La publicité « porno chic »

Luxe et sexe font bon ménage. Saphisme, sadomasochisme, viol collectif, fétichisme, zoophilie, etc., sont des thèmes exploités dans la communication publicitaire.

Le « porno chic » désigne une pratique publicitaire qui puise son inspiration directement dans la pornographie. Le but principal de cette publicité, outre le fait qu'elle visait à élargir la clientèle, est de retenir l'attention du public et d'influencer son opinion à l'égard de la marque. La stratégie du « porno chic » des grandes marques de luxe a pour objectif de susciter un désir chez le consommateur tout en lui faisant mémoriser la marque, ce pourquoi la provocation est très utile. « En impliquant fortement le consommateur, le *shockvertising* [publicité provocatrice] garantit la remarquabilité de l'annonce et augmente son taux de

mémorisation de manière substantielle¹. » Ce type de stratégie de communication peut s'avérer très efficace. « Dans un environnement publicitaire encombré, un contenu publicitaire choquant assure au message d'être entendu », attestent des chercheurs².

La « vogue sex-shop de la publicité » a été la marque de commerce de groupes comme Gaultier, Helmut Lang et Mugler³. Les marques de luxe Gucci, Versace, Dior ou Vuitton, puis celles de prêt-à-porter comme Eram et American Apparel, ont à leur tour adopté les codes de la pornographie pour publiciser leurs produits. Il est de bon ton de montrer une femme dénudée en position de soumission à un homme (Weston). Des lesbiennes se pourlèchent pour un sac à main Ungaro. Un homme offre une bague Natan, la femme ouvre alors les jambes pour montrer sa disponibilité sexuelle ; le bijou est décrit comme « la première télécommande jamais inventée ».

Le « pornographisme » de la publicité n'utilise pas que la nudité féminine, ni ne pratique que l'exacerbation de la féminité, il met fondamentalement en scène la soumission des femmes et leur asservissement sexuel. Le produit promu est associé à l'accès sexuel aux femmes. Cette objectivation sexiste érotise également l'agression sexuelle. La violence pornographique et ses symboles sont repris et mis au goût du jour. Les marins de Minute Maid se livrent à un *gangbang*. Le sadomasochisme, le fétichisme et le *bondage* sont à l'honneur. Cuir, latex, skaï, fessée, flagellation, menottes, des cuirasses métalliques aux ceintures de chasteté, les codes pornographiques sadomasochistes ont envahi la publicité. La zoophilie est banalisée. La modèle de Kookaï est en position de levrette devant un mouton, parce qu'elle a « envie d'un pull ». Chez Sisley, une femme presse les pis d'une vache, dont le jet couvre sa figure, rappelant l'éjaculation faciale du cinéma X. Le tourisme sexuel y trouve également son compte. Une publicité de Thalys, faisant la

1. Gilles Lugin, *Âmes sensibles s'abstenir : entre surenchère homosexuelle et « glam trash », la polémique du porno chic*, ComAnalysis, n° 25, septembre 2001. Site consulté le 3 août 2002, < <http://www.comanalysis.ch/ComAnalysis/Publication25.htm> >
2. Darren W. Dahl, Kristina D. Frankenberger et Rajesh V. Manchanda, « Does it pay to shock? Reactions to shocking and non-shocking and content among University students », *Journal of Advertising Research*, vol. 43, n° 3, 2003, p. 268-280.
3. Xavier Deleu, *Le consensus pornographique*, Paris, Mango, 2002, p. 27.

promotion, à l'époque des fêtes de Noël, d'un voyage en train pour Amsterdam, montre un Père Noël touriste devant une vitrine où un renne prostitué attend sa visite.

Le « porno chic » joue sur tous les tabous, y compris sur celui de la pédophilie : des gamines utilisées comme mannequins sont agenouillées, jambes écartées, seins dénudés (Sisley), léchant une sucette (Lee) ou tenant un ourson (« Arrêtez de jouer tout seul ! » assène Goa).

Des fesses de femmes pour vanter un photocopieur, des seins pour vendre du parfum, des jambes pour les automobiles, des blondes inintelligentes pour de la bière ou d'autres produits... la publicité sexiste existe depuis longtemps. Elle a, par contre, été amplifiée de façon radicale par l'adoption des codes pornographiques.

La mode hypersexualisée

« À quoi reconnaît-on une prostituée ? », demande Florence Montreynaud¹. Pour attirer les clients, les personnes prostituées s'habillent de façon provocante, se donnent à voir, font des gestes et adoptent des postures « obscènes ». Elles se vêtent de façon à montrer une disponibilité sexuelle. Désormais, les repères sont brouillés, souligne l'historienne. Ce qui faisait mauvais genre auparavant s'est non seulement banalisé, mais a subi une inversion. La haute couture, analyse-t-elle, a rattrapé et même dépassé le style « prostitué », elle semble s'être donné le mot d'ordre de « faire plus pute que les putes ». Les créateurs « se surpassent dans l'exhibitionnisme concurrençant sérieusement les panoplies de sex-shop² ». Or, cette haute couture influence de façon importante les tendances du prêt-à-porter : jupe, blouse et débardeur du type « écolière », bas filet, souliers plateformes, talons aiguille, cuissardes, *G-string*, *thong*, etc.

Le conditionnement des jeunes filles au port de vêtements sexy illustre clairement la nature commerciale de cette pornographisation. Vers la fin des années quatre-vingt-dix, le *string* et le *thong* sont devenus les nouveaux *must*. Les filles âgées de treize à dix-sept

1. Florence Montreynaud, *Amours à vendre, les dessous de la prostitution*, Paris, Glénat, 1993, p. 44-46.

2. *Ibid.*, p. 48.

ans auraient dépensé, en 2003, près de 152 millions de dollars américains pour l'achat de *string*¹. La Senza Girls a même mis en marché des soutiens-gorge rembourrés pour la taille 30AA. Ce type de mode impose très tôt aux jeunes filles un rôle — « charmer, plaire et séduire » — de *lolita* et de *bimbo* (style ultraféminin), tout en leur inculquant le message : leur valeur se mesure à leur sex-appeal².

Proies des marchands de la mode, des fillettes de sept, de neuf ou de onze ans apprennent à séduire par la mise en valeur sexuelle de leur être. Elles sont transformées en nymphettes et en mini-femmes fatales. Elles sont métamorphosées en objets de désir, en petites femmes sexy, alors qu'elles sont des fillettes et qu'elles n'ont pas encore les moyens d'être sujets de désir. Elles apprennent à dépendre du regard de l'autre pour exister. Les adultes qui abhorrent les pédophiles donnent pourtant à voir leurs enfants comme des objets sexuels. Et les jeunes filles se forgent une idée de la sexualité centrée sur la séduction et la consommation.

La sexualisation précoce des fillettes n'est pas une chose nouvelle³. Ce qui est nouveau, c'est sa popularisation et son universalisation. La D^r Franciska Baltzer, pédiatre à l'Hôpital pour enfants de Montréal, rapporte à ce propos : « En 1983, à Sainte Justine, il était clair, pour nous, que les filles qui portaient des vêtements sexy à six ans ou à sept ans étaient des victimes d'abus sexuels. Aujourd'hui, rien n'est moins sûr étant donné que ce sont ces vêtements qui sont disponibles dans les magasins⁴ », leur port étant désormais généralisé.

S'il est vrai que, traditionnellement, la petite fille était sexualisée au moyen de vêtements comme des robes, ce qui exigeait d'elle

1. Pamela Paul, *Pornified. How Pornography is Transforming our Lives, our Relationships, and our Families*, New York, Times Book, 2005, p. 184.
2. Natasha et Pierrette Bouchard, *La sexualisation précoce des filles peut accroître leur vulnérabilité*, Sisyphes, 18 avril 2007, [site consulté le 17 septembre 2007] < http://sisyphe.org/imprimer/php3?id_article=917 >.
3. Voir à ce propos le chapitre II de Richard Poulin, *Enfances dévastées. L'enfer de la prostitution*, tome I, Ottawa, L'Interligne, 2007 : « Des lupanars antiques à l'organisation contemporaine de la prostitution des enfants », p. 50-79.
4. Franziska Baltzer, *Sexualisation précoce des adolescent-es et abus sexuels*, Sisyphes, 13 avril 2007, [site consulté le 19 janvier 2008], < http://sisyphe.org/article.php3?id_article=2073 >

un comportement approprié et une tenue « décente », avec toutes ses contraintes, la sexualisation contemporaine a donné naissance à un terme, l'« hypersexualisation », qui tente de rendre compte de la radicalité et de l'approfondissement du phénomène. Ce terme désigne l'excès de sexualisation ou son aggravation. Il renvoie également à la notion de sexualisation précoce, laquelle est définie par le fait que les jeunes filles « sont poussées socialement à adopter des attitudes et des comportements de “petites femmes sexy”¹ ».

Aujourd'hui, les enfants baignent dans la sexualité adulte. Ils consomment très jeunes de la pornographie, tandis que les magazines pour filles ne cessent de traiter du sexe et de la séduction, comme si l'univers des lectrices ne devait se limiter qu'à ces questions et à celles des produits à acquérir pour mieux devenir des filles sexy et, par le fait même, tellement intéressantes que tous voudront les connaître et s'en faire des amies. Plaire devient synonyme d'« être sexy ». Plaire passe par une féminisation adulte des jeunes filles et par leur objectivation sexuelle. On constate une entrée active dans une vie sexuelle de plus en plus hâtive².

Toutefois, cette sexualisation précoce est parallèle et étroitement combinée avec un phénomène plus général, celui d'une société elle-même hypersexualisée, où le corps féminin est chosifié et morcelé et où la valeur des femmes est réduite à leurs attributs physiques et à leur capacité de plaire et de séduire. Celle également d'une société de l'extimité³, c'est-à-dire de l'intimité

1. Pierrette Bouchard, *Consentantes ? Hypersexualisation et violences sexuelles*, Rimouski, CALACS de Rimouski, 2007, p. 6.
2. Les données révèlent que, chez les personnes âgées de 15 à 29 ans au moment de *L'enquête sociale et de santé 1988*, ce sont 15 % des répondant-es qui ont eu leur première relation sexuelle avec pénétration avant 15 ans, alors que cette proportion tombe à 8 % chez les 30-39 ans, 4 % chez les 40-49 ans et 3 % chez les 50-59 ans. Institut de la statistique du Québec, *Enquête sociale et de santé 1998*, Québec, Les Publications du Québec, 2000, p. 206. Une étude récente de Statistique Canada, basée sur les résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (cycles de 1998-1999 et de 2000-2001), indique que 22 % des Québécoises âgées de 14 ou 15 ans affirment avoir déjà eu des relations sexuelles tandis que 17 % des Québécois de sexe masculin répondent de la même manière. Didier Garriguet, « Relations sexuelles précoces », *Rapports sur la santé*, vol. 16, n° 3, Ottawa, Statistique Canada, mai 2005, p. 11-21.
3. Concept repris de Serge Tisseron, *L'intimité surexposée*, Paris, Hachette Littératures, 2001.

surexposée dans la sphère publique. Celle d'une société axée sur la performance sexuelle. Celle enfin d'une société normative faisant l'éloge de la jeunesse, ce qui a généré une tendance au tout-jeunesse et au toujours-jeune des mœurs sociales¹. Les enfants se comportent comme des adolescents, les adolescents comme des adultes, et nombre d'adultes sont en crise d'adolescence... Il y a non seulement perte des repères intergénérationnels, mais également brouillage des rôles sociaux. Le tout-jeunesse est à l'œuvre dans les industries du sexe depuis un bon moment déjà.

La sexualisation publique et la pornographisation

L'industrie de la pornographie se caractérise, entre autres, par le fait qu'elle exploite des jeunes filles. Cela ne concerne pas uniquement la pornographie dite pédophile, qui est criminelle, mais également la pornographie générale, disponible et facilement accessible. Celle-ci capitalise en effet sur le fantasme de la *Lolita*. En tapant « *Lolita porn* », nous avons obtenu 1 850 000 résultats. Pour « *teen porn* », le nombre d'entrée s'élève à 12 700 000. Pour « *preteen porn* », c'est-à-dire des fillettes âgées de moins de treize ans, nous obtenons 1 500 000 entrées. Cela donne une idée de l'importance de la pornographie usant et abusant d'enfants ou de pseudo-enfants dans le cas des adolescentes (*teenagers*), qui peuvent être tout aussi bien âgées de dix-huit ou de dix-neuf ans que de treize à dix-sept ans.

La pornographie n'est qu'un aspect d'un problème plus large sur lequel elle agit, celui d'une société où une représentation sexualisée des jeunes filles et femmes sert de plus en plus à vendre tout et n'importe quoi, des parfums aux vêtements. Nous sommes bombardé-es par des images de jeunes femmes sexualisées... Et sexualisées de plus en plus jeunes.

Le concept de pornographisation de la culture permet de mettre en évidence deux éléments entrelacés : d'une part, l'étendue de l'influence de la pornographie dans les systèmes de représentation et de communication, et d'autre part, les normes adoptées et pro-

1. Agathe Fourgnaud, *La confusion des rôles. Les toujours-jeunes et les déjà-vieux*, Paris, Lattès, 1999.

mues, découlant de la pornographie, qui participent à forger les rôles sexuels, lesquels conditionnent les relations entre les hommes et les femmes. Ce concept réfère donc au fait que les images sexuellement explicites et sexistes sont désormais largement répandues et que ce processus ne cesse de se développer et de prendre de l'ampleur. Il réfère également au fait que l'époque n'est plus à la suggestion mais à l'exhibition et à l'ordonnance de normes à suivre.

La tyrannie du nouvel ordre sexuel

L'invasion pornographique s'est traduite par la mise en place d'un nouvel ordre sexuel. Les magazines pour femmes et pour adolescentes multiplient les dossiers racoleurs : « Poser nu, pourquoi pas vous ? », « Poser pour *Playboy*, oui c'est possible » (*Le Mag des castings*, juillet-août 2005), « Fantômes, tabous, j'ose tout » (*Bien dans ma vie!*, été 2005), « Chéri! on se fait notre cinéma X » (*OH!* printemps 2008), « Cinéma X: une histoire chaude » (*Adorable*, juillet 2005). Les tests du type « Quelle bête de sexe êtes-vous ? » ou encore « Êtes-vous une véritable braise ou un vrai glaçon ?¹ » sont désormais communs et récurrents. Suivent les conseils de « journalistes » à la fois normatifs et prosélytes.

Cette promotion de la pornographie s'accompagne d'une banalisation de la prostitution. Par exemple, la livraison de juillet 2005 du magazine *Adorable* fait l'éloge des gadgets sexuels trouvés en sex-shop, propose une histoire du cinéma X, conseille le sexe express accompagné d'« une panoplie de jouets sexuels » et défend l'idée que les prostituées et les vedettes du porno *hard* font un travail comme un autre, qui doit être valorisé². Ces magazines voués à une clientèle féminine jeune, souvent adolescente, ne sont pas les seuls à faire la promotion des « métiers » sexuels. Le magazine québécois, *Jobboom*, « un chef de file du recrutement

1. Des menottes et une sorte de ceinture de « chasteté » en métal fermé par un cadenas sur un corps féminin illustrent ce dernier test proposé par *Le Mag des castings* (juillet-août 2005).

2. Le groupe Genex Communications publie le magazine *Adorable*. Ce groupe québécois contrôle des stations de radio, un studio de production, un réseau d'affichage, un club de hockey de la Ligue nord-américaine et une compagnie multimédia.

en ligne au Canada et un spécialiste du marché de l'emploi », qui offre « des conseils carrière et de l'information sur le monde du travail », a publié, en juillet 2007, un dossier sur les industries et les « métiers » du sexe.

Ces phénomènes se conjuguant, le recrutement pour ces industries s'en trouve facilité. C'est l'un des effets notables, mais souvent passés sous silence, de la banalisation des industries du sexe à l'échelle mondiale. Par exemple, dans les pays de l'Est, où la prostitution, la pornographie et la traite à des fins d'exploitation sexuelle ont explosé aux cours des années quatre-vingt-dix, des sondages ont révélé que près d'un sixième des élèves ukrainiennes percevaient la prostitution de façon positive, croyant que celle-ci n'était que luxe et plaisir à l'Ouest, et que le quart des filles de Moscou, élèves au secondaire, envisageaient de se prostituer¹. Lorsque la prostitution et la pornographie apparaissent comme un métier comme un autre, elles deviennent des voies d'« avenir »... pour les jeunes femmes.

Les magazines féminins véhiculent un message sur la sexualité qui est loin d'être subtil. C'est, en substance, le suivant : presque tout le monde sauf vous a une vie sexuelle fascinante et variée. Adoptez d'autres positions sexuelles, apprenez à aimer les actes sexuels vus dans la pornographie, amusez-vous avec les gadgets sexuels et vous connaîtrez l'épanouissement sexuel.

Cette ordonnance en faveur d'un épanouissement tout au profit des industries du sexe adopte d'autres formes « transgressives » et « libératoires », que s'empressent de relayer les médias d'information. Par exemple, un « masturbothon » a été organisé à l'initiative d'un sex-shop montréalais, *Venez tels quels*, la filiale québécoise de *Come as you are*, établi à Toronto depuis 1988. Il n'y a pas que les masturbateurs qui ont mis la main à la pâte, plusieurs artistes ont participé gratuitement à un spectacle-bénéfice dont les recettes ont été versées à Stella, une association favorable au « travail du sexe ». Ces deux activités ont permis à l'organisation Stella, qui reçoit déjà

1. Sevgi O. Aral, Janet S. St Lawrence, Lilia Tikhonova, Emma Safarova, Kathleen A. Parker, Anna Shakarishvili, Caroline A. Ryan, « The social organization of commercial sex work in Moscow, Russia », *Sexually Transmitted Diseases*, vol. 30, n° 1, 2003, p. 39-46.

d'importantes subventions gouvernementales, d'encaisser 25 000 dollars. Pour Claire Thiboutot de Stella, « c'est très rare que des gens endossent notre cause au point d'organiser de A à Z une campagne de financement pour nous venir en aide. Mais, en même temps, c'est un peu normal. Nous partageons le même objectif que *Venez tels quels*, celui de démystifier la sexualité¹ ». En effet, Stella poursuit des objectifs conformes aux intérêts des industries du sexe, dont la décriminalisation de la prostitution en bordels et du proxénétisme. Il n'est donc pas surprenant qu'un sex-shop, partie prenante de l'industrie du sexe, trouve un intérêt à participer au financement d'un tel groupe et à renforcer son « combat ».

La saturation sexuelle et sexiste de l'espace public

Nombre de médias sont axés sur le « divertissement sexuel ». Il y a évidemment les magazines pour hommes, qu'ils soient pornographiques ou non, qui utilisent à foison le corps féminin. Mais il y a également les magazines féminins, dont les couvertures ressemblent souvent étrangement à celles des magazines pour hommes. Au point que les distinctions s'estompent. Aussi n'est-il pas surprenant que lors d'un colloque sur la pornographie tenu en avril 2008 à l'Université d'Ottawa, une affiche de promotion qui utilisait essentiellement des couvertures de magazines féminins et des publicités tirées desdits magazines ait pu sembler pornographique et se voir refuser le droit d'affichage dans certains édifices.

Les médias célèbrent le consumérisme. C'est particulièrement évident dans les magazines féminins établis de longue date, dont au moins la moitié des pages comportent des publicités, tandis qu'une autre partie assez importante n'est que promotion des produits de compagnies ayant acheté des espaces publicitaires. Évidemment, cette dernière promotion ne serait pas de la publicité à proprement parler, elle n'est qu'« information », puisque ces médias ont vocation d'« informer »!

Le principal rôle des médias de masse, qui sont eux-mêmes une industrie visant la rentabilité, est de vendre un auditoire ou un lectorat aux publicitaires. En 2004, le PDG de TF1, la principale

1. Émilie Dubreuil, « Sexe Masturbation », *La Presse*, 5 juin 2005.

chaîne de télévision française, a fait scandale en énonçant crûment le rôle des médias : « À la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit [...] Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible¹. »

Pour vendre « du temps de cerveau disponible », il s'agit non seulement de « divertir » les consommateurs potentiels, mais de cultiver la désirabilité des objets de consommation. Françoise Brune voit en cela une implication lourde de sens : « Il n'y a de désir que d'objet et donc [...] il faut se faire objet pour être désiré². » La mise en scène de la femme-objet par la publicité ne doit donc rien au hasard. Consumérisme et marchandisation des corps, surtout des corps féminins, vont de pair.

De l'intimité surexposée

Depuis le milieu des années 1990, nos sociétés se caractérisent également par une surexposition publique de l'intimité³. Ce phénomène résulte d'un double processus : la privatisation de l'espace public et la publicisation de l'espace privé. Nous sommes à « l'âge de l'individu quelconque, c'est-à-dire un âge où n'importe qui doit s'exposer dans l'action personnelle afin de produire et montrer sa propre existence⁴ ». L'identité personnelle réussie exige une visibilité sociale et, en retour, la visibilité sociale est la preuve du succès de la quête identitaire individualisée. La singularité doit devenir spectacle pour s'avérer « réelle » ou « vraie ». Les gens meurent d'envie de passer sur les écrans, « d'accorder une valeur à leur vie⁵ », afin que celle-ci ne s'abîme pas dans le néant, dans le non-être. Nous pouvons donc comprendre, dans de telles conditions,

1. Cité par Marie Bénilde, *On achève bien les cerveaux. La publicité et les médias*, Paris, Raisons d'agir, 2007, p. 19.

2. Françoise Brune, *Le bonheur conforme*, Paris, Gallimard, 1985, p. 241

3. Tisseron, *op. cit.*

4. Alain Ehrenberg, *Le culte de la performance*, Paris, Hachette Littérature, 1991, p. 279.

5. *Ibid.*, p. 280.

le succès des télévérités. Dans ces émissions, l'individu quelconque se réalise en tant qu'individu, en pensant échapper à sa condition d'anonyme. Pour cela, il doit accepter de se dévoiler, de donner un accès public à son intimité, tant psychique que physique. Les jeunes gens de *Loft Story* acceptent de se livrer à leur toilette ou à leurs ébats sexuels devant les caméras.

Les années quatre-vingt-dix ont fait du corps des femmes un temple du marché, l'objet de transactions et un support commercial. Leur autonomie plus grande, une conquête essentielle du mouvement féministe, a été transformée, au fil du triomphe des relations marchandes et du néolibéralisme, en une soumission accentuée aux plaisirs sexuels masculins. C'est l'ère des légalisations du proxénétisme et de la prostitution des jeunes femmes en bordels et dans des zones dites « de tolérance », en Europe de l'Ouest et dans le Pacifique-Sud. C'est également l'époque où explose la production et la consommation pornographique. L'injonction « libératrice » est désormais individualisée et non plus collective. Elle a réintroduit par la porte arrière ce qui avait été chassé devant, l'obligation d'un lourd entretien féminin sexualisé des corps, lequel est devenu très onéreux : diététique, cosmétique, exhibition vestimentaire, centre de conditionnement physique, chirurgie plastique, etc. Les ventes de lingerie féminine progressent de dix pour cent par an depuis les années quatre-vingt. L'essor de la chirurgie plastique est phénoménal : « Le nombre d'interventions réalisées mondialement a grimpé vertigineusement¹. » La juvénilité obligée du corps féminin l'infantilise : nymphoplastie (opération « esthétique » des petites lèvres du vagin), resserrement des parois vaginales, épilation totale des poils pubiens, etc.

Les nouvelles prescriptions sont corporelles. Le corps féminin transformé et mutilé est plus que jamais une surface d'inscription de l'idéologie dominante, à la fois bourgeoise et sexiste. Le corps est désormais traité comme une propriété individuelle, dont chacun est responsable. Ses métamorphoses aggravées sont paradigmatiques de la beauté et de la séduction. Le contrôle individuel sur le corps suggère un contrôle sur la vie, laquelle sera par conséquent

1. Angelika Taschen (dir.), *La chirurgie esthétique*, Köln, Taschen, 2005, p. 10.

épanouie. Plus le corps est moulé et exhibé, plus il est artificiellement construit et dépouillé de sa naturalité, *plus il est*.

Dans la nouvelle mouture du capitalisme, le contrôle de soi est la condition à la vente de soi, laquelle est elle-même une condition de la réussite sociale. À l'ère du néolibéralisme, la « revendication de ne pas être une chose, un instrument, manipulable et marchandisable, serait passéiste et non une condition de dignité du sujet », assène Véronique Guienne¹. L'apparence est décisive dans le travail sur soi pour sa propre mise en valeur.

Les régressions sont à la fois symboliques — retour à la femme-objet² — et tangibles : exploitation sans précédent des corps féminins par les industries du sexe, reculs sur le droit à l'avortement, pauvretés et inégalités accrues à l'échelle mondiale, etc.

Les nouvelles prescriptions sont également sexuelles. Performatives, elles s'inspirent de la pornographie et de ses codes, devenus le nouveau manuel de la libération sexuelle. En 1981, est « découvert » le point G, cette zone intravaginale ultrasensible au-dessus de l'os pubien. Cette trouvaille débouche sur une optimisation des performances coïtales et l'obligation des jouissances multiples. L'injonction de jouir, une preuve de la réussite sexuelle, est désormais une condition de la santé et de l'équilibre mental. Si l'« eldorado orgasmique » est à la portée de toutes, il n'en reste pas moins que les jeunes femmes consultent majoritairement pour leur « frigidité » réelle ou supposée et pour la douleur lors des rapports sexuels. Dans les cabinets, « les plaintes les plus fréquentes en matière de sexualité viennent des adolescentes et des femmes de moins de trente ans », constate la gynécologue Anne de Kervasdoué³. Plus de 50 % trouvent les rapports douloureux. En outre, est constatée chez les filles une multiplication de pathologies où le corps dit non à la place de la tête : mycoses à répétition, inflammations, douleurs inhabituelles.

Cette biopolitique⁴ inédite du corps impose un contrôle intériorisé contraignant pour tous, mais avant tout pour les femmes

1. Véronique Guienne, « Savoir, se vendre : qualité sociale et disqualification sociale », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 43, janvier 2007, p. 13.

2. Christine Détrez, et Anne Simon, *À leur corps défendant. Les femmes à l'épreuve du nouvel ordre moral*, Paris, Seuil, 2006, p. 12.

3. Dans Blandine Kriegel, *La violence à la télévision*, Paris, PUF, 2003.

4. Concept développé par Michel Foucault, *Histoire de la sexualité tome 1. La volonté de savoir*, France, Éditions Gallimard, 1976.

qui sont ses cibles charnelles privilégiées. « Plutôt qu'à une disparition des contraintes, on assiste à une intériorisation des maîtrises et des surveillances », explique Philippe Perrot¹. Pour être belle, une femme doit être jeune et le rester².

« Le jeunisme est un ressort idéologique majeur des années 1980³. » On le voit en œuvre partout. La norme dans la pornographie, la publicité et la mode (notamment avec son utilisation de mannequins très jeunes) est largement « adocentriste ». Mais si les jeunes, particulièrement les jeunes femmes et les adolescentes, sont parmi les principales cibles des vendeurs de biens de consommation, ils sont également des biens de plus en plus consommables. On constate à l'échelle mondiale un rajeunissement des personnes prostituées et une explosion de la pornographie pseudo-infantile et infantile. On constate également une sexualisation précoce des filles, imprégnées de références sexuelles adultes. Les garçons, s'ils n'adoptent pas le style vestimentaire *pimp*, s'attendent à ce que les filles reproduisent les attitudes et les actes consommés dans la pornographie, ainsi que les pratiques corporelles qui lui sont liées comme l'épilation. Un pubis non épilé provoque la rupture, ont témoigné des jeunes femmes. Les contraintes ont changé de nature. La nouvelle morale sexuelle, tout aussi normative que l'ancienne, impose un nouvel ordre sexuel tyrannique, lequel se traduit dans des normes corporelles et des rapports sexuels focalisés sur le plaisir masculin et la génitalité.

L'influence sociale pornographique

La pornographie est un lieu de cristallisation idéologique où s'exprime la philosophie d'une époque⁴ et qui, en retour, agit sur l'époque en fortifiant certains de ses traits. La pornographie emblématise les corps féminins comme autant d'objets-fantasmes mis au

1. Philippe Perrot, *Le travail des apparences. Le corps féminin, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 1984, pp. 206-207.
2. Jean-Claude Kaufmann dans *Corps de femmes, regards d'hommes. Sociologie des seins nus*, Paris, Nathan, 1998, a montré la force de l'ostracisme encouru par les personnes âgées dans le lieu de liberté apparente et de la tolérance affichée, la plage.
3. François Cusset, *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2008, p. 280.
4. Concept repris de l'analyse de la littérature populaire d'Antonio Gramsci, « Littérature populaire », *Œuvres choisies*, Paris, Édition Sociales, 1959.

service sexuel fantasmagorique des hommes et exploités réellement par les industries du sexe. Elle féminise les enfants, leur prêtant une maturité sexuelle d'adultes, tout en infantilisant les femmes.

La mise en scène de la sensualité d'adolescentes et de pseudo-adolescentes — présentées comme tentatrices, séductrices et corruptrices — excite de nombreux hommes qui se masturbent en les regardant sur écrans interposés.

Ce que nous avons nommé « la pédophilisation¹ » rend compte à la fois du jeunisme comme ressort idéologique qui s'est imposé à partir des années 1980, du rajeunissement du recrutement par les industries du sexe — au Canada, l'âge moyen de recrutement dans la prostitution tourne autour de 14 ans —, de sa mise en scène par la pornographie et de « l'adocentrisme » de ces représentations. Il rend également compte des techniques d'infantilisation employées par l'industrie. Cependant, le rajeunissement constaté n'est pas que la conséquence des modalités actuelles de la production des industries du sexe, il joue également dans la consommation. Désormais, on consomme très jeune, à l'âge moyen de douze ans pour les garçons et de treize ans pour les filles. La pornographie devient le principal lieu d'« éducation » sexuelle et un modèle pour les relations sexuelles. Plus les jeunes consomment tôt, plus leurs désirs, leurs fantasmes et leurs pratiques s'inspirent des codes pornographiques. Plus ils consomment jeunes, plus leurs corps sont modifiés, tatoués et percés. Plus ils consomment jeunes, plus ils demandent à leur partenaire de reproduire les actes sexuels qu'ils ont vus. Plus ils consomment jeunes, plus ils consomment avec régularité et fréquence. Plus ils consomment jeunes, plus ils sont anxieux quant à leur corps et à leurs capacités physiques². Il ressort également de la recherche que la consommation de pornographie par les jeunes filles affecte leur estime de soi. Par ailleurs, plus l'estime de soi est faible, plus les jeunes filles sont précocement actives sexuellement. L'enquête de Statistique Canada sur la santé montrait que « les filles dont l'image de soi était faible à l'âge de douze ou treize ans étaient plus susceptibles que celles qui avaient une

1. Richard Poulin avec la collaboration de Mélanie Claude, *Pornographie et hypersexualisation, Enfances dévastées*, tome II, Ottawa, L'Interligne, 2008.
2. *Ibid.*

forte image de soi de déclarer, dès l'âge de quatorze ou quinze ans, avoir déjà eu des relations sexuelles¹ ». Alors que 10,9 % des filles qui affichent une bonne estime de soi déclarent avoir eu des relations sexuelles avant quinze ans, cette proportion est presque deux fois supérieure (19,4 %) chez celles qui affichent une piètre estime de soi². Plus elles sont actives précocement, plus elles sont perçues comme des « salopes », ce qui n'est certes pas le cas des gars.

Bref, plus la consommation se fait jeune, plus elle a de conséquences tangibles et durables.

Les femmes, les filles et même les fillettes maintenant sont poussées à l'exhibition. Ce devoir de paraître, qui exige beauté et jeunesse, est déguisé au droit au bien-être. Le corps doit être lisse, désirable, désirant et performant. Il est en même temps morcelé, ses parties sont offertes tour à tour, ce qui est particulièrement évident dans la publicité, et davantage dans la pornographie. La partie est préférée au tout et l'érotisme masculin contemporain se caractérise par un « fétichisme polymorphe », du sein en passant par les fesses jusqu'au pied. Par ailleurs, « la loupe portée sur tous les détails conduit d'abord à écarter les corps réels du corps idéal, les corps vécus du corps rêvé³. » Le corps féminin réel, malgré tous les efforts qui lui sont consacrés, déçoit fatalement, particulièrement les hommes qui ont commencé à consommer de la pornographie très jeunes.

Pouvoirs

Les représentations des corps et les valeurs qu'elles induisent, le travail incessant de gestion des apparences pour se conformer à cet idéal, reproduisent à leur échelle les pouvoirs de la structure sociale. L'assise de la domination « passe par la maîtrise des usages

-
1. Statistique Canada, *Les relations sexuelles précoces*, 3 mai 2005, [site consulté le 15 mai 2005], < <http://www.statcan.ca/Daily/Français/05053/q05053a.htm> >.
 2. *Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois 1999* (Institut de la statistique du Québec, *op. cit.*) indique que 61 % des filles de seize ans qui ont fréquenté un garçon dans l'année qui a précédé le sondage et qui avaient une faible estime de soi ont subi de la violence. Chez les filles qui affirmaient avoir une estime d'elles-mêmes élevée, ce taux se situait à la moitié, soit 30 %.
 3. Perrot, *op. cit.*, p. 67.

du corps et l'imposition de ses normes¹ ». Les normes qui se sont imposées sont fortement corrélées historiquement à l'ascension de la bourgeoisie, puis à sa victoire². La domination masculine impose non seulement une division sexiste du travail et une essentialisation des rôles — à l'homme la raison et la sphère publique, à la femme la procréation, les émotions, le travail des apparences et la sphère privée —, mais également une maîtrise du corps féminin, laquelle est intériorisée par les principales concernées, les dominées³. Si la domination masculine vêt les femmes — du voile à la haute couture —, elle les dévêt également dans la publicité, la pornographie et ailleurs. Ce sont les regards des hommes qui décident des corps des femmes⁴. Les corps sont des enjeux de pouvoirs, tout en étant leur symbolisation. L'époque actuelle inscrit systématiquement et massivement dans les corps les disparités sociales entre les sexes et les générations. Dans ce cadre, la liberté sexuelle libérale « permet aux plus forts, plus riches, plus cyniques de cautionner leurs désirs criminels au détriment des plus faibles ou des plus pauvres⁵ ». L'argent-roi donne accès aux femmes et aux filles partout dans le monde ainsi que sur tous les supports médiatiques, tout en légitimant leur exploitation sexuelle.

Cette domination trouve une forme d'expression ultime dans les productions pornographiques qui pèsent considérablement sur les représentations collectives dominantes qu'elles « pédophilisent ». Dans son témoignage, l'ex-hardeuse Raffaëla Anderson raconte : « Elle termine enfin de me maquiller. Quand je vois ce que ça donne, je suis déçue. Je ressemble à une gamine de douze ans⁶. »

Le préadolescent et l'adolescent d'aujourd'hui sont gavés de pornographie. Ils sont accoutumés à une vision sexiste des rôles sexuels. Leur imaginaire sexuel est nourri par les produits de cette

-
1. Christine Détrez, *La construction sociale du corps*, Paris, Seuil, 2002, p. 173.
 2. Voir entre autres Foucault, *op. cit.* ; Georges Vigarello, *Le corps redressé*, Paris, Delarge, 2001 ; Alain Corbin, *Le miasme et la jonquille*, Paris, Aubier, 1982.
 3. Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.
 4. Kaufmann, *op. cit.*
 5. Dominique Folscheid, *Sexe mécanique. La crise contemporaine de la sexualité*, Paris, La Table Ronde, 2002, p. 14.
 6. Raffaëla Anderson, *Hard*, Paris, Grasset, 2001, p. 17.

industrie et, puisque le sentiment et la tendresse sont tabous dans la pornographie, puisque le sexe mécanique est valorisé, l'objectivation et l'instrumentalisation des femmes et des filles s'en trouvent socialement renforcées. Ils voient dans les filles de leur âge des objets sexuels potentiels. Les garçons affichent des conduites de contrôle sexuel, assure le psychothérapeute James Wright. Ces attitudes et les comportements qui en découlent commencent très tôt, habituellement à la fin de l'école primaire, et sont étroitement imbriqués à leur perception de la masculinité¹, laquelle est déterminée par l'environnement social, où la pornographie joue certainement un rôle. Une enquête canadienne, menée auprès de 3 000 élèves de huit écoles secondaires de Montréal, Kingston et Toronto, a révélé que « trois élèves sur quatre se font harceler sexuellement par leurs pairs² ». Dans une société où la sexualité, surtout celle des jeunes femmes, est un bien de consommation qui sert à vendre des marchandises et à exciter sexuellement les hommes, il n'apparaît pas étonnant que l'on constate des taux élevés de harcèlement et d'agression sexuels et que les cibles de ces agressions soient surtout des adolescentes.

Dans la pornographie, « la femme crie et jouit de la jouissance de l'homme³ ». L'adéquation est parfaite entre l'homme qui veut et la femme qui accepte d'être à son service sexuel. « La femme doit apprendre à aimer son corps, afin de pouvoir donner du plaisir⁴. » Voilà peut-être le fin mot de l'histoire : la liberté c'est bien, mais à condition qu'elle profite aux hommes.

Mettre en valeur son corps pour faire plaisir aux garçons et aux hommes s'apprend tôt et, aujourd'hui, le corps des fillettes se forme en se conformant aux modèles dominants, qui sont de plus en plus pornographiques.

1. James E. Wright, *The Sexualization of America's Kids and How to Stop It*. New York, Lincoln, Shanghai, Writers Club Press, 2001.

2. Citée par Pierrette Bouchard, *op. cit.*, p. 52.

3. Matthieu Dubost, *La tentation pornographique*, Ellipses, Paris, 2006, p. 66.

4. Détrez et Simon, *op. cit.*, p. 245.

Notes de lecture

Hal Draper, *Les deux âmes du socialisme*,
Paris, Syllepse, 2008

CATHERINE SAMARY

Le socialisme par en bas

« L'aspiration à une émancipation par en haut est le principe qui a sans cesse dominé les sociétés de classe et d'oppression politique au cours des siècles. C'est la promesse permanente faite par tout pouvoir dominant afin que le peuple continue à solliciter une protection d'en haut plutôt que de chercher lui-même à se libérer du besoin d'être protégé », nous dit Hal Draper. Avant Marx, analyse-t-il, « l'idée socialiste n'avait jamais croisé la démocratie par en bas ». Toutefois, Hal Draper situe « le programme de Marx pour le mouvement de la classe ouvrière », à la fois « contre ceux qui disent que les travailleurs et travailleuses peuvent prendre le pouvoir tous les dimanches et ceux qui disent qu'ils ne le pourront jamais ».

Au centre, l'être humain

Le projet socialiste affirme l'actualité d'une société où la responsabilité de l'être humain, sans exclusion aucune, est à la fois finalité et moyen. Finalité, car le but est de satisfaire les besoins humains, y inclus l'exigence de dignité, d'égalité, de justice sociale, de protection de l'environnement. Mais l'être humain est aussi moyen d'atteindre ces objectifs, car c'est lui/elle, en toute responsabilité individuelle et collective, qui détermine ce que sont ces besoins et les moyens de les satisfaire. Une telle société remet en cause tout rapport d'exploitation et de domination, mais non pas la diversité des individus et de leurs choix. Elle subordonne l'économie à ces

choix établis démocratiquement. L'horizon de réalisation d'un tel projet est immédiat, car les exigences légitimes de dignité, d'égalité et de justice sociale s'expriment et doivent être défendues tous les jours. Mais il est aussi lointain, car il s'agit d'une finalité confrontée à des tensions et difficultés durables. « L'émancipation de chacun, sera la condition de l'émancipation de tous », affirmait *Le Manifeste du parti communiste*.

Les dominants sont à l'offensive

La nouvelle mondialisation capitaliste rend à la fois plus difficile, mais potentiellement plus profonde et large, l'exigence d'alternative universelle et la possibilité de l'exprimer à une échelle planétaire. C'est plus difficile, entre autres à cause du passif de l'identification du socialisme aux dictatures de parti unique qui élargit les marges d'offensives impérialistes. Par ailleurs la mondialisation du processus de financement, production et distribution des biens et services est sans commune mesure avec celle du passé, démembrant des articulations nationales, rendant plus lointaine la maîtrise sociopolitique et économique des processus de décision. Ce faisant, elle divise à l'échelle mondiale la force de travail, avec les menaces de délocalisation à l'appui, tout en démantelant les bastions de résistances collectives. Enfin, l'impérialisme du XXI^e siècle a pris des contenus différents de celui du début du XX^e siècle. Les guerres inter-impérialistes ne sont plus à l'ordre du jour, alors que la capacité d'intervention guerrière impérialiste contre les foyers de résistance est considérable. Ceux qui défendent des intérêts et privilèges spécifiques dans le système existant peuvent opter pour deux orientations dominantes : des dictatures explicites, ou bien diverses variantes de « démocraties », de fait élitistes, censitaires et excluantes.

Le potentiel des luttes

La mondialisation néolibérale avance programme déployé sous tous les cieux par ses institutions économiques. Cela facilite en retour l'analyse critique de ses politiques et effets à une échelle planétaire. Il en émerge déjà, dans le mouvement altermondia-

liste, la formulation d'autres critères, universalisables, mettant en avant prioritairement les rapports égalitaires entre êtres humains, la satisfaction de droits universels, la protection du patrimoine de l'humanité au plan écologique, culturel et scientifique, une paix durable basée sur la remise en cause des injustices, etc. La révolution industrielle et technologique produit les moyens de la contre-information via les réseaux Internet, facilitant des liens militants et des résistances planétaires. Traqué par les associations de taxation des capitaux spéculatifs ou d'annulation des dettes iniques, le capitalisme mondialisé n'est pas aussi désincarné que les mécanismes marchands et boursiers veulent le faire percevoir. La notion de « bien commun », associée organiquement à celle de droits universels et non marchands d'en bénéficiaire, et les réflexions sur la diffusion gratuite des connaissances, stimulées par les acquis des technologies de l'information, sont bien loin du simple étatisme des nationalisations d'autrefois. Ailleurs, des expériences de luttes associant usagers et travailleurs ou petits producteurs agricoles s'accumulent, et des victoires partielles ont été remportées à la suite de campagnes d'opinion publique massives. Certes, à chaque fois, les nouveaux discours des institutions de la mondialisation sur la « lutte contre la pauvreté », celui des firmes multinationales sur leur « responsabilité éthique » visent à démobiliser sans que change l'essentiel. Il faudra de toutes autres mobilisations et rapports de force pour qu'au plan syndical et sociopolitique, se constituent une résistance et des contre-projets à la hauteur des enjeux et capables de les imposer. Mais une dynamique existe.

Comment changer le monde ?

Parmi ceux qui critiquent l'ordre existant et prônent les résistances à l'injustice, trois grandes orientations se dessinent. La première renonce en fait à lutter pour un autre système. C'est la logique des contre-pouvoirs sans prendre le pouvoir. Elle exprime un pessimisme conjoncturel lié aux difficultés évoquées plus haut et aux rapports de force actuels. Dans un article du Monde du 13 juillet 2007, Jean Birnbaum présente l'approche d'Antonio Negri, qui estime que la rupture n'est pas nécessaire, car, dit-il,

« elle a déjà été faite en 1968 » [...] Pour Negri, « nous sommes déjà des hommes nouveaux ». Exit le prolétariat, le Capital et le « socialisme ». Reste un nouveau « substitutisme », une généralisation universalisante de « contre-pouvoirs » intellectuels édulcorant la critique de l'ordre existant. La deuxième variante est un « socialisme par en bas » porté par certains courants libertaires et marxistes, orienté vers la destruction des institutions existantes, remplacées par une « démocratie directe ». Le modèle d'économie participative défendu par Michael Albert¹ se rattache à ce type d'approches, affirmant que toute institution de régulation et de coordination est porteuse d'une possible « nouvelle classe coordinatrice ». Toutes ces élaborations, par ailleurs utiles, suscitent un questionnement: doit-on supprimer la « démocratie bourgeoise » parlementaire, parce qu'elle est « limitée » et « formelle »? Doit-on supprimer les partis, syndicats, associations, parce qu'ils sont susceptibles de se bureaucratiser? Doit-on penser la démocratie participative sans État et sans institutions, parce que les couches sociales qui les gèrent risquent de se dresser au-dessus de la société civile? Cette thèse ne convainc pas.

Une troisième orientation conteste, dans une optique de socialisme par en bas, le choix binaire piégé : soit renoncer aux partis, aux syndicats, aux institutions, aux experts, soit leur donner le pouvoir. Dans l'optique de cette dernière variante, les tendances bureaucratiques, les tensions et contradictions du projet, sont pensées comme « organiques », durables. Il s'agit de les maîtriser non en les étouffant, mais au contraire d'en faire l'analyse concrète et de juger du local au planétaire (sur la base des expériences historiques et des bilans pluralistes), les mesures — sociales et politiques — à prendre, compte tenu de buts fixés consciemment.

Luttes collectives, diversité des appartenances et responsabilité individuelle

Il s'agit donc aussi de faire pénétrer au sein des cadres de lutte les contre-pouvoirs, les droits de tendances, le pluralisme, la protection des plus faibles, des moins qualifié-es, des femmes, contre tout rapport de domination. Car pour devenir acteur conscient,

1. Voir son site < www.parecon.org >

l'humanité en devenir se construit au travers des mouvements de lutte, d'associations qui la traversent, eux-mêmes fruits d'engagements individuels et de collectifs multidimensionnels. Les « intellectuels organiques » évoqués par Gramsci, issus des catégories opprimées et des partis et associations émanant de leurs luttes, en explicitent les buts. Avec un risque de substitutisme, renforcé par les tendances spontanées à la délégation de pouvoir vers les « plus compétents », certain-es finissant par parler abusivement au nom des autres, en défendant des privilèges de savoir et de pouvoir. L'étouffement de l'expression libre au nom d'un « intérêt général » postulé renforce ces dangers. La force collective est bien plus capable de s'enrichir et de rectifier ses propres erreurs, par cette adhésion libre, toujours « discutable », de chacun-e et de chaque collectif aux choix d'ensemble. Comme le disait Rosa Luxembourg, citée par Hal Draper : « Les erreurs commises par un authentique mouvement révolutionnaire des travailleuses et travailleurs sont beaucoup plus fécondes et utiles que l'infailibilité du meilleur des Comités centraux. »

**Martin Breaugh, *L'expérience plébéienne.*
Une histoire discontinuée de la liberté politique,
Paris, Payot, 2007**

PIERRE BEAUDET

Depuis des centaines d'années, les hommes et les femmes luttent pour « l'accession à la dignité politique humaine », explique Martin Breaugh. La « plèbe » (le « petit » peuple) demande l'égalité et l'autorégulation démocratique. C'est une masse hétérogène, diversifiée, qui « émerge du non-être », refoulée et réprimée par les castes « patriciennes » qui se succèdent au pouvoir depuis la nuit des temps. Depuis la révolte de Florence en 1378, cette plèbe

théâtralise les puissants pour les ridiculiser et les diminuer, comme lorsqu'elle s'empare des rues de Romans dans un grand carnaval populaire, qui devient *de facto* une insurrection. Dans les dédales de l'histoire, Breugh traque ces révolutions invisibles et souterraines par lesquelles se produit l'« affirmation de la capacité politique du plus grand nombre ». C'est le « désir de liberté », selon lui, qui est l'invariant de ces luttes mille fois répétées, mille fois vaincues, mille fois gagnées, et qui s'illustrent par leur caractère antihiérarchique, égalitaire, ludique.

La lutte au-delà de la lutte

Durant l'épisode plébéien de la révolution française jusqu'à la défaite des forces populaires, pendant la Commune de Paris, dans la montée d'un syndicalisme révolutionnaire dans l'Angleterre de la révolution industrielle, des masses résistent contre la montée en puissance de l'État moderne qui s'érige sur la « petite » démocratie représentative (qui exclut la grande masse) et dans le sillon d'une professionnalisation de la politique et de la bureaucratie. De cela émerge une sorte d'aristocratie moderne qui règne sans partage, en dépit des apparences d'une égalité « en droits » qui est en fait une inégalité dans la réalité. Devant cela, les masses parisiennes réclament la démocratie directe dans la transparence et l'immédiateté du pouvoir, fondée sur des assemblées locales qui choisissent et révoquent, au besoin, leurs représentants mandatés. Elles veulent réinventer l'« agora » athénienne en la démocratisant à toute la communauté, comme espace délibératif et exécutif, pour que les « vraies » décisions soient prises par tout le monde.

Contre l'État

Les élus qui sont mandatés par les assemblées citoyennes sont des représentants, investis d'un mandat politique populaire auquel « ils ne peuvent se déroger ». La plèbe veut aussi la décentralisation, éviter la construction d'un seul centre de pouvoir omnipuisant, même s'il se présente comme « révolutionnaire » (le projet de Robespierre). Pendant les 72 jours de la Commune de Paris, les insurgés font échec au projet réactionnaire, mais cherchent

en même temps à « réduire la distance entre gouvernés et gouvernants ». Dans son analyse de la Commune (*La guerre civile en France*), Karl Marx explique que le soulèvement parisien de 1871 est une « tentative de supprimer la domination de classe en abolissant le pouvoir d'État » et d'édifier un autre « vivre-ensemble » en diminuant l'appareil bureaucratique, la police, l'influence du clergé. La Commune qui est alors, selon Breugh, une révolution contre l'État « se constitue dans la reconnaissance du rôle des citoyens dans les affaires communes ». La souveraineté n'est plus logée dans l'appareil gouvernemental, mais dans les associations basées sur le principe de l'égalité refusant toute forme de hiérarchie. L'administration des choses publiques ne repose plus alors sur le monopole de la violence (la définition classique de Max Weber au sujet de l'État). C'est ce même élan émancipateur qui fait son irruption dans l'histoire par les *soviets* et autres « conseils ouvriers » européens dans le sillon de la révolution russe.

Le retour de Prométhée ?

Breugh, dans la lignée des théoriciens libertaires, estime que ce sont ces traditions politiques communalistes et agoraphiles qui portent l'insaisissable soif de liberté. Il constate, en conclusion, que ces élans n'ont pas de durée, en s'épuisant et en s'effilochant sous les assauts des dominants, mais aussi parce que la plèbe est divisée en elle-même, entre son aspiration à liberté d'une part, et son goût de la servitude (le chef) d'autre part. La démocratie demeure un projet toujours inachevé, conclut-il. Comme Sisyphé qui éternellement roule sa roche jusqu'en haut de la montagne pour la voir retomber en bas. Voilà peut-être la limite de cette œuvre par ailleurs passionnante, mais pas assez matérialiste à mon goût. Certes, les luttes s'accumulent et portent des revendications qui apparaissent très semblables au fil des ans. Mais elles ne se répètent pas nécessairement. Certaines de ces luttes « aboutissent », pas nécessairement jusqu'à leur point terminal (l'abolition de la domination), mais en changeant le rapport de forces entre dominé-es et dominants. D'autres au contraire échouent terriblement (le plus souvent dans le massacre, comme cela a été le cas pour la Commune). Il faut se demander pourquoi.

Changer le monde, mais dans des conditions produites par une histoire longue

En réalité, les dominé-es accumulent des forces selon des trajectoires complexes. Elles et ils font partie d'ensembles sociaux plus larges, au sein desquels s'enchevêtrent de multiples contradictions. Une révolution surgit toujours, dit Trotski, parce que ceux d'en bas « ne veulent plus » et ceux d'en haut « ne peuvent plus ». L'irruption de la plèbe n'est pas donc pas un « éternel recommencement », mais une lutte concrète dans des conditions concrètes historiquement déterminées, car comme le dit Marx, les hommes font leur histoire, mais dans des conditions qu'ils n'ont pas eux-mêmes créées. L'héroïsme des Communards reste comme un soleil dans le ciel des masses, mais les Communards ont échoué. Non pas parce qu'ils avaient « tort », mais parce que les conditions historiques de leur lutte étaient telles que leur écrasement était programmé. En effet, la plèbe révolutionnaire de Paris était une goutte d'eau dans un océan préindustriel et paysan. Plus encore, cette plèbe n'avait pas le pouvoir social — comme ce sera le cas des prolétaires européens 60 ans plus tard — de réellement bloquer le processus d'accumulation des dominants. Les luttes prolétariennes à partir des années 1920 ont, au contraire, porté les revendications plébéiennes à un niveau supérieur, en arrachant des parcelles de pouvoir, en forçant les dominants au « grand compromis », en transformant des masses anonymes en citoyen-nes. Breugh dira, avec raison, que le travail n'est pas terminé.

« Du » et « de la » politique

C'est ici qu'entre en jeu l'imagination des dominé-es. On le voit sous nos yeux en ce moment dans des sites aussi différents que la Bolivie et le Népal. Les « non-citoyen-nes » de ces sociétés de l'apartheid sont devenu-es des « êtres humains » depuis quelques années grâce à leurs luttes. Dans un cas comme dans l'autre, des dominé-es ont érigé de nouvelles organisations qui ont eu, outre le courage et la dignité, la capacité de s'insérer dans les rapports de force de leurs sociétés et ce grâce à des stratégies astucieuses. Entre autres, en bloquant les axes stratégiques où les circuits de l'accumulation capita-

liste s'activent. Des dominé-es ont donc repris, en les modernisant, les bonnes vieilles tactiques de la guérilla chinoise et vietnamienne en « encerclant », pratiquement et philosophiquement, les dominants. Ils et elles ont évité les batailles frontales (où les dominants peuvent utiliser toutes leurs forces) et mis en œuvre une entreprise de longue haleine, pour épuiser, miner, décourager les dominants. Ils ont développé dans cette opération la « guerre de position » que suggérait Antonio Gramsci devant l'épuisement des insurrections européennes des années 1920 (qui se dirigeaient vers les catastrophes que l'on connaît). Bref, des dominé-es peuvent intervenir, elles et ils ne sont pas des victimes ni non plus des forces qui ne peuvent que réagir aux assauts des puissants. Les plèbes inventent des formes d'insertion dans le champ politique, sans tomber dans le piège de ce champ conçu, comme le rappelle Breugh d'ailleurs, pour étourdir, déstabiliser et coopter les dominé-es. Elles reprennent la trame de la lutte d'émancipation, mais ne se contentent pas de tourner en rond, ou pire encore, de pousser la roche jusqu'à la fin des temps. Elles peuvent aussi gagner.

*Le Québec en mouvements,
idées et pratiques militantes contemporaines,
édité par Francis Dupuis-Déri,
Montréal, Lux, 2008*

PHILIPPE BOUDREAU

L'ère inaugurée par les initiatives altermondialistes d'avril 2001 à Québec, prolongée par les éblouissantes mobilisations populaires contre la guerre en Irak en 2003, puis par la manifestation historique du 1^{er} mai 2004 et la courageuse fronde étudiante de l'hiver 2005, restera longtemps dans nos mémoires. Après deux décennies plutôt sombres au chapitre des luttes sociales (les années 1980 et

1990), la période 2001-2005 est apparue comme une véritable bouffée d'air frais, puisque particulièrement féconde et stimulante au plan des luttes.

D'où vient cette fièvre militante? A-t-on assisté, au tournant du millénaire, à l'apparition de nouveaux phénomènes de société en matière de mobilisation, en rupture avec les précédentes façons d'être et de faire? Quel diagnostic établir de cette gauche québécoise en marche? Ce sont les questions auxquelles tente de répondre l'ouvrage collectif *Québec en mouvements*, paru chez Lux sous la direction de Francis Dupuis-Déri et proposant une douzaine de signatures familières pour presque autant de chapitres sur les mouvements sociaux. Ainsi, peut-on lire Jean-Marc Piotte sur les syndicats, Benoît Lacoursière sur le mouvement étudiant, Julie Rousseau sur les Autochtones, Dupuis-Déri sur le mouvement contre la guerre, et ainsi de suite.

L'un des textes offrant la perspective la plus large est sans conteste celui de Diane Lamoureux : « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois? » Influencée par la théorie des nouveaux mouvements sociaux (Manuel Castells, Donatella Della Porta, Mario Diani, etc.), l'auteure évite toutefois de verser dans une vision essentialiste de ces mouvements, qui ferait d'eux des phénomènes typiquement nouveaux, en rupture avec les motivations ou les modes d'agitation sociale des périodes précédentes. Elle soutient plutôt l'idée que « *les mouvements altermondialistes ne naissent pas comme des champignons mais procèdent d'un changement partiel de cadre de référence* » et que les expériences de Québec 2001 lancent « *une remobilisation des mouvements préalablement existants* ». Ce qui, selon elle, n'empêche pas ces mouvements de contribuer à la transformation de la culture militante. Diane Lamoureux relève des changements importants, déjà en cours dans l'univers de la gauche : le refus de hiérarchiser les luttes (racisme *vs* sexisme *vs* lutte des classes...), la recherche soutenue des convergences, une compréhension davantage planétaire des enjeux, une distance critique face aux capacités de l'État et au modèle de l'État-nation, et, s'agissant de l'organisation, un rejet de la centralisation comme de toute concentration du pouvoir aux mains des leaders.

Un peu dans le même esprit, Catherine Beaupré-Laforest recherche au cœur des années 1990 la genèse de ces nouveaux phénomènes de gauche qui coïncident avec le début du XXI^e siècle : la naissance de l'Union des forces progressistes, d'*Option citoyenne* et de *Québec solidaire*. On peut difficilement appréhender les raisons de l'apparition de ce dernier parti — ou des stimulantes mobilisations post-mars 2001 — sans les lier à l'éclosion d'un mouvement d'opposition à la mondialisation néolibérale, qu'il prenne forme au Chiapas, à Seattle ou chez nous.

Toutefois, l'intérêt du texte de Beaupré-Laforest est surtout de proposer l'une des analyses les plus solides de Québec solidaire publiées depuis sa fondation en février 2006. Entre autres, l'auteure cherche à situer le phénomène QS par rapport à la tradition « socialisme et indépendance » propre au Québec. Et son diagnostic est décapant : QS renierait le giron idéologico-politique dont il est pourtant issu.

Le parti, écrit-elle, se distingue des expériences passées de la gauche électorale en mettant de l'avant un discours qui porte sur des valeurs et un conflit éthique plutôt que sur un conflit social, comme la gauche d'inspiration marxiste nous y avait habitués. La gauche électorale contemporaine se démarque [...] en ce sens qu'elle évacue pratiquement toute référence au socialisme et aux théories marxistes qui ont caractérisé l'appartenance idéologique et politique de la gauche au cours des deux derniers siècles. L'abandon de ce paradigme implique deux constats. Premièrement, Québec solidaire ne situe plus l'origine des problèmes de la société dans un conflit social entre une classe dominante et des dominés [...]. Deuxièmement, on abandonne l'idée selon laquelle le système capitaliste puisse être dépassé par un autre mode de production ou un autre type de société. En fait, il semble pour Québec solidaire que le problème ne réside pas tant dans le fait que nous vivions dans une société capitaliste [...] En d'autres mots, il s'agit pour la nouvelle mouvance de gauche de proposer des solutions visant à « humaniser » le capitalisme et non le dépasser. Ce nouveau parti perd ainsi le potentiel révolutionnaire qui caractérisait la gauche d'inspiration marxiste en limitant maintenant sa portée à l'application de réformes visant à contrer l'effet des politiques néolibérales.

Ce ton critique caractérise plusieurs textes de l'ouvrage, qui secouent le cocotier des forces de gauche québécoises. Le plus corrosif de tous est probablement celui de Jean-Philippe Warren. L'auteur mentionne lui-même, d'entrée de jeu, « *la dureté générale de son propos* » envers les nouvelles expressions de la gauche québécoise. À la différence des autres chapitres de ce recueil, Warren fonde sa démarche sur l'analyse du discours, plus spécialement l'analyse du contenu de périodiques réputés être de gauche. Il en dégage un diagnostic selon lequel, au Québec, « *les discours de gauche ont été investis, sinon minés de l'intérieur par plus de quinze ans de montée de l'idéologie néolibérale* ». Le grand cheval de Troie du néolibéralisme serait le duo individualisme/hédonisme, et ce duo aurait un effet des plus délétères sur la pensée de gauche. Au lieu d'être obnubilée par les valeurs et les désirs, la pensée de gauche devrait, selon l'auteur, renouer avec le socle qui lui a donné sa force depuis plus d'un siècle : l'analyse de classes, la lutte pour un État très costaud et pour une fiscalité qui n'a pas froid aux yeux, etc. « *Il est dès lors grand temps, conclut Warren, que la gauche québécoise se mette de l'avant en revenant légèrement en arrière.* »

À propos du mouvement des femmes, Pascale Dufour n'est pas en reste qui estime que « *le mouvement des femmes n'a connu aucune avancée politique majeure depuis 2000* ». L'auteure ne mentionne jamais *Québec solidaire* dans son texte et, en conséquence, n'évalue pas que la création de ce parti correspond à une projection très significative d'une partie non négligeable du mouvement des femmes sur le terrain de l'action politique. En outre, l'existence de la Fédération des femmes du Québec ne lui semble plus être un actif du mouvement des femmes :

La position hégémonique de la FFQ étouffe l'expression de la diversité des groupes de femmes et nuit à l'expression de radicalités distinctes. Très liée à l'État et donc très engagée par rapport à lui [...] et, comme les autres groupes communautaires, progressivement incorporée à l'appareil d'État; la FFQ paraît en perte croissante d'autonomie. [...] Le mouvement des femmes, et la FFQ au premier chef, devient [...] de moins en moins une force de revendication.

Le lecteur ou la lectrice trouvera peut-être que la sensibilité anarchiste a un poids disproportionné dans cet ouvrage. (Le livre peut laisser croire qu'une organisation comme la Convergence des luttes anticapitalistes, la CLAC, aurait joué un rôle considérable dans l'histoire de la gauche québécoise depuis 2000.) Mais même si la plume des Mélissa Blais, Louis-Frédéric Gaudet, Rachel Sarasin, Marco Sylvestro, Francis Dupuis-Déri *et al.* donne clairement le ton, les grilles de lecture autres que l'analyse libertaire demeurent ici les bienvenues. Et au-delà des courants représentés, l'ensemble offre, somme toute, un portrait assez cohérent. La conclusion de l'ouvrage, qui montre la grande vitalité des forces de droite au Québec, nous rappelle à quel point sont nécessaires et précieux les mouvements sociaux qui y sont radiographiés ici.

Enfin — et le directeur du collectif est limpide à ce sujet — un tel recueil est nécessairement incomplet. Les mouvements sociaux suivants, écrit-il, n'ont malheureusement pas fait l'objet d'un chapitre: le mouvement pour le droit au logement, les actions des sans-emploi, le mouvement *queer*, la renaissance de l'art engagé (vidéastes, humoristes, groupes de musique...), les médias alternatifs et leurs adeptes subversifs des technologies de l'information et des communications, etc. Mais le directeur omet d'en mentionner un, plus important encore: le mouvement nationaliste¹. Faut-il y voir simplement un oubli? Est-ce symptomatique de la sensibilité des auteur-es ou, sinon, d'une mutation objective de la gauche québécoise?

1. Fort heureusement, d'autres ouvrages récents en traitent et très bien, notamment: Pascale Dufour et Christophe Traisnel, « Nationalism and Protest. The Sovereignty Movement in Quebec », dans Miriam Smith, éd., *Group Politics and Social Movements in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 2008, p. 251-276.

**Louis Uchitelle, *Le salarié jetable.*
Enquête sur les licenciements aux États-Unis,
Paris, Démopolis, 2008**

FRANÇOIS CYR

Louis Uchitelle est journaliste économique au *New York Times*. Son ouvrage se présente sous forme d'une grande enquête où s'entrecroisent habilement tant les données statistiques contemporaines qu'une analyse historique du marché du travail américain, entrecoupée des témoignages de victimes de licenciements. Trente millions de salariés américains ont été licencié-es de 1980 à 2000. Vingt années et 30 millions d'histoires, de parcours, de drames parfois. Mais peut-on se fier à ce chiffre sans doute très conservateur, puisqu'il ne décompte pas les mises à la retraite qu'on dit volontaires et qui passent à la trappe des statistiques officielles ?

Le travail d'Uchitelle se propose de déboulonner trois mythes, véritables construits idéologiques, trois idées reçues et maintes fois entendues pour justifier la destruction de cette pérennité du travail salarié qui a caractérisé l'entreprise américaine des trente glorieuses.

Le premier de ces mythes tend à présenter la rupture du lien d'emploi comme un douloureux mais nécessaire moment à passer. Une phase nécessaire d'ajustement au terme de laquelle le salarié flexible retrouverait de bonnes conditions de travail. Une visite chez le dentiste, qui se termine, en fin de cycle, par un renouveau de l'emploi dans un marché enfin rééquilibré. La réalité est tout autre puisque rares sont ceux et celles qui retrouvent les conditions de travail antérieures. Au finish, l'impact cumulé de ces vagues de licenciement présente surtout l'image d'un salarié isolé, appauvri et souvent démoralisé, malgré de très réels efforts pour déployer sa stratégie individuelle de survie: déménagements, cumuls de petits boulots, liquidation de l'épargne, formations professionnelles, etc.

Le second mythe tend à responsabiliser uniquement les salarié-es comme artisan-es de leur propre malheur. S'ils et elles sont licencié-es, c'est qu'en définitive ils coûtent plus cher qu'ils ne rapportent à l'employeur. Les diktats de la nouvelle économie exigent de chaque salarié-e un effort constant pour ajuster ses qualifications professionnelles aux réalités fluctuantes et exigeantes du nouveau marché du travail. C'est la loi, la grande loi, la seule loi : celle du marché.

Dans le contexte américain, explique l'auteur, la formation professionnelle repose presque entièrement sur les épaules des employé-s. Déplorant l'absence de résistance collective aux vagues de licenciement, il souligne que « telle est la révolution qui nous a vus passer d'un esprit de solidarité et de partage au chacun pour soi de la liberté individuelle ».

Le troisième mythe est en fait un tabou, un lourd silence. Tant le discours public que la littérature savante répugnent à examiner, à ausculter les dégâts causés par ces charrettes de licenciements planifiés par ces nouveaux administrateurs et administratrices rompues aux valeurs du capital financier et uniquement au service des actionnaires. Très peu de psychologues et de médecins du travail se penchent sur le sort des victimes. Sur le deuil de ceux et celles qui, rudement socialisé-es à l'éthique du travail, voient leurs repères s'effondrer. Une perte d'estime de soi, comme disent les psy...

Ces dommages sont souvent irréparables aussi pour les entreprises qui découvrent, souvent trop tard, l'importance décisive des savoir-faire dont elles s'amputent. Sans parler de la baisse de productivité des « survivant-es ». Inquiets et se sentant vaguement responsables, ces derniers, mine de rien, se traînent les pieds. Une sorte de discrète grève perlée, comme un clin d'œil à ceux qui partent et un pied de nez aux patrons. Aucun savant comptable n'est arrivé à ce jour à estimer le coût réel de salarié-es en colère, démoralisé-es ou inquiet-es.

Et c'est ici qu'on retrouve toute la force et la pertinence de l'ouvrage, puisque l'auteur sait à la fois brosser le tableau général de la situation et invitant tel ou telle salarié-e à raconter son histoire. Statistiques et témoignages, analyses et tranches de vie cohabitent

pour le plus grand plaisir du lecteur. Un travail de brillant économiste, mais aussi d'un sensible portraitiste social. Rare de trouver ces deux talents sous la même plume.

Mais l'auteur ne se contente pas de diversifier les genres, il explore également plusieurs secteurs d'activités. L'ouvrage s'ouvre sur le cas de *Stanley Works*, l'usine du Connecticut où l'on fabriquait avec fierté ces fameux outils jaune et noir, symboles de la qualité *Made in USA*. Malgré d'importants reculs consentis par les ouvriers et une modernisation tardive de certains équipements, l'entreprise périlite progressivement. Pour être bien certain que le message de la mondialisation capitaliste est reçu cinq sur cinq par les salarié-es, le directeur de l'usine affichait chaque semaine un tableau comparatif des salaires et des rendements des différentes usines du groupe, avec une nette prédilection au coût de la main d'œuvre... en Thaïlande.

Dans le chapitre suivant, l'auteur brosse un tableau général de la stabilisation de l'emploi. Pour la période 1890-1970, trois ou quatre générations de salarié-es ont réussi, malgré de sérieux à-coups ponctuels, à arracher un régime de relations de travail basé sur une certaine pérennisation de l'emploi. C'est dans ce contexte que se développe, en contrepartie, la légendaire productivité et loyauté des ouvriers américains à leur entreprise. Aujourd'hui, cette promesse de stabilité d'emploi vole en éclats et, avec elle, le socle sur lequel se consolidait la classe moyenne des salariés d'entreprise. On serait tenté de dire que l'appétit du capital financier et de ses gestionnaires aventuriers a littéralement détruit ce contrat social implicite.

L'enquête se poursuit par le récit d'un sévère dégraissage survenu dans les rangs des mécaniciens du centre de maintenance de la *United Airlines*. L'entreprise délocalise et confie à la sous-traitance une partie de ses activités, pourtant essentielles à la sécurité aérienne. Cette fois, on ne peut invoquer la piètre qualité professionnelle de cette main-d'œuvre hautement qualifiée. L'opération vise à sanctionner une section syndicale par trop combative et à rogner des profits sur le coût de la main d'œuvre en embauchant des non-syndiqués ou d'ex-syndiqués.

L'ouvrage se termine par un chapitre consacré aux solutions — le plus faible de cet ouvrage par ailleurs remarquable. Certes, l'auteur propose des pistes intéressantes, surtout dans le contexte américain, en appelant au renforcement des réglementations pour rendre plus difficiles les licenciements. Il insiste fort justement sur l'obligation de transparence pour les entreprises et sur l'importance de renforcer le très faible mouvement syndical américain. Fort bien. Mais, Uchitelle fait parfois preuve d'une navrante timidité, lorsqu'il propose, par exemple, d'élever le salaire minimum à 12 \$, échelonné sur une période de... neuf ou dix ans.

Disons-le tout net : au chapitre des solutions, l'ouvrage nous laisse sur notre faim, tant est grand l'écart entre l'ampleur du problème et le caractère limité des mesures proposées pour limiter les dégâts. Sans nécessairement aller vers des législations tout-terrain interdisant les licenciements, bien que cette mesure doive être discutée au mérite, on peut imaginer un train de mesures, tant législatives que codifiées dans des conventions collectives, pour accroître substantiellement le coût social et financier des licenciements pour les entreprises profitables. Quant aux perspectives d'action à la base, il faut trouver le moyen de mobiliser dans le cadre d'actions collectives afin d'aller au-delà de solutions individuelles qui consistent finalement à se pointer à l'assurance-chômage et à participer aux programmes d'employabilité.

En refermant cet ouvrage de référence trop peu recensé dans les médias, on souhaiterait lire, pour le Québec, une enquête du même type, à la fois « terrain » et générale. Des fermetures d'entreprises dans nos régions-ressources aux anciens de *GM* à Boisbriand en passant par les ouvrières montréalaises de *Golden Brand*. On pourrait, pour une fois, y donner largement la parole aux principaux concerné-es : ces salarié-es jetables.

**Jacques Bouveresse, *La connaissance de l'écrivain.*
Sur la littérature, la vérité et la vie,
Paris, Agone, 2008**

JEAN-MARC PIOTTE

Le philosophe Jacques Bouveresse, partisan de l'école analytique, est le critique français le plus rigoureux du postmodernisme qui réduit tout (la philosophie, la physique, la littérature, la religion, les *loft stories*...) à un récit, fait de la littérature la reine de la connaissance et affirme parfois que chaque texte ne renvoie qu'à un autre texte, sans référence aux réalités externes à la textualité.

L'auteur refuse ces théories fumeuses qui voient « dans la littérature une forme de connaissance supérieure de la réalité » et qui entretiennent autour d'elle « une atmosphère de mystère indispensable à la préservation de sa valeur et de son autorité particulières ». Il condamne « l'idée que le texte littéraire est autoréférentiel et nous parle essentiellement de lui-même ou de la façon dont le langage est utilisé ». Il critique la « phobie de l'extra-textualité » qui met hors circuit le contenu factuel et éthique de la littérature, qui renonce à s'exprimer sur ce qui passionne le lecteur : la vie des personnages, leurs désirs et leurs émotions, les problèmes et les conflits éthiques auxquels ils et elles sont confronté-es, leurs expériences et leurs aventures morales, bref, « ce qui fait de leur existence des réussites ou, au contraire, des échecs plus ou moins lamentables ».

La contribution essentielle de la littérature à la réflexion

L'auteur reconnaît que les philosophes que concerne le sens de l'existence (pourquoi vivre?) et la morale (comment vivre?) pourraient avantageusement exploiter le matériau de choix qu'offrent les romans. Mais au-delà de ce qui lui semble une évidence, il se demande comment la littérature peut apporter une connaissance

sur l'être humain différente de celle que nous fournit la philosophie, à laquelle j'ajouterais pour ma part les sciences humaines.

Ce nouvel ouvrage reprend le travail effectué dans la préparation d'un séminaire donné au Collège de France au cours de l'année 2004-2005. Bouveresse pose la question de l'apport spécifique de la littérature à notre connaissance, en réfléchissant sur les écrits théoriques de certains romanciers, dont Proust et Robert Musil (le plus grand écrivain du XX^e siècle, selon moi) et de quelques philosophes contemporains, dont Jacques Rancière et Martha Nussbaum (que je ne connais pas). Cet ouvrage, dont la lecture exige beaucoup d'attention et de disponibilité, en est un de recherche, d'exploration, de *work in progress*. L'auteur ne répond pas à la question, se contentant trop souvent d'écrire « ce qu'on ne peut pas dire » sur le sujet. En attendant et espérant qu'il détermine sa position et qu'il l'expose par écrit, je présenterai ici avec témérité les esquisses de ce que pourrait être sa réponse.

Comment réussit-on à vivre ?

Contrairement à la philosophie morale dont l'objectif est d'expliquer avec clarté et précision ce que serait une vie bonne et à quels principes celle-ci devrait être assujettie, la littérature éclaircit les réalités « énigmatiques ou obscures » de la vie. Elle nous apprend essentiellement « l'indétermination et la complexité » de la vie morale de chacun. Elle combat ainsi, quoique ce ne soit pas son objectif, la morale utilitariste dominante qui réduit tout à un calcul rationnel de coûts-bénéfices, morale qui ne peut rendre compte de la vie même d'un économiste ou d'un homme d'affaires.

La vérité d'un roman réside dans son adéquation avec la vie, en soulevant indirectement la question de « la compatibilité entre les exigences de la vie et celles de la morale ». La littérature décrit ce qui peut « rendre immorale une action réputée morale et faire d'une action qui semble immorale une chose qui a une relation plus authentique avec la morale ». La littérature « exprime pour autrui et rend visible pour nous-mêmes notre vraie vie, que normalement nous ne pouvons pas observer et ne voyons pas ». La « morale » de la littérature serait de nous amener à considérer avec

sympathie la réalité complexe de la vie humaine, en s'opposant au moralisme et à tout idéalisme moral.

La question à laquelle le roman essaie de répondre [...] serait peut-être moins *Pourquoi vit-on?* Ou *Comment doit-on vivre?* *Comment réussit-on à vivre?* [...] Le problème du roman est celui de l'homme individuel aux prises avec *la difficulté d'habiter le monde*; autrement dit, d'y mener une existence à laquelle il soit possible d'attribuer ce qu'on appelle un sens, ou encore une existence capable de constituer la réalisation au moins partielle d'un idéal, en dépit de tout ce qui peut sembler conférer à la vie humaine en général un caractère à première vue insignifiant.

La complexité du message littéraire

Tandis que la philosophie ne fait appel qu'à notre intelligence, la littérature suscite en nous « des réactions et des émotions, positives ou négatives, de nature morale », en nous amenant à nous identifier à certains personnages ou à nous y opposer. Alors que l'essai, comme celui-ci, exprime des idées, des pensées, la littérature enchevêtre émotions et pensées, en les incarnant dans des personnages auxquels le lecteur réagira avec sa sensibilité et son intelligence.

La littérature s'adresse également à notre imagination, en montrant que les décisions prises dans la vie quotidienne, dans des circonstances qui s'imposent aux personnages et qui influent sur leurs désirs et leurs espérances, relèvent très souvent de l'improvisation. Elle développe l'imagination du lecteur, en le mettant face à des situations inconnues et changeantes :

Les œuvres littéraires ont, en effet, la capacité de nous confronter à des possibilités qui peuvent s'éloigner considérablement de celles auxquelles nous sommes habitués ou que nous sommes disposés spontanément à considérer; et elles disposent de moyens spécifiques pour nous obliger à les prendre en considération et à réfléchir sur elles.

La philosophie morale évalue généralement les actes, en les soumettant à des concepts comme ceux de bien et de mal, de vertus

et de vices, de droits et de devoirs. Elle suppose que l'individu agit après délibération et qu'il est capable de justifier ses actions, en démontrant leur compatibilité avec les principes moraux auxquels il adhère. La philosophie morale, surtout de type kantien, condamne toute ambiguïté qui enfreint la précision et la rigueur de ses maximes. La littérature explore au contraire comment la vie de chacun se plie très difficilement aux diktats moraux :

Une des choses qui sont responsables des mauvaises relations que le roman en général entretient avec le point de vue moral [...] est justement le fait que le premier est par essence spécialement attentif à la façon dont la contingence, l'imprévisibilité et la contrôlabilité du futur, le hasard et la chance sont susceptibles d'intervenir dans la vie morale.

Ainsi, la littérature, mettant en scène des êtres humains dans leur complexité, interpelle le lecteur dans tout ce qu'il est : intelligence, imagination, sentiments et volonté.

Une connaissance pratique

Jacques Bouveresse ne rejette pas les connaissances philosophiques. Étant philosophe, il ne lui semble pas nécessaire de répéter ce qui est une évidence : sans la philosophie morale, tâtonnant dans l'obscurité comme des aveugles, notre vie serait déterminée par les circonstances et nos instincts. Il reconnaît cependant que la littérature apporte une connaissance pratique qui la distingue des connaissances théoriques ou propositionnelles de la philosophie.

Les comités de déontologie, dont la multiplication est directement proportionnelle à la dilution du politique, font souvent appel à des philosophes, comme Daniel Weinstock, en ignorant malheureusement les romanciers, dont l'imagination morale manque parfois chez les premiers :

[...] on peut remarquer qu'il est sûrement, encore aujourd'hui, beaucoup moins naturel d'envisager de faire entrer un auteur de romans dans un comité national d'éthique que d'y faire entrer un spécialiste de philosophie morale, ce qui semble signifier que la

qualité la plus nécessaire pour discuter et résoudre les questions d'éthique appliquée n'est pas précisément l'imagination littéraire, et probablement pas non plus, du reste, l'imagination morale.

Bouveresse admire la science qui, telle la physique, nous apporte des connaissances exactes sur la réalité extérieure. La littérature nous fournit également des connaissances, mais floues et discutables, et se démarque de la science sur deux points importants.

D'une part, on ne peut dissocier en littérature le contenu de la forme, tandis que l'objectivité des vérités scientifiques repose sur l'indépendance du contenu par rapport à son expression :

Si on utilise comme paradigme de ce que peut être une vérité objective en général le genre de vérité que nous procure la science, on hésitera certainement à attribuer à la littérature la possibilité de nous communiquer, elle aussi, des vérités objectives. Le propre des vérités de la science semble être, en effet, de posséder le degré le plus élevé d'indépendance par rapport à la forme qui peut être choisie pour l'exprimer.

La littérature nous apporte des connaissances non objectives, des vérités transies de subjectivité.

D'autre part, la science se fonde sur l'expérimentation qui peut être reproduite, dans des conditions similaires, par tout-e chercheur-e. Il n'y a pas d'expérimentation réelle en littérature, mais des « expériences de pensée », dont le résultat est aussi fictif que l'expérience décrite.

Si la science peut nous aider à mieux connaître le monde dans lequel nous vivons et si la philosophie peut éclairer les choix qui s'offrent à nous, ni l'une ni l'autre n'est suffisante pour guider la vie de chacun-e. C'est pourquoi les connaissances pratiques apportées par la littérature, qui nous éclaire sur les complexités de la vie, complètent les vérités scientifiques et le savoir philosophique pour nous permettre de répondre aux questions existentielles du pourquoi vivre? Et du comment vivre?

**Sheila Jeffreys, *The Industrial Vagina.*
The Political Economy of the Global Sex Trade,
New York, Routledge, 2009**

RICHARD POULIN

Professeure à l'Université de Melbourne, la féministe radicale Sheila Jeffreys approfondit avec son plus récent essai ses analyses de l'oppression des femmes, plus particulièrement de leur exploitation sexuelle à l'échelle industrielle. Avec talent, elle examine la croissance des industries du sexe au niveau mondial et rend compte de leurs effets dommageables sur les femmes et les fillettes qui y sont exploitées ainsi que sur les relations entre les sexes. Cet essai universitaire de haute volée a la qualité d'être écrit pour que tous et toutes, spécialistes comme non-spécialistes, puissent comprendre non seulement les raisons de cette croissance importante, mais également les débats qui, depuis les années 1980, divisent les universitaires, y compris celles se réclamant du féminisme, sur ce qu'est la prostitution et les politiques à promouvoir pour l'abolir ou pour cautionner son expansion.

Sheila Jeffreys vit et travaille en Australie, pays dont plusieurs États et un territoire ont légalisé le proxénétisme et réglementé la prostitution. Elle est à même de tirer un bilan de cette normalisation de l'exploitation sexuelle des femmes. Elle couvre également une région — les îles du Pacifique Sud — dont on n'est que très peu informé en Amérique, où des transformations majeures dans les mœurs chez les peuples autochtones, notamment en termes d'essor de la violence sexuelle, sont dues, selon des recherches récentes, à l'envahissement pornographique rapide et à la banalisation de la prostitution. Au de-là des aspects régionaux mis en évidence, Jeffreys étudie les pratiques dans lesquelles il y a un échange d'argent ou de biens en nature pour que des hommes aient accès sexuellement aux corps de fillettes et de femmes. Cela ne concerne

pas que la prostitution proprement dite, mais également certaines formes de mariage (mariages d'enfants, mariages forcés et mariages arrangés par des agences) ainsi que la pornographie et l'industrie de la danse nue en pleine expansion.

L'auteure fait des liens, à l'occasion inédits, entre les différents secteurs des industries du sexe et certaines pratiques « culturelles » patriarcales. Elle donne des explications éclairantes. Elle polémique vigoureusement avec le courant féministe libéral pro-prostitution ou pro-« travail du sexe ». Elle déconstruit avec efficacité leur discours manipulateur qui est, dans cette ère néolibérale, à la fois séduisant et mensonger (nous y reviendrons). Enfin, elle propose quelques pistes pour combattre l'industrie mondiale du sexe.

Ses analyses s'appuient sur une somme de recherches universitaires impressionnante.

Une hypothèse à fouiller

Avant les années 1980, les féministes analysaient la prostitution comme une institution d'oppression des femmes, de toutes les femmes et non seulement de celles qui étaient prostituées. Selon Jeffreys, jusqu'à la fin des années 1970, il y avait également un consensus au niveau des gouvernements et des organisations internationales contre la légalisation du proxénétisme et l'organisation (réglementation) par les États de la prostitution. Ces consensus ont pris fin à la suite des « révolutions conservatrices » qui ont permis aux politiques néolibérales de triompher, ce qui évidemment a eu des impacts majeurs dans les sociétés. Le business de la prostitution en bordels était légalisé dans différents pays capitalistes développés, les clubs de danse nue devenaient des industries banales de loisir et de divertissement et la pornographie était promue par des multinationales comme General Motors, qui y trouvaient une source de profits non négligeable. L'activité proxénète était transformée en un « secteur marchand profitable » tandis que les maquereaux devenaient des hommes d'affaires respectables « pouvant adhérer au Rotary Club » (p. 2).

Ces transformations radicales profitaient au crime organisé qui, depuis, fait des affaires d'or.

Jeffreys constate une industrialisation et une mondialisation de la prostitution. La traite à des fins de prostitution et le tourisme de prostitution ne sont que des facettes de l'industrialisation mondialisée de la prostitution. Cette industrialisation a plusieurs racines, dont les guerres. La soumission sexuelle des femmes aux soldats et l'exploitation de leur prostitution par les armées ont créé les infrastructures prostitutionnelles en Asie et en Europe, notamment dans l'ex-Yougoslavie, sur lesquelles ont prospéré l'industrie de la prostitution et ses extensions internationales : la traite à des fins d'exploitation sexuelle et le tourisme de prostitution (chap. 5). Les politiques néolibérales du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale sont l'autre racine de l'expansion sans précédent de la prostitution. Dans tous les cas, il n'y aurait pas eu une telle expansion si on n'observait pas dans les sociétés un retour en force des pratiques patriarcales, dont la prostitution d'autrui n'est qu'une expression.

Une hypothèse avancée dans le livre mérite une attention particulière. S'appuyant sur différentes recherches, Jeffreys émet l'idée que le décollage économique capitaliste du Japon (accumulation première du capital) est en partie lié à l'exploitation sexuelle des femmes par un système florissant de la prostitution dès le XIX^e siècle. Ce qui permet également d'expliquer l'ampleur de la prostitution dans ses colonies (Corée et Taiwan) pour « satisfaire » ses ressortissants, et le phénomène pendant la guerre du Pacifique, dans tous les pays conquis, des « femmes de réconfort » au profit des officiers et des soldats japonais, ainsi que l'organisation massive de la prostitution des Japonaises au profit des troupes états-unien-nes d'occupation à partir de 1945. Aujourd'hui encore, la prostitution représente environ 3% de produit national brut (PNB) du Japon.

Dans les années 1970-1980, des économistes tentaient de comprendre l'essor industriel de la Corée du Sud, de Taiwan, de Hongkong et de Singapour (les petits dragons de l'Asie). Ils concluaient que ce décollage singulier ne pouvait être saisi que par les traits culturels propres à ces pays, ce qui est une explication fort peu convaincante. En aucun temps, les rapports de sexe n'étaient

intégrés à leur analyse. L'industrie de la prostitution, source d'accumulation de capital, y était pourtant très importante — en Corée du Sud, elle a représenté jusqu'à 5 % du PNB. Peut-être que l'hypothèse d'une accumulation primitive de capital par l'exploitation sexuelle massive des femmes et des fillettes explique davantage l'essor industriel de ces pays que des traits culturels plus ou moins bien définis et fort variables.

Or, ce modèle d'accumulation a été reproduit par d'autres pays asiatiques, ceux notamment qui ont servi de bases aux troupes états-uniennes dans la guerre contre le « communisme » vietnamien. C'est notamment le cas de la Thaïlande et des Philippines. Il faut sacrifier une génération de femmes au profit du développement économique, affirmait un Premier ministre thaï. Ce que relayait à leur façon les organismes internationaux comme le FMI et la Banque mondiale, qui étaient à tout le moins complices sinon générateurs de ce type de « développement économique », et d'autres organisations comme l'Organisation internationale du travail (OIT) qui, dès 1998, recommandait dans un rapport sur les pays asiatiques du Sud-Est la reconnaissance officielle de la prostitution comme une activité lucrative comme une autre. Depuis, l'OIT ne prend en compte la traite des êtres humains que lorsqu'elle implique un « travail forcé » — la prostitution « forcée » étant une forme de « travail forcé ». Ce sont donc les modalités de la traite qui sont mises en évidence, non ses buts. Ce qui a pour conséquence de minorer l'ampleur de la traite des humains à des fins de prostitution.

Déconstruction

Au-delà de l'analyse des différents secteurs exploitant sexuellement les femmes et les fillettes, Jeffreys échafaude ses thèses en déconstruisant systématiquement les arguments des organisations et de leurs alliées universitaires qui sont favorables à la prostitution d'autrui et qui réduisent la prostitution à un travail choisi rationnellement et librement, dont les seules conséquences nuisibles seraient les infections sexuellement transmissibles (IST) et l'usage occasionnel de la force. La reconnaissance de la prostitution comme un travail comme un autre permettrait de façon magique

d'éliminer de telles conséquences. Ne sont pas prises en compte chez les avocat-es de la prostitution d'autrui les multiples conséquences pour la santé physique et mentale de l'activité prostitutionnelle. Pourtant, ces conséquences sont fort bien documentées. Tout comme est passé sous silence le fait que le recrutement dans la prostitution s'effectue très majoritairement à un âge mineur, ce qui met à mal l'idée d'un choix libre et rationnel.

Jeffreys connaît de façon approfondie la littérature produite en langue anglaise par les avocat-es de la prostitution d'autrui. Elle discute de façon intelligente leurs propos et montre les faiblesses de leurs analyses, si ce n'est leur négation de la réalité des dommages intrinsèques causés par l'exploitation sexuelle quotidienne. Elle discute de façon éclairante les euphémismes qui sont devenus des pivots centraux de ce courant, dont le concept de « stigmatisation » (*stigma* en anglais). Elle explique que cette idée suggère que les dommages causés dans la prostitution sont le fait non pas de sa pratique quotidienne, mais des attitudes négatives qui stigmatisent l'activité et les femmes prostituées. Autrement dit, les dommages pour la santé des femmes prostituées ne sont pas dus aux proxénètes et aux prostitueurs, qui les exploitent en tant que marchandises, mais seraient le résultat de la stigmatisation sociale (p. 167-169). Une normalisation de la prostitution en tant que travail résoudrait ces problèmes. Cette normalisation légaliserait le proxénétisme et conférerait aux prostitueurs une impunité totale, ce qui leur donnerait un pouvoir légitime accru. En réduisant la question des dommages pour la santé des personnes prostituées à la stigmatisation, on met de côté les rapports de domination en faveur des hommes, qu'ils soient proxénètes ou prostitueurs, qui s'exercent dans la prostitution, au profit — ce qui est très grave — d'un renforcement de leur pouvoir. D'où la négation par les féministes libérales de ce courant de la prostitution en tant qu'insitution d'oppression des femmes.

Jeffreys s'oppose en outre à une politique axée uniquement sur la réduction des méfaits. Peut-on concevoir que, dans le cas des femmes battues, on puisse se contenter de leur donner des pansements et de leur offrir un café (p. 199)? C'est pourtant cette

politique, largement financée, qui est mise en œuvre dans le cas des personnes prostituées. C'est sans doute la raison pour laquelle au Canada comme ailleurs, les groupes de femmes qui militent pour l'abolition de la prostitution sont largement animés par des féministes qui œuvrent auprès des femmes victimes de la violence masculine (agressions sexuelles et violences dites domestiques).

Droits humains

Jeffreys propose de comprendre l'exploitation sexuelle comme une atteinte aux droits humains fondamentaux. Elle montre que ces pratiques vont à l'encontre desdits droits. Elle met en évidence le modèle suédois qui, depuis son adoption, essaime un peu partout dans le monde, de la Norvège à l'Afrique du Sud. Ce modèle considère la prostitution comme une violence faite aux femmes. Conséquemment, les femmes prostituées ont accès à tous les services existants pour les femmes victimes de violence. Elles ont accès également à des services pour quitter la prostitution, ce qui est pratiquement inexistant dans les autres pays, notamment dans ceux qui considèrent cette activité comme un travail comme un autre. L'autre originalité de ce modèle est la pénalisation des prostitueurs. Ils sont considérés responsables de la prostitution d'autrui et donc coupables de la violence prostitutionnelle. Enfin, des moyens importants d'information publique en général et dans les écoles en particulier ont été mis en œuvre. Ils ont eu pour effet non seulement un appui généralisé de la population suédoise à la loi, mais surtout un frein substantiel au recrutement des jeunes filles comme prostituées et des jeunes hommes comme prostitueurs.

Pour Sheila Jeffreys, la prostitution est une pratique culturelle dommageable et nuisible (*cultural harmful practice*). Elle doit donc être abolie et non pas être aménagée au profit des prostitueurs et des proxénètes. C'est, en effet, la seule voie possible d'émancipation.

**Roland Pfefferkorn, *Inégalités et rapports sociaux.*
Rapports de classes, rapports de sexes,
Paris, La Dispute, 2007**

GEORGES UBBIALI

Roland Pfefferkorn enseigne la sociologie à l'Université Marc-Bloch de Strasbourg. Il s'est fait connaître pour ses travaux conduits en partenariat avec Alain Bihir sur les inégalités¹ et, plus récemment, en collaboration, sur la thématique des femmes². Sans conteste, il s'agit là d'un des livres les plus stimulants de sociologie paru ces dernières années. L'ambition de l'ouvrage est double : réhabiliter le marxisme comme outil d'analyse du social, tout en l'enrichissant par l'apport des réflexions autour de la notion de genre. On examinera dans un premier temps la démonstration conduite, puis, dans un deuxième moment, on se penchera sur quelques questions, remarques et critiques soulevés par l'ouvrage. Soulignons tout d'abord, en guise d'introduction, une qualité marquée, la clarté de l'argumentation. *A contrario* de (trop) nombreux ouvrages qui pour faire savant se croient obligés de verser dans l'abscons, le propos de Pfefferkorn est parfaitement accessible à un public large, au point même de conférer à son ouvrage une tonalité de manuel. On pense, à titre d'illustration, à sa comparaison des notions de lien social et de rapport social qui se présente sous une forme limpide. Il écrit ainsi, p. 128, « La notion de rapport social indique d'emblée que le monde social est une combinaison d'identités et de différences, d'unité et de divisions, de cohésion et de conflits [...] Alors que la notion de lien social met unilatéralement l'accent sur ce qui lie

1. Alain Bihir et Roland Pfefferkorn, *Hommes-Femmes, quelle égalité?* Paris, Atelier, 2002, première édition 1996.
2. Josette Trat, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn, dir., *L'autonomie des femmes en question*, Paris, L'Harmattan, 2006.

et réunit les hommes entre eux, au détriment de ce qui les divise et les oppose dans leur unité même. Le concept de rapport social englobe par conséquent celui de lien social, il permet de penser le lien et l'opposition, alors que ce dernier empêche de penser le conflit ». Bien entendu, ces qualités ne sont pas que de style. Elles renvoient également à la vigueur du parti pris théorique. Pfefferkorn l'écrit dès les premières pages de cet ouvrage, son propos se déploie à partir d'un point de vue expressément marxiste, dont on découvrira au fil de la lecture qu'il se nourrit de la relecture de Marx par Daniel Bensaid¹, tournant le dos à la *diamat* ainsi qu'à l'althus-sérisme dominant d'une période (fort heureusement) révolue. De ce postulat découle la centralité du concept de rapport social. Rapport social qui structure les deux grandes parties de l'ouvrage.

Dans une première grande partie (chap. 1-3), le sociologue s'interroge sur la place des classes sociales dans le discours sociologique, place qu'il considère comme paradoxale. En effet, alors que jamais les inégalités sociales n'ont été aussi marquées en France, démonstration conduite dans le chap. 1, les sciences sociales — au moins nombre de leurs représentants les plus en vue — ont occulté la thématique des classes, pour lui proposer un discours de substitution. Ce premier chapitre lui donne d'ailleurs l'occasion de discuter l'apport de la sociologie de Bourdieu et, de manière assez inattendue, de s'engager dans une véritable réhabilitation des travaux de Michel Verret² (p. 75 et suivantes). La disparition, voire la négation de la lexie *classe*, se déploie au profit de théories mettant l'individu ou l'individualisation au cœur des analyses. Pfefferkorn conteste vigoureusement ce point de vue, en discutant un certain nombre d'auteurs s'inscrivant dans le développement de ce paradigme et ses corrélats comme exclusion, individualisme méthodologique ou moyennisation de la société. Si l'on peut regretter l'aspect parfois un peu hâtif de la discussion conduite à propos de tel ou tel auteur, il n'en reste

1. *Marx l'intempestif. Grandeurs et misère d'une aventure critique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Fayard, 1995.
2. Michel Verret est un sociologue qui a enseigné à Nantes, créant un laboratoire le LERSCO, consacré aux études sur la classe ouvrière. Il a écrit plusieurs ouvrages sur ce thème. Notamment la trilogie, *Le travail ouvrier, La culture ouvrière, L'espace ouvrier*. Membre du Parti communiste français durant de nombreuses années, il a finalement rompu avec ce Parti.

pas moins que Pfefferkorn se livre là à une salutaire critique d'analyses dominantes. Que ce soient Henri Mendras, Pierre Rosanvallon, Toni Negri, Robert Castel, Anthony Giddens ou Jürgen Habermas, Ulrich Beck, mais aussi le père fondateur Emile Durkheim dont l'organicisme et le positivisme républicain sont pointés, l'auteur critique pied à pied les conceptions oubliées du conflit et de la structuration classiste de société. Le retournement de conjoncture sociopolitique, provoqué par les mouvements de grève de 1995, va amener à un retour des classes sur le devant des préoccupations sociologiques. Ce troisième chapitre permet de revenir sur ce que le système des inégalités abordé dans le chap. 1 informe de la permanence du système des classes sociales. En effet, deux traits des inégalités incitent à raisonner en terme de classes : d'une part le caractère systémique des inégalités et leur reproduction générationnelle, ce qui permet au passage d'avancer une critique sans concession du mythe de la mobilité sociale, adossé à l'illusion méritocratique.

Brossant à nouveau un panorama des recherches récentes s'appuyant sur la notion de classes (Stéphane Beaud, Michel Pialoux, Serge Paugam, mais aussi à l'autre bout du spectre, la bourgeoisie à travers l'évocation des travaux indispensables des Pinçon et Pinçon-Charlot¹), Pfefferkorn en vient à s'interroger sur la configuration de classes qui se développe dans l'Hexagone. Il propose des pistes de réflexion sur le développement du salariat, en essayant de les articuler — davantage sous forme d'exposé des contradictions de la situation que de réponses achevées — avec les reformulations subjectives de ce dernier. L'auteur aborde ainsi, s'appuyant au passage, et ce n'est pas l'un des moindres mérites de cet ouvrage, sur une riche littérature allemande rarement mobilisée faute de traduction, la question hautement problématique de la conscience de classe. À propos de laquelle il note que « Même si la société capitaliste demeure à l'évidence structurée par un antagonisme de classe, la lutte pour l'émancipation humaine se mène et se mènera aussi sur d'autres terrains : celui du féminisme, de l'antiracisme, de la tolérance vis-à-vis de toutes les minorités, de la prise en compte des limites de la planète, etc. » (p. 197).

1. Lire en particulier la synthèse *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2000, et le récent *Les ghettos du Gotha*, Paris, Seuil, 2007.

Dans une seconde partie, il s'intéresse précisément à l'un de ces domaines énoncés, celui des rapports sociaux de sexe (chap. 4-6). Dans la multiplicité des rapports sociaux qui organise la socialité (classes, sexe, race, génération), celui des sexes se présente comme le plus généralisable. Afin d'argumenter le fait que la place dominée des femmes ne relève pas de la nature (de leur nature), mais que l'on est bien face à une construction sociale, Pfefferkorn propose, en guise d'apéritif, un très stimulant *excursus* auprès de quelques travaux fondateurs. Il s'essaie notamment à comparer les apports respectifs d'Engels et de Durkheim sur la place des femmes, comparaison dont, le moins que l'on puisse dire est que l'approche de ce dernier n'en ressort pas grandie. Il évoque aussi, au passage, le cas de Georg Simmel¹, qui n'est hélas pas approfondi, avant de s'intéresser à la rupture du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir.

Dans le chapitre 4 est proposée une ample revue de la littérature issue du mouvement féministe pour penser l'oppression des femmes. Cette utile synthèse se prolonge au chap. 5 par un questionnement sur la pertinence des notions de genre et de rapports sociaux de sexe. Même s'il n'est pas toujours convaincant dans sa démonstration, cette analyse comparée permet au sociologue de délimiter les matrices intellectuelles, les caractéristiques et les recherches conduites sous ces angles, dessinant un tableau d'une érudition sans faille des traditions d'enquête. Il en ressort que l'intérêt d'une approche en terme de rapports sociaux de sexe permet d'envisager une articulation avec les rapports de classes en lieu et place d'une simple mise en parallèle. Et derechef, il propose une subtile démonstration à travers l'évocation de travaux peu connus en dehors d'un cercle étroit de spécialistes.

Enfin, dans un ultime chapitre, convaincu du caractère historiquement fluctuant des dominations, le professeur strasbourgeois s'engage dans une analyse des transformations des rapports de sexes en France, à travers des angles aussi variés que ceux de la scolarisation, de l'espace domestique, de l'espace public (avec un développement sur la question de la parité) ou encore la sphère du travail. A l'issue de cette éblouissante synthèse problématisée,

1. Sociologue allemand figurant parmi les classiques de la discipline. Voir Watier Patrick, *Georg Simmel, sociologue*, Belval, Circé, 2003.

Pfefferkorn en appelle, dans une ample conclusion, à la nécessaire articulation des rapports sociaux. C'est à ce niveau qu'il réintroduit quelques illustrations à partir des notions de génération ou d'ethnie, ouvrant de nouvelles pistes, sur la sociologie de la famille notamment, ce qui lui permet, en guise de bouquet final d'un feu d'artifice nourri, d'avancer des éléments d'une critique du structuralisme incarné par les travaux de Françoise Héritier. On en conviendra, à l'issue de ce compte rendu qui ne fait qu'esquisser la profondeur des connaissances encyclopédiques présentées au fil du propos, le lecture du livre de Pfefferkorn se révèle indispensable. Une solide bibliographie conclut l'ouvrage.

On lui adressera néanmoins deux critiques. La première est vénielle. Elle concerne un aspect somme toute secondaire du propos. Il s'agit de l'utilisation du terme de race, même utilisé parfois avec des guillemets, pour s'intéresser aux rapports sociaux entre cultures différentes. Certes, Pfefferkorn fait également usage du terme d'ethnie, mais au final, sans véritablement argumenter, il se rabat sur la notion, hautement contestable de race. La seconde critique porte, elle, sur le cœur de la construction. Pfefferkorn ne cesse de proclamer la nécessité d'une sociologie articulant les différentes dimensions des rapports sociaux afin de cerner au mieux la réalité sociale. Si le lecteur ne peut qu'être convaincu par cet appel à la complexité et au caractère dialectique du réel, il eût aimé pouvoir se nourrir aussi de l'évocation systématisée de cette posture épistémologique à travers l'évocation de travaux empiriques. Or, limite sans doute incontournable, à ce stade, des avancées en termes de dynamiques de recherche, le moins que l'on puisse dire est que de la proclamation de la nécessité à la mise en œuvre effective d'un tel programme il y a un pas. L'argumentation avancée tout au long de l'ouvrage aurait gagné en force de conviction s'il avait réussi à réellement asseoir son propos sur de telles illustrations. Mais comme l'indique lui-même l'auteur en guise de mot de la fin, « l'avenir est toujours ouvert ». On attend donc avec impatience les prochains travaux conduits sous cet angle.

**Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*,
Paris, Fayard, 2008**

PIERRE BEAUDET

L'historien israélien Ilan Pappé a publié en 2006 (traduit en français en 2008) un livre qui permet d'éclairer les convulsions du conflit israélo-palestinien et ce, au moment où l'État israélien continue son carnage à Gaza. Dans cet ouvrage, l'historien « révisionniste » explique comment à l'origine, la création de l'État israélien a été basée sur des politiques d'épuration ethnique. En effet, en 1948, la première guerre israélo-palestinienne a conduit à l'expulsion de la majorité des quelques 800 000 Palestiniens du territoire de la Palestine historique. Ce fut une politique bien orchestrée, militairement planifiée par le commandement israélien, et « tolérée » par ladite communauté internationale de l'époque.

L'épuration ethnique s'est effectuée au moyen d'importants massacres, de destruction de villages entiers et d'expulsion pure et simple de milliers de civils vers les pays voisins, notamment la Jordanie, le Liban et l'Égypte; ce dernier pays administrait alors la bande de Gaza. Aujourd'hui, à Gaza, 80 % de la population est composée des réfugiés de 1948 et de leurs descendants. Par la suite, les mêmes politiques ont été reproduites. Lors de la guerre dite des « Six Jours », en 1967, 300 000 Palestiniens ont été expulsés de Cisjordanie, qui est alors occupée par les Israéliens, comme la bande de Gaza par ailleurs. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNWRA), plus de quatre millions de réfugiés palestiniens sont présentement éparpillés dans le monde, principalement au Proche-Orient.

Devant ce crime contre l'humanité, ladite communauté internationale est restée passive. Non respectées par l'État israélien, les résolutions de l'ONU sont restées lettre morte. Les quelques tenta-

tives d'imposer des sanctions ont été bloquées par les États-Unis.

Lors d'une entrevue au quotidien *Il Manifesto*, Pappe tentait d'expliquer ce grand « silence » et la complicité occidentale :

Pendant l'Holocauste, les pays qui aujourd'hui condamnent Israël, ou étaient en connivence, ou sont restés silencieux. C'est pour ces motifs que la communauté internationale a abdiqué devant son droit de nous juger. On lui fait endosser une faute à laquelle elle ne peut plus remédier, en perdant ainsi, aujourd'hui encore, le droit de critiquer le gouvernement d'Israël. La conséquence est que quand naquit l'État, personne ne lui reprocha l'épuration ethnique sur laquelle il s'était fondé, un crime contre l'humanité commis par ceux qui la planifièrent et la réalisèrent. Dès ce moment-là, l'épuration ethnique devint une idéologie, un ornement infrastructurel de l'État. Ce discours est toujours valide aujourd'hui, parce que le premier objectif reste démographique : obtenir la plus grande quantité de terre avec le plus petit nombre d'Arabes¹.

De l'occupation aux pratiques génocidaires

L'occupation de Gaza, de la Cisjordanie et du Golan (dont l'armée israélienne a « vidé » la population syrienne en 1967) a permis à l'État israélien de prendre le contrôle de toute la Palestine historique. Lors des négociations au début des années 1990, Israël a proposé aux Palestiniens de « gérer » une petite partie des territoires, tout en gardant le contrôle sur la sécurité, les ressources essentielles (notamment l'eau) et les frontières. Les Palestiniens qui pensaient que ce compromis allait mener à la souveraineté sur 28 % de la Palestine historique ont été rapidement désenchantés. Entre-temps, le gouvernement israélien a érigé de plus en plus de colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza. Devant l'opposition des Palestiniens, les diverses administrations israéliennes, aussi bien celles de la « gauche » travailliste que de la droite (Likoud), ont continué la répression, tout en découpant les territoires occupés en

1. *Il Manifesto*, 14 décembre 2007, < <http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Dicembre-2007/art36.html> >

segments isolés et enfermés par le Mur dit de séparation et les barrières israéliens, dans un mode de contrôle qui ressemble beaucoup à celui qui existait sous l'apartheid en Afrique du Sud. Le résultat est visible aujourd'hui, au point où une majorité de Palestiniens pense maintenant que la création d'un État indépendant en Cisjordanie et à Gaza est devenue une impossibilité.

Cependant, le « problème », explique Pappé, est que ces pratiques coloniales conduisent à une impasse. Confiner les Palestiniens dans une série de ghettos, dont il faut malheureusement dire qu'ils deviennent semblables à ceux imposés aux Juifs européens par les Nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, n'est pas une solution « durable ». D'où le danger sérieux, selon l'historien, que les affrontements ne conduisent à un génocide. Il est certain que le carnage à Gaza réalisé depuis la fin de 2008 va dans ce sens.

L'an passé au moment du début de nouvelles agressions contre Gaza, Pappé disait ne plus avoir de gêne à utiliser le terme de « génocide » pour décrire les événements :

Il faut noter la disparition de la distinction entre les cibles civiles et non-civiles : le massacre absurde a transformé la population dans son ensemble en principale cible des opérations de l'armée. Deuxièmement, il y a une escalade dans les moyens : l'utilisation de toutes les machines à tuer possibles que possède l'armée israélienne. Enfin, l'escalade est remarquable dans le nombre de victimes : avec chaque opération, et chaque future opération, un plus grand nombre de personnes sont susceptibles d'être tuées et blessées¹.

Avant même les récents événements de Gaza², l'armée israélienne, selon B'Tselem (la principale source israélienne concernant les droits humains) avait tué depuis l'an 2000 plus de 4 000 Palestiniens et 20 000 avaient été blessés.

1. Ilan Pappé, *Palestine 2007 : génocide à Gaza, épuration ethnique en Cisjordanie*, The Electronic Intifada, Info-Palestine.net, 17 janvier 2007, < http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=565&var_recherche=pappe >
2. En date du 16 janvier 2009, on parle de près de 1 400 tués et d'au moins 5 000 blessés, dont 50 % de femmes et d'enfants. Gaza est aujourd'hui un champ de ruines.

Briser l'impasse

La grande majorité des observateurs, à commencer par les Israéliens et les Palestiniens, est certaine que d'autres affrontements se profilent, aussi bien dans la Palestine historique qu'à l'échelle régionale et peut-être même internationale. Pappé et bien d'autres Israéliens dissidents (Michel Warschawski notamment¹) affirment l'urgence, pour la communauté internationale, d'agir de manière décisive :

Il n'y a pas d'autres moyens d'arrêter Israël qu'avec le boycott, le désinvestissement et les sanctions. Nous devrions tous les soutenir clairement, ouvertement, sans réserves, indépendamment de ce que les gourous de notre monde nous disent au sujet de l'efficacité ou la raison d'être de telles actions.²

Actuellement professeur en Angleterre, Pappé œuvre à mettre en place un réseau académique préconisant le boycott des échanges universitaires avec Israël, une action symbolique certes, mais qui a un grand retentissement, y compris au Canada et au Québec où l'idée circule, malgré l'opposition féroce des groupes pro-israéliens. Une telle intervention selon Pappé n'a rien à voir avec l'antisémitisme, comme le prétendent les autorités israéliennes :

L'affrontement en Palestine n'est pas entre juifs et Palestiniens. C'est du colonialisme. Et c'est incroyable qu'au 21^e siècle, on puisse encore accepter une politique coloniale. Il faut imposer à Israël les mêmes mesures qu'on avait employées contre le gouvernement raciste de l'Afrique du Sud, dans les années 60-70. Il existe aujourd'hui des mouvements d'opinion de jeunes juifs, en Europe et aux USA, qui dénoncent la politique colonialiste et critiquent Israël en tant qu'état colonialiste et raciste, pas en tant qu'État fondé par des juifs³.

1. Il anime l'Alternative Information Center (AIC) à Jérusalem. <http://www.alternativenews.org/>

2. Pappé, *Palestine 2007 : génocide à Gaza, épuration ethnique en Cisjordanie*, *op. cit.*

3. *Il Manifesto*, *op. cit.*

Les enjeux géopolitiques

Incroyablement informatif sur les origines de la crise, l'ouvrage de Pappé se concentre sur la dynamique locale et particulièrement sur les stratégies israéliennes qui ont provoqué la répression et l'exil des Palestiniens. Cependant, d'autres facteurs, que Pappé n'aborde pas, ont été déterminants dans une large mesure de l'évolution actuelle. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, il était en effet impératif pour les puissances occidentales, les États-Unis en premier lieu, d'appuyer Israël comme « rempart » de l'Occident dans une région stratégique comme le Proche-Orient. Assez rapidement, Israël, en effet, est devenu une base d'appui fondamentale pour une stratégie qui visait à verrouiller cette région et ses richesses énergétiques. Tout au long de la période, l'État israélien a été un élément important dans une macro stratégie visant à subordonner les régimes arabes et à entraver l'influence d'autres puissances, notamment, à l'époque de la guerre froide, celle de l'Union soviétique.

Bien avant les Bush, le Président Carter avait affirmé que le Proche-Orient faisait partie d'un « pré carré non négociable » pour Washington. Or, aujourd'hui, les États-Unis, qui sortent de l'ère Bush, partagent toujours cette vision. La Russie et la Chine, voire l'Union européenne et le Japon, ne doivent pas « perturber » la *Pax americana* et donc le contrôle de la région que les États-Unis réclament unilatéralement.

Certes, il est probable que Barak Obama révise la manière de faire puisque comme on le sait, l'administration précédente a commis de graves erreurs dans le sillon des analyses schématiques et simplistes de Bush, de Rumsfeld et des autres têtes d'affiche des néoconservateurs. Toutefois, le nouveau président Obama ne pourra pas, très probablement, sortir du « paradigme ». La seule superpuissance qui reste dans ce monde doit conserver sa suprématie au Proche-Orient, pas tellement pas parce qu'elle dépend des ressources venant de cette région (80 % du pétrole importé aux États-Unis provient du Canada, du Mexique et du Venezuela), mais parce qu'il est impératif d'empêcher les autres de devenir le joueur principal. Encore plus, au moment où l'Empire américain est en déclin devant des puissances « émergentes ».

Les auteur-es

- Pierre Beaudet est sociologue à l'Université d'Ottawa.
- Pierre Beaulne est économiste à la Centrale des syndicats du Québec.
- Philippe Boudreau est politicologue au Cégep Ahuntsic et doctorant à l'université d'Ottawa.
- Gilles Bourque est sociologue à l'UQÀM.
- Véronique Brouillette est conseillère à la Centrale des syndicats du Québec.
- Dorval Brunelle est sociologue à l'UQÀM.
- Thomas Chiasson-Lebel est chargé de projet à la Ligue des droits et libertés du Québec.
- François Cyr est politicologue au Cégep Ahuntsic et avocat.
- Philippe De Grosbois enseigne la sociologie au Cégep Ahuntsic et est membre du collectif de la revue *À bâbord!*
- Benoît Gaulin est professeur de sociologie au Cégep Ahuntsic.
- Michel Husson est économiste et membre du Conseil scientifique d'Attac-France.
- Éric Martin est politicologue-doctorant à l'Université d'Ottawa.
- Jean-Marc Piotte est politicologue à l'UQÀM.
- Richard Poulin est sociologue à l'Université d'Ottawa.
- Herman Rosenfeld est un organisateur syndical des TCA à la retraite.
- Émir Sader est le secrétaire général du Conseil latino-américain des sciences sociales.
- Pierre Salama est économiste au CEPN-CNRS (Paris).
- Catherine Samary est économiste à l'Université Paris-Dauphiné.
- Simon Tremblay Pépin est doctorant à l'Université du Québec à Montréal et coordonnateur des travaux de la Commission politique de Québec Solidaire.
- Georges Ubbiali est sociologie à l'Université de Bourgogne et collaborateur à la revue *Critique communiste*, dont est tiré son texte.

Nouveaux Cahiers du socialisme

• publiés deux fois par année •

COUPON D'ABONNEMENT

À retourner avec votre règlement
(chèque ou mandat postal) à l'ordre de

Collectif d'analyse politique

Adresse : au soin d'Alternatives
3720 du Parc, # 300
Montréal, Canada, H2X 2J1

	1 an	2 ans
Tarif normal	30 \$	50 \$
Étudiant-es / sans emploi	25 \$	40 \$
International	40 \$	80 \$
Institution	40 \$	80 \$
Soutien	50 \$	100 \$ et plus

Abonnement à partir du numéro

Nom

Adresse

Ville Province

Pays C. P.

Téléphone (facultatif)

Courriel (facultatif)

Achévé d'imprimer en février 2009
par les travailleuses et travailleurs
de l'imprimerie Gauvin
Gatineau, Québec